



La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes



Causeries février 2019

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
---------	---------	------	-------	-----	------	---------	------	-----------	---------	----------	----------

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28											

Le 3 février 2019

CAUSERIE ET INFOS

- Au format pdf (27 pages)

C'est la question du pouvoir, du capitalisme, du régime, des institutions, de l'Etat qui est posée.

Mardi et les jours suivants, tous en grève et dans la rue, constituons du peuple laborieux en Assemblées populaires ou constituantes souveraines dans toutes les communes de France pour décider de la suite du processus révolutionnaire jusqu'à l'établissement d'une République sociale.

Nous exigeons :

Macron et son gouvernement : Démission !

Abolition de la Constitution antidémocratique de la Ve République !

Expropriation du CAC 40 sans indemnité, et confiscation des biens et des avoirs de tous les oligarques milliardaires et multi millionnaires !

Dissolution de l'appareil répressif de l'Etat !

Tout le pouvoir au peuple travailleur !

[Au secours, «Nous avons affaire à un froid historique» !](#)

Les températures ressenties ont chuté encore plus bas que moins 45°C dans le Midwest septentrional.

À Chicago, la troisième ville du pays surnommée la «ville des vents», il a fait mercredi jusqu'à -30 degrés en matinée et -26 dans l'après-midi.

«Nous avons affaire à un froid historique, de toute évidence», a jugé le maire de Chicago Rahm Emanuel lors d'une conférence

de presse mercredi soir.

Sur ordre de la gouverneure du Michigan, Gretchen Whitmer, les administrations de l'État sont fermées jusqu'à vendredi et les fonctionnaires considérés comme non essentiels sont restés chez eux. Les écoles ont également fermé alors que le mercure devait rester entre -30 et -40°C ce jeudi, selon le NWS. Le Figaro 31.01

Ne vivons-nous pas dans le meilleur des mondes ?

A mesure que diminue la liberté économique et politique, la liberté sexuelle a tendance à s'accroître en compensation. (...) Conjointement avec la liberté de se livrer aux songes en plein jour sous l'influence des drogues, du cinéma et de la radio, elle contribuera à réconcilier ses sujets avec la servitude qui sera leur sort. (Aldous Huxley - Le Meilleur des Mondes)

Pour se soulager un peu, ce moment de détente à consommer sans modération vous est offert par le marché

A quoi pensent-elles ? Quand des femmes découvrent qu'elles ont un pubis, c'est que la civilisation humaine est au bord de l'abîme. Place aux mutants.

- Le "rajeunissement vaginal", l'intervention de chirurgie plastique qui ne cesse de croître - Le HuffPost 31 janvier 2019

Le marché mondial de l'esthétique médicale ne s'est jamais aussi bien porté. Il a presque doublé ces quatre dernières années, passant de 5,6 à 10 milliards d'euros. Cette croissance insolente ne devrait pas seulement se poursuivre d'ici 2022 mais aussi s'accroître selon les prévisions. Ce marché a ses bestsellers: dans l'ordre d'importance, l'augmentation mammaire, la liposuction, la chirurgie des paupières et la rhinoplastie.

Depuis plusieurs années, les interventions de "rajeunissement vaginal" font aussi partie du tableau. Selon une étude de la Société Internationale de Chirurgie Esthétique et Plastique portant sur l'année 2017, elles sont les interventions qui se sont développées le plus vite avec une croissance de 23% par rapport à l'année précédente. Elles devancent le lifting du bas du corps (22%), le lifting fessier (17%) et la rhinoplastie (11%). Alors que se tient à Paris, du 31 janvier au 2 février, un congrès mondial rassemblant chirurgiens plasticiens, dermatologues et experts de l'esthétique médicale et chirurgicale, Le HuffPost a voulu comprendre ce que signifiait ce succès et ce qu'il recouvrait.

Outre la vaginoplastie, le terme "rajeunissement" (ou rénovation vaginale) recouvre des interventions aussi diverses que la restauration de l'hydratation du vagin après un cancer, le traitement de l'incontinence ou la labiaplastie, autrement dit les opérations de chirurgie des lèvres génitales. C'est cette dernière qui soulève le plus de questions. Certaines femmes se plaignent d'une atrophie ou hypertrophie des grandes lèvres et/ou des petites lèvres. Il est ainsi possible de gonfler les grandes lèvres en les remplissant d'acide hyaluronique ou de graisse.

Si de nombreux gynécologues rappellent qu'il existe autant de formes de vulves que de femmes, la représentation de l'appareil génital féminin largement partagée est souvent simplifiée et résumée à une fente, des tableaux de la Renaissance ou au porno. Cela pèse sur l'image que les femmes portent sur l'apparence de leur sexe et les oblige à faire une comparaison pas forcément pertinente. Une étude publiée en juin 2018 a montré après avoir étudié pendant deux ans les appareils génitaux de 657 femmes suisses de 15 à 84 ans qu'il n'existait pas de "vulve normale", vu l'importance des différences anatomiques constatées.

"Lorsque l'on vient me voir pour une nymphoplastie, mes patientes me disent souvent: 'c'est très moche'", admet Nicolas Berreni. Cependant, la notion d'inconfort ou de problème plus sérieux est aussi avancée pour justifier ce type d'interventions. "Les grandes lèvres sont comme des paupières, là pour protéger les petites lèvres, l'entrée du vagin, explique-t-il encore. Sans cette protection, les petites lèvres frottent contre un sous-vêtement, un vêtement et cela peut créer une inflammation qui peut revenir de manière chronique, la vulvite". Il est difficile de faire la distinction entre les opérations à visée fonctionnelle et celles qui relèvent purement de l'esthétique, car une étude précise sur les motivations des patientes sur le sujet manque.

Pour Gilbert Montale, chirurgien plasticien, interrogé dans Grazia, l'argument fonctionnel explique de moins en moins le recours à ce type d'interventions. "Les jeunes femmes d'aujourd'hui demandent une nymphoplastie à but esthétique (si les lèvres pendent trop par exemple), c'est un choix subjectif. Tandis qu'auparavant, les femmes recourraient davantage à cette intervention pour régler un problème d'inconfort ou de douleurs pendant les rapports."

Sarah Piazza, psychologue clinicienne à l'université Paris Diderot et autrice d'une étude portant sur une trentaine de femmes ayant eu recours à la nymphoplastie en France, avance quant à elle, interrogée dans L'Express: "Mon hypothèse est que la gêne physique est mise en avant alors qu'elles sont préoccupées par la question de l'esthétisme et surtout de la norme. Elle parle d'une vulve 'informe', 'dégoûtante'".

Malgré les critiques qui leur sont faites, ces interventions ont aussi permis d'amorcer certaines discussions qui n'existaient

pas jusqu'alors. "Les innovations technologiques qui ont été apportées par la chirurgie esthétique ont levé un tabou, avance Nicolas Berreni. Avant, on ne parlait pas, on n'avait pas les moyens de répondre à ces demandes et on n'écoutait pas ces patientes. Désormais, il s'agit d'un sujet à part entière, les gynécologues ont entendu parler de ces méthodes et les patientes osent de plus en plus en parler". Ce que confirme Gilbert Montale lorsqu'il dresse le portrait robot de la femme qui a recours à ce type de chirurgies. "Elle a entre 30 et 40 ans. C'est une femme qui se regarde plus qu'avant, et qui fait notamment attention à son pubis, chose qui n'arrivait pas (ou peu) à l'époque."

Ces conversations aussi existent grâce à des projets artistiques, en particulier sur Internet. Comme le travail de l'artiste Hilde Atalanta qui, en réaction au succès des labiaplasties, publie sur Instagram des témoignages et des dessins de vulves de personnes qui la contactent. Le HuffPost 31 janvier 2019

LVOG - Ce sera à celui ou celle qui sera le plus dingue ! Pour que ces femmes en arrivent à se dégoûter elles-mêmes à ce point, c'est qu'elles ne peuvent se prévaloir d'aucune qualité humaine, elles ne valent vraiment pas la peine qu'on les regarde et encore moins qu'on les plaigne. Puisque l'insignifiance de leur personnalité se réduit à leurs lèvres génitales, les baiser serait se corrompre avec le diable en personne !

- Chirurgie esthétique : «Elles veulent les fesses de Kim Kardashian» - LeParisien.fr 2 février 2019

LVOG - A défaut de charme, où va-t-il se nicher !

- Le carton de la chirurgie esthétique auprès des jeunes Français - LePoint.fr 2 février 2019

La chirurgie esthétique séduit un public de plus en plus jeune. Selon une étude relevée par le quotidien Le Parisien, le nombre d'interventions est pour la première fois plus important sur les 18-34 ans que sur les 50-60 ans. Selon des chiffres délivrés à l'occasion de l'IMCAS, un congrès international consacré à la médecine et la chirurgie esthétique, il s'agit là d'une grande première.

On parle notamment des injections de botox et d'acide hyaluronique ou encore des ultrasons qui créent des impacts de coagulation sous la peau pour la retendre et resserrer les pores, le tout sans injection ou autre bistouri. Dans les colonnes du quotidien, le Dr Ascher, chirurgien plasticien, explique que « ces méthodes soft ont été initiées il y a dix ans, avec une accélération depuis cinq ans, et évoque « des progrès spectaculaires ».

Parmi ces actes non chirurgicaux, l'injection d'acide hyaluronique reste la plus plébiscitée devant la réduction de graisse sans opération et l'épilation au laser, toujours selon les chiffres de l'IMCAS. Pour ce qui concerne les opérations de chirurgie esthétique, l'augmentation mammaire reste en tête avec plus de 47 000 interventions en 2017, devant la liposuction (31 822), et la chirurgie des paupières (26 681).

Les réseaux sociaux en cause ? LePoint.fr 2 février 2019

LVOG - Autrefois, elles étaient poudrées, crémeuses, fardées, peinturlurées, de nos jours elles sont siliconées, acidifiées, botoxisée, etc. elles n'ont plus rien de naturel et ils appellent cela "le progrès" ! C'est légitime paraît-il, mais les femmes qui manifestent pour accéder à une vie meilleure depuis le 17 novembre 2018 parce qu'elles ont à peine de quoi survivre, elles sont illégitimes, et qu'elles ne se plaignent pas, apparemment elles ont été épargnées jusqu'à présent par les FBD, elles ont juste été gazées, dommage, car sinon elles auraient goûté aux délices de la chirurgie esthétique !

[Réflexion politique à propos du mouvement populaire en cours.](#)

Je condamne l'agression dont ont été victimes des militants du NPA, lors de la manifestation du 26 janvier dernier à Paris, par les «Zouaves», un groupuscule d'extrême droite héritier du GUD, et j'exprime ma solidarité aux militants blessés lors de cette agression. Ils m'excuseront de ne pas agir réagi plus tôt, je fais ce que je peux !

Je suis loin de la France (10.000 kms) et il y a forcément des aspects des Gilets Jaunes qui m'échappent ou qui me parviennent uniquement au fil des infos disponibles sur le Net. En conséquence, je dois m'entourer de davantage de précautions avant de m'exprimer ou de formuler une analyse, qui n'interviendra qu'après coup ou passé un certain délai, c'est inévitable pour écarter un certain nombre de pièges et induire en erreur les lecteurs, chacun peut le comprendre.

S'agissant des Gilets Jaunes - mettons des majuscules après que Macron les ait traité de "Jojo", il faut distinguer ceux qui en sont à l'initiative, ceux qui se sont auto-proclamés leurs dirigeants ou qui remplissent cette fonction, les manifestations prévues chaque samedi depuis le 17 novembre 2018, à Paris et en province, celles qui se déroulent dans les grandes villes en direction des préfectures ou sous-préfectures ou encore d'un objectif précis, celles qui ont un parcours disons officiel d'un point à un autre d'une ville, et celles qui se déroulent sous forme d'occupation de ronds-points ou qui empruntent un itinéraire non fixé à l'avance et qui évoluent en fonction du blocage des forces de l'ordre, ceux qui ont constitué un parti ou des listes électorales pour les européennes, on retrouve souvent les mêmes personnes mais pas forcément, et enfin les Assemblées populaires dont j'ignore

le nombre et l'importance qui se sont constituées dans toute la France, je crois ne rien avoir oublié, on peut ajouter le soutien et la participation de certains partis et syndicats, bref, cela donne un mouvement très hétérogène, sans véritable direction, dont les membres peuvent être animés de revendications contradictoires puisque tous les courants y sont présents de l'extrême gauche à l'extrême droite, face à un Etat policier centralisé.

Dans ces conditions, chapeau pour s'y retrouver, d'autant plus que la situation n'est pas figée.

Maintenant, maintenant que ce mouvement a commencé à se structurer avec les Assemblées populaires, je peux enfin vous livrer les premières impressions que j'ai eues au lendemain de l'Acte I à IV des Gilets Jaunes, notamment à Paris. En observant l'extrême violence qui accompagna les premières manifestations, j'en déduisis immédiatement que cela ne pouvait être que l'oeuvre de l'extrême droite et personne d'autres. Et l'attitude bienveillante des médias aux ordres qui s'en suivit semblait le confirmer.

Maintenant, je ne pouvais pas ignorer que des dizaines ou centaines de milliers de travailleurs n'ayant rien à voir avec l'extrême droite avaient participé à ces manifestations, donc mon premier réflexe a été de me dire qu'il était impossible de condamner ces manifestations, ni même les violences qui avaient été commises puisque je savais qu'elles leur seraient imputées, tout comme je savais qu'elles desserviraient leur cause. Sachant par ailleurs que l'extrême droite était l'allié du régime, je me suis dit que ces violences avaient été programmées à l'avance et qu'elles avaient été exécutées dès le début dans un but bien précis qui ne me semblait pas très clair. Aussi, me fallut-il un peu de temps pour émettre un certain nombre d'hypothèses et les vérifier une par une, tandis que la situation évoluait d'un jour ou d'une semaine à l'autre.

S'agissant spécifiquement de la manifestation parisienne, l'agression dont ont été victimes les militants du NPA par des nervis le 26 janvier, confirme qu'elle est noyautée par l'extrême droite, dans quelle proportion, je l'ignore, en tout cas suffisamment pour que ce genre d'incidents se produisent. J'en tire donc la conclusion qu'à ce stade il faut recommander aux travailleurs et surtout aux militants de ne pas y participer, on peut ajouter que les militants du mouvement ouvrier paient le prix fort de sa décomposition, de sa division, de la dislocation de son avant-garde, et qu'en présence d'organisations fascistes mieux structurées ou tout du moins plus déterminées car bénéficiant du soutien de leurs dirigeants, il est préférable de ne pas exposer inutilement la vie des militants.

Mon avis vaut ce qu'il vaut, toutefois, sans vouloir polémique, je m'étonne que les dirigeants sur place ne soient parvenus à la même conclusion que moi pour protéger leurs militants.

Quand je m'en suis pris aux dirigeants du POID, c'était parce qu'ils avaient caractérisé globalement ce mouvement de fachos. Ma réaction n'avait pas seulement été dictée parce que la majorité des participants n'en étaient pas, mais aussi ou surtout, parce que j'ai estimé que ce n'était pas le moment opportun de faire ressortir cet aspect-là, préférant attendre la suite des événements pour le traiter, histoire de voir s'il allait ou non déterminer l'orientation de ce mouvement, espérant qu'il en sorte autre chose et que l'extrême droite serait marginalisée ou ne parviendrait pas à le contrôler, et quelque temps plus tard apparurent les premières Assemblées populaires, tandis que les revendications qui pouvaient émaner de l'extrême droite ne figuraient plus parmi la liste des revendications des Gilets Jaunes ou étaient rejetés par plus de 90% d'entre eux. Dès lors, on pouvait traiter cette question, en cernant précisément où et comment l'extrême droite intervenait, autant pour le dénoncer que pour prémunir les travailleurs et les militants de ne pas participer à leurs provocations, de s'en tenir aussi éloignés que possible. Je crois que cette mise au point était nécessaire. J'aurais pu la faire plus tôt, mais je n'en ai pas eu le temps !

En ce qui concerne les dirigeants autoproclamés, observant qu'ils sont en train de rentrer dans le rang les uns après les autres ou d'être récupérés, ce qui était prévisible, donc j'avais eu aucun mérite à l'évoquer dès le début, dans peu de temps on n'en entendra plus parler et cela vaudra mieux ainsi. Cela dit on veut admettre que certains ont été poussés sur le devant de la scène politique malgré eux.

Quant au reste du mouvement initié le 17 novembre 2018, qu'ils s'agissent des mobilisations de travailleurs en province ou dans les quartiers des grandes villes ou des banlieues, les Assemblées populaires, j'estime qu'elles sont parfaitement légitimes et qu'on doit continuer de les soutenir et y participer, parce qu'elles incarnent l'ensemble des besoins ou aspirations de la classe ouvrière et au-delà, de certaines couches des classes moyennes, elles correspondent aux tâches que la situation sociale et politique leur dicte d'accomplir, tout en s'inscrivant dans la perspective d'une issue politique à la crise du capitalisme conforme au processus dialectique matérialiste et historique, donc conduisant au renversement des institutions de la Ve République, à la prise du pouvoir politique par les masses exploitées et opprimées, condition préalable pour abolir le capitalisme et instaurer une République sociale, sans quoi aucun progrès social ne serait envisageable dans le futur.

Cependant elles ne résolvent pas la question déterminante de leur direction, c'est l'une de leurs principales faiblesses, qui peut faire échouer ce mouvement populaire ou le condamner à une impasse. La féroce répression qui s'est abattue sur eux et le lourd tribut qu'ils ont déjà payé en est le produit, le produit de bien des illusions ou errements.

Les travailleurs qui participent à cette mobilisation, et plus particulièrement ceux qui parmi eux les influencent, ne veulent pas comprendre que la direction d'un mouvement révolutionnaire, son programme, sa stratégie, ses objectifs, ses tâches, la prise de conscience indispensable à chaque étape de l'ensemble de ce processus et de son développement, les rapports entre les

classes et à l'intérieur des classes qui sont amenés à changer, etc. ne s'improvisent pas, qu'ils veuillent bien y réfléchir un instant posément, sinon cela se saurait depuis longtemps et les questions que nous avons à résoudre ne se poseraient même pas. C'est ce que nous enseignons la lutte de classe du passé, malheur à ceux qui les ignorent, car ils iront infailliblement de désillusions en défaites, et le sort qui les attend sera pire que tout ce qu'ils ont pu imaginer jusqu'à maintenant.

Nous leur disons tranquillement, sans animosité ou arrière-pensées, car nous sommes parfaitement conscients d'être embarqués dans la même galère, aussi vaut-il mieux mettre toutes les chances de notre côté pour atteindre l'autre rive plutôt que tenter l'aventure et sombrer avec tout l'équipage.

Maintenant, on comprend parfaitement leur réaction, leur rejet épidermique des partis du mouvement ouvrier pour les avoir trahis ou avoir failli à leur devoir ou responsabilités pendant de trop longues décennies. Il ne faut tout de même tous les loger à la même enseigne, et il faut reconnaître qu'il y en a qui sont plus fréquentables que d'autres pour avoir toujours été à leur côté, je pense au POID, au POI, moins au NPA et à LO, mais aussi le PRCF, le Pardem, ainsi que des groupes de militants dont les engagements sont sincères et remontent à des décennies. Certes, disons qu'ils ont été très maladroits pour ne pas les accabler inutilement, auquel cas cela ne vaudrait même pas la peine de les évoquer. Certes, ils présentent tous des travers ou ils sont loin d'être irréprochables, on ne peut pas non plus leur reprocher de ne pas être parfait puisque cela n'a jamais existé nulle part, pour autant ils possèdent une longue expérience de la lutte de classe.

Ils n'ont pas su la partager avec un grand nombre de travailleurs, donc ils en sont restés à l'état de petits partis organisant au mieux quelques milliers de militants. Leur principal défaut, c'est d'être demeurés trop dogmatiques ou sectaires, attitude défensive plus ou moins inconsciente qui s'apparente à un moyen pour préserver leur identité, ce qui ne leur a jamais permis de rompre leur isolement, pire, à défaut d'évoluer au même rythme que les transformations de la société ils ont pu par endroit se scléroser ou sombrer dans des dérives de type bureaucratique et autoritaire, donc antidémocratique, du coup ils n'ont jamais pu adapter leur conception de la lutte de classe à la modification qu'allait connaître la composition des différentes classes sociales et se retrouver littéralement coupés de la classe ouvrière et des classes moyennes, particulièrement leurs couches les plus défavorisées.

Certains ont tenté de remédier à cette situation, mais chaque fois ils ont été rattrapés par leur fâcheux penchant à favoriser les rapports entre les appareils des partis au lieu de se tourner résolument vers les masses exploitées. Ils ont essayé de créer des comités pour rassembler les travailleurs à travers tout le pays, mais chaque fois ils ont échoué. Au lieu d'élaborer un discours en direction de l'ensemble des travailleurs, qui soit accessible au plus grand nombre, dans lequel chaque travailleur pourrait se reconnaître, ils s'adressèrent à d'autres classes ou couches de la population, aux élus, aux militants ou aux dirigeants d'autres partis, aux syndicalistes, ce qu'ils considéraient comme l'élite du mouvement ouvrier ou de la classe ouvrière, en vain, leur stratégie se solda par des scissions et une dislocation de leurs forces les laissant exsangue et dans l'incapacité de jouer le moindre rôle politique ou presque.

Là encore, cela les amena à justifier leur bilan pitoyable en recourant à des arguments pour le moins fort discutables. Il est bien connu que lorsqu'on est acculé, on a le choix entre reconnaître les faits ou assumer ses erreurs pour ensuite les corriger, ou s'enfermer dans un déni permanent dont les conséquences seront plus désastreuses encore, c'est là qu'ils en sont rendus, réduits à l'état d'impuissance et de spectateurs du mouvement populaire en cours, auquel ils essaient non sans peine de s'accrocher ou de participer.

Ce serait injuste et improductif de leur jeter la pierre, il existe d'autres acteurs sur la scène politique qui la méritent, Macron, Philippe, Castaner, ainsi que tous ceux qui reprennent leur discours.

Renforcer ces partis pour les aider à définir une orientation et une conception de la lutte de classe qui correspondent à la situation, et qui répondent aux besoins exprimés par les travailleurs en les faisant participer à ce mouvement populaire, pourrait procurer du même coup des solutions aux faiblesses de ce mouvement pour qu'il aille le plus loin possible et évite de commettre bien des erreurs irréparables ou dramatiques en terme de travailleurs blessés ou handicapés à vie.

La lutte de classe n'est pas une affaire d'aventuriers, c'est quelque chose d'aussi sérieuse que l'intégrité physique d'un travailleur.

On ne prend pas à la légère des décisions qui engagent la vie de dizaines de millions de travailleurs, cela requiert d'avoir acquis un niveau de conscience ou savoir de quoi on parle. Or, il est incontestable que seule une infime minorité parmi nous en sont capables, encore une fois, malheur à ceux qui l'ignorent, ils porteront la lourde responsabilité des conséquences qui en découleront !

Cela dit, il faut aussi avoir conscience qu'aucune décision ne vaut la peine d'être appliquée, si elle n'est pas partagée ou adoptée par le plus grand nombre, dans le cas contraire elle n'aura aucune chance d'aboutir au résultat recherché. Donc, il est fortement recommandé de ne pas se détourner des dirigeants ou des partis qui ont quelque chose à proposer, d'y réfléchir collectivement et de mettre en délibération leurs propositions au lieu de les écarter sous prétexte qu'elles ne proviendraient pas d'un Gilet Jaune. Qui jusqu'à présent aurait donné mandat à monsieur Drouet d'appeler à des manifestations chaque samedi ? Personne à ma connaissance, chaque fois ce fut une décision individuelle. Qui a décidé le thème sous lequel se déroulerait chaque manifestation ? Personne, et pourtant vous y participez.

Tout dépend aussi de l'objectif qu'on se fixe.

S'il s'agit uniquement d'obtenir des aménagements de la politique foncièrement antisociale, liberticide, réactionnaire, impérialiste de Macron, et non de parvenir à un changement de régime et de société pour résoudre tous les problèmes sociaux auxquels sont confrontés les travailleurs de ce pays, des miettes supplémentaires destinées aux uns au détriment des autres feront temporairement l'affaire et la vie continuera comme avant avec son lot d'inégalités, d'injustices, de difficultés et de souffrances en tous genres avec lesquels on s'accommode finalement à défaut de mieux, la paix sociale sera préservée, l'ordre établi sera sauvegardé et le règne de la servitude ou de l'esclavage sera plus sûrement enraciné, est-ce cela que vous voulez ?

C'est à ce résultat qu'on aboutit quand on ne se situe pas strictement sur un terrain de classe indépendant, quand inconsciemment on accorde la moindre légitimité à Macron, au gouvernement, aux institutions, au capitalisme, on est prêt à passer des compromis avec eux au lieu de rompre et de les affronter dans la perspective politique de les renverser, de prendre le pouvoir, en fait on abandonne cet objectif qu'on le veuille ou non.

Il ne faut pas se leurrer ou se raconter des histoires.

On ne peut pas acquérir une conscience de classe, on ne peut pas développer un esprit libre et critique, on ne peut pas comprendre grand chose à la situation ou au monde dans lequel on vit, quand on continue de penser dans le cadre des rapports sociaux établis (au présent comme au futur), on ne fait que manifester notre incapacité à saisir le processus dialectique historique à l'oeuvre, dont l'issue n'est écrite nulle part, et laisse entrevoir la possibilité d'inverser ces rapports sociaux ainsi que l'orientation de ce processus, dès lors qu'un ensemble de conditions objectives et subjectives sont réunies, d'où la nécessité absolue de les étudier attentivement pour en tirer des conclusions théoriques et pratiques (dans lesquels figurent les enseignements du marxisme dont on se détourne) qui permettront d'avancer dans cette voie, sinon il ne faut se faire aucune illusion et n'espérer aucun changement politique ou de société dans le futur.

En complément.

Nervis et provocateurs, policiers casseurs déguisés en manifestants.

Un internaute - Il est vrai que ces foulards rouges ont bénéficié d'une belle tranquillité : les Black blocks devaient récupérer leurs RTT (très occupés la veille), les sauvagions qui traversent la rue pour piller les magasins s'occupaient sans doute à fourguer leurs emplettes du samedi, les membres des groupuscules d'extrême droite assistaient probablement aux vêpres à St Nicolas du Chardonnet, ceux d'extrême gauche à une réunion de cellule, bref, la tranquillité. Quant aux forces dites du maintien de l'ordre, elles étaient d'une discrétion remarquable, et nous l'avons remarquée. Aussi discrètes que lors de la manif anti IVG, il y a quelques semaines, ou de la manif pour tous, il y a quelques années qui, contrairement à la tradition lors des manifestations syndicales, ne furent pas "émaillées par des incidents en fin de parcours".

La "Marche Mondiale pour le Climat", qui n'a pas un programme de revendications bien définies, si ce n'est le climat, ont pu occuper sereinement la place de la République.

Confirmation.

Drouet encense Schiappa et Hanouna.

- Le gilet jaune Éric Drouet encense Schiappa et Hanouna sur C8 - Le HuffPost 31 janvier 2019

Il faisait partie du million de téléspectateurs devant C8. Invité des "Grandes Gueules" de RMC ce mercredi 30 janvier, Éric Drouet est revenu sur l'émission exceptionnelle de la chaîne consacrée au grand débat national avec Marlène Schiappa et Cyril Hanouna.

"Le seul vrai débat qu'on a vu pour l'instant c'est ce qui s'est passé vendredi dernier sur C8 sur une chaîne privée. C'est pour l'instant, à notre avis le meilleur débat qu'il y a eu parce qu'il y avait la secrétaire d'État", a-t-il expliqué en faisant référence à l'émission dont le concept avait suscité la polémique jusque dans l'hémicycle du Sénat.

"Il y a eu pas mal d'avancées, il y a eu pas mal de propositions de tous bords", a-t-il argué avant de saluer la diversité des personnes présentes sur le plateau: "il y avait des chefs d'entreprise, il y avait un peu de tous les corps de métier. C'est selon moi dans ce sens là qu'il faut faire les débats." Également présente dans le studio de RMC, Laetitia Dewalle a appuyé les propos d'Éric Drouet. "Il faut effectivement un débat de visu. Pas un débat où l'on écrit sur un cahier de doléance qui va finir par allumer le barbecue au 14 juillet à l'Élysée, a-t-elle estimé, plaidant pour "un vrai débat avec de vrais échanges constructifs, où on repose certaines choses." Le HuffPost 31 janvier 2019

LVOG - Depuis on n'en entend plus parler, y aurait-il renoncé ?

- Éric Drouet va porter plainte contre Christophe Castaner pour "dénonciation calomnieuse" - Le HuffPost 30 janvier 2019

"Les accusations qu'il porte sont très graves." Invité des Grandes Gueules sur RMC, Éric Drouet, une des figures emblématiques des gilets jaunes a annoncé qu'il avait décidé de porter plainte contre Christophe Castaner pour "dénonciation calomnieuse." Une réponse au ministre de l'Intérieur qui indiquait la veille vouloir demander au procureur de poursuivre le leader officiel de la contestation après qu'il a appelé à un "soulèvement sans précédent par tous les moyens utiles et nécessaires."

"Soulèvement' veut dire plein de choses. Nous on l'entend dans le sens que les gens se mobilisent dans les manifestations", a ainsi déclaré Éric Drouet ce mercredi 30 janvier avant d'être immédiatement soutenu par Laetitia Dewalle, autre figure emblématique du mouvement présente sur le plateau. "Soulèvement ça peut être une grève, ça peut être une manifestation, ça peut être un soulèvement de conscience. Ce n'est pas forcément par les armes", a-t-elle ajouté comme vous pouvez le voir ci-dessous. Le HuffPost 30 janvier 2019

Drouet "**en roue libre**"... avec l'UDI !

- Éric Drouet, Joachim Son-Forget et Doc Gynéco: l'invitation reçue par le porte-parole des gilets jaunes - Le HuffPost 2 février 2019

On peut difficilement faire plus transparent. Éric Drouet, figure charismatique du mouvement des gilets jaunes, a rendu publique sur Facebook la proposition faite par le député Joachim Son-Forget, qui a récemment quitté -et dans des conditions particulières- La République En Marche.

"Bon les amis, je fais tout dans la transparence, vous le savez! J'ai reçu ça ce soir", a indiqué le chauffeur routier dans la nuit de ce vendredi 1er au samedi 2 février, en copiant le message qu'il venait de recevoir de la part de l'élu: une invitation à déjeuner en compagnie du rappeur Doc Gynéco.

"Bonjour Éric, c'est le député Son-Forget, qui a quitté En Marche en fracas en fin d'année. Je voulais te proposer qu'on se voie la semaine prochaine avec Doc Gynéco, qui essaie de m'aider depuis quelques jours, pour déjeuner", écrit celui qui siège désormais avec l'UDI, qui ajoute: "jusqu'à la fin d'année j'avais la ligne directe et on se parlait souvent; depuis que j'ai quitté LREM c'est chaud, mais il y a un truc à tenter".

Au HuffPost, Joachim Son-Forget confirme être l'auteur de ce message. "Et quand j'évoque la 'ligne directe', je parle de Macron", précise-t-il. Reste maintenant à savoir dans quelles conditions ce triumvirat pour le moins hétéroclite pourrait se réunir.

À en croire les premiers résultats du sondage lancé par Éric Drouet, il n'est pas impossible que le leader officiel des gilets jaunes accepte un déjeuner, mais en compagnie de l'avocat François Boulo, autre figure médiatique particulièrement appréciée au sein du mouvement.

À noter cependant que de nombreux gilets jaunes expriment en commentaire leur scepticisme quant au caractère potentiellement opportuniste de l'invitation de ce parlementaire "en roue libre". Le HuffPost 2 février 2019

[Lordon a évoqué "le devenir néofasciste du macronisme."](#)

La vidéo tournée d'un immeuble en hauteur plonge sur une cour de récréation du 19e arrondissement d'où monte un grand cri scandé : « Macron démission ! Macron démission ! ». Ce pouvoir est devenu l'objet du lazzi des enfants. Normalement un régime qui en est là ne connaît plus qu'une forme ou une autre de sursis. On ne spéculera pas plus que ça sur le sens politique des petits. Davantage sur le degré auquel le pays est imprégné de la détestation du monarque pour que les mioches en aient capté quelque chose. En tout cas, les petites éponges de cour de récré ne se trompent pas : il est haï. Et pour des raisons écrasantes, incontestables, dont la gravité ne cesse d'ailleurs de croître. Dans la série graduée des actes par lesquels un souverain en vient à perdre sa légitimité, le point maximal est atteint quand il prend le parti de constituer sa population en ennemie, et par conséquent de lui faire la guerre. Nous en sommes là, littéralement. Déployer des blindés en ville, équiper les forces de police de fusils à pompe, et même de fusils d'assaut, infliger aux manifestants des blessures... de guerre, c'est bien être en guerre. Du reste, s'il en est à prévoir des plans d'exfiltration des ministres et à prépositionner un hélicoptère pour évacuer l'occupant de l'Élysée, c'est que ce régime lui-même ne s'illusionne pas tout à fait quant à la réalité de ses rapports avec « sa » population.

En vérité, ce pouvoir est symboliquement à terre. Il a franchi un à un tous les seuils du discrédit, et puis ceux du scandale. Il ne lui reste plus que la force armée pour contenir la contestation. Et, pour tenir le reste, celle des répétiteurs médiatiques qui s'acharmeront jusqu'au bout à soutenir qu'élu régulièrement, haut la main ajouteront même les plus bêtes ou les plus oubliés des conditions réelles de son élection, il est entièrement « légitime ». Nous apprenons donc de leurs bouches autorisées qu'un dirigeant, pour peu qu'il ait satisfait à une comédie électorale entièrement truquée, peut parfaitement mutiler ses opposants, envisager de leur faire tirer dessus au fusil d'assaut — une image que, pour tout leur récent bon vouloir, les médias n'ont pas encore trouvé le temps de montrer —, s'engager dans des voies juridiques proto-totalitaires, sans que sa « légitimité » soit

le moins du monde remise en question.

En vérité, ce pouvoir est symboliquement à terre. Il a franchi un à un tous les seuils du discrédit, et puis ceux du scandale. Il ne lui reste plus que la force armée pour contenir la contestation. (Non, il dispose aussi du soutien de tous les partis qui malgré tout continuent de collaborer aux institutions qui le protègent, dont évidemment LFI, le PCF, etc. auxquels il faut ajouter les directions syndicales, qui quel que soit le langage qu'elles emploient lui demeureront acquises. - LVOG)

Malheureusement, ces verdicts de légitimité ne valent pas mieux que la légitimité de ces véridicteurs. Or, de ce côté non plus la situation n'est pas fameuse. On n'en finit pas, par exemple, de contempler les étonnants renversements qui conduisent l'éditocratie à trouver horrifiant ici ce qu'elle trouvait admirable là, et réciproquement. « Qu'ils dégagent ! » en Tunisie : magnifique ; « Macron démission ! » : foule haineuse. Place Tahrir : printemps arabe ; Place de l'Étoile : hordes de casseurs. Crémation des statues de Chávez : peuple en lutte ; parodie de guillotine pour Macron : extrémistes violents. Police poutinienne : dictature ; police macronienne : ordre républicain.

À ce sujet, précisément, Bloomberg, organe bien connu pour ses sympathies révolutionnaires, titre ceci : « La réponse de Macron aux "gilets jaunes" fait paraître Poutine modéré en comparaison (1) ». On voit d'ici le tableau sauter dans les têtes de Laurent Joffrin ou Jérôme Fenoglio, les soudures qui se défont, les écoulements de matière cérébrale par les oreilles : comment se peut-il ? Poutine, pourtant le nom propre de la tyrannie ? Macron pire ? C'est impossible. Logiquement, pas un média français n'en parlera. Ordinairement très préoccupés du prestige international de la France, des regrettables dommages que peuvent lui causer d'irresponsables mouvements de grève de fonctionnaires, pas un n'a rapporté la stupéfaction de la presse anglo-saxonne qui observe, médusée, le devenir néofasciste du macronisme. Ni, symétriquement, le fait que le gilet jaune est devenu une sorte de symbole international, adopté par tous ceux qui sont en lutte, où l'on pourrait trouver de quoi nourrir une certaine fierté — question de point de vue, sans doute.

Voilà en tout cas où en sont encore les diseurs de légitimité. Obstinés à maintenir qu'un pouvoir en guerre contre sa population n'en est pas moins tout démocratique. Car c'est là le propre de l'inconséquence médiatique qui, après avoir occulté les violences policières pendant deux mois, se met d'un coup à en parler, d'ailleurs plus sous l'effet de l'emballement mimétique que d'un quelconque retour de conscience, mais pour n'en tirer aucune conclusion substantielle. (Pourquoi, devrait-il en être autrement ? Ce constat porte à confusion, car c'est prêter ou concéder aux médias des vertus ou des intentions qui ne correspondent en aucune manière avec leur nature, qui ne peut que coïncider avec l'idéologie du régime et aucune autre. Dit autrement, c'est laisser entrevoir l'illusion qu'il pourrait en être autrement ou que les médias pourraient servir d'autres intérêts que ceux de l'oligarchie ou du capitalisme. - LVOG) La « démocratie » fait la guerre au-dedans, elle s'apprête, sous les approbations de l'extrême droite, à passer une loi de musèlement de toute forme de contestation, mais ça ne pose pas le moindre problème de principe. (Même remarque que précédemment puisque ce passage est inspiré par le même état d'esprit de l'auteur. Pourquoi, cela le devrait-il ? Dans ce cas-là il est inutile d'entourer la démocratie de guillemets, si c'est pour colporter ce genre d'illusions. - LVOG) Si bien qu'on peut continuer d'en appeler au « Grand débat » au nom de « la démocratie » même, comme de juste. Pendant que, samedi après samedi, les hôpitaux se remplissent. Et que les tribunaux débordent. (Normal, non ? A qui s'adresse ici Lordon sinon à Macron. Vous en étiez-vous aperçus ? Si non, la suite va le confirmer. - LVOG)

Il s'agit donc maintenant de faire savoir à ce pouvoir qu'il est trop tard, beaucoup trop tard. En fait même, que c'est fini. (Voilà pour la confirmation. Cependant Lordon va recourir immédiatement au double langage pour camoufler les illusions qu'il a encore dans le régime. - LVOG) Pour cette raison toute simple qu'on ne parle pas avec des institutions qui, après avoir fait pendant trois décennies la démonstration constante de leur absolue surdité, sont désormais de fait passées au stade militaire (grenades au TNT, blindés, fusils d'assaut : stade militaire). Et dont on ne voit pas par quel soudain accès de sincérité, elles se seraient miraculeusement converties à « l'écoute ». (Mais alors monsieur Lordon, pourquoi n'avez-vous pas rompu avec ces institutions depuis au moins trois décennies ? - LVOG)

On pense au misérable QCM gouvernemental, à ses lignes déjà toutes tracées (« Baisser le taux d'impôt sur les sociétés à 25% », « Rendre la fiscalité du capital comparable à celle des autres pays européens pour stimuler l'investissement, y compris en supprimant l'ISF »), à sa manière toute particulière de poser les questions (« Identifier le type de dépenses publiques à baisser », « Faut-il supprimer certains services publics ? »), bref à cette parfaite ouverture du débat ouvert (2). On pense aussi à ce qu'écrit Éric Vuillard dans sa Guerre des pauvres (il s'agit de la révolte paysanne emmenée par Thomas Müntzer dans l'Allemagne du XVI^e siècle) : « C'est alors que le duc Albert de Mansfeld entama des négociations. Il fallait que ça traîne en longueur, afin de démolir l'adversaire et de gagner du temps. La négociation est une technique de combat (3) ». Et il faudrait aller « dialoguer » dans ces conditions ? (Que faites-vous d'autre comme on l'a vu plus haut dans cet article ? Tout son discours consiste à reprocher à Macron, aux institutions et aux médias leur comportement, alors qu'il est absolument normal en tant que représentants des intérêts du capital. Leur reprocher signifie qu'ils pourraient ou devraient adopter un autre comportement, c'est donc colporter des illusions sur leur rôle politique. Dans le paragraphe suivant il va reprocher au journal Le Monde de ne pas changer, pourquoi, le devrait-il, pour devenir le porte-parole de la classe ouvrière ? - LVOG)

Pour l'éditorialiste du Monde, la réponse ne fait pas de doute. « L'ultraviolence » de ceux qui veulent « attaquer la République (...), voire renverser le gouvernement (...) est la négation de la tolérance et du débat (...), [l']ennemie de la démocratie ». Ici la revue de détail est complète : il ne manque pas un recouvrement, pas une escroquerie nominale, pas une fausse position de problème — tout n'est-il pas d'ailleurs joué quand le texte s'intitule « Gilets jaunes : la violence ou le débat » ? Il est vrai qu'il

date énormément, du 7 janvier, une éternité, une époque en tout cas où Le Monde ne s'était pas encore aperçu qu'il y avait des violences policières. Ni ne savait comment on organise les « Grands débats ». Au demeurant, maintenant il le sait et, visiblement, ça ne change pas grand-chose à sa manière de concevoir « la tolérance et le débat » — on aura même sous peu l'occasion de mesurer quel degré de pantomime Le Monde est capable d'endosser pour maintenir la fiction de la démocratie (élevé, pressent-on).

En tout cas, nous savons que, dans une tête d'éditorialiste du Monde, la politique ne connaît qu'un état possible : « le débat », à part bien sûr son opposé maléfique : « la violence ». Qu'on doive débattre, soit pour trancher des différences de troisième ordre au milieu des questions écrites par le gouvernement, soit à la rencontre des LBD, ça n'ôte rien, aux yeux du Monde, de sa qualité de débat au « débat ». La « démocratie » a les défenseurs qui lui correspondent exactement. (Il s'époumone à vouloir convaincre Le Monde de cesser d'être Le Monde. - LVOG) Hormis la philosophie d'éditorialiste et les scénographies présidentielles aimablement relayées par les chaînes d'information en continu, ça n'est pourtant pas ainsi que les « gilets jaunes » l'entendent. Assez logiquement, les institutions présentes, et celui qui en incarne les tares au plus haut point, récupèrent aujourd'hui la fin de non-recevoir appelées par leurs propres fins de non-recevoir administrées pendant trente ans. On peut autant qu'on veut ripoliner de « démocratie » des institutions sous prétexte qu'elles pratiquent l'élection, et de temps en temps la parlote, sans que cela suffise à en faire des institutions démocratiques.

En fait, les institutions de la surdité organisée finissent toujours par recueillir l'émeute, et c'est dans l'ordre des choses. Un certain philosophe écrit ceci dans un de ses traités politiques : « Les séditions, les guerres, le mépris ou la violation des lois doivent être imputées, c'est certain, non tant à la méchanceté des sujets qu'au régime vicieux de l'État (4) ». Et telle est bien, à l'os, la seule conclusion valide à tirer des événements actuels : ils ont pour cause que le régime de l'État est vicieux.

En fait, les institutions de la surdité organisée finissent toujours par recueillir l'émeute, et c'est dans l'ordre des choses.

Parfois aussi, c'est sous la forme la plus innocente que se laisse découvrir la vérité : un syndicaliste policier, invité de l'émission d'Arrêt sur images (5), exprime avec une désarmante candeur son désarroi : « Les manifestants ne jouent plus le jeu ». C'est tellement complet, tellement profond, que c'en est vertigineux. En un mot, tout est dévoilé. La pantomime démocratique-sociale, c'était un jeu. Vous faites semblant de demander, nous faisons semblant d'écouter — n'oubliez pas de vous munir de vos merguez, et soyez rentrés pour 18 heures. Incidemment, le syndicaliste policier nous apprend que dans la liste des morts en puissance, on pourrait bien compter, non seulement Macron, les institutions de la Ve République, la presse, mais aussi les confédérations syndicales (au désespoir de leurs bases, souvent admirables) : mortes d'inutilité, pour n'avoir fait trop longtemps que « jouer ». Car voilà la chose enfin dite : Bastille-Nation, c'était un jeu.

Comment s'étonner que, la nullité des médiateurs visible de tous, le jeu de la « médiation » n'ait plus la cote ? Depuis 1995, aucune action revendicative dans la forme réglée de la manifestation n'a rien obtenu — c'est bien plus probablement la part « débordante » du mouvement anti-CPE qui lui a valu son succès. Mobilisation après mobilisation, on a vu monter le « seuil d'écoute » du pouvoir : un million de manifestants, puis un et demi, puis deux, en-dessous de quoi : rien (en fait, au-dessus de quoi, rien non plus). Ce que pour le coup on peut appeler le « minimum syndical » n'a jamais cessé d'être rehaussé. Et les syndicats, qui aiment tant le jeu qu'ils sont prêts à le jouer à n'importe quelle condition, de ramer pour mettre toujours plus de monde dans la rue pour toujours moins de résultat. Une syndicaliste dépitée du SNES admet elle-même : « Depuis la réforme des retraites en 2003, les gens ont intériorisé l'idée que la grève ne servait à rien pour se faire entendre » (6). En effet, dans ces institutions-là, rien ne sert plus à rien pour se faire entendre. Alors, voyons : que reste-t-il pour se faire entendre quand il n'est plus possible de se faire entendre ? — à part la voie des « gilets jaunes ».

De là le policier un peu stupéfait, et ses manifestants qui « ne jouent plus le jeu ». C'est exact : les « gilets jaunes » n'ont plus envie de jouer. Ils ne jouent plus le jeu, pour avoir tout simplement compris cette vérité tautologique que, dans le monde de la surdité institutionnalisée, on ne parle jamais qu'à des murs. Voilà très exactement ce que signifie que « le régime de l'État est vicieux » : délibérément fermé à tout, il ne laisse d'autre alternative que de le souffrir tel quel ou de le renverser. Souffrir : depuis, trente ans, c'est assez. Donc le renverser. (Pourquoi, avant, tous ne jouaient-ils pas déjà le jeu dans un autre contexte ? - LVOG)

Au stade où nous en sommes, d'ailleurs, il n'est plus seulement question de la surdité des institutions, mais aussi de l'infamie des personnes, qui fait du renversement presque une exigence sanitaire. On dit qu'on connaît quelqu'un à ceux dont il fait ses proches. Castaner, Griveaux, Benalla. Benalla, nous commençons à être fixés. Griveaux, on a bien avancé également (7). Non, là c'est Castaner qui fait une percée. « Aucun policier n'a attaqué de "gilets jaunes" », c'était déjà une sorte d'exploit. Ici on se demande : que peut-il se passer dans une tête comme celle de Castaner pour oser ceci quand (normalement) il doit savoir que les réseaux sociaux sont submergés des preuves de son obscurité ? Mais on connaît que quelqu'un a atteint le dernier degré de l'ignominie quand ses efforts pour tenter de s'en tirer l'y enfoncent encore davantage : quelques jours après, réflexion faite, « il y a eu des atteintes graves à la vision ». Même France Info, la honte du journalisme, n'osera pas reprendre tels quels les éléments de langage du ministre — il faudra bien parler d'yeux crevés.

On notera que, comme Griveaux, Castaner vient du Parti socialiste. Et c'est comme une sorte de destin historique de la social-démocratie, ou d'une certaine « gauche républicaine », de se rouler dans la honte, depuis Thiers jusqu'à Collomb, en passant par Ebert. Et maintenant Castaner. « On parle de perte d'œil, je préfère ne pas reprendre ce terme-là ». Qu'est-il

possible, même à froid, de penser d'un individu comme Castaner ? Qui peut encore lui accorder le moindre respect, à lui, mais aussi à celui qu'il sert, et aux institutions qui maintiennent de tels personnages ?

Yaël Pivet-Braun, la présidente LREM de la commission des lois déclare sur RFI qu'elle « ne croi(t) pas qu'il y ait eu d'abus des forces de l'ordre (8) ». Comment des députés LREM peuvent-ils s'étonner de retrouver murées leurs résidences ou peinturlurées leurs permanences ? Par exemple : vous aviez deux mains, une est arrachée par une grenade qui est une arme de guerre. Là-dessus, vous vous entendez dire qu'il n'y a pas eu d'abus des forces de l'ordre, et même, de TF1, qu'il n'y a aucun blessé grave. Puis Macron ment outrageusement. « Vous êtes le seul pays qui utilise des grenades contre sa population » l'interpellent des étudiants à l'université de Louvain — « Alors là, vous dites n'importe quoi ». Qui niera qu'il y a de quoi avoir des envies de parpaings et de truelle ? — même à une seule main. Et si c'est plutôt votre œil qui a fini dans une poubelle d'hôpital, Castaner préfère ne pas utiliser ce terme-là. On y réfléchit posément, et on se demande : qu'est-ce qu'on peut faire avec ces gens-là ? Y a-t-il quoi que ce soit d'autre à faire que de les chasser ? Peut-être même faudrait-il s'aviser de le faire sans tarder, avant qu'ils n'aient achevé de refermer sur nous un État policier forteresse.

Élu avec un soutien réel d'à peine 10,5 % du corps électoral (9), tenu, par les conditions mêmes du second tour, de se séparer d'une partie de son programme, foulant au pied cet élémentaire devoir moral, portant et la violence sociale et le scandale de l'enrichissement des riches à un point inouï, recevant pour ces textes les plus sinistres l'approbation répétée de l'extrême droite à laquelle il était supposé faire barrage, et désormais en guerre plutôt qu'en marche, Macron est allé trop loin, beaucoup trop loin. Il n'a plus aucun titre à faire valoir pour sa légitimité — à part les proclamations obstinées de l'éditorialisme de service.

Le propre des grands événements politiques, c'est qu'ils sont des leçons de choses — ici, comme une physique de la légitimité, et de ses effondrements. À cet égard, Arendt, s'interrogeant sur le paradoxe qui veut que le mot « révolution » vienne de l'astronomie, où il désigne non pas du tout le changement mais le retour circulaire du même, Arendt, donc, signale qu'il emporte aussi l'idée d'une nécessité irrésistible. C'est une révolte, non sire c'est une révolution indique à Louis que cette fois-ci c'est cuit : ça lui vient dessus avec la force de l'inéluctable, il n'y échappera pas. On a sans doute le devoir intellectuel de se méfier de la résonance en histoire, mais on ne peut pas non plus ne pas être sensible à ses avertissements, et parfois à ses charmes.

À l'époque, déjà, Christophe Barbier ne voyait pas ce qu'on pouvait opposer à la légitimité de Louis XVI puisqu'il avait été installé selon les procédures régulières de la succession dynastique — parfaitement légitimes, ainsi, par conséquent, que le produit de leur opération. Ce que ces gens sont à l'évidence incapables de voir, c'est que la légitimité n'est pas une qualité substantielle. Un temps les institutions sont dites légitimes. Et puis un jour on les regarde sous un autre angle, et on se dit qu'en fait elles ne le sont pas. Alors elles tombent, et toujours de la même manière : sous le poids du scandale. (Sauf que ce qui est en cause, ce ne sont pas les institutions, mais le capitalisme, car les institutions peuvent changer sans que rien ne change, car de deux choses l'une, soit les institutions en place ou celles qui sont destinées à les remplacer sont conçues pour légitimer les fondements du capitalisme, pérenniser le pouvoir économique que les capitalistes détiennent, les rapports établis entre la classe dominante et la classe dominée, leur apporter une caution juridique et les protéger, soit les nouvelles institutions ou plutôt la nouvelle Constitution considère illégitime les inégalités sur lesquelles reposaient les fondements du capitalisme et elle décide de les abolir, de retirer le pouvoir économique à la classe des capitalistes, qui se trouvent ainsi privé du droit de capter les richesses produites par les travailleurs, de renverser les rapports entre les classes au profit de la classe qui produit les richesses, elle décrète que les moyens de production appartiennent désormais à l'ensemble de la collectivité et qu'ils sont destinés uniquement à satisfaire les besoins de l'ensemble de ses membres sans discrimination ni privilège d'aucune sorte, conditions qui sont irréalisables au moyen d'un "scandale", mais nécessite une révolution politique, prolétarienne et sociale ou socialiste, un soulèvement révolutionnaire des masses pour chasser du pouvoir les capitalistes et ses représentants... La fin de cet article est navrante, mais elle était inévitable dès lors qu'on ne voulait pas "*jouer le jeu*" de la dialectique de l'histoire monsieur Lordon ou qu'on refusait d'admettre ses enseignements. - LVOG)

Il s'en suit, pour les personnages de l'époque, qu'ils viennent prendre une certaine place dans l'Histoire — leur place. Celles de Castaner et de Macron sont en train de s'aménager. Macron va rester dans l'Histoire, c'est désormais acquis. Comme Macron-l'éborgneur, ou Macron-la-grenade. Peut-être Macron-l'hélicoptère. Ce serait souhaitable. Car maintenant, il faut qu'il parte. (Franchement, si c'était pour nous dire cela ou en arriver à cette conclusion, cela ne valait pas la peine, nous voilà bien avancé ! Il a proposé quoi pour le faire partir, quel moyen d'organisation ou quels instruments, quelle tactique, stratégie, ligne politique ? Rien. Dans quelle perspective politique devrait s'inscrire le départ de Macron ? Pas de réponse. Pour faire quoi, avec qui, comment ? Néant ! Tout ce qu'il nous a raconté, on le sait tous, on l'a tous constaté, c'est le genre d'intellectuels qui est dans la dénonciation stérile, qui s'écoute penser ou parler et qui est satisfait de lui-même. Remarquez qu'il n'est pas le seul à l'avoir remarqué, sinon Le Monde diplomatique dont Le Monde est l'actionnaire majoritaire ne publierait pas sa prose.

Source : Le Monde diplomatique, Frédéric Lordon, 28-01-2019

[Fabrique du consentement et manipulation sondagière. BFM\(ensonge\)TV à la manoeuvre.](#)

- 8% estiment que Macron "renouvelle la politique" = 92% estiment qu'il poursuit la politique de ses prédécesseurs.

- 8% estiment qu'il tient "ses promesses" = 92% considèrent qu'il les a trompés sur la marchandise.

- 7% qu'il incarne la fonction = 93% jugent qu'il n'en a pas les capacités.
- 6% approuvent l'orientation globale de sa politique. = 94% désapprouvent son orientation politique.
- 78% des Français le jugent "autoritaire".

Entre nous, on se demande en quoi citer les avis ridicules bas qui lui sont favorables pourrait faire oublier ceux de l'écrasante majorité qui lui sont contraires, à moins qu'ils soient aveuglés par leur complexe de supériorité et le mépris qu'ils portent au peuple, qui les perdra.

Du simple au triple, qui dit mieux !

Cette fois, c'est au sujet du niveau de vie des plus pauvres qui ne cesse de diminuer.

RT - La revue (Que Choisir? - ndr) cite par exemple les propos d'un des responsables de l'institution (INSEE) selon lequel «en moyenne, les Français n'ont pas eu de gain de pouvoir d'achat depuis dix ans». Ce dernier précise que le pouvoir d'achat par unité de consommation a augmenté sur cette période de 0,1% par an alors qu'il augmentait de 1,9% par an avant la crise de 2008.

- L'Insee, a en outre révélé que la hausse constante des dépenses dites «contraintes» (les dépenses liées au logement, comme le loyer, l'eau, les combustibles ou l'électricité, ainsi que les services financiers, de télévision, les assurances ou les services de télécommunication, cantine...) pesait sur le revenu dit «arbitrable», c'est-à-dire sans le poids de ces dépenses. Pour essayer de fournir des indicateurs plus représentatifs, l'institut calcule désormais le pouvoir d'achat «arbitrable» des ménages et note que la part des dépenses contraintes ou «pré-engagées» n'a cessé d'augmenter, passant de 26,8% à 29,4% au cours des vingt dernières années. Mais là encore, ce n'est qu'une moyenne et l'Insee note : «La part des dépenses pré-engagées dans le budget est plus élevée pour les ménages à faibles revenus : elle passe de 22 % pour les ménages aisés à 38 % pour les ménages pauvres, selon une étude de la Drees de 2016.» RT 28.01

- Ménages pauvres : un budget avec 61% de dépenses contraintes - force-ouvriere.fr 24 novembre 2018

La part de dépenses pré-engagées dans les budgets pour les ménages pauvres est de 61% contre 23% pour les ménages aisés, a rappelé le quotidien Le Monde le 14 novembre dernier, s'appuyant sur les chiffres d'une étude de la Dress (Direction des études statistiques du ministère de la santé et des solidarités) publiée en mars 2018. Les dépenses pré-engagées, dites également contraintes, sont du type assurances, logement, énergie, assurances, emprunts, etc., et généralement incompressibles.

Reste : 180 euros par mois.

Dans le revenu disponible des ménages (salaires et prestations sociales, moins impôts directs et indirects), leur poids est d'autant plus fort "que leur niveau de vie est faible". Ainsi toujours selon la Dress, "les 10 % les plus modestes doivent ainsi se contenter en moyenne de 180 euros par mois pour financer transport, équipement, loisir ou habillement", mais aussi santé et dépenses alimentaires... force-ouvriere.fr 24 novembre 2018

Encore un petit effort et ils vont nous livrer les chiffres qui correspondent à la réalité.

Les dépenses contraintes, ces poids devenus insupportables pour les ménages - Le Figaro 13 décembre 2018

D'abord, d'après l'Insee, le poids des dépenses contraintes, passé de 12,4% du revenu disponible en 1951 à près de 30% en moyenne 2017, ne cesse de s'accroître dans un mouvement qui s'explique pour «plus des trois quarts» par la hausse des coûts liés au logement.

Ensuite, la part des dépenses contraintes dans les budgets des ménages diffère selon l'année, le lieu ainsi que la catégorie socioprofessionnelle (CSP) de la personne de référence du ménage.

Pour la DREES, «la part des dépenses pré-engagées dans le revenu disponible des ménages est d'autant plus forte que leur niveau de vie est faible». Par exemple, une famille monoparentale dans une situation financière délicate devra supporter les coûts liés à l'enfant, comme la cantine, les assurances, un logement plus grand ou les «coûts d'entretien» associés. La DREES estime que les dépenses contraintes représentent 34% du total du budget pour un ménage pauvre, contre 42% pour une famille monoparentale de la même CSP. A la fin du mois, ces ménages ont donc une marge de manœuvre financière plus étroite et ne peuvent réinjecter beaucoup d'argent dans l'économie par la consommation ou l'investissement.

Dans le détail, les ménages pauvres, quant à eux, n'ont que 340 euros en moyenne après avoir payé ces dépenses contraintes,

tandis que les classes moyennes disposent de 1190 euros. Le Figaro 13 décembre 2018

Reste à savoir combien il existe de ménages pauvres dans le pays, et combien de ménages qui n'appartiennent pas aux classes moyennes n'en font pas partie. Si quelqu'un avait la réponse précise, cela nous rendrait un immense service de nous la communiquer. Personnellement, je pense que les classes moyennes et les ménages ouvriers qui n'appartiennent pas à la catégorie des pauvres, constituent toujours la majorité de la population, bien qu'elle a dû se réduire au cours des dernières décennies, ce qui expliquerait bien des choses. Je ne veux rien affirmer avec certitude puisque je ne dispose pas de suffisamment d'éléments précis et à jour pour cela.

Qui a osé dire à propos de la parodie de démocratie ou le "**grand débat national**"?

- "*Nous ne connaissons ni l'objectif de ces réunions, ni le bilan qui en sera fait*"

Vraiment ? Macron et Philippe n'arrêtent pas de le claironner. La preuve.

Réponse : Mélenchon, dans un courrier à Edouard Philippe.

Parce qu'en plus il lui écrit ! Après il se permet de dire qu'il boycotte le grand débat (Le HuffPost 31.01)

Quel pitoyable tartuffe, charlatan !

Et pendant ce temps-la Castaner reconnaissait que le LBD - utilisée plus de 9.200 fois depuis le début de la contestation - pouvait "blesser" mais en a défendu l'utilisation "face aux émeutiers".

- Pour Edouard Philippe, le grand débat national doit «compléter», pas «remplacer» le projet présidentiel - Liberation.fr 31 janvier 2019

Distraction ou numéro d'illusionnisme. Ne mêler pas le peuple à l'entreprise totalitaire de cette officine de la gouvernance mondiale, l'Union européenne.

- LFI recycle ses hologrammes pour un "contre-débat" - Reuters 1 février 2019

La France Insoumise a dévoilé jeudi une nouvelle phase de sa campagne pour les européennes, qui verra une vingtaine de candidats se démultiplier en hologrammes lors de 471 étapes dans toute la France afin de faire "entrer le peuple" au Parlement européen. Reuters 1 février 2019

Boycott !

Ils regrettent que les conditions d'"**indépendance**" d'un grand débat national n'étaient pas réunies.

- "Grand débat": Macron va recevoir les chefs des partis politiques - Reuters 2 février 2019 Emmanuel Macron recevra la semaine prochaine les chefs des principaux partis politiques dans le cadre du "grand débat national" organisé en réponse à la crise des "Gilets jaunes", a annoncé vendredi l'Élysée. L'issue du débat et la prise en compte par l'exécutif des positions qui seront exprimées dans ce cadre sont des points de crispation entre le gouvernement et l'opposition, cette dernière mettant en doute la sincérité de l'exercice et dénonçant un "enfumage" et une manoeuvre "dilatoire". Signe de leur défiance, la France insoumise (LFI) et Europe Ecologie-Les Verts (EELV) ont boycotté mercredi le "comité de suivi" du "grand débat" convoqué par le Premier ministre Édouard Philippe, jugeant que les conditions d'"indépendance" n'étaient pas réunies. Reuters 2 février 2019

Ce qu'ils ne vous disent pas, c'est qu'ils continuent de collaborer à toutes les commissions parlementaires de l'Assemblée nationale et du Sénat...

Ils osent tout, et c'est même à cela... qu'on reconnaît les psychopathes... en proie à une crise de paranoïa aiguë.

- Macron explique que lui aussi pourrait être gilet jaune - Le HuffPost 1 février 2019

Le HuffPost - Ce 31 janvier, Emmanuel Macron a reçu quelques rares journalistes à l'Élysée, pour un entretien d'au moins une heure au cours duquel il est revenu sur la situation actuelle du pays, et distillé ses commentaires quant aux actualités.

...il maintient que ses sorties parfois polémiques ne sont dues qu'à son franc-parler.

LVOG - Ce qui signifie qu'il pense ce qu'il dit. Quand des gens s'excusent après avoir parlé trop vite et expliquent que leur langue a précédé leur pensée, en réalité, c'est leur inconscience qui a parlé pour eux, et généralement elle est révélatrice ou elle trahit leur véritable disposition d'esprit qu'elle ne tenait pas à manifester... - LVOG)

Le HuffPost Et d'affirmer que son objectif est désormais de faire une politique plus efficace, en rendant le débat et la délibération "permanents".

LVOG - Le débat est clos d'avance puisqu'il n'a cessé de répéter qu'il ne changerait pas de "cap". Dans ce cas-là, la délibération ne doit servir qu'à faire croire le contraire, et pendant ce temps-là il applique sa politique. Elle ne peut servir qu'à justifier sa politique, sachant qu'elle est pratiquement unanimement rejetée. Il faut entendre par "faire une politique plus efficace", déployer des moyens plus efficaces pour obtenir le consentement des masses à sa politique, mission impossible dans l'état actuel des choses, donc inévitablement la situation devrait se radicaliser et précipiter l'affrontement direct entre les classes, aucune autre issue n'est envisageable désormais à brève échéance... - LVOG)

Le HuffPost - Avant de regretter qu'au cours de la crise actuelle, la France ait parfois été partagée entre le "nihilisme" au nom duquel la parole d'un gilet jaune vaut celle d'un ministre ou d'un élu, et "l'autoritarisme", la tentation d'un pouvoir fort.

LVOG - Qu'il cultive le culte de la hiérarchie et haïsse ceux qui "ne sont rien" tout en recevant à Versailles les oligarques les plus puissants de la planète, et qu'il en arrive à faire une crise d'autoritarisme, ce n'était pas dû au hasard ou ne requiert aucun regret, il n'a fait qu'exercer sa fonction de porte-parole de la ploutocratie et le pouvoir qui va avec. - LVOG)

Le HuffPost- "Si être gilet jaune, c'est vouloir moins de parlementaires et que le travail paie mieux, moi aussi je suis gilet jaune!".

Emmanuel Macron n'en démord pas: la solution viendra à ses yeux du débat permanent, à commencer par celui, national, qui se tient en ce moment. Le HuffPost 1 février 2019

Il doit être le seul à le croire !

Autres passages délirants extraits de l'article du Point reproduit en partie par le blog Les Crises.fr.

Macron - « "D'où tu parles ? Quelle est ta légitimité ? " Celui qui est maire, celui qui est député, celui qui est ministre a une légitimité ou une responsabilité. Le citoyen lambda n'a pas la même. Il ne représente que lui-même. »

LVOG - Que dal, quoi !

Macron - « Quand vous écoutez les gens, qu'est-ce qu'ils disent ? Ils veulent couper la tête du président. Ils disent que les députés sont tous des salopards. Ils décident que n'importe qui décide est illégitime, énumère-t-il. Ils ne veulent même plus que quelqu'un décide en leur sein. Et ils disent que les journalistes mentent. Et ils croient leur boucle mail ou leurs copains sur Facebook dans une espèce de système où chacun représente lui-même. C'est la dissolution d'une démocratie si on les suit. Par des mécanismes que j'ai expliqués, ils arrivent à se diffuser partout. Pour des gens qui sont faibles, ou fragiles, ou en colère, cela a une espèce de résonance. Et donc la question, c'est comment on le déconstruit. Comment on rebâtit des tiers de confiance. Il y a un vrai travail sur ce qu'est la presse, sur ce qu'est la fonction politique, sur ce que sont les syndicats, les partis politiques. Il doit y avoir une capacité à rehiérarchiser les paroles. Ça, c'est fondamental. Parce que, sinon, le complotisme nourrit l'autoritarisme. »

LVOG - On lui dit ou on ne lui dit pas ? Salopard ! Quant à savoir si on doit ou non te couper la tête, devine ?

Le Point - ...selon le président, les gilets jaunes ont été infiltrés par «40 à 50 000 militants ultras qui veulent la destruction des institutions». Face aux violences orchestrées par les extrêmes

Le Point - Il promet de raréfier ces séquences et, peut être, de s'inspirer d'Angela Merkel qui ne va jamais au contact de gens en colère.

LVOG - Attention, même les Champs-Élysées ne sont plus sûrs !

Le Point - «Le pays doit savoir qu'il est commandé», prévient le. (Plus loin) «Il y a un besoin de commandement».

LVOG - Il se croit dans une caserne ou un camp de concentration...

D'autres aspects de cet interview.

- Macron étrille la "naïveté" des médias sur les gilets jaunes - huffingtonpost.fr 01.02

Dans une série de confidences publiées par Le Point, Emmanuel Macron revient sur la crise des gilets jaunes. Et il ne se montre pas tendre avec les médias, qu'il accuse de "naïveté" dans le traitement de la fronde faisant notamment référence à la séquence tournée par l'ancien boxeur Christophe Dettinger avant qu'il ne se rende aux autorités pour avoir frappé plusieurs policiers.

"Il ne faut pas se tromper. On est d'une naïveté extraordinaire. (...) Le boxeur, la vidéo qu'il fait avant de se rendre, il a été briefé par un avocat d'extrême gauche. Ça se voit! Le type, il n'a pas les mots d'un Gitan. Il n'a pas les mots d'un boxeur gitan", a-t-il expliqué, comme le relate le magazine.

LVOG - L'extrême-centre vise l'extrême gauche, l'extrême droit lui sert uniquement de caution pour que la population s'y rallie, la gauche et la droite étant inexistantes puisqu'elles ont fusionné avec l'extrême-centre néofasciste.

Huffington Post - En creux: la critique d'une presse qui ne ferait pas l'effort de parler de "l'envers du décor" des gilets jaunes, et de son "abdication" "à faire [son] travail de hiérarchisation et d'analyse".

LVOG - Rappelons que c'est son "abdication" "à faire [son] travail de hiérarchisation et d'analyse" qui lui a permis d'être élu au détriment d'autres candidats qui n'avaient pas bénéficié du même traitement.

Huffington Post - La veille, Paris Match, BFMTV et Le Figaro publiaient déjà une série d'articles nourris par de nombreuses citations du chef de l'État recueillies par une poignée de journalistes à l'Élysée. Une opération de communication huilée mais qui n'a pas empêché Emmanuel Macron de laisser échapper de nouvelles petites phrases polémiques. Au premier rang desquelles le reproche fait aux chaînes d'information qui accorderaient la même importance à la parole des élus et celle des gilets jaunes sans distinction, avec cette formule: "Jojo avec un gilet jaune a le même statut qu'un ministre ou un député!".

LVOG - "Jojo", pourquoi pas crotte de chien pendant qu'il y est !

Crime de lèse majesté envers les députés corrompus, quand un député se présente, la révérence devrait être de rigueur, et quand il s'exprime, un devoir de l'écouter et de le croire sur parole, ensuite seulement d'applaudir, ainsi le veut la bienséance à la cour de sa majesté ! Cette vermine ne nous inspirent qu'un profond mépris.

A court d'argument, il verse ensuite allègrement dans le délire complotisme.

Huffington Post - Une fronde manipulée par les extrêmes et l'étranger

Dans les citations révélées par Le Point - sans que l'on sache si elles sont tirées du même entretien que celles des autres médias, le chef de l'État prend l'exemple d'Éric Drouet, un des gilets jaunes les plus visibles notamment parce qu'il anime la page Facebook la plus populaire du mouvement avec plus de 300.000 membres. "Drouet, c'est un produit médiatique, un produit des réseaux sociaux", explique-t-il avant d'ajouter: "Il y a eu une forme aussi de légitimation accélérée de ce qu'a été ce mouvement qui est un problème."

LVOG - Si Macron n'avait pas été "un produit médiatique", il n'aurait jamais été élu.

Huffington Post -Toujours dans l'optique d'étriller la presse, Emmanuel Macron voit également cette fronde comme "une manipulation des extrêmes, avec le concours d'une puissance étrangère", écrit Le Point. Le président de la République estime que les médias ont peu parlé des "différentes strates de gilets jaunes, la déconstruction de ce qu'est le mouvement, de ses influences, la déconstruction de ses influences extérieures".

Car il est certain de l'influence des Russes sur la fronde. "Les gens qui sont surinvestis sur les réseaux sont les deux extrêmes. Et après, ce sont des gens qui achètent des comptes, qui trollent. C'est Russia Today, Sputnik, etc", explique-t-il en pointant l'influence de "la fachosphère, la gauchosphère, la russosphère" qui représenteraient "90 % des mouvements sur Internet". "Regardez, à partir de décembre, les mouvements sur Internet, ce n'est plus BFM qui est en tête, c'est Russia Today", conclut-il.

LVOG - Outre l'amalgame ordurier rouge-brun "fachosphère" - "gauchosphère" cher aux idéologues de l'extrême droite néolibérale, le crétin reconnaît ici que 90 % rejette sa politique. Au passage, il se ridiculise un peu plus.

Huffington Post - "Ce qui est en train de fixer ça dans la vie politique du pays, c'est le nombre de vues [sur Internet, NDLR] et les manipulations qui vont avec le nombre de vues. On l'a bien vu sur Facebook: plus j'ai d'amis, plus j'ai de capacité de diffusion, plus je suis relayé", estime le président de la République.

LVOG - Lui et En Marche ont profité du même procédé...

Huffington Post - Et le chef de l'État d'enfoncer le clou: "de plus en plus, des chaînes d'information disent 'ceci est important, ceci est légitime' parce qu'il y a du mouvement sur Internet. Ce mouvement est fabriqué par des groupes qui manipulent, et deux jours après, ça devient un sujet dans la presse quotidienne nationale et dans les hebdomadaires." huffingtonpost.fr 01.02

LVOG - Ce n'est "deux jours après", mais quotidiennement que l'AFP concocte des dépêches reprises par l'ensemble des médias-oligarques qui ont pour seule but de propager l'idéologie dont Macron est le porte-parole en chef, donc de manipuler les consciences et non d'informer de manière impartiale les lecteurs.

En complément. En effet : La porte est grande ouverte !

- Grand débat: pour Philippe, un référendum "ne peut pas être le seul point de sortie" - AFP 31 janvier 2019

Totalitarisme En Marche. Criminalisation de toute opposition à l'ordre établi.

- "Anticasseurs": feu vert de l'Assemblée à des interdictions administratives de manifester - AFP 31 janvier 2019

L'Assemblée nationale a donné mercredi soir son feu vert à la possibilité pour les préfets de prononcer des interdictions de manifester, disposition clé de la proposition de loi "anticasseurs", malgré des critiques jusqu'au sein de la majorité.

"Il ne faut pas caricaturer" cet article 2 et "en aucun cas il ne s'agit d'autre chose que de garantir le droit de manifester", a assuré le ministre de l'Intérieur Christophe Castaner.

Dans l'arsenal français, ces interdictions administratives préalables s'ajouteront aux interdictions qui peuvent déjà être prononcées par la justice lors de condamnations.

Les préfets pourront prononcer des interdictions de manifester à l'encontre d'individus représentant "une menace d'une particulière gravité pour l'ordre public", sous peine de six mois d'emprisonnement et 7.500 euros d'amende en cas d'infraction.

Des "critères objectifs" ont été ajoutés: la personne devra avoir commis des "atteintes graves à l'intégrité physique des personnes ainsi que des dommages importants aux biens" ou encore "un acte violent" lors de manifestations précédentes.

Le préfet sera en droit d'imposer une convocation à la personne concernée, afin qu'elle ne se rende pas à la manifestation.

En cas de risque de participation à d'autres rassemblements, a ajouté le gouvernement, le préfet pourra interdire à la personne de prendre part à toute manifestation sur le territoire national durant un mois maximum.

Les personnes "interdites" de manifester pourront faire un recours en urgence devant la justice administrative, a précisé un amendement de la rapporteure Alice Thourot (LREM).

Elles seront inscrites au fichier des personnes recherchées (FPR). La proposition de loi prévoyait initialement un fichier dédié mais M. Castaner a vanté le FPR, accessible depuis les tablettes des forces de l'ordre. "La fiche tombe dès qu'elle est inactive", a-t-il aussi affirmé aux opposants au "fichage".

La gauche est montée au créneau contre la mesure sur les interdictions, dénonçant des "lettres de cachet" (PS) ou une "loi de circonstance" (PCF) face aux "gilets jaunes", s'attaquant "aux libertés fondamentales de tout un peuple" et introduisant dans le droit commun une mesure permise dans le cadre de l'état d'urgence (LFI).

Le Rassemblement national s'y est également opposé, critiquant un calque des interdictions de stade pour les hooligans alors que la liberté de manifester est d'un niveau supérieur.

"On se croit revenu sous le régime de Vichy", s'est exclamé Charles de Courson (Libertés et territoires), suscitant de vives protestations.

Dans les rangs LREM, quelques voix se sont également élevées pour réclamer la suppression de l'article, manquant de "garde-fou" selon Delphine Bagarry. Aurélien Taché s'est aussi inquiété de ce que pourrait en faire un pouvoir autoritaire. D'autres "marcheurs" ont défendu en vain des amendements pour un meilleur encadrement.

De son côté, le MoDem a plaidé pour une condamnation pénale préalable de la personne.

A l'inverse, Les Républicains ont défendu une mesure d'interdiction qui "va faire progresser la sécurité de nos concitoyens, des forces de l'ordre et des manifestations". AFP 31 janvier 2019

- Loi anticasseurs: un nouveau délit de dissimulation du visage adopté par l'Assemblée - Liberation.fr 31 janvier 2019

Un délit qui serait passible d'une peine d'un an d'emprisonnement et 15.000 euros d'amende.

L'Assemblée nationale a voté dans la nuit du mercredi 30 au jeudi 31 janvier la création d'un délit de dissimulation du visage dans les manifestations, dans le cadre de la proposition de loi LR "anticasseurs" dont les députés n'ont pas achevé l'examen. Un dispositif législatif étudié après les violences observées en marge des manifestations de gilets jaunes. Liberation.fr 31 janvier 2019

La criminalisation assumée du mouvement populaire.

- Face aux Gilets jaunes, le gouvernement assume la fermeté - LeParisien.fr 03.02

« Maintenant, cela devient plus un sujet d'ordre public que politique », évacue de manière lancinante un collaborateur d'Édouard Philippe, après ce nouveau samedi de manifestation.

Selon le ministre de l'Intérieur Christophe Castaner, très peu de manifestations annoncées pour ce samedi ont été déclarées. Il a fait savoir que le dispositif de maintien de l'ordre de ces dernières semaines serait reconduit mais adapté, avec notamment le soutien, à Paris, de six véhicules blindés de la gendarmerie. LeParisien.fr 03.02

En complément. Les "Jojos" peuvent crever de froid.

Brooklyn: le cas de ces détenus privés de chauffage en plein froid scandalise - Le HuffPost 03.02

Au moment de la rédaction de cet article, la température à New York affichait 0 degré. Et depuis une semaine, les prisonniers du Metropolitan Detention Center à Brooklyn vivent sans chauffage ni lumière. Le HuffPost 03.02

Acte XII

Avec l'Acte XII des gilets jaunes, le cache-œil devient le symbole de la révolte - Le HuffPost 2 février 2019

"Quatre manifestants ont été frappés violemment à la vision". C'est par cet euphémisme que Christophe Castaner a reconnu le 22 janvier dernier, soit plus de deux mois après le début de la fronde, l'existence de blessés graves parmi les contestataires. Une pudeur dans les mots choisis par le ministre de l'Intérieur pour évoquer des manifestants éborgnés ou énucléés, souvent par des tirs de Lanceur de balles de défense (LBD), qui n'est pas passée inaperçue du côté des gilets jaunes.

Sur les réseaux sociaux, les internautes ne prennent pas les mêmes pincettes que Christophe Castaner et relaient sans cesse des images de violences policières présumées, bien souvent sanglantes. Très présent depuis le début de la contestation, le sujet a redoublé d'ampleur depuis la blessure à l'œil de Jérôme Rodrigues, un des visages connus de la mobilisation. Le jeune homme est rapidement devenu un martyr au sein de la communauté et son cache-œil s'impose peu à peu comme l'un des symboles de la mobilisation avant l'Acte XII du mouvement.

Les gilets jaunes ont d'ailleurs comme mot d'ordre pour cette nouvelle journée d'actions de se grimer en manifestants blessés avec, notamment, du sang sur les tuniques fluo et des bandages sur les yeux. Le but? Faire de ce samedi un grand hommage aux 144 blessés graves dans les rangs des manifestants, dont au moins 14 ont perdu l'usage d'un œil selon Libération.

La veille, le Conseil d'Etat a rejeté la demande de suspension des lanceurs de balles de défense. Le HuffPost 2 février 2019

- L'acte XII des gilets jaunes rassemble les leaders du mouvement - huffingtonpost.fr 03.02

Après avoir étalé leurs désaccords sur la place publique, Maxime Nicolle, Priscillia Ludosky et Eric Drouet s'affichent ensemble. huffingtonpost.fr 03.02

- Avec l'acte XII, l'affluence des gilets jaunes marque le pas - huffingtonpost.fr 02.02

Selon un comptage du ministère de l'Intérieur (que les manifestants estiment régulièrement minoré), ce sont 58.600 gilets jaunes

qui ont répondu à l'appel des leaders du mouvement qui voulaient rendre hommage à tous ceux qui ont été blessés par la police depuis le 17 novembre.

Pour la première fois, un comptage indépendant réalisé par le cabinet Occurrence (mandaté par un collectif de médias) a pu être mis en place car il n'y a eu qu'un seul cortège qui a bien suivi le parcours prévu. Il a débouché sur le chiffre de 13.800 manifestants, soit un peu plus que les 10.500 évoqués par la préfecture de police.

En fin d'après-midi, et comme chaque samedi au moment de la dispersion du cortège, des affrontements ont mis aux prises manifestants et forces de l'ordre place de la République. La police a eu recours aux très décriés lanceurs de balles de défense (LBD). Leader du syndicat lycéen UNL, Louis Boyard a dit avoir été touché par un tir; il a été évacué par les pompiers. Plus d'une vingtaine de personnes ont été interpellées.

Des échauffourées ont également éclaté en fin de manifestation à Valence où environ 5000 personnes ont manifesté en périphérie de la ville qui avait été mise sous cloche.

Des heurts ont aussi été signalés à Toulouse, Nantes et Rennes, selon une source policière.

A Bordeaux, le cortège de plusieurs milliers de personnes est parti comme à l'accoutumée de la place de la Bourse en direction du centre-ville avec à sa tête des étudiants portant une banderole "Etudiants et gilets jaunes. Tous unis contre Macron et son monde".

En fin de journée près de l'hôtel de ville, des manifestants ont commencé à jeter des projectiles sur les forces de l'ordre qui ont répliqué par des gaz lacrymogènes pour les disperser dans les rues avoisinantes. Sur le cours d'Alsace-et-Lorraine, une voiture a été incendiée.

A Strasbourg, la police a procédé à des jets de gaz lacrymogène pour repousser les manifestants, devant la gare notamment. Les portes vitrées des Galeries Lafayette ont été brisées par des manifestants quand les employés ont baissé le rideau de fer.

A Morlaix (Finistère), les manifestants ont tenté de forcer un barrage policier près de la sous-préfecture. Un policier a été blessé, quatre contusionnés, selon la préfecture du Finistère. Quatre personnes ont été interpellées, rapporte France 3 Bretagne.

Des marches ont également eu lieu à Lille (1.400 personnes selon la police, 2.000 selon les organisateurs), Marseille (2.000 selon la police), Tours ou Lyon. Partout, les manifestants arboraient cache-oeil, bandages et faux sang. 400 rassemblements étaient prévus dans toute la France.

Dans une tribune publiée sur franceinfo.fr, une soixantaine d'avocats ont dénoncé le traitement judiciaire des manifestants. Entraves au recours à un avocat, comparutions immédiates généralisées, peines sévères... "Nous, avocats signataires, tenons à alerter quant aux dérives que nous constatons et qui semblent porter atteinte aux droits individuels et aux libertés publiques dans notre pays", écrivent-ils. huffingtonpost.fr et franceinfo 02 et 03.02

- Acte XII : à Valence, «ça va vraiment finir par mal tourner» - Liberation.fr 2 février 2019

Reportage dans la préfecture de la Drôme, où plus de 5 000 personnes ont défilé samedi 2 février.

Le raz-de-marée jaune tant redouté par les autorités n'aura pas eu lieu à Valence. La préfecture, qui avait annoncé la veille attendre entre 6 000 et 10 000 manifestants, a comptabilisé à 15 heures 5 400 personnes, au plus fort de la déambulation, dont le parcours n'avait pas été déclaré. C'est à cette heure-là que le cortège, parti vers 13h30, s'est heurté à un premier barrage de CRS, empêchant à coups de lacrymos les gilets jaunes d'approcher la préfecture. La prédiction de «10% de casseurs» du préfet de la Drôme ne s'est pas non plus réalisée. Suite au gazage, la foule s'est scindée en plusieurs groupes, l'un passant par la gare, d'autres rejoignant le rond-point menant à l'autoroute au sud de l'agglomération, où une cohorte de CRS a fait rempart devant le péage. A 17 heures, ils n'étaient plus que quelques centaines de gilets jaunes à faire le pied de grue face aux uniformes. La préfecture a également annoncé avoir procédé à dix-huit interpellations et à la saisie d'une «centaine d'armes blanches ou par destination», photos à l'appui, insérées dans son communiqué.

Le centre-ville, barricadé pour cet acte XII du mouvement, avait des allures de ville fantôme. Le patron de la brasserie Les Halles avait lui décidé de rester ouvert, bravant les recommandations des autorités : «J'ai mis mon personnel en congé, mais moi, je suis là. Je viens de racheter, je ne peux pas me permettre de fermer, mais vous savez, on est tous dans le même bateau. Ils ont peur de quoi là-haut ? Regardez», dit-il en montrant les gilets jaunes réfugiés dans le troquet, trempés par la pluie. A une table, Michel dit son dégoût de «tout ce que fait ce gouvernement sans entendre la misère des gens, les services publics démontés de partout, la justice à deux vitesses qui donnent aux puissants et prend aux petits».

Il a 59 ans, sera à la retraite dans deux mois. Salarié de la Poste durant 42 ans, il touchera 1 150 euros nets de pension. «Ca va être compliqué, je le sais. Et je devrais écouter ceux qui décident comment on doit se serrer la ceinture alors qu'eux émargent à 8

000 euros par mois ? »

Face à lui, son épouse Muriel, 58 ans, opine. Prof documentaliste, elle s'insurge contre les violences policières : «Vous avez vu le siège de la ville aujourd'hui ? C'est hallucinant. Je n'avais pas voté Macron et j'étais inquiète. Là, c'est encore pire, on se croirait presque en dictature.» Michel : «Le gouvernement devrait faire gaffe. La seule réponse à la colère populaire, ce sont les lois sécuritaires, ça fait monter la sauce. Dans certaines manif, il y a eu quelques débordements, mais elles sont globalement pacifistes. Là, ça va vraiment finir par mal tourner», prévient-il. Muriel espère de son côté la «jonction public, privé, gilets jaunes», une «grosse manif avec les travailleurs, les chômeurs» pour «empêcher» les réformes à venir des retraites et de la sécurité sociale. Tous deux devraient répondre à l'appel à la grève générale du 5 février. En fin de journée, sur l'un des panneaux de bois arrimés à la devanture d'un commerce dans le centre-ville, on pouvait lire ce tag : «A mardi !» Liberation.fr 2 février 2019

Parole d'internaute.

1- ...il y a des ouvriers qui votent bourgeois, nous dit-il ! Non, c'est faux ! Ils votent pour eux, selon l'idée qu'ils se font de leurs intérêts futurs d'ouvriers ! S'ils pensent qu'ils auront plus de chances d'avoir du pouvoir d'achat et un emploi (tout simplement) en votant à Droite, c'est peut-être aussi que la Gauche (pas bourgeoise ?) les a trompés depuis des lustres, et qu'ils ne lui font plus confiance. La faute à qui ?

LVOG - "La Gauche (pas bourgeoise ?) les a trompés depuis des lustres", mon petit doigt me dit qu'elle devait être un peu bourgeoise quand même, non ?

2- La Révolution qui vient, c'est maintenant !

LVOG - On voudrait y croire, mais en même temps il faut être lucide, on l'aborderait dans les pires conditions sans parti pour en assurer la direction...

3- L'Empire du toc, du mensonge, de l'hypocrisie, mais aussi de l'arrogance et de la bêtise s'effondre sous nos yeux presque en temps réel. C'est proprement historique. Nous sommes l'Histoire que nous écrivons !

Nos adversaires ou plutôt nos ennemis font figurent de lapins pris dans les phares d'une voiture une nuit de pleine lune et eu égard à mon amour pour les animaux en général (et non, je ne suis pas Vegan), je pense qu'un bon coup d'accélérateur s'impose maintenant !

4- Pour mardi. A l'attention de tous les amateurs du grand soir, des longs samedis ou des appels à l'armée. La grève générale est le premier échelon crédible de toute contestation réelle un pouvoir quel qu'il soit. Si vous n'en êtes pas il ne faudra pas vous plaindre. Mardi est le grand test. Un échec mardi et c'est parti pour six mois de violences d'essoufflement et reniement. Un succès massif mardi et Macron sera plus près que jamais de la sortie. Ou du moins ses politique. Tous retors et puissant que soit le camp d'en face. Soyons millions mardi. Cela changera davantage votre vie que la présidentielle (et c'est bien entendu plus important que les élections européennes). Le 5 février 2019 sera dans l'histoire si vous le voulez. Ce ne sera pas le chaos mais l'arrêt d'une dégringolade si vous le voulez.

Calmement résolument et en masse. C'est le seul vrai pouvoir que nous ayons.

J'appelle chacun à prendre position et à agir pour que cette grève générale soit un succès.

LVOG - ... et les jours suivants, non ?

5- Pour les observateurs un tant soit peu minutieux, il ne fait aucun doute que Macron fait le pari d'une guerre civile, offrons-lui donc une Révolution !

6- On a bel et bien tendance à revenir au XIXe siècle, quand les manifestations et les grèves étaient interdites et qu'on envoyait l'armée. Cela commence à être évident au niveau du discours, mais il faudrait montrer aussi comment cela se traduit en terme de législation et de politique de maintien de l'ordre.

7- Faut-il être aussi optimiste que Frédéric Lordon ?

Il vit dans la sphère intellectuelle et universitaire. Dans la France profonde, le ressenti est différent.

Il y a de bonnes chances que le pouvoir tienne jusqu'aux élections européennes, et que LREM les emporte, parce que le pouvoir contrôle la quasi-totalité des médias de masse et met en oeuvre une ingénierie sociale redoutable d'efficacité.

J'entends autour de moi de braves gens prendre pour un vrai débat la parodie de concertation mise en scène tambour battant sur tous les canaux de propagande mainstream. Les gilets jaunes incarnent l'élite du prolétariat, l'avant-garde du peuple, mais ne sont pas majoritaires.

Le lendemain de l'élection, la mise au pas sera sévère. Et définitive. Les lois répressives de la liberté d'expression vont pleuvoir encore plus dru qu'aujourd'hui. L'oligarchie ne lâchera pas le manche aussi facilement que ça. Si le pouvoir d'extrême-centre vacille, alors les provocations succèderont aux provocations jusqu'à déclencher l'état de siège. Les braves gens gèberont n'importe quel narratif mis au point par les disciples d'Edward Bernays.

Je crains le pire, mais j'espère sincèrement me tromper.

LVOG - Croyez-vous qu'il pourra tenir jusque là ?

Non, les gilets jaunes n'incarnent pas "l'élite du prolétariat", mais les couches les plus durement frappées par la politique menée par les gouvernements successifs depuis 40 ans ou la financiarisation internationale de l'économie.

Le pire est à craindre en effets, mais dans ce genre de situation bien des obstacles qu'on croyait infranchissables peuvent tomber aussi et l'avant-garde du prolétariat peut se rassembler et revendiquer la direction du processus révolutionnaire, à elle de gagner la confiance des masses...

8- Pour que le pire n'advienne pas : réveillons nos concitoyens, et s'il le faut, accélérons la révolution.

LVOG - Mais elle ne se fera pas devant l'écran d'un ordinateur...

9- «Nos états-majors nous ont donné carte blanche pour NETTOYER les rues, les directives ont été jusqu'à aujourd'hui des plus claires : "Force doit rester à la loi, dégagez-nous TOUT ÇA !" ...

C'est ainsi que ces monstres parlent du peuple de France exerçant son droit de manifester sa dissidence et son opposition. C'est ainsi qu'ils le traitent? Comme si ce peuple n'était qu'un tas d'ordures ou que vermine?!!! Comment un être encore humain peut-il simplement obéir à de tels ordres?

On n'imagine pas plus grand mépris. Or qui donc fait vivre ces créatures si ce n'est ce peuple? Sûrement pas les adeptes de l'évasion fiscale et du blanchiment d'argent!

Ce sont toutes ces créatures parfaitement méprisables, parasitaires et désormais criminelles qui doivent maintenant dégager en urgence.

10- N'y a t il pas une volonté délibérée de provoquer une "révolution" populaire par un usage disproportionnée de la violence ?

Macron parlait de son "projet" révolutionnaire, de faire sauter les anciens repères, des analystes prévoient ce mécontentement populaire, et Attali l'expliquait aussi... ce que je ne comprends pas, c'est pourquoi des gens du système veulent faire sauter le système...

LVOG - Parce qu'ils ne peuvent pas recourir à une nouvelle guerre mondiale pour accroître leur pouvoir, ils doivent au préalable imposer une sévère défaite politique aux masses pour pouvoir ensuite leur imposer leur politique ultra réactionnaire, CQFC.

11- Je pencherais plutôt pour le rasoir d'ockham : l'explication la plus simple est la plus vraisemblable. Ils tablaient plutôt sur l'apathie généralisée de la population (et j'avoue que j'étais suffisamment désespéré, depuis plus de vingt ans, de l'inertie française alors que les coups pleuvaient).. Et du coup, ils sont totalement surpris et réagissent en montrant leur vraie nature. Rien n'a changé depuis 1848, 1851 et 1871, souvenez vous : tous ces soulèvements ont été réprimés dans le sang... quand ses intérêts sont menacés, la bourgeoisie au pouvoir (oui, celle qui met les mots "liberté égalité fraternité" à toutes les sauces) est capable d'exécuter froidement hommes, femmes et enfants. Les possédants sont démocrates, jusqu'au moment où leur démocratie est menacée... A ce moment là, ils ne pensent qu'à une chose : tuer toute opposition dans l'oeuf. Ceci dit, pas sur qu'ils y arrivent, les leçons du passé (1793) n'ont pas forcément été apprises et comprises par tout le monde. Qui vivra verra...

LVOG - Leur "vraie nature". Mais qui s'est employé à faire croire qu'ils en auraient eu une autre ? Qui s'est contenté du masque qu'ils portaient pour justifier la collaboration de classes ou une multitude de compromissions ? Qui a caractérisé le régime de démocratie, qui a entretenu des rapports avec ses représentants pendant des décennies en escamotant sa nature despotique ?

12- Pas besoin de voir des intentions cachées partout. A mon avis le gouvernement ne contrôle plus rien. Il ne peut pas reculer

sous peine de créer un appel d'air dévastateur. Il n'a pas réussi à contrôler ou détourner le mouvement des gilets jaunes. Du coup, il se réfugie dans la violence en espérant faire tourner une partie de l'opinion publique dans son camp.

LVOG - Vous les prenez pour des naïfs, vous oubliez qu'ils ont de la suite dans les idées... Qu'ils ne contrôlent pas tout, certes, c'est évident, mais jusqu'à preuve du contraire, ils s'en tirent plutôt bien.

13- La stratégie du gouvernement est purement policière et "démocratique".

Macron et son entourage ont effectivement fait le choix délibéré de poursuivre la répression, mais globalement la stratégie c'est de jouer la montre.

D'un côté le pouvoir espère éroder le mouvement des GJ avec les méthodes de l'état policier (fichage – intimidation – violence – prison), et d'un autre il distrait avec un grand débat bidon, une manif bidon, et une liste GJ bidon, avec pour horizon des élections européennes qui comptent pour du beurre, donc qui ne changeront rien.

De leur point de vue, ils jouent sur du velours tant qu'ils tiennent légalement les institutions et que les media maintiennent le blackout. Dans le même esprit, plus cette situation dure plus le mouvement aura de chances de s'éparpiller de lui-même (palabres et djembé à la Nuit Debout, mouvements extrêmes qui règlent leurs comptes, récupération, etc.).

LVOG - Tout va dépendre de la capacité ou non de ce mouvement à parvenir à se structurer et à se donner une direction, donc à intégrer les éléments les plus conscients du mouvement ouvrier...

14- Je persiste à croire que la volonté jupitérienne n'est que la continuité d'une politique amorcée 2 ans au moins sous Hollande, en gros à l'arrivée de notre Young Leader au gouvernement: la répression déjà féroce et gratuite des manif (avec non filtrage des Blacks Blocs) contre la loi travail et la commande pour 20 M€ de babioles explosives diverses dès la présidentielle passée semble confirmer une prévision bien programmée de tension sociale...

Effectivement, soit le gouvernement (E. Philippe bien en retrait...) gagne par la force et la loi de Bruxelles s'imposera davantage, soit le RN récupère la mise (???) et on a un autre régime autoritaire qui fera la même chose : fortifier la dictature financière...

LVOG - RN, seul, n'a pas la capacité d'imposer un tel régime...

Et surtout, il y a la contre-réforme des retraites explosive.

Ceci pourrait expliquer cela au regard de l'enjeu ou du gigantesque hold-up programmé sur les cotisations sociales qui se situe entre mille et deux milliards d'euros, je n'ai pas le chiffre en tête, à ce prix franchement, ils peuvent s'offrir le luxe d'un peu de casse et quelques frayeurs, ils peuvent se permettre de sacrifier leur pantin de service, Macron, non ? Je n'irais pas jusqu'à dire que ce serait l'explication, mais je ne peux pas m'empêcher de le penser. Je crois qu'à leur place, j'aurais procédé ainsi, la méthode est éprouvée ou efficace.

Ce qu'ils n'avaient pas bien mesuré apparemment, c'était la profondeur et l'ampleur du désespoir de pans entiers de la classe ouvrière et des classes moyennes, qui estimant qu'elles n'ont plus rien à perdre peuvent faire bousculer ou ruiner leur scénario. A suivre

Ils osent tout

- Nicolas Hulot retrouve ses habits de militant écologiste - Reuters 31 janvier 2019

- Djihadistes: un député LR veut des "assassinats ciblés" - L'Express.fr 31 janvier 2019

Pierre-Henri Dumont souhaite l'"élimination ciblée" de djihadistes français en Syrie et en Irak pour éviter leur retour en France.

- Dieu "voulait que Trump soit président", selon la porte-parole de la Maison Blanche - Le HuffPost 31 janvier 2019

Soutien inconditionnel à Maduro !

Arguments. Propagande contre le Venezuela par Romain Migus - romainmigus.info 28.01

Le président français, Emmanuel Macron, ordonne à Nicolas Maduro de ne pas réprimer l'opposition MAIS IL OUBLIE les 3.300 arrestations et les 2000 blessés liés à la répression du mouvement des gilets jaunes.

Le président du gouvernement espagnol, Pedro Sanchez, donne huit jours à Nicolas Maduro pour organiser des élections MAIS IL OUBLIE qu'il n'est à son poste que grâce à une motion de censure, et non par des élections libres.

Le président des Etats-Unis, Donald Trump, accuse Nicolas Maduro de ne pas être légitime car le président vénézuélien n'a été élu qu'avec 30,45% des inscrits, MAIS IL OUBLIE que seulement 27,20% des électeurs étatsuniens l'ont choisi.

Le président colombien, Ivan Duque crie à la "narco-dictature vénézuélienne" MAIS IL OUBLIE que 65% de la cocaïne dans le monde est fabriquée en Colombie, sous le regard complaisant des autorités du pays.

Le président brésilien, Jair Bolsonaro, est préoccupé par les droits de l'Homme au Venezuela MAIS IL OUBLIE qu'il a déclaré que les mouvements sociaux qui s'opposeraient à sa politique seraient considérés comme organisations terroristes.

Le président argentin, Mauricio Macri, accuse Nicolas Maduro d'être un corrompu MAIS IL OUBLIE que seul son nom apparaît dans les Panama Papers, pas celui du président vénézuélien.

Le Portugal déplore la crise vénézuélienne qui, selon l'ONU, a poussé 7,2% des Vénézuéliens sur les chemins de l'émigration MAIS IL OUBLIE que 21% des portugais ont dû abandonner leur pays et vivent à l'étranger, selon les mêmes sources.

Le président péruvien, Martin Vizcarra, crie à la dictature au Venezuela MAIS IL OUBLIE qu'il a été nommé à la tête de son pays sans le moindre vote populaire, juste en remplacement du précédent président, destitué pour corruption.

Au Royaume Uni, les dirigeants dénoncent les atteintes à la liberté d'expression au Venezuela MAIS ILS OUBLIENT qu'ils maintiennent, sans aucun motif valable, le journaliste Julian Assange en réclusion.

La Belgique s'alarme de la situation de l'économie vénézuélienne MAIS ELLE OUBLIE qu'à Bruxelles, l'entreprise Euroclear retient 1,25 milliards de dollars appartenant à l'Etat vénézuélien.

Ces inversions accusatoires, propres à cette "école du monde à l'envers" décrite par Eduardo Galeano, font parti du modus operandi de la propagande contre le Venezuela. Elles visent à préparer l'opinion publique internationale à la légitimité d'une action violente contre le Peuple vénézuélien.

Les bombes médiatiques sont déjà en train de pleuvoir. romainmigus.info 28.01

- La Banque d'Angleterre refuse de rendre 1,2 milliard de dollars en or au Venezuela - bloomberg.com 25.01

Les 1,2 milliard de dollars d'or représentent une grande partie des 8 milliards de dollars de réserves de change détenues par la banque centrale vénézuélienne.

L'endroit où se trouvent le reste est inconnu. La Turquie, cependant, est apparue récemment comme une destination pour l'or vénézuélien fraîchement extrait. Les États-Unis dirigent un effort international visant à persuader la Turquie - qui est l'un des principaux bailleurs de fonds de Maduro, avec la Russie et la Chine - de cesser de servir d'intermédiaire pour ces expéditions d'or.

Depuis des années, l'or constitue une part cruciale des réserves de change du Venezuela. Hugo Chavez, le regretté leader socialiste et mentor de Maduro, a converti une grande partie de la richesse pétrolière du pays en or, en partie à cause de son dédain pour le dollar américain. bloomberg.com 25.01

- Les sanctions sont une forme de guerre contre les peuples - Moon of Alabama 30.01

Un ancien rapporteur de l'ONU affirme que les nombreuses sanctions américaines contre le Venezuela sont dévastatrices et illégales :

M. De Zayas, ancien secrétaire du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies (CDH) et expert en droit international, a accordé une interview au journal The Independent quelque mois après la présentation de son rapport sur le Venezuela au CDH. Il a dit que le rapport qu'il avait présenté en septembre dernier avait été ignoré par l'ONU et n'avait pas suscité le débat public qu'il méritait.

'Les sanctions tuent', a-t-il déclaré à The Independent, ajoutant que les sanctions contre le Venezuela frappaient plus durement les personnes les plus pauvres de la société, causaient clairement la mort du fait du manque de nourriture et de médicaments, conduisaient à des violations des droits humains et visaient à imposer des changements économiques dans une 'démocratie sœur'.

Lors de sa mission d'enquête dans le pays fin 2017, il a constaté que la dépendance excessive du pays au pétrole, la mauvaise gouvernance et la corruption avaient durement frappé l'économie vénézuélienne, mais il a déclaré que la 'guerre économique' pratiquée par les États-Unis, l'UE et le Canada étaient des facteurs importants de la crise économique.

Les sanctions entraînent toujours une hausse des prix et de l'inflation dans le pays visé. Elles détruisent la classe moyenne et dévastent les pauvres...

Les États-Unis accusent le gouvernement du Venezuela d'être corrompu. Ils déplorent que 2 millions de personnes aient fui le pays. Mais ces phénomènes sont en grande partie les conséquences de la guerre économique qu'ils mènent contre le pays.

Les sanctions ne peuvent atteindre leur objectif que lorsque l'entité visée peut changer son fonctionnement et obtenir ainsi un allègement des sanctions. Mais les sanctions contre l'Irak, l'Iran, la Syrie et le Venezuela étaient ou sont toutes destinées à provoquer un changement de régime. Il faudrait que les responsables de ces pays se suicident, ou du moins renoncent à leurs positions, pour obtenir un allègement des sanctions. Ils n'ont aucune raison de le faire. De vastes sanctions contre un pays rendent la population plus dépendante de son gouvernement. Elles permettent aux responsables d'augmenter leur pouvoir.

Il est donc évident que ces sanctions sont destinées à détruire des pays, et n'ont rien à voir avec les 'droits de l'homme', la 'démocratie' ou même le 'changement de régime'. Ce sont des guerres d'agression par d'autres moyens :

Les sanctions américaines sont illégales en vertu du droit international parce qu'elles n'ont pas été approuvées par le Conseil de sécurité de l'ONU, a déclaré M. de Zayas, expert en droit international et ancien avocat principal du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme.

'Les sanctions économiques et les blocus actuels sont comparables aux sièges médiévaux des villes.

'Les sanctions du XXIe siècle tentent de mettre à genoux non seulement des villes, mais aussi des pays souverains', a écrit M. de Zayas dans son rapport.

Les sièges et les sanctions à eux seuls permettent rarement d'atteindre les objectifs qu'ils se sont fixés. Les sièges médiévaux se terminaient généralement soit par le retrait de l'attaquant, soit par l'assaut et le pillage de la ville. Les sièges et les sanctions sont les moyens d'"assouplir" la cible, pour avoir moins de mal à l'attaquer ensuite. Pendant treize ans, des sanctions très brutales ont été imposées à l'Irak. Il a quand même fallu une guerre à grande échelle pour faire tomber Saddam Hussein. Et la guerre ne s'est même pas arrêtée là. Moon of Alabama 30.01

- Un général vénézuélien fait défection, Maduro sous pression - Reuters 2 février 2019

Un membre de l'état-major vénézuélien a fait défection samedi en appelant l'armée à reconnaître l'opposant Juan Guaido en tant que chef d'Etat par intérim, tandis qu'une foule immense se rassemblait pour réclamer la démission du président Nicolas Maduro.

Dans une vidéo diffusée sur Twitter, le général de l'armée de l'air Francisco Yanez, membre du haut commandement des forces armées, affirme que les militaires sont dans leur immense majorité hostiles au chef de l'Etat.

"Peuple du Venezuela, 90% des membres des forces armées du Venezuela ne sont pas dans le camp du dictateur, mais dans celui du peuple vénézuélien. La transition démocratique est imminente", affirme l'officier.

Francisco Yanez est le premier général en activité à apporter son soutien à Juan Guaido depuis que le président de l'Assemblée s'est proclamé président, le 23 janvier.

Sur son compte Twitter, le haut commandement des forces armées l'accuse de "trahison". Le général occupe la fonction de chef de la planification stratégique de l'armée de l'air.

D'après des sources diplomatiques, la France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne et l'Espagne ont prévu de reconnaître à compter de lundi le président de l'Assemblée nationale comme chef d'Etat par intérim, suivant ainsi l'exemple des Etats-Unis.

La majorité des autres pays de l'UE devraient apporter leur soutien à Guaido tout en évitant d'utiliser explicitement les termes "reconnaissance" et "reconnaître".

Nicolas Maduro va lui aussi prendre part à un rassemblement, organisé à l'occasion du 20e anniversaire de l'arrivée d'Hugo Chavez au pouvoir.

"Aujourd'hui, c'est l'anniversaire de 20 ans de travail, de combats, de progrès et d'importantes réalisations, malgré les difficultés et les complots impériaux. Félicitations à tous.", dit-il sur Twitter.

Le président, investi le 10 janvier après sa réélection contestée en mai dernier, s'est dit prêt cette semaine à dialoguer avec l'opposition, dans le cadre d'une médiation internationale.

Le vice-président américain, Mike Pence, a écarté cette hypothèse lors d'un rassemblement organisé vendredi en Floride pour exprimer le soutien des Etats-Unis et des expatriés vénézuéliens à Juan Guaido.

Il n'est plus l'heure de négocier mais d'agir "pour mettre fin une fois pour toute à la dictature" de Maduro, a-t-il déclaré. Reuters
2 février 2019

Syrie.

- Face aux sanctions, la Syrie et l'Iran organisent leur résistance économique - RT 29.01

La presse syrienne rapporte que Damas et Téhéran ont signé le 28 janvier 11 accords et protocoles d'entente, dont un accord de coopération économique «stratégique» et à «long terme», visant notamment à encourager les investissements iraniens dans la Syrie ravagée par la guerre depuis 2011.

Ces accords ont été conclus dans le cadre d'une visite à Damas du vice-président iranien Eshaq Jahangiri. L'un d'eux porte sur les transactions financières entre les deux pays. Cité par les médias iraniens, Abdolnaser Hemmati, gouverneur de la Banque centrale d'Iran, a déclaré que l'accord permettait aux banques d'effectuer des transactions dans leurs monnaies locales et dans des monnaies étrangères non libellées en dollars.

Ces accords «revêtent une dimension stratégique et constituent un pilier économique solide, qui doit contribuer à consolider la résilience des deux pays face à la guerre économique qui leur est livrée par certains pays occidentaux », a souligné Bachar el-Assad, le président de la République arabe syrienne, selon l'agence officielle Sana. Les accords conclus entre la Syrie et l'Iran ont pour contexte de nouvelles sanctions américaines contre Téhéran, tandis que plusieurs responsables de Damas, mais aussi des hommes d'affaires et entreprises syriennes sont toujours sur les listes noires américaines et européennes.

Les accords signés le 28 janvier à Damas concernent notamment la réhabilitation de certaines infrastructures, à l'instar des ports de Tartous et de Lattaquié, mais aussi la construction d'une centrale électrique d'une capacité de 540 mégawatts.

Le coût des destructions dues à la guerre en Syrie est estimé par l'ONU à quelque 350 milliards d'euros. Récemment, le Liban a proposé à ses partenaires au sein de la Ligue arabe la création d'une banque de reconstruction qui, selon son président, «aiderait tous les Etats et peuples arabes touchés par les conflits à surmonter leur situation critique». Mais c'est surtout de la Syrie et du Yémen que parlait Michel Aoun. RT 29.01

[Haut de page ↗](#)

Le 7 février 2019

CAUSERIE ET INFOS

La causerie demain vers midi (heures locales), elle sera assez consistante, ce soir (21h27) je suis trop crevé pour formater les pages.

Le 4 février 2019

CAUSERIE ET INFOS

La causerie de janvier est disponible au format pdf, 194 pages, exactement le même nombre qu'en décembre 2018, c'est à croire qu'il ne s'est absolument rien passé entre le 31 décembre à minuit et le 1er janvier à zéro heure, comme quoi on n'est pas sous influence, c'est rassurant, non ? Peu nombreux sont ceux qui peuvent en dire autant, vous ne trouvez pas ?

C'est un signe qui ne trompe pas, car je ne crois pas au hasard, le hasard, c'est juste quelque chose qu'on n'est pas encore parvenu

à expliquer, qu'il fasse bien ou mal les choses, c'est une autre histoire, à chacun d'en juger.

● Au format pdf (14 pages)

Demain 5 février, je dois donner mon scooter en révision. J'ai déjà loupé la précédente, et si je continue je ne bénéficierai plus de la garantie. Je vais revenir en bus et à pied jusqu'à mon village, et le lendemain je devrai faire le trajet inverse de la même manière. Je ne vais pas déboursier 500 roupies en autorickshaw au lieu de 30 en bus juste pour gagner deux heures !

Donc j'actualiserai le portail comme je peux, désolé. Et je suis épuisé, du coup j'ai plus de mal à penser et ce n'est vraiment pas le moment. On a besoin aussi de prendre du recul par rapport au développement de la situation, il ne faut pas s'emballer, il faut faire la part des choses et rester lucide, par exemple les Assemblées populaires ne réunissent que quelques centaines de participants tout au plus, parfois seulement quelques dizaines. La grève de demain va être un test pour mesurer l'état d'esprit des travailleurs, bien qu'elle n'ait pas été préparée dans les meilleures conditions. A suivre. Et puis il faut distinguer ou il ne faut pas confondre l'agitation de la perspective politique qui se dégage de la situation.

[Tribune libre.](#)

- Pourquoi la France est-elle une dictature? Par Jean-Yves Jézéquel - Mondialisation.ca, 01 février 2019

La révolte des Gilets-jaunes a permis au monde entier de découvrir à quel point la France avait rapidement dérivé, depuis 2005, 2006, 2008, vers une véritable dictature. Il faut, bien entendu, se remémorer l'avalanche des lois liberticides qui se sont accumulées avec l'aide d'une pratique opportuniste du management de la terreur, exploitant les attentats à des fins de répression de plus en plus grande contre un peuple ainsi expulsé de ses droits constitutionnels les plus fondamentaux, allant jusqu'à inscrire la permanence de « l'état d'urgence » dans la Constitution, sans l'avis du peuple.

Je renvoie le lecteur aux deux articles du 18 novembre 2018 – « La liberté ne permet pas l'insouciance », publié dans [www.mondialisation.ca](#); le 19 novembre – « France : l'avalanche liberticide appelle à la résistance », idem. Ces deux articles démontrent la dérive inéluctable de la France vers la dictature que nous découvrons concrètement aujourd'hui, à travers les faits et méfaits infligés aux Gilets-jaunes.

En faisant le bilan monstrueux de la répression sanglante des citoyens exprimant leur colère légitime, nous allons commencer à énumérer toutes les exactions commises par le régime en place, dans une liste devenue interminable. Consternés par l'importance considérable des actes hors-la-loi française commis par cet Etat voyou, nous, les Français, nous devons en conclure que nous étions bel et bien passés en dictature! Jusque-là, nous ne pouvions pas y croire, personne ne s'en était vraiment rendu compte, mais le Pouvoir était enfin obligé de découvrir son véritable visage de dictateur, car il ne pouvait plus se cacher plus longtemps.

Certes, nous énumérons souvent les multiples infractions et entorses qui nous étaient infligées par l'UE et les Gouvernements successifs conduisant la France dans la coalition illégale de Maastricht (puisque les Français avaient refusé la reconnaissance de la Constitution européenne en 2005), soumettant le peuple Français au silence et bafouant ses droits constitutionnels les plus fondamentaux, détruisant systématiquement les principes dits « démocratiques » de la République laïque française.

Aujourd'hui, voyons donc ce que contient cette liste sidérante qui énumère les faits révélant le visage du régime politique actuellement en place en France, puisqu'il est en fait imposé par l'essence foncièrement dictatoriale de l'Union Européenne.

1 – Ce qui, dans un premier temps, a permis de lever le voile sur la véritable nature du Pouvoir du régime actuel macronien, c'est l'hécatombe survenue dans les rangs des Gilets-jaunes :

Plus de 10.000 interpellations; plus de 5600 gardes-à-vue; plus de 1000 condamnations; plus de 2000 blessés; plus de 100 blessés graves: éborgnés, mutilés, membres brisés.

Selon des sources indépendantes du journal Libération et du journaliste David Dufresne, 109 manifestants ont été mutilés, dont 18 sont devenus aveugles d'un œil et quatre ont perdu une main. « Nous n'avions pas peur de la police, mais les choses ont changé », a déclaré Fiorina Lignier, une étudiante en philosophie de 20 ans qui a perdu un œil lors d'une manifestation des Gilets-jaunes à Paris le 8 décembre. « Ils sont plus offensants, plus répressifs, aveugles dans leurs actions. » Enfin, nous devons conclure ce triste bilan par les 12 morts qu'il faut déplorer à ce jour.

En lisant ce bilan d'une répression sanglante acharnée, jamais vue en France depuis l'Insurrection de la Commune de Paris entre les 21 et 28 mai 1871, nous sommes dépités par ce constat qui nous renvoie si loin en arrière. Toutes les luttes sociales représentant tant de sacrifices, puis la première et la seconde guerres mondiales, si hautement meurtrières, n'auraient donc servi à rien puisque nous en sommes encore là à devoir lutter pour une liberté élémentaire, pour le respect des plus démunis, pour

la solidarité humaine avec les plus faibles, pour une justice sociale primordiale assurant la paix des peuples?

Samedi après samedi les tribunaux sont saturés, les hôpitaux submergés et la colère plus grande encore.

Pour se rendre compte de l'extrême violence de la situation, il faut encore dire que du côté de la police, c'est 1200 agents de la force publique qui ont été blessés, selon le ministère de l'Intérieur. Dans quoi la France a-t-elle basculé? Pourquoi les politiques ne comprennent-ils pas leur totale irresponsabilité et la violence permanente, infligée depuis 40 ans aux plus modestes de nos concitoyens, à travers le saccage ultra libéral encensé par les inconscients et venté comme étant « l'unique alternative » de la vie en commun?

2 – Le fascisme néoconservateur et ultra libéral macronien, s'apprête à faire passer une nouvelle loi du musellement de toutes les formes de contestation. Même le droit de manifester va être aboli ; même un appel à la résistance publié sur une page Face Book, sera passible des galères et des travaux forcés de la rééducation carcérale!

Félix Tréguer, de la Quadrature du Net, l'association de défense des droits et libertés des citoyens sur Internet, disait :

« Emmanuel Macron oublie que l'anonymat constitue un droit associé à la liberté d'expression et de communication et au droit à la vie privée. Il est reconnu comme tel au niveau international, notamment par la Cour européenne des droits de l'Homme », a-t-il ajouté, avant de rappeler que les élites politiques ont de « la méfiance envers la parole critique ou irrévérencieuse qui se déploie sur Internet. »

Une nouvelle loi sur les casseurs est très significative de la fin terminale des libertés.

Il ne s'agit pas des « casseurs » en tant que tels, car personne n'a abrogé le Code pénal dans lequel cette loi existe déjà, mais des « casseurs de système ». Le problème est bien: comment gérer des manifestants qui s'attaquent à la dictature et qui ne défendent pas la lutte contre le réchauffement climatique en bouffant des OGM, et en engraisant les multi nationales étrangères?

Il faut durcir les conditions de manifestation et faciliter les interpellations, fichier le plus rapidement possible ceux qui osent contester le bien-être universel.

La majorité des Français qui galèrent ne peut plus se faire entendre. C'est pour cela qu'il ne restait que la voie empruntée par les Gilets-jaunes : celle de l'insurrection. Les diplômés des écoles de journalisme, de Science Po, de l'ENA ou de Normale Sup ne peuvent pas comprendre ces revendications des Gilets-jaunes, parce qu'ils vivent depuis très longtemps dans un autre monde tout à fait étranger à ce genre de préoccupation relevant de la survie. Ceux qui manifestent sont pauvres et les prédateurs qui détiennent les pouvoirs – politique, médiatique et économique – ne savent pas ce que signifie faire manger une famille avec 2 ou 3 euros par repas. Les grands journaux se permettent de salir les pauvres qui se battent pour survivre. BHL disait cette parole représentative du mépris de classe, lui qui se plaint « d'avoir trop de maisons à travers le monde » : « Ces pauvres qui disent qu'ils le sont et qu'ils n'en peuvent plus de l'être, quelle beaufitude, quelle grossièreté, quel manque de manière! »

Les Gilets jaunes sont censurés à la télévision. France-Culture interdit de parole cette voix dissidente sur les radios du service public. Le système veut faire taire la « racaille populiste », car quiconque demande du pain pour ses enfants est un « salaud de pauvre »!

Face à la surdité du Pouvoir qui depuis 40 ans n'écoute plus rien et n'accepte plus rien des revendications successives, il ne restait que deux solutions : ou bien continuer à souffrir en silence ou bien renverser ce pouvoir oppresseur! C'est ce que les Gilets-jaunes ont compris et c'est le chemin qu'ils ont emprunté, celui du renversement de Régime, une insurrection et une volonté de sécession d'avec cette caste de privilégiés qui se cramponne au pouvoir pour le confort indécent qu'il leur offre.

3 – La dénégation des politiques : une stratégie par le mépris de l'Etat de droit.

Les Castaner et Bennalla, voilà le type d'individus délinquants qui gravitent autour de Macron! Castaner a osé dire : « Je ne connais aucun policier qui ait attaqué des Gilets-jaunes! » Toute la macronie radote en chœur qu'il n'y a eu aucun blessé grave et Macron répondait aux étudiants de Louvain « qu'ils disaient n'importe quoi », lorsque ceux-ci lui faisaient remarquer que la France était le seul pays européen à utiliser des grenades au TNT contre son peuple. Pourquoi nier à ce point là la réalité qui par ailleurs est bien connue de ces fanatiques du fascisme ultra libéral? Quel est le but ou le sens de cette négation et la violence de ce mensonge? Cet entêtement à nier la réalité inacceptable des violences policières démesurées, ne peut que déboucher sur une seule issue : la décapitation politique pure et simple de ces criminels et leur condamnation devant la Cour Pénale Internationale.

L'Histoire retiendra le passage délirant de « Macron-la-haine » et de « Castaner-le tortionnaire » et avec eux, toute l'équipe du « Gouvernement-des-faussaires » et des menteurs.

De très nombreuses images de violences policières, elles se dénombrent par centaines, authentifiées, compilées dans un

dossier incontestable constitué par les avocats des Gilets-jaunes, démontrent clairement que la déontologie de la Police Française a été pulvérisée. De nombreux policiers, y compris des responsables de police (comme le commandant Andrieux) sont tout à fait hors-la-loi, ne savent plus qu'il existe un code de déontologie, ignorent allègrement ses articles 8, 9 et 10 en particulier. Les plaintes des citoyens maltraités abusivement par cette police délinquante, que ce soit à travers la trahison de l'IGPN, celle du Parquet qui a perdu toute indépendance ou auprès du Procureur de la République qui protège sa place en exécutant les caprices du Pouvoir en place, sont systématiquement rejetées, bloquées ou jugées sans suite! Comment peut-on qualifier une telle situation et négation de l'Etat de droit? Par la dictature: c'est la dictature qui caractérise une telle situation et un tel comportement de la police aux ordres des politiques qui imposent leur tyrannie sans se soucier ni du droit constitutionnel, ni du droit civil ou pénal et cela on le doit au Traité de Lisbonne, comme on va le voir.

Lorsque les citoyens secondés par les avocats, tentent d'obtenir des enquêtes de l'IGPN sur les comportements criminels de certains policiers, ils n'obtiennent rien, pour cause, puisque les policiers reçoivent les ordres des services du ministère de l'Intérieur qui contrôle les préfetures de police et puisque le directeur de la Police nationale nommé par le Ministère de l'Intérieur est celui qui contrôle l'IGPN.

Il faut savoir également que l'IGPN est une institution qui est, comme le reste du droit français, en pleine contradiction avec les lois européennes car les règlements européens disent que la police ne peut pas enquêter sur la police. Et en effet, actuellement, le directeur de la police nationale qui commande l'IGPN, est celui qui fait appliquer par la police la volonté des tyrans politiques qui nous gouvernent. Si on déclenche donc une enquête de l'IGPN, elle ne peut en aucun cas aboutir dans la situation présente des plaintes des Gilets-jaunes contre les violences policières, puisque c'est le patron de l'IGPN qui est responsable de l'application par la police de la doctrine actuelle de la répression policière en France. Le directeur de la police ne peut donc pas se poursuivre lui-même! De plus, en fonction des besoins de la communication gouvernementale, l'IGPN peut très bien procéder à la culpabilisation tordue des policiers qui contesteraient les ordres crapuleux et contraires au code de déontologie de la police ou faire condamner des citoyens qui sont réellement innocents des torts dont on les accuse, au nom de la pure et simple répression qui n'est « légitime » que pour un Régime dictatorial. On le voit : l'IGPN est une plaisanterie qui ne peut en aucun cas faire respecter la loi et encore moins une justice élémentaire de démocratie républicaine!

Lorsque le policier Alexandre Langlois, Secrétaire Général du Syndicat de Police VIGI, dénonce le Gouvernement du Régime en place, il énumère toutes les infractions graves à la loi française, pratiquées par l'Etat voyou macronien qui reste dans l'impunité absolue. Ce Gouvernement délinquant, dit Alexandre Langlois, va jusqu'à donner des ordres aux magistrats chargés de juger des Gilets-jaunes exerçant leur droit constitutionnel à manifester, pour les condamner lourdement, contre toutes les règles du droit français qui est ouvertement bafoué. Cette manière de faire est celle des dictatures.

Emmanuel Macron a décidé de considérer les Français qui souffrent d'un effondrement de leur pouvoir d'achat et qui n'en peuvent plus de galérer au jour le jour pour survivre, comme des ennemis réunis dans « une foule haineuse ».

Il a équipé la police de grenades au TNT, de flash ball dont les porteurs n'hésitent pas à viser les têtes, causant des blessures irréversibles de mutilations, des canons à eau, des fusils à pompe, des fusils d'assaut, il a fait déployer en ville des blindés de l'EuroGendFor ou FGE, et fait donner l'ordre à ses policiers de causer de nombreuses blessures, de handicaper, d'éborgner, de casser et logiquement à l'étape suivante, on le verra prochainement, de tuer! Macron a déjà accusé des Gilets-jaunes « d'être monté à Paris avec la ferme intention de tuer »! Donc, à son tour, pourquoi ne pourrait-il pas tuer, puisque la Constitution européenne, refusée par les Français en 2005 mais imposée aux Français en 2008, prévoit cette possibilité pour les Gouvernants de l'Union Européenne? (Cf., Le traité de Lisbonne 152 pages, contenant plus de 350 dispositions de droit primaire, auxquelles s'ajoutent 13 protocoles et 59 déclarations, et complexifié à l'extrême à dessein, pour qu'on n'y comprenne rien. Voir : article 2-2 du protocole N°6 annexé à la Convention Européenne des Droits de l'Homme)

La conséquence de ce camouflage sur le sujet qui nous occupe c'est que la suppression de la peine de mort est rendue caduque par « l'explication » suivante : « La mort n'est pas considérée comme infligée en violation de cet article dans les cas où elle résulterait d'un recours à la force rendu absolument nécessaire: pour assurer la défense de toute personne contre la violence illégale; pour effectuer une arrestation régulière ou pour empêcher l'évasion d'une personne régulièrement détenue; pour réprimer, conformément à la loi, une émeute ou une insurrection » (article 2 – 2 de la Convention européenne des droits de l'homme) « Un Etat peut prévoir dans sa législation la peine de mort dans certaines situations (article 2 du protocole N° 6 annexé à la CEDH). Selon l'explication, la peine de mort peut être introduite en temps de guerre ou de danger imminent de guerre ou d'insurrection.

Ce qui est encore plus inquiétant, c'est que l'on puisse tuer illégalement et sans ordonnance d'un juge lors d'une émeute ou d'une insurrection. Qui définit cela? Les « manifestations des Gilets-jaunes » partout en France, pourraient être qualifiées d'insurrection, comme pratiquement toute manifestation non autorisée. Il suffit que quelques « Gilets-jaunes » lancent des pierres pour que ce droit soit revendiqué par la dictature du Régime Macron, grâce au droit constitutionnel européen. Cette qualification d'émeute, qui autorise donc à s'affranchir de l'obligation de ne pas donner la mort, permet en réalité de rendre légale n'importe quelle répression sanglante. Difficile de ne pas croire que c'était justement le but poursuivi par l'assemblée conciliaire des sorciers de la Constitution européenne: sinon, pourquoi avoir pris la peine d'inscrire cette disposition dans un texte de plein droit, si ce n'est pour se donner la possibilité de l'invoquer?

Il est évident que la fabrication de cette Union Européenne, sans l'avis des peuples, et s'attribuant de tels pouvoirs, n'avait pour seul but que celui de construire un Régime politique a priori dédié à l'avènement du Nouvel Ordre Mondial, dont les Maîtres sont les acteurs essentiels de la puissance financière Internationale. Les Gouvernements du fascisme ultra libéral mondialisé s'attendaient logiquement et manifestement à des insurrections! En effet, le scepticisme à l'égard des Gouvernements et de l'appareil dictatorial européen ne cessait d'augmenter et a fini par donner en France l'insurrection des Gilets-jaunes. La crise financière et économique provoquée sciemment par le système bancaire mis en place et les règles de la BCE, allait accentuer la pression sur la population. Les dirigeants de cette Institution Européenne, appelée UE, avaient donc clairement l'intention de pouvoir tirer un jour à balles réelles sur les manifestants? Ce droit était donc écrit noir sur blanc dans la Constitution Européenne que les Français ont massivement rejetée notamment pour cette raison, et c'est cette même constitution encore plus complexifiée qui leur a été imposée par Sarkozy sous le nom de Traité de Lisbonne! Il est certain que les citoyens Français les plus modestes représentés par les Gilets-jaunes, souffrant des conséquences d'une telle injustice sociale organisée, n'avaient que la résistance en option. Depuis le 17 novembre 2018, les Manifestations ont été inévitablement qualifiées « d'insurrections »; le Pouvoir a tout fait bien entendu pour que cela le devienne, alors que les Gilets-jaunes ont toujours revendiqué la « manifestation pacifique ». Cela constituait en soi un aveu de la dictature.

Ce n'est pas pour rien qu'un hélicoptère d'exfiltration a été positionné à l'Élysée, car le dictateur Macron, par procuration, savait bien, dès le début, qu'il ne pourrait pas tenir longtemps dans ce rôle parfaitement suicidaire au seul service des intérêts du totalitarisme financier mondialisé. D'ailleurs il s'efforce depuis novembre dernier d'être en voyages perpétuels à l'étranger, en attendant que la « rébellion » soit matée au pays.

4 – Puis, les gros imprévus allaient surgir à leur tour : essentiellement la résistance policière. A la suite de l'agression du gilet-jaune Jérôme Rodrigues, un Collectif autonome des policiers d'Île-de-France, le CAP-IDF, a déclaré :

«Nos états-majors nous ont donné carte blanche pour nettoyer les rues, les directives ont été jusqu'à aujourd'hui des plus claires : « Force doit rester à la loi, dégagez-nous tout ça! » Nous en voyons les résultats. Plus de 1200 blessés dans nos rangs, tandis que les Gilets jaunes en comptabilisent plus de 2000. » Le Collectif policier ajoutait : «Castaner, on le sent de moins en moins arrogant, moins serein. Devant les caméras, on les sent fébriles à présent. Et cette fébrilité politique va se répercuter sur nous. » «Nous, on écoute les collègues et on sent bien que quand les patrons nous disent : « Nettoyez tout ça », certains se sentent pousser des ailes... Et ils y vont. La hiérarchie ne peut pas plaider l'innocence à cet égard, parce qu'ils entendent les conférences radio en direct dans les manifestations. Pour les préfets et les ministres, c'est pareil. » « Les collègues qui font n'importe quoi, il faudra qu'ils assument, mais ce ne sont pas forcément ceux qui auront le plus mal agi qui seront les plus sanctionnés. »

«Les collègues nous disent que si on leur retire les LBD40, ils n'iront plus! Mais il va se passer quelque chose de grave, on le sait.»

« Elle n'est pas claire cette affaire de Jérôme Rodrigues. D'un côté, Castaner se félicitait de n'avoir jamais vu de policier attaquer un Gilet-jaune, mais ensuite, il annonçait qu'il y aurait des sanctions. Donc on nous dit désormais qu'il faut « nettoyer les rues », mais « attention, pas de bavures. » En fait, les responsables disent à leurs policiers de commettre des infractions à la loi française, mais pas européenne, tout en se protégeant eux-mêmes de toute responsabilité dans ces infractions graves à la loi républicaine qui, dans les faits, ne représente plus rien face au pouvoir supra national de l'Union Européenne. En fait, on découvre peu à peu que ces criminels sont tout à fait protégés par les règlements européens. Voilà pourquoi il est évidemment question de « transfert massif de souveraineté à Bruxelles ». C'est également l'un des objectifs évidents de la signature du traité de Aix-La-Chapelle entre Merkel et Macron (sans l'avis du peuple).

Le CAP-IDF admettait, dans sa déclaration, que « la majeure partie des incidents » était imputable aux Brigades anti-criminalité (BAC). En gros, lorsqu'on met des LBD40 entre les mains de ces gens-là, ils se prennent aussitôt pour des cowboys du Far West qui dégainent leur jouet contre les citoyens, à l'image de ce que font les abrutis des westerns sur les « peaux rouges » présentés habituellement comme les « méchants » des apologues traditionnelles étasuniennes du génocide. Ici, les Gilets-jaunes sont une classe à exterminer sans scrupules!

Les grenades GLI-F4 au TNT et le LBD40 non réglementaire et désormais le fusil d'assaut HKG36 sont des armes dangereuses qui sont létales : rien d'étonnant donc qu'il y ait autant de blessés graves parmi les victimes de la police volontairement abandonnée à elle-même par un Pouvoir qui lui a laissé carte blanche pour « nettoyer tout cela », pour nettoyer les citoyens exerçant leur droit constitutionnel de manifester pacifiquement. Il est évident que dans ces conditions, il devient de moins en moins possible de manifester pacifiquement. Le comportement de la dictature entraîne une montée obligatoire de la violence et elle compte bien s'en justifier pour en arriver à tirer à balles réelles sur les citoyens contestant le Régime. Encore là, on peut souligner l'incongruité de la revendication des Gilets-jaune à propos du RIC : cette revendication comme le « Grand Débat » avec elle, sont diamétralement opposés à toute la marche forcée des dirigeants de l'Union Européenne qui ont créé délibérément la dictature de l'UE abolissant en soi les Etats Nations et leurs droits constitutionnels! Certes, les Français sont logiques avec eux-mêmes aujourd'hui, puisqu'ils avaient refusé en 2005 cette Constitution Européenne-là! Que va-t-il donc se passer? Ce que prédisait le CAP-IDF : « Il va se passer quelque chose de grave, on le sait. »

Une ONG a comptabilisé 46 blessés dans les manifestations entre l'an 2000 et 2017. Et maintenant en quelques jours nous en sommes à un bilan monstrueux qui a pulvérisé toutes les statistiques de la répression policière en France. Les CRS ont reçu

l'ordre de déployer des équipes munies de fusils d'assaut à l'occasion des manifestations des Gilets-jaunes. Il y a donc une militarisation de la police qui s'opère et les mobilisations des Gilets-jaunes sont considérées par le Régime macronien en place, comme une atteinte à la sécurité de l'Etat. Le peuple Français qui manifeste sa colère est donc insurrectionnel, un ennemi qui ose réclamer le respect de ses droits constitutionnels, alors que l'UE les a abolis.

Les citoyens qui veulent porter plainte contre les responsables qui donnent des ordres dignes de la dictature, doivent le faire sous la forme du dépôt de plainte contre X, faute de quoi toutes les autres plaintes seront jugées sans suite. La police actuelle ne remplit pas sa fonction de « gardienne de la paix » mais de « force répressive » au service d'un Pouvoir qui n'a que très peu de légitimité. Nous sommes en France, dans une escalade de la violence à cause même de la doctrine du Régime Macron sur le maintien de l'ordre qui se cale sur le droit Européen. Tout nous échappe et nous sommes dans un porte-à-faux juridique à cause de l'UE.

Logiquement, le Régime Macron fait tout ce qu'il peut pour aller dans la répression: il ne s'agit pas d'accompagner un mouvement de revendications sociales et politiques, il s'agit de le réprimer. La police n'est donc pas là pour protéger les citoyens exerçant un droit constitutionnel de manifester, devenu désuet, elle est là pour réprimer ce mouvement de contestation, conformément au Traité de Lisbonne.

Lorsque le Procureur de la République qui est nommé par le Pouvoir politique en place, classe sans suite les plaintes déposées contre les responsables du Gouvernement, est-ce qu'il est encore utile de saisir un juge d'instruction? Peut-être. Nous savons, en tous les cas, que les juridictions de l'UE ont été déclarées supérieures aux juridictions nationales à partir de « l'arrêt Costa du 15 juillet 1964 ». Il semble donc que nous soyons tous piégés, dans le cas de la révolte des Gilets-jaunes, par ce juridisme protecteur des tyrans qui ont fabriqué l'Union Européenne sans l'avis des peuples. La seule porte de sortie qui reste, c'est logiquement le FREXIT, mais cela nécessite le renversement des dictateurs en place. Nous marchons donc à grands pas vers le coup d'Etat inévitable...

Jérôme Rodrigues n'était pas en infraction lorsque le policier se trouvant à quelques mètres de « l'icône » des Gilets-jaunes, connue de tous les services de police, lui a tiré délibérément une balle de LBD40 dans la tête, alors que ce comportement est foncièrement hors-la-loi française. Qui lui a demandé de commettre cet acte crapuleux? Forcément sa hiérarchie qui a vu que le célèbre Gilet-jaune connu sur le web pour ses films des manifestations, se trouvait là et qu'il serait sans doute parfait de le faire taire en lui rendant sa tâche extrêmement difficile, puisque désormais il a perdu un œil. La manifestation pour laquelle il était là présent, était une manifestation légale, déclarée en préfecture. L'heure de dispersion avait été fixée à 17h00 et Jérôme Rodrigues a été agressé arbitrairement entre 15h45 et 16h00. Donc, on voit bien que ce comportement est hors-la-loi française, sans motif autre que celui de réprimer pour réprimer comme cela se fait en dictature, en même temps que de briser une figure symbolique du mouvement des Gilets-jaunes. Il est clair que chacun de ces actes pervers ne fait que renforcer la montée de la violence et qu'on finira par avoir des citoyens assassinés arbitrairement par les forces de la répression approuvées par Bruxelles, même si « Bruxelles » se dit aujourd'hui inquiète des violences en France! C'est un langage ambigu: quelle violence ? Celle des citoyens ou celle de la police qui a provoqué celle des citoyens en colère légitime?

Si on en arrive-là, un coup d'Etat a toutes les chances d'arriver en France, pour mettre un point final à cette dérive d'un pouvoir aux ordres d'un exécutif supra national. Dans le cas de Jérôme Rodrigues, le Procureur de la République est saisi, mais compte tenu de tout ce que l'on vient de voir, il ne serait pas surprenant que le dossier soit classé sans suite! Le tribunal administratif a donc aussi été saisi par son avocat pour tenter de mettre en accusation l'Etat.

Concernant les Gilets-jaunes, nous avons à faire à une justice d'exception, puisque les Gilets-jaunes condamnés à des peines de prison ferme, le sont alors qu'ils n'ont pas de casiers judiciaires. Le garde des sceaux macronien, ministre de la justice, a fait circuler le 22 novembre 2018, une directive auprès des présidents de tribunaux de Grandes Instances, pour qu'ils exercent la plus grande fermeté à l'encontre des Gilets-jaunes. Il y a donc une pression inadmissible sur les Magistrats qui sont sensés être indépendants. Mais manifestement, le Pouvoir politique se sent protégé par le droit européen et peut agir librement sans craindre les sanctions.

Beaucoup de personnes qui n'étaient même pas des Gilets-jaunes se sont retrouvées bloquées dans des attroupements et arrêtées pour motif de « participation à un attroupement en vue de commettre des violences »! C'est un des exemples d'une pratique de l'arbitraire absolu actuellement pratiqué contre les citoyens français: une authentique dictature répressive, sans la moindre trace de justice. C'est le Traité de Lisbonne qui permet cela, comme on l'a vu! Maintenant, Traité de Lisbonne ou pas, cela peut-il réellement rester impuni en France? Je ne le crois pas. Lorsque la perversion d'une dictature a atteint un tel sommet d'arbitraire, il faut s'attendre à ce qu'un tel comportement engendre naturellement le feu et le sang, car des humains ignorés dans leurs revendications légitimes à ce point là, n'ont alors plus rien à perdre et vont agir avec le désespoir en prenant les armes de la légitime défense et en nettoyant la nation de la pourriture qui l'empeste! Les pratiques de la « nasse » qui immobilisent par exemple les gens pendant 4h00 sous la pluie et dans le froid, dans une rue, se fait régulièrement dans les villes. C'est une atteinte directe au droit de manifester; c'est une atteinte directe au droit de circuler librement en France; c'est une atteinte à la liberté d'expression... Bref, c'est la dictature pure et dure, du droit constitutionnel européen qui s'applique actuellement en France.

En réalité, ceux qui ont voté macron « pour éviter Le Pen », auraient du savoir que l'idéologie ultra libérale est un fascisme.

Macron représentait le fascisme ultra libéral maastrichtien et mondial et Le Pen le fascisme ultra libéral national. Entre la peste et le choléra il n'y avait en réalité aucun choix possible, voilà pourquoi la position la plus juste était de s'abstenir de voter au deuxième tour.

Aujourd'hui, le résultat de la peste est là et nous pourrions bien en crever par millions. Qui peut tolérer cette situation d'injustice sociale poussée à ce degré de perversion? Certainement pas un peuple ayant une histoire révolutionnaire. Ce qui s'avère réellement sidérant, c'est de constater que des pantins politiques aient pu croire un seul instant qu'ils auraient pu dresser et réduire au silence un peuple qui a une telle histoire et un tel sens de la liberté, de la complémentarité et de la solidarité.

Le fascisme ultra libéral (Cf., article sur cette question dans www.mondialisation.ca) est ce qui explique en profondeur l'aberration du Traité de Lisbonne concocté et complexifié après le refus français de la Constitution Européenne, le 29 mai 2005.

Message de Sandra MOLINERO, Présidente SAF (syndicat des avocats de France) de Rouen.

« Je souhaite attirer votre attention sur une difficulté que nous rencontrons, nous avocats, pour défendre les personnes en garde à vue et notamment les Gilets-jaunes : les services de police nous baladent au téléphone et ne font pas d'audition tout de suite alors que l'avocat est à disposition; nous finissons ensuite par avoir un appel des services de police nous disant que le gardé à vue a changé d'avis et qu'il ne veut plus d'avocat.

Il faut que vous puissiez faire passer le mot: même si les policiers disent aux Gilets-jaunes ou autres manifestants que si la garde à vue dure aussi longtemps c'est parce que l'avocat tarde à venir, il ne faut en aucun cas qu'ils ne renoncent à la présence de l'avocat car c'est un mensonge et un stratagème de la part des policiers! Si c'est long c'est uniquement à cause des policiers, l'avocat de permanence a 2h pour arriver et nous respectons toujours ce délai! »

La situation des victimes de cette politique maastrichtienne semble sans issue.

Si les plaintes déposées contre des policiers et leurs responsables n'aboutissent pas, parce que la dictature verrouille tous les pouvoirs, les blessés, les 109 Gilets-jaunes mutilés, les plus de 1000 condamnés ayant subi les préjudices graves d'une « justice arbitraire d'exception », ces Gilets-jaunes ont intérêt à se constituer en Collectif pour saisir la Cour Pénale Internationale à La Haye, (même si notre confiance demeure limitée par la force des choses, concernant les Institutions et la justice cadenassée par le Traité Européen), car selon la loi qui a été ratifiée par la France, dans le Statut de Rome, Macron, Castaner, Nicole Belloubet et Edouard Philippe sont justiciables devant la CPI. (D'ailleurs, ils ne sont pas les seuls Français à être justiciables devant la CPI: rappelons qu'il y a aussi Sarkozy pour les crimes perpétrés en Libye; Hollande avec Macron pour les crimes perpétrés en Syrie avec l'aide de la « coalition illégale de Doha »... D'autres complices comme Laurent Fabius, Emmanuel Valls, Jean-Yves Le Drian relèvent également de la CPI.) Mais les textes, on le voit, sont contradictoires entre eux. Il est donc facile pour les dirigeants de se protéger en utilisant un droit qui se contredit à dessein, dans le seul but de laisser les mains libres aux Maîtres du jeu pipé par la supercherie Européiste ayant anéanti le projet d'une Europe des Nations. (...)

CONCLUSION

Ce tour d'horizon nous a permis de constater que les Français sont prisonniers d'une souricière cauchemardesque. La seule issue possible afin de sortir de cette situation d'injustice sociale grave causée par le mal du fascisme ultra libéral et des violences policières actuelles voulues par un Pouvoir qui ne peut en aucun cas reculer sur la répression s'accroissant de jour en jour, c'est le coup d'Etat suivi directement du Frexit.

Jean-Yves Jézéquel

LVOG - Laissez tomber vos dernières illusions. Les crimes commis par Sarkozy, Hollande, Fabius, Valls, Le Drian, Macron, Castaner, Belloubet, Philippe, etc. ne relèvent pas de la CPI, mais d'un tribunal populaire révolutionnaire.

Cela dit, ce texte est excellent.

[Analyse politique.](#)

Non, le mouvement social initié en France depuis le 17 novembre 2018 ne remet pas seulement en cause la "mondialisation financière internationale de l'économie", le néolibéralisme, mais l'existence même du capitalisme ainsi que l'ensemble de ses institutions qui lui sont inféodées et qu'il faut abolir à l'échelle mondiale pour satisfaire les besoins et aspirations légitimes des 7,6 milliards d'habitants qui peuplent notre planète.

Pourquoi cette distinction ? Parce qu'elle permet de mettre les choses au point et en perspective, de situer et de s'attaquer aux fondements des inégalités et des injustices sociales, qui sont à l'origine des maux dont souffrent quotidiennement à des degrés divers les quelque 50 millions d'exploités et d'opprimés en France et plus de 7,5 milliards dans le monde.

On ne peut pas à la fois combattre le capitalisme et souhaiter sa préservation, il faut choisir son camp, les intérêts de quelle classe sociale on représente ou on défend, sur une barricade il n'existe que deux côtés, donc vaut mieux savoir de quel côté on se situe en toute circonstance.

Les seuls partis qui méritent d'être caractérisés de gauche, sont uniquement ceux qui au cours de leur combat quotidien au côté des travailleurs, témoignent qu'ils sont indépendants du capitalisme et de l'Etat (de leurs représentants) avec lesquels ils appellent à rompre, en admettant évidemment que ces partis existent, à défaut de mieux on se contentera de leurs bonnes intentions, sous réserve qu'elles se confirment par la suite. Ce sont les partis ouvriers qui dans leurs déclarations, leurs littératures, leurs programmes axent leur combat politique dans la perspective de la rupture avec le capitalisme, dans la perspective d'une société débarrassée du capitalisme, d'un gouvernement ouvrier s'attaquant résolument aux fondements du capitalisme, qui stipulent dans leur projet de Constitution (qui n'existe pas !) que le capitalisme est désormais déclaré hors-la-loi, que nul ne peut s'accaparer à titre individuel le produit du travail d'autrui à son insu ou une meilleure formule...

Maintenant, il faut concevoir qu'on peut très bien en avoir conscience sans pour autant avoir la volonté d'éradiquer le capitalisme de la surface de la terre.

C'est ainsi que pour de multiples raisons qu'on implorera hypocritement, on recourra à des arguments que l'on aura fabriqués ou qu'on aura empruntés à d'autres pour camoufler son refus de l'affronter, bref, pour s'en accommoder en poussant le cynisme jusqu'à y trouver des qualités ou des vertus usurpées, et à justifier ses crimes les plus abominables qu'on déguisera au besoin en les recouvrant d'un vernis démocratique, ce qui permettra au passage de se donner bonne conscience à bon compte.

Les partis de gauche, en fait l'extrême gauche, est victime aujourd'hui de son propre opportunisme érigé en dogme.

Des millions de travailleurs et de militants ont crû sincèrement qu'ils étaient de gauche au cours des 8 dernières décennies, alors qu'en réalité ils ne le furent pas, pour en avoir toujours ignoré la signification politique ou certains s'empressèrent de l'oublier parce qu'ils n'avaient jamais acquis de solides convictions, leur conscience de classe n'avait jamais été au-delà de revendications immédiates. Ils furent d'autant plus portés à le croire qu'ils en tirèrent profits ou ils crurent plus ou moins aveuglément ce que leurs dirigeants leur racontèrent. Il faut dire aussi, que pendant tout une période, la situation fut propice au développement de l'opportunisme, notamment les trois décennies qui suivirent la fin de la Seconde Guerre mondiale, qui furent si mal nommées, les "Trente glorieuses" ou les "années heureuses"... pour l'impérialisme, mais pas seulement de toute évidence ! C'est aussi l'argument fétiche des stalinien et néostalinien.

Les travailleurs et les militants furent induits en erreur sur l'évolution du capitalisme et les perspectives sur lesquelles elle devait déboucher, celles qui s'imposent à nous depuis déjà plusieurs décennies, mais qu'on a continué de nier. Même aujourd'hui 4 février 2018, nos dirigeants rechignent ou se refusent encore à caractériser le régime de Macron, refusent de caractériser le courant politique qu'il incarne avec LREM, l'extrême-centre néofasciste ou totalitaire ou encore l'extrême droite néolibérale, caractérisation qui ne laisse planer aucun doute sur leurs intentions et les méthodes auxquelles ils sont prêts à recourir pour atteindre leurs objectifs, ceux dictés par l'oligarchie financière internationale aux commandes du capitalisme mondial. La détermination et le mépris affichés par Macron, ainsi que la répression policière sanglante des derniers mois, en sont l'illustration.

Laissons de côté Mélenchon et sa bande d'aventuriers, ainsi que leurs semblables au sein des Gilets Jaunes, qui continuent d'entretenir des relations avec Macron ou ses ministres, les médias, les institutions de la Ve République et l'UE, qui pas un jour ne se livrent à un double langage dès que Castaner les menace de représailles, le plus souvent même pas, juste pour leur montrer qu'ils demeurent de fidèles serviteurs du régime en place. Cela ne coûte absolument rien d'appeler à l'insurrection, quand dans le même temps on ne fera rien pour la préparer, pour ensuite s'excuser d'avoir tenu un discours trop radical qui aurait pu être mal interprété...

Je crois qu'on n'a pas compris ce que Trotsky avait voulu dire, lorsqu'il déclara que l'art de la politique c'était de prévoir.

Il n'évoqua pas seulement le fait que l'on devait parvenir à analyser la situation et son développement à venir, ce que manifestement nos dirigeants furent incapables, disons au-delà de 24 heures pour ne pas les accabler inutilement, mais surtout qu'on devait arriver à traduire en termes pratiques (et organisationnels) les conclusions auxquelles elle menait, autrement dit, partant de là, quelle stratégie il fallait définir et quelles tâches politiques les révolutionnaires devraient se fixer à chaque étape de la période somme toute indéterminée qui précéderait le jour où la question de l'assaut final contre le capital viendrait à l'ordre du jour, de manière à y préparer les masses et à l'aborder dans les meilleures conditions possibles pour avoir une chance de l'emporter sur nos ennemis, sur ce plan-là aujourd'hui force est de constater que c'est un désastre total, je pense que personne ne me contredira.

Je crois qu'on n'a pas saisi que le processus dialectique qui menait à la concentration de tous les pouvoirs entre les mains d'une poignée d'oligarques, qui parachevait le cycle du capital une fois rendu au stade de l'impérialisme, engendrerait de profondes transformations au sein de toutes les classes, de telle sorte que ce n'était plus seulement quantitativement que la société et le monde allaient connaître de profondes modifications, mais que cela allait se traduire par un bouleversement qualitatif

remettant en cause pratiquement toutes les valeurs et tous les principes que la civilisation humaine avait acquis au cours de son évolution ou plus précisément, au cours de la phase ascendante du capitalisme sous l'effet de la lutte des classes qui l'avait accompagnée, et que ce gigantesque revirement était inscrit ou figurait en filigrane depuis la transformation du capitalisme en impérialisme, et qu'on n'a pas été foutu de le percevoir ou tout du moins d'en tirer les enseignements pratiques qui s'imposaient.

Sachant de quelle manière allait évoluer les rapports entre les classes, il s'imposait dès la fin de la Seconde Guerre mondiale de revoir notre conception de la lutte de classe sous peine de vouloir appliquer des méthodes qui avaient été conçues pour répondre à d'autres besoins en terme de tâches politiques. Et il était d'autant plus facile de le prévoir que les conditions et les rapports économiques, sociales et politiques qui prévalurent et se développèrent au cours de la période qui précéda cette guerre ne prirent jamais fin jusqu'à nos jours, mieux encore, sans être tout à fait identiques, elles furent en quelque sorte la réplique de la Première Guerre mondiale, en pire, puisque le stalinisme était parvenu à pourrir le mouvement ouvrier international. Chaque fois, les banquiers et l'oligarchie sortirent vainqueurs et renforcés sur le plan économique et politique à l'issue de ces épreuves, bien qu'1/6e de la terre ait été soustrait à l'économie capitaliste, à aucun moment Moscou ou Pékin ne cessèrent d'être subordonnés au marché mondial... Ils en profitèrent pour créer de multiples institutions internationales financières et politiques, qui leur permirent d'accroître leur fortune et leur puissance dans des proportions phénoménales, bref, la concentration du capital et du pouvoir politique entre leurs mains poursuivait tranquillement son chemin vers l'instauration d'une gouvernance mondiale qui serait soumise à leur contrôle exclusif.

Etape par étape, morceau par morceau la société et la lutte des classes telle qu'on les avait connues jusqu'au milieu du XXe siècle allaient disparaître, étaient vouées à disparaître au profit d'un régime de type bureaucratique et totalitaire où toute trace de progrès social ou de démocratie aurait disparu. C'est tout moins leur objectif à terme, qui se précise de jour en jour comme on peut l'observer. Bien entendu, ce processus est traversé par des contradictions, qui constituent autant de failles dans lesquelles la lutte de classe des exploités essaie de se frayer un passage pour faire échouer leur scénario diabolique, ce qui témoigne que notre ennemi n'a pas encore gagné la lutte des classes, Warren Buffett a semble-t-il vendu notre peau un peu trop tôt, ce que signifie aujourd'hui le combat engagé depuis le 17 novembre 2018.

C'était inscrit à l'ordre du jour du passage du capitalisme à l'impérialisme il y a plus d'un siècle. Il était inscrit que le capitalisme allait engendrer à terme un monstre de cruauté ou de barbarie en guise de liberté et de démocratie, si on commettait l'erreur gravissime de ne pas le caractériser en conséquence (ainsi que tous ses représentants, y compris le PS et ses satellites, alliés), sous prétexte qu'on n'en était pas encore rendu là, que ce n'était qu'une hypothèse lointaine ou vague, infondée, on pouvait en fabriquer à l'infini quand on était d'une mauvaise foi incurable, alors que l'on ne cessa jamais d'en avoir les prémisses tout aussi dramatiques sous les yeux, mais on s'en détourna, on préféra se laisser corrompre par le miroir aux alouettes du réformisme qui compensait avantageusement la médiocrité intellectuelle de nos dirigeants.

Toujours est-il, que nous nous retrouvons sans direction pour mener les masses au combat. La suite figure dans les différentes causeries des derniers mois. Nous y reviendrons une autre fois.

[Le danger mortel pour Macron : C'est la radicalisation des masses et leur jonction avec l'extrême gauche.](#)

- A deux reprises Macron a visé l'extrême gauche dans son interview publié par Le Point, une première fois à travers l'avocat de Christophe Dettinger, le manifestant qui avait boxé un gendarme pour protéger une femme à terre de sa matraque, et la seconde fois en désignant «40 à 50000 militants ultras» qui voudraient «provoquer une crise de régime» (Libération), car ils veulent «la destruction des institutions» (Paris-Match), et qui par conséquent seraient à l'origine de toutes les violences commises depuis l'Acte I du mouvement des Gilets Jaunes.

[Lu dans un article de Claude Askolovitch publié par Slate.fr.](#)

- "Je sais simplement que le pouvoir, avec méthode, brutalise et dénigre et humilie les corps intermédiaires qui tenaient à peu près ce pays, dialogue social, méthode des Grenelle, journalistes libres, parlement..."

LVOG - "*Les corps intermédiaires qui tenaient à peu près ce pays*", en effet, c'est ce que j'ai expliqué plus haut, les faux amis de la démocratie, les faux amis du mouvement ouvrier, les faux amis du socialisme, l'imposture permanente...

[Lu dans un article de Jean-Pierre Page, ancien responsable international de la CGT, membre de la Commission exécutive confédérale de la CGT publié par investigaction.net](#)

- "Faut-il continuer à parler de partage des richesses et des ressources, quand dans la réalité il s'agit de la recette du pâté d'alouettes où le travail enrichit le centile le plus riche de la population et que les inégalités explosent ?"

LVOG - Il fallait y penser avant ! Le "*partage des richesses*", cela n'a jamais été autre chose que la richesse pour les riches, et la pauvreté pour les pauvres !

- "Pour un grand nombre de gilets jaunes, et même si c'est parfois confusément, ce qui est en question, au fond, c'est la nature de cette société inégale, brutale, prédatrice et criminelle. Cette société-là, c'est le capitalisme lui-même. Qui va le dire ? Faut-il le considérer comme un horizon indépassable ou faut-il au contraire l'abolir ? Pour le syndicaliste faudrait-il se plaindre d'une telle prise de conscience ? On peut comprendre qu'un tel changement des esprits n'est pas sans déranger les tenants d'une adaptation du syndicalisme-partenaire d'un capitalisme à visage humain. Certains, comme la CFDT, préférant négocier le poids des chaînes plutôt que d'exiger l'abolition de l'esclavage. Mais, ne doit-on pas voir dans ce mouvement des gilets jaunes une prise de conscience qui s'affirme, celle qui conduit à la conscience d'appartenir à une classe, et par conséquent des opportunités à saisir ! N'y a-t-il pas là pour le syndicalisme une responsabilité à assumer pour qu'il en soit ainsi ?

Aussi, et comme cela est souvent le cas dans les grands mouvements sociaux, il y a urgence pour le mouvement syndical à prendre en compte combien les consciences ont progressé quant aux causes, aux responsabilités et à la nature du système capitaliste lui-même.

Ce constat renvoie à la « double besogne », cette double fonction qui doit être celle du syndicat: luttant tout à la fois pour les revendications immédiates comme pour le changement de société. "

LVOG - Tiens, il le découvre maintenant !

- "En fait, cette insurrection sociale, à laquelle nous assistons, tire sa force dans sa capacité à fédérer le peuple : les ouvriers, les employés, les paysans, les classes moyennes, les petits artisans, les chômeurs, les retraités, les ruraux et les citadins, ceux des banlieues. Fait significatif, les femmes sont au premier rang des manifestations, des blocages routiers, des parkings, des centres commerciaux. "

- "L'on sait maintenant qu'à la fracture sociale, il faut associer la fracture politique et démocratique. Elle révèle l'étendue d'une rupture entre le peuple et ses représentants, les institutions nationales et supranationales, les syndicats, les parlementaires de droite comme de gauche, le gouvernement et singulièrement le chef de l'État sur qui se focalise l'ensemble du rejet exprimé à travers le mot d'ordre « Macron démission ! ». En une année, la confiance dans le président de la République s'est effondrée de 23%. Jamais en France, un homme politique n'aura fait l'objet d'une telle détestation, pour ne pas dire d'une haine. Un récent sondage fait ainsi apparaître que 88% des Français ne font pas confiance aux partis politiques, 73% ne font pas confiance aux médias et 70% aux banques. 55% se déclarent prêt à participer à des manifestations pour défendre leurs idées. Deux mois après le début de l'action des « Gilets jaunes », 57% continuent à leur apporter leur soutien. Plus de 70% des Français n'attendent rien du grand débat voulu par Macron."

LVOG - "On sait maintenant", non, sans blague !

Je ne veux pas vous influencer, chacun est libre de penser ce qu'il veut, gardez cela en mémoire et observez tous ceux qui feignent de découvrir que l'on vit sous une dictature, que le capitalisme et le régime sont épouvantables, comme s'ils n'avaient pas eu une multitude d'occasions de s'en apercevoir au cours du XXe siècle. Méfiez-vous, la plupart font dans la récupération pour mieux vous manipuler ensuite, c'est ainsi qu'ils ont toujours procédé, ce sont de faux amis la plupart du temps. Ici on a affaire à un membre de la Commission exécutive confédérale de la CGT, donc au moins on sait à quoi s'en tenir sur ses réelles intentions, qui n'apparaissent nulle part autrement que par ce que j'ai signalé.

Tenez, les infos suivantes sont de bons exercices pour s'entraîner à reconnaître les faux amis.

- Martinez (CGT): "il faut arrêter avec les armes contre les manifestants" - AFP 3 février 2019 "Il faut arrêter avec les armes contre les manifestants": le secrétaire général de la CGT Philippe Martinez s'est indigné dimanche des nouveaux blessés samedi lors des manifestations deux jours après la décision du Conseil d'État de maintenir l'usage des lanceurs de balles de défense (LBD).

"Il y a encore eu des blessés hier, je pense au secrétaire du syndicat lycéen UNL, Louis Boyard, qui a été blessé", a déclaré le responsable syndical sur le plateau de France 3, assurant être "inquiet depuis longtemps".

La CGT et la Ligue des droits de l'homme ont été déboutées vendredi en référé de leur demande d'interdiction des LBD parce que, selon le Conseil d'État, le risque de violence rend "nécessaire de permettre aux forces de l'ordre" de pouvoir y recourir.

"On nous dit: "ce n'est pas dangereux quand c'est bien utilisé" or, tous les samedis, il y a des blessés graves", a regretté M. Martinez, promettant la "poursuite" de l'action judiciaire "parce que ce n'est pas possible qu'on tire comme ça sur des manifestants avec les conséquences qu'il y a".

M. Martinez a par ailleurs indiqué que lui-même, en tant que manifestant, ne se sentait pas en sécurité dans les défilés. "Le 1er mai, on a été enfermé sur le pont d'Austerlitz par un cordon de CRS devant, un cordon CRS derrière et impossible de sortir", a-t-il raconté.

Il a également critiqué le "droit divin" selon lui des préfets pour "interdire une manifestation". "Il y a des militant de la CGT qui se rendent en manif, qui sont interpellés, c'est pas nouveau, et qui sont placés en garde à vue plusieurs heures, donc ça s'adresse à tous ceux qui veulent manifester, que la manifestation soit déclarée ou pas", a-t-il expliqué. AFP 3 février 2019

Ils ne rompent jamais avec l'idéologie du capitalisme.

- Des transfuges du PS et du MRC fusionnent pour fonder un nouveau parti - AFP 3 février 2019

Le Mouvement républicain et citoyen (MRC) et les socialistes ayant quitté le PS dans le sillage d'Emmanuel Maurel ont fondé ce week-end à Valence un nouveau parti baptisé Gauche républicaine et socialiste, situé dans l'orbite de la France insoumise.

Les militants du nouveau parti avaient le choix entre quatre noms. 45,5% des 2.538 votants ont choisi Gauche républicaine et socialiste, selon une vidéo diffusée dimanche.

Dans son discours de clôture, le député européen Emmanuel Maurel a plaidé pour le rassemblement de la gauche, et pour cela "il faut clarifier": "Aucune ambiguïté envers le macronisme", a prôné M. Maurel, en fustigeant "une verticalité grotesque", le "retour des barbouzeres", "une scandaleuse politique diplomatique" et un "hold-up sur les plus pauvres, les retraités".

"Aucune ambiguïté" non plus "envers ceux qui contestent le macronisme": "On ne finasse pas, on n'hésite pas, on soutient pleinement" les "gilets jaunes", dont les revendications - "égalité fiscale, justice sociale, approfondissement démocratique, renforcement des services publics" - "sont les nôtres".

Poursuivant son dialogue avec ses anciens camarades socialistes, M. Maurel a critiqué ceux qui "expliquent des trémolos dans la voix qu'il faut rassembler la gauche mais qui commencent déjà par excommunier le premier parti de gauche", la France insoumise.

"Poser comme préalable à l'union de la gauche que c'est la gauche non mélenchoniste, ça sera sans nous", a-t-il insisté.

"Nous ne sommes pas là pour aider à ressusciter le centre gauche ou à inventer un improbable cartel d'appareils qui ont peur pour leur survie. Nous sommes là pour changer le monde (...) alors assez de tartufferie", a affirmé M. Maurel, dans une allusion aux efforts du PS et de Place publique pour rassembler la gauche non-mélenchoniste en vue des élections européennes du 26 mai.

"Vous cherchez une liste de rassemblement. Une liste où il y a des socialistes, des gens du MRC, un député écologique sortant (Sergio Coronado, ndlr), menée par une fille qui n'est même pas trentenaire, engagée dans des combats incroyables contre l'évasion fiscale (Manon Aubry, ndlr), eh bien ! cette liste de rassemblement elle existe, c'est celle de Maintenant le peuple", a lancé M. Maurel, qui figure en bonne place dans cette liste.

Environ 400 personnes ont participé à ces rencontres. Parmi les représentants des partis invités, Sarah Legrain (Parti de gauche), Cécile Cukierman (PCF) et Younous Omarjee (LFI). AFP 3 février 2019

LVOG- "Aucune ambiguïté envers le macronisme", on leur fait confiance ! Chacun se souviendra de Mélenchon se voyant Premier ministre de Macron, donc Macron compatible, après avoir été Hollande compatible, Chirac et Jospin compatible, en effet "assez de tartufferie" !

Faites tomber les masques. L'Union européenne cautionne tous les coups d'Etat fascistes !

- La France demande à Maduro d'annoncer une élection présidentielle "d'ici ce soir" - Reuters 03.01

La réponse de Maduro.

- Maduro rejette l'ultimatum européen: pas de présidentielle au Venezuela - AFP 04.01

Le chef de l'Etat vénézuélien Nicolás Maduro a rejeté dimanche soir l'ultimatum de plusieurs pays européens pour l'organisation d'une nouvelle élection présidentielle, tandis que ces membres de l'UE ont promis de reconnaître dans ce cas l'opposant Juan Guaidó comme président dès lundi. AFP 04.01

- Venezuela : la cohésion de l'UE se fracasse sur le cas Caracas - Libération 3 février 2019

Face au refus de Nicolás Maduro de convoquer une élection présidentielle, six voire sept pays européens, dont la France, devraient reconnaître ce lundi la légitimité de Juan Guaidó. Hormis la Grèce qui soutient encore le régime chaviste, les autres Etats invoquent la non-ingérence. Libération 3 février 2019

Ils n'en reviennent pas !

- Gilets jaunes : Un acte XII qui mobilise encore - Liberation.fr 04.01

Dites donc, Libération, cela existe encore ?

Le régime est acculé, sa seule réponse, la suppression des libertés collectives et la répression sanglante, les tribunaux d'exception

- Blessé durant l'acte XII des gilets jaunes, Louis Boyard va porter plainte - Le HuffPost 3 février 2019

"J'étais sur la place de la République et je me suis pris un tir de LBD ou de grenade de désencerclement, pour le moment on ne sait pas vraiment." Samedi 2 février, à l'occasion de l'acte XII de la mobilisation des gilets jaunes, Louis Boyard a été blessé et évacué par les secours face aux caméras des journalistes, dont celle du HuffPost.

Après être passé par l'hôpital, le président de l'Union nationale lycéenne, la principale organisation syndicale représentant les élèves du secondaire, a donné des nouvelles de son état de santé dans une vidéo publiée sur Facebook, lui qui expliquait à chaud avoir été atteint par une balle de LBD et souffrir de fractures. "J'ai été pris en charge par les urgences, on m'y a très vite envoyé parce que ça commençait à gonfler et parce que la peau avait de très mauvaises réactions."

Toutefois, après plusieurs heures d'attente aux urgences, les médecins lui ont livré des nouvelles rassurantes. "On m'a expliqué que j'avais énormément de chance parce que j'avais été touché par un tir à 10-15 mètres, et donc finalement je n'ai pas de fracture, j'ai juste un œdème." Le HuffPost 3 février 2019

59 avocats disent leurs quatre vérités sur le traitement judiciaire des Gilets jaunes - Sputnik 03.02

59 avocats ont confié dans une tribune publiée sur franceinfo les difficultés auxquelles ils devaient faire face en exerçant correctement les droits de la défense dans les dossiers de nombreux Gilets jaunes.

Dans une tribune publiée le 2 février, sur franceinfo, 59 avocats mettent en garde contre «les dérives» qu'ils ont pu constater dans le traitement des dossiers des Gilets jaunes depuis le début du mouvement et pointent du doigt des «atteintes aux droits individuels et aux libertés publiques dans notre pays».

«Par la présente tribune, nous, avocats signataires, entendons alerter quant au danger que constituent ces procédures faites souvent dans l'urgence et visant principalement à gonfler, souvent de manière artificielle, des chiffres qui seront annoncés par le ministère de l'Intérieur», indiquent-ils en guise de préambule.

Ainsi, les avocats ont pu constater «la violation délibérée des droits de manifestants par des expulsions et délogements totalement illicites et en ayant recours à la force publique».

«Pire encore, tant dans le cadre des auditions libres que durant les gardes à vue, nombre de Gilets jaunes indiquent que des enquêteurs les ont dissuadés du recours à l'assistance d'un avocat en arguant que si l'avocat intervenait, ils seraient remis en liberté beaucoup plus tardivement», fustigent-ils.

Compte tenu de la rapidité du traitement de tels dossiers, les avocats y voient entre autres «le désir des pouvoirs exécutifs de donner une réponse forte».

D'autre part, poursuivent-ils, «les procédures relatives à de présumées violences policières ne font pas l'objet de la même célérité d'enquête ou de poursuites».

«Enfin, à l'instar de plusieurs parlementaires, nous sommes particulièrement inquiets quant au projet de loi actuellement en discussion dit "anti-casseur" qui nous semble contraire à nombre de principes fondamentaux», concluent-ils. Sputnik 03.02

[Haut de page ↗](#)

Le 8 février 2019

CAUSERIE ET INFOS

Cette causerie ne tient pas des infos d'hier.

On retiendra dans l'actualité politique française.

1- *"Bien qu'il soit clair que la grève générale semble très très très éloignée".*

Mais dites-moi, cela pose un certain nombre de questions politiques, non ?

Comment expliquez-vous que ce mot d'ordre soit repris par certains militants, y compris les Gilets Jaunes dorénavant, en tout cas par certains d'entre eux, alors que la grève générale semble renvoyer aux calendes grecques ? Quelles conditions faudrait-il réunir pour qu'elle se réalise ? Pourquoi ces conditions semblent réunies et malgré tout ne se produit-elle pas ? Comment expliquez-vous pourquoi si peu de travailleurs se mobilisent-ils contre la politique de Macron ? Comment expliquez-vous que si peu de travailleurs soient organisés ?

C'est curieux, n'est-ce pas ? On a déjà proposé des réponses à toutes ces questions et je n'ai pas le temps de me répéter ici, désolé.

2- *"Le Premier ministre recevra mercredi les partenaires sociaux pour faire le point sur le grand débat."*

Ses alliés, ses complices.

Il y en a encore pour croire que sans conscience de classe, sans conscience politique, on pourrait renverser le régime ou ne serait-ce que le menacer, quelle illusion, c'est à se demander dans quel monde ils vivent et ce qu'ils ont appris, c'est pitoyable !

Personnellement, je préfère m'en tenir à la réalité aussi dure ou cruelle soit-elle.

3- *« La décision des États-Unis et de l'Ukraine de voter (le 17 décembre 2018 à l'ONU - ndlr) contre la résolution initiée par la Russie s'inscrit dans le cadre de la stratégie de ces pays consistant à utiliser les forces néo-nazies et ultra-droites pour leurs propres intérêts politiques »*, a déclaré Patrushev, secrétaire du Conseil de sécurité russe, rapporte (l'agence) Tass. (Newsweek 27.12.2018)

Dites-moi, *"Utiliser les forces néo-nazies et ultra-droites pour leurs propres intérêts politiques"*, ne serait-ce pas ce que fait le régime en France depuis les années 70, en hissant sur le devant de la scène politique le FN pour le faire passer de 1 à 20% lors des élections présidentielles entre les années 60 et 2017, s'en servir ensuite comme épouvantail ou repoussoir pour éliminer tous les candidats face à leur candidat Macron, pour alimenter la propagande ordurière consistant à amalgamer l'extrême droite et l'extrême gauche pour finalement accuser l'extrême gauche de collusion rouge-brun, le communisme d'être semblable au nazisme, pendant qu'ils soutiennent le fascisme en Ukraine et dans les pays baltes, en Espagne, au Brésil, au Venezuela et dans bien d'autres pays dans le monde. Sans parler des barbares de Daesh et des groupes issus d'al-Qaïda qui ont tous adopté l'idéologie des Frères musulmans ou du wahhabisme, dont les dirigeants sont reçus à Washington et dans toutes les chancelleries occidentales, qui sont à l'origine de tous les attentats commis en France et en Europe au cours des dernières années, qu'ils ont employé pour mener leurs guerres en Afghanistan, Irak, Libye, Syrie, Somalie, etc.

"Utiliser les forces néo-nazies et ultra-droites pour leurs propres intérêts politiques", c'est la dernière carte qu'il leur reste pour tenter de sauver leur abominable régime en perdition...après le Front populaire ! En France le régime s'extrême droitise un peu plus chaque semaine, comment cela va-t-il finir ? Nul ne le sait, pour me répéter encore une fois, disons qu'on est très mal barré pour éviter le pire, malheureusement. Nos dirigeants sont frappés d'autisme, ils sont apparemment incurables. Quoi qu'on vous propose, cela ne vous intéresse pas, j'estime avoir assumé mes responsabilités de militants ouvriers, que voulez-vous qu'on vous dise de plus ? A chacun ses responsabilités.

Entre nous, en avant-propos de cette causerie, je savais d'avance que cette journée de grève du 5 février ressemblerait plutôt à une journée d'action banale et sans lendemain. Si je ne l'ai pas dit, c'était pour ne pas jouer les troubles fêtes ou démoraliser davantage les militants.

Si je les ai ménagés, maintenant ils vont déguster ! Non, je plaisante, à moitié seulement comme toujours. En attendant les faits m'ont encore donné raison, et je me demande si un jour des lecteurs vont finir par s'en apercevoir, là je ne déconne pas, à force cela me fait même marrer, je sais qu'il n'y a pas de quoi, que voulez-vous il faut bien prendre les choses comme elles sont, non, non vous n'y tenez toujours pas, et bien moi je n'en démordrai pas, non mais alors !

Plus le temps passe, moins j'ai envie de me prendre au sérieux, il faut dire que je vieillis un peu plus chaque jour qui passe, et à mon âge on a passé le cap de se raconter des histoires ou de cultiver des illusions, peut-être parce qu'on sait qu'on arrive au bout

du chemin, alors on est tenté de se foutre de tout, là je suis très sérieux, qu'est-ce qu'on risque maintenant pour le peu de temps qu'il nous reste à vivre, franchement cela rimerait à quoi de raconter des conneries, il faut arrêter de délirer ou il faut changer de dealer les gars et les filles. Bon, je sais que la terre est peuplée de vieux cons, mais on n'est pas non plus obligé de leur ressembler. Quand je perdrai la tête je vous préviendrai, d'accord ? D'ici là, on va essayer encore de progresser, sinon à quoi bon continuer de vivre !

● Au format pdf (28 pages)

Passage rédigé le 5 février.

En réalité, ce matin mon voyage en bus depuis Pondichéry ne m'a coûté que 9 roupies au lieu de 200 ou 250 en autorickshaw, et je me suis tapé une heure de marche. A 14 heures je remettrai cela pour aller chercher le scooter, et en route un vieil indien de mon village m'a pris sur son scooter et m'a déposé à l'arrêt de bus sur la grande route, c'était sur son chemin, je ne le connaissais pas, mais lui si apparemment, il faut dire que je suis facilement repérable, je suis le seul Blanc du village !

J'ai affirmé il y a de cela déjà quelques années, que compte tenu de l'évolution de la composition de la classe ouvrière, de la disparition de pans entiers de l'industrie qui constituaient ses bastions, de son extrême hétérogénéité (y compris entre ses couches supérieures et ses couches les plus défavorisées), de son atomisation (ainsi que ses droits ou ce qu'ils en resteraient), du penchant à la régression du syndicalisme qui est devenu une tendance confirmée au fil des décennies, de l'absence de réformes sociales collectives depuis les années 80, il était improbable que se réalise une grève générale dans l'avenir à partir de revendications sociale ou les conditions avaient disparu pour qu'elle se produise, et que vraisemblablement elle serait déclenchée ou prendrait immédiatement la forme d'une insurrection politique contre le régime du fait de son caractère de plus en plus autoritaire, donc contraignant les masses à recourir à ce type de mobilisation pouvant prendre une tournure révolutionnaire et évidemment violente en présence d'un tel régime.

Personne ne m'a écouté, mieux ou pire, on s'est foutu de moi, Tardieu débloque de son trou en Inde, il ne peut pas saisir l'évolution de la situation en France, c'est un révisionniste et j'en passe et des meilleurs. Soit, je constate que les faits m'ont donné raison, car immédiatement le mouvement populaire du 17 novembre 2018 s'est cristallisé autour d'une revendication politique : Macron démission, maintenant (avec le RIC ou RIP) c'est nous (les travailleurs) qui devons gouverner. Je n'en tire aucune satisfaction, je suis plutôt amer en constatant l'attitude injuste des militants à mon égard pour ne pas dire pire.

J'ai reproduit l'appel à la grève générale le 5 février, mais je n'y croyais pas du tout en fait. Je ne l'ai pas dit les jours précédents pour ne pas démoraliser les lecteurs.

J'ai imaginé le dialogue suivant entre deux travailleurs pour illustrer l'incurie légendaire de nos dirigeants.

- Mais enfin bordel, c'est à rien n'y comprendre

- Garde ton calme Emile, tu vas en avoir besoin pour la suite !

- Ne me coupe pas, merde ! Les syndicats se sont toujours adressés aux travailleurs, non ? Nous aussi, alors quoi, et qu'ils soient bien lotis ou pauvres, ils s'en sont détournés et ils nous prennent pour des rigolos

- Il y a sans doute des raisons à cela, tu ne crois pas ?

- Arrête de déconner, pour un peu tu vas leur trouver des excuses

- Non, une explication ou plusieurs si tu préfères

- On a retourné le problème dans tous les sens et on est toujours arrivé à la même conclusion

- Tu as raison de le rappeler

- Bon alors, tu vois que j'ai raison

- Je n'ai pas dit que tu avais raison, je pense même le contraire

- Ah ben elle est bien bonne celle-là ! Et moi qui te prenais pour un camarade...

- Là, c'est toi qui déconnes

- Excuse-moi

- Laisse-moi continuer. Je voulais juste dire que ce n'était pas parce que nous étions toujours arrivés à la même conclusion, que c'était forcément la bonne

- Tu veux dire qu'on se serait planté pendant toutes ces années. Non mais tu te rends compte de ce que tu es en train de dire

- Parfaitement. Après tout qu'est-ce qu'on en savait toi et moi et les camarades, tu veux me le dire toi ?

- Je ne comprends pas où tu veux en venir Marcel, arrête tes mystères, tu veux m'embrouiller ou quoi ?

- Pas du tout, je voulais juste dire qu'on n'avait jamais réellement étudié la question à fond, on n'a fait que croire et répéter ce qu'on nous racontait, en gros, si les choses se passaient ainsi, c'est qu'elles devaient se passer comme cela

- Tu veux dire qu'on a gobé un tas de trucs aveuglément et que c'était des conneries

- C'est à peu près cela, oui, c'est ce que je pense en observant comment les choses se passent sous nos yeux

- Là je te donne raison, c'est vrai que ce n'était pas prévu...

- Tu vois, tu y viens aussi...

- Dis, tu le fais exprès ou quoi de ne pas finir tes phrases ou de dire les choses à moitié

- Je voulais dire que si nos dirigeants n'ont rien vu venir et si nous sommes sur la touche, cela peut signifier qu'ils ont pu passer à côté de bien des choses qui nous ont échappé également, ce qui expliquerait pourquoi nous en sommes arrivés là.

- En somme, tu es en train de me dire qu'ils se sont complètement plantés et qu'on a été assez cons pour les suivre.

- En quelque sorte, oui

- Mais attends, c'est grave ce que tu insinues

- Hier cela pouvait passer pour une n'insinuation, aujourd'hui c'est devenu un constat incontestablement

- Mais alors, il va falloir qu'ils s'expliquent

- Je ne suis pas sûr qu'ils y soient prêts ou que les explications qu'ils fourniront nous convaincront

- C'est vrai que c'est un sacré coup dur pour eux à encaisser, je n'aimerais pas être à leur place

- Moi non plus.

- Tu crois qu'ils vont nous raconter encore des blagues ?

- Ecoutes, c'est bien parti puisqu'ils continuent avec le même refrain, apparemment ils sont incapables de tirer les leçons de ce qui est en train de se dérouler sous leurs yeux, donc je suis plutôt pessimiste.

- Alors on est dans la merde jusqu'au cou

- Cela tu l'as dit, et c'est très désagréable car nous n'y sommes pour rien

- Mais alors qu'est-ce qu'on peut faire, on ne va pas continuer à ramer pour que dal et en plus passer pour des cons

- On devrait y être habitué depuis le temps

- Qu'est-ce que tu veux dire par là ?

- Tu ne te souviens pas qu'en 81 on passait déjà pour des farfelus
- Ah ouais, tu as raison, j'avais oublié, j'en étais gêné et je ne savais plus où me foutre
- Et c'est bien cela aussi notre problème
- C'est vrai maintenant que tu le dis, on ne se souvient que de ce qu'on nous a raconté à l'époque, mais on ne souvient plus de comment les choses se sont réellement passées, du coup on était bon pour faire des conneries indéfiniment
- Et les justifier
- C'est bien cela le pire, arrête j'en ai honte
- On avait des excuses
- A l'époque, je suis d'accord avec toi, mais pas 40 ans plus tard on n'en a plus ou alors c'est qu'on n'a jamais progressé
- Effectivement, on est devenu des vieux cons, mais cela peut encore s'arranger
- Tu crois, rassume-moi.
- Ecoute, c'est à nous à réfléchir à la manière dont tous les rapports entre les classes ont évolué, surtout à l'intérieur de notre classe, qui et quoi influence les travailleurs, comment pour les détourner du socialisme, pour comprendre pourquoi ils ont abandonné l'idée de vivre dans une société meilleure et plus juste, pourquoi ils sont indifférents à leur destin et qui plus est à celui des autres, pourquoi ils se contentent de cette vie médiocre qui n'a aucun sens, dépourvue d'idéal. Et à bien d'autres choses encore
- Moi c'est un truc que je n'arriverai jamais à faire
- Peut-être, mais ensemble on peut peut-être y arriver, regarde comme on a avancé
- C'est vrai, on a progressé ou tout du moins on a une piste de réflexion
- C'est mieux que rien ou de reproduire toujours les mêmes erreurs, non ?
- Assurément.
- Courage, patience et détermination valent mieux que force ou que rage.
- Salut camarade.

Parole d'Internaute

1- "Nous n'acceptons pas encore l'idée que nous ne vivons pas encore sous une dictature brutale, mais seulement une dictature "molle", c'est à dire pas vraiment une dictature. Il est vrai que tant que nos revenus sont suffisants pour vivre décentement sans dépenses extravagantes, nous n'avons pas besoin, ni envie d'aller manifester dans le froid, la pluie et risquer la mutilation. Donc le dénis nous satisfait : il n'est simplement pas possible que nous vivions dans une dictature qui s'appelle "démocratie". Les horreurs lues sur internet sont encore un "ailleurs". Ce n'est pas très confortable intellectuellement, mais beaucoup peuvent encore tenir le coup ainsi. Combien de temps, combien de coups bas portés par le régime pour que la colère atteigne les tièdes ?"

LVOG - Ce témoignage confirme mon analyse et justifie les conclusions que j'en ai tirées.

2- "50 ans de syndicalisme "de base", je confirme ce qui est bien historiquement documenté la collusion effective des appareils syndicaux et de leurs "patrons" (!) avec les pouvoirs en place pour faire accepter aux salariés toutes les dispositions les plus régressives depuis des décennies. Ces dirigeants syndicaux vendus sont largement récompensés de leur servilité à la fin de leur carrière."

LVOG - Banal constat. Quelle en est la signification politique ? Dans quelles conditions ces agents du capital sont-ils parvenus à la direction des syndicats, en ont-ils pris le contrôle, ont-il pu continuer à faire leur sale besogne, quels ont été leurs complices au

sein du mouvement ouvrier ? Au départ il s'est agi d'un coup d'Etat, par la suite ils ont été confortés par la tournure que prenaient les rapports entre la classe ouvrière et le capitalisme ou encore l'Etat, une fois les social-démocrates et les staliniens ayant adopté le réformisme bourgeois et le parlementarisme...

3- "Ce que je trouve remarquable, un gouvernement ukrainien ouvertement pro néo nazi, qui fait des affaires, par un accord de libre échange (<http://www.lefigaro.fr/flash-eco/2019/01/21/97002-20190121FILWWW00332-israel-et-l-ukraine-signent-un-accord-de-libre-echange.php>), avec le gouvernement israélien, dont l'origine et la légitimité découlent de circonstances historiques des actes de barbarie de nazis... Et tout ça semble normal, "décontracté !" comme dirait notre bon vieux Garcimore, y'aurait pas comme une sorte de dissonance cognitive ?"

LVOG - Qu'est-ce qui différencie le régime néonazi de Kiev de celui de Tel Aviv ? Rien !

Parole d'internaute à propos des Gilets Jaunes.

- "Je suis assez consternée de voir toujours, parmi les commentateurs de Mediapart, ces lanceurs d'anathèmes qui embrouillent voire rendent impossible toute réflexion. Réfléchir sans oeillères est pourtant, aujourd'hui, notre seule chance, car appliquer les vieilles recettes sur une situation neuve peut nous amener à faire d'énormes conneries.

Le mouvement des gilets jaunes m'a d'abord trouvée perplexe. Ce que j'ai repéré en premier, c'est les tentatives de le dévoyer: contre l'écologie (ça n'a pas marché), au service des fraudeurs de l'impôt en transformant leur refus de taxes injustes en cette tarte à la crème de "ras-le-bol fiscal", qu'ils ont su exprimer plus justement en "justice fiscale", ça n'a pas marché. Tentative de l'entraîner vers une violence mortifère, ça n'a pas marché. Tentative de le dévoyer vers l'électoratisme, ça ne semble pas marcher vraiment.

L'autre face du dévoiement s'adresse à nous: nous conduire à le rejeter vers l'ED (extrême droite - ndlr) en le considérant comme un ramassis de "populistes" et d'ED... ça pourrait marcher, mais heureusement c'est pas sûr, ça dépend de nous."

LVOG - Vous n'avez pas été la seule à être perplexe quand ce mouvement a surgi, un réflexe salutaire, car ayant été lancé par des inconnus à partir des réseaux dits sociaux.

Quant à Mediapart, c'est un sac à merde, dans la mesure où il y figure des blogs d'idéologues de l'extrême-centre et des commentateurs y interviennent pour y diffuser cette idéologie ultra réactionnaire. On les reconnaît facilement puisqu'ils assimilent l'antisionisme à l'antisémitisme, et ils reprennent la propagande rouge-brun assimilant l'extrême gauche à l'extrême droite, la question de savoir si on doit ou non dialoguer avec ce tas d'ordures ne se pose même pas.

L'un de ces commentateurs avait repris un article du Nouvel Observateur qui s'était basé sur une étude réalisée par Roman Bornstein, membre d'un think tank de l'extrême-centre, la fondation Jean Jaurès, partant de là tout était dit, puisque ce think tank s'est spécialisé dans l'interprétation falsifiée des faits, l'amalgame, la diffamation, les accusations sans preuves, etc. méthode propre au totalitarisme qui consiste à présenter des conclusions infondées comme cohérentes et sérieuses, de telle sorte que les lecteurs soient portés à y adhérer sous peine de se sentir coupables ou d'être traités d'antisémitisme, de racisme, de xénophobie, de misogynie, de fascisme, de populisme, de complotisme, de suppôt du terrorisme, etc.

La gauche et le PS ont servi de marche pied à l'extrême-centre dont l'extrême droite est l'allié naturel. Les uns servent de couverture aux autres, d'autant plus facilement que l'interprétation de leurs intentions est faussée, ils tirent leur légitimité de leur affrontement fictif, qui lorsqu'il est démasqué laisse apparaître qu'ils n'ont qu'un seul et unique ennemi, la classe ouvrière et l'avant-garde d'extrême gauche qui incarne ses intérêts, le socialisme. Et dès lors qu'on n'a pas conscience qu'ils partagent le même fond idéologique, on est prêt à subir l'influence de l'un ou de l'autre selon sa situation ou le milieu dans lequel on évolue.

Il est d'autant plus facile de tomber dans leur piège, que tous se présentent sous les meilleurs auspices ou tous les courants politiques de l'extrême gauche à l'extrême droite partagent en apparence les mêmes aspirations générales, progressistes, sociales, de manière à ce que la confusion soit portée à son comble, la ligne de fracture qui existait entre eux devient flottante et le curseur se déplace au grès de la propagande (et des besoins) du clan de l'oligarchie qui a adopté l'extrême-centre, c'est lui qui est aux commandes, tandis que les étiquettes des uns et des autres demeurent, de sorte que n'importe qui peut se voir dorénavant accusé d'être d'extrême gauche, de gauche, de droite ou d'extrême droite.

L'avantage d'un tel procédé, c'est qu'il permet de cibler n'importe quel dirigeant ou militant politique de l'ensemble des partis, la totalité des membres des différentes classes qui peuvent se voir accusés de tout ou son contraire indistinctement sans qu'ils puissent se défendre, à partir du moment où effectivement tous les partis de l'extrême gauche à l'extrême droite pratiquent la confusion des genres (à des degrés divers) ou même leur inversion, par exemple quand la gauche soutient un coup d'Etat néonazi elle empiète sur le territoire de l'extrême droite, quand elle attaque la Syrie au lieu de la soutenir, quand elle partage la version du 11/9 de G.W. Bush, et la distorsion entre ce qu'ils font et ce qu'ils disent, entre ce qu'ils font et la manière dont ils le présentent prend de telles proportions qu'on sera porté à tous les rejeter. Et qui resterait en lice ? Le parti d'extrême-centre totalitaire, LREM, Macron et les élites corrompues qui diffusent cette idéologie aux relents philosophiques

nauséabonds nihilistes. En Marche, le mouvement, le "débat" ou la "réforme" permanente, tout se tient, c'est la même idéologie despotique, non ?

[Les instituts de sondages sont des officines qui pratiquent l'amalgame rouge-brun des néolibéraux ou de l'extrême-centre.](#)

Dans le baromètre mensuel YouGov réalisé pour Le HuffPost et CNews.

Quand Macron perd 1 point auprès des sympathisants d'extrême gauche (4% d'opinions favorables), huffingtonpost.fr 07.02

Comment peut-on imaginer qu'il existerait un sympathisant d'extrême gauche qui soutiendrait Macron ?

C'est intéressant, caricatural, ils vont trop loin et se démasquent eux-mêmes. Il s'agit d'une propagande frauduleuse qui a pour origine la réalité qu'ils fabriquent uniquement et non ce qui existe réellement, on en a ici la preuve flagrante.

[Le maquillage de la fusion de l'extrême-centre et de l'extrême droite.](#)

- Steve Bannon : «Macron est un pantin» et «les Gilets jaunes sont une inspiration pour le monde» - RT 5 février 2019

Dans un entretien accordé à l'hebdomadaire L'Express, Steve Bannon, ancien conseiller de Donald Trump et influent théoricien du renouveau du populisme, étrille violemment Emmanuel Macron.

Steve Bannon regarde de près la scène politique européenne et notamment française. Il avait rencontré le 11 octobre dernier à Paris Marine Le Pen, qui avait «renouvelé son intérêt» envers le projet de Steve Bannon destiné à aider techniquement les partis populistes d'Europe en vue des élections européennes. RT5 février 2019

LVOG - Tout s'accélère à notre époque, aussi il faut suivre comment évoluent les différents courants politiques, ceux qui se créent, fusionnent, se disloquent, se recomposent, disparaissent, renaissent temporairement, etc.

Tous les courants, toutes les représentations idéologiques créés pour servir la cause de l'oligarchie sont démasqués ou leur durée de vie est de plus en plus brève ou hypothétique, par conséquent sans cesse ils doivent pourvoir à leur remplacement, quitte à passer parfois par des coalitions scabreuses à défaut de mieux, comme c'est le cas aujourd'hui en Italie par exemple.

Au passage, vous aurez remarqué que tous se servent de l'extrême droite, Macron, Trump, Poutine, en France tous les partis de droite du PS à LREM qui partagent la même idéologie, mais aussi la pseudo-gauche (LFI-PCF) et extrême gauche (NPA-LO)...

[Un exemple de fusion entre l'idéologie d'une partie de l'extrême gauche \(notamment, NPA\) et celle du clan ultra réactionnaire de l'oligarchie](#)

- «Monstruosité grammaticales» : un chercheur s'alarme de l'écriture inclusive au CNRS - RT 6 février 2019

L'Académie française a adopté le 26 octobre 2017, à l'unanimité, une déclaration contre l'écriture dite «inclusive». Pour autant le CNRS fait fi de cet avis, ce qui inquiète l'un de ses chercheurs, Marcel Kuntz. Il dénonce une dérive idéologique.

Marcel Kurtz, chercheur en biotechnologie au CNRS, a exprimé, à la faveur d'une tribune publiée le 4 février dans Le Figaro, son opposition à la généralisation de l'écriture inclusive. Si l'Académie française s'est clairement opposée à son application le 26 octobre 2017, ce biotechnologiste végétal et directeur de recherche au Laboratoire de physiologie cellulaire végétale du CNRS à Grenoble, remarque, non sans regret, la féminisation des termes dans des documents édités par son centre de recherche. Un procédé qui engendre selon lui «des monstruosité grammaticales telles que «technicien.ne.s, ingénieur.e.s et chercheur.e.s».

Selon lui, l'objectif affiché «d'imposer une égalité des représentations entre les femmes et les hommes», cache en réalité «un champ de bataille idéologique, où resurgit la dialectique marxiste des rapports exploités/exploiteurs, oppresseurs/oppriés, revisitée par l'idéologie postmoderne – où la société est vue comme une juxtaposition de communautés, la plupart rangées en catégories victimaires (dont les femmes)». Un égalitarisme exacerbé qui aurait en outre pour «faire endosser aux mâles hétérosexuels le statut de Bourreau».

(Les gauchistes, qui, réduits à l'impuissance, peut-être au-delà de ce qu'on imagine et qui le vivent très mal psychologiquement ou sexuellement, ont adopté l'écriture inclusive, sont ultra minoritaires ou pour ainsi dire insignifiants au sein du mouvement ouvrier, y compris de l'extrême gauche. En quête de reconnaissance, il faut bien qu'ils se distinguent pour continuer à exister.

Leur comportement, qui dénote de grandes frustrations et contradictions qu'ils peinent à contenir, frise avec le crétinisme, et qui pour être dépourvu d'imagination n'a absolument rien à voir avec "la dialectique marxiste", pour laquelle la conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière constitue la condition préalable à l'abolition de toutes les formes de discrimination entre les hommes et les femmes dans la société, car les rapports sociaux en vigueur aujourd'hui dans la société ne peuvent être que la reproduction de ceux issus du capitalisme.

Les gauchistes présentent la singularité de manquer de patience et de prendre leurs désirs pour la réalité. Du coup, ils en viennent à perdre de vue que seule la classe ouvrière est en mesure de mettre un terme à toutes les discriminations dont ses différentes couches sont victimes sous le capitalisme, et non les représentants du capitalisme. Il en découle qu'ils se retrouvent à combattre la classe ouvrière au côté de ses ennemis.

En plus d'être les fossoyeurs du socialisme, ils confondent également le combat contre les inégalités qui est parfaitement légitime, et la prétention d'établir une quelconque égalité entre les différentes classes en régime capitaliste, idéologie et conception de la lutte de classe qui sont étrangères au marxisme, mais par contre appartiennent bien aux opportunistes de tous poils. Ces militants qui adoptent l'écriture incursive ont un grave problème politique à résoudre de toute évidence. - LVOG)

Se félicitant de l'absence d'une inégalité de traitement entre les hommes et les femmes dans le domaine de la recherche, «ce milieu est culturellement tourné vers la prise en compte de la production scientifique et non pas vers d'autres critères [sexuels, ethniques, etc.]», assure-t-il, Marcel Kurtz désapprouve néanmoins l'existence d'une «Mission pour la place des femmes au CNRS». Selon lui, cette initiative est symptomatique d'une dérive causée par la théorie du genre.

«Cette Mission n'en reste pas moins influencée par l'idéologie du genre, impulsée par des sciences humaines et sociales, thuriféraires du postmodernisme. Parmi les déconstructions du postmodernisme (les Lumières, la science, la vérité, la nation, la transmission) figure aussi l'altérité des sexes. Et pour ces idéologues, s'il n'y a pas une parité absolue dans telles ou telles disciplines scientifiques, ou dans tels ou tels postes, cela ne peut être dû qu'à des «discriminations» ou à des «stéréotypes genrés» inculqués par la société».

Enfin, revenant à l'écriture inclusive, il accuse ses ardents défenseurs de faire la promotion du «mythe constructiviste» et notamment de balayer d'un revers de main «l'héritage civilisationnel» de l'homme. «Il s'agit en réalité d'un rêve despotique, peut-être doux, de bobos bien-pensants, mais une forme de despotisme quand même, portée par des inquisiteurs qui veulent nettoyer la grammaire et le langage et éliminer tout comportement non-politiquement correct», écrit-il.

Et de conclure sous la forme de questions rhétoriques : «Une vision politisée dénonçant comme "réactionnaire antigénre" toute critique à l'encontre de la "théorie du genre" (en fait il s'agit d'une idéologie du genre), doit-elle avoir sa place dans la communication institutionnelle du CNRS ? L'esprit critique faisant partie intégrante de la démarche scientifique, de telles réactions ne peuvent que confirmer que, en la matière, le pouvoir a été pris au CNRS par des tenants d'une approche non scientifique de problèmes par ailleurs bien réels. A l'heure où les choix politiques et budgétaires sont difficiles, la science a-t-elle intérêt à obéir aux injonctions des minorités agissantes, au risque de se couper d'une autre partie de la société ?» RT 6 février 2019

Pourquoi le clan ultra réactionnaire de l'oligarchie s'en prend-il à tous les rapports qui existent dans la société, exceptés évidemment ceux établis entre les classes ?

Parce qu'ils doivent déstabiliser toutes les classes, afin de pouvoir étendre leur hégémonie sur l'ensemble de la société, leur imposer un modèle de société ou un régime où ils ne disposeraient plus d'aucun repère pour résister ou s'y opposer. Et le meilleur moyen qu'ils ont imaginé pour y parvenir, serait de semer le chaos ou un climat permanent de suspicion, de haine, d'affrontement ou de violence entre tous les membres de la société, en brisant tous les rapports qu'ils peuvent avoir entre eux, en s'appuyant sur leurs aspects parfois archaïques ou sachant que certains de ces rapports se sont construits sur la base de préjugés que les classes dominantes qui se sont succédées au pouvoir avaient créés et entretenus pour asseoir leur hégémonie de classe.

En imaginant ce scénario, ils savaient pertinemment qu'une partie de la gauche ou de l'extrême gauche parmi les plus corrompues ou ignares ou encore habitées par un furieux dogmatiques les rejoindraient ou tomberaient dans le panneau, et cela a relativement bien marché, sauf avec l'écriture inclusive qui a été rejetée pratiquement unanimement, hormis au NPA, le parti qui se trouve être justement le plus décomposé de l'extrême gauche, mais il n'est pas le seul parmi les gauchistes en mal de repères, c'est à cela qu'on reconnaît ceux qui subissent le plus l'influence de l'idéologie de la classe dominante.

Au lieu de simplifier l'orthographe et les règles syntaxiques, l'écriture inclusive les complique à l'infini, c'est un professeur de français qui s'exprime ici. Elle est destinée à l'élite, aux nantis, au détriment du peuple qui peine déjà à maîtriser sa langue. L'écriture inclusive est une abomination, d'ailleurs quand je lis "chercheur.e.s", je leur rappelle que chercheuses existaient déjà !

A l'expression écrite, c'est une torture, à l'expression orale c'est carrément impraticable, je mets au défi quiconque de s'y livrer. Faites un test, essayez de prononcer : Hier j'ai croisé des militant. e.s, des étudiant. e.s, des intermittent.e.s, des paysan. e. s, attention, vous devez prononcer "militant -antes, étudiant -antes, intermittent -entes, paysan -sanés, " si, si, vous devez détacher

les syllabes, essayez encore, vous avez l'impression d'être en présence d'ânes (bac +5 !), c'est là qu'on s'aperçoit qu'on a affaire à une entreprise qui tend à la destruction du langage, de tout moyen de communication entre les hommes, car si demain je devais parler ainsi, c'est simple, je préfère encore cesser de m'exprimer !

Le despotisme leur a toujours servi de guide à travers les siècles jusqu'à nos jours.

Du puritanisme à la chasse aux préjugés en passant par prohibition, la permissivité, la pornographie, la dérégulation financière pour justifier l'impérialisme et la barbarie.

C'est ce courant politique de l'oligarchie qui est à l'origine de toutes les campagnes mondiales des dernières années, dont celles ayant conduit dans de nombreux pays (principalement occidentaux) à la légalisation du mariage (et de l'adoption) des homosexuels, du cannabis, de la PMA, etc. qui a fait la promotion des LGTB, qui instrumentalise le réchauffement climatique, qui a planifié l'afflux de migrants en Europe, après avoir été à l'origine du 11/9 et de toutes les guerres qui ont suivi, etc. et qui a porté Macron au pouvoir en France... C'est aussi ce courant politique qui a adopté la stratégie du nouvel ordre mondial totalitaire, et qui de fait détient le pouvoir aux États-Unis et influence largement le cours de l'évolution de la situation mondiale.

- Les États-Unis vont-ils se réformer ou se déchirer ? par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 25 octobre 2016

Extrait. Pour comprendre ce qui est en jeu, il faut revenir en Angleterre au XVII^{ème} siècle. Oliver Cromwell renversa par un coup d'État militaire le roi Charles 1^{er}. Il prétendit instaurer une République, purifier l'âme du pays, et fit décapiter l'ancien souverain. Il créa un régime sectaire inspiré des idées de Calvin, massacra en masse les Irlandais papistes, et imposa un mode de vie puritain. Il conçut aussi le sionisme : il rappela les Juifs en Angleterre et fut le premier chef d'État au monde à réclamer la création d'un État juif en Palestine. Cet épisode sanglant est connu sous le nom de « Première Guerre civile britannique ».

Après le rétablissement de la monarchie, les Puritains de Cromwell fuirent l'Angleterre. Ils s'installèrent aux Pays-Bas, d'où certains d'entre eux partirent à bord du Mayflower aux Amériques (les « Pères pèlerins »), tandis que d'autres fondèrent la communauté Afrikaner en Afrique australe. Lors de la Guerre d'indépendance des États-Unis au XVIII^e, on revit l'affrontement des Calvinistes contre la Monarchie britannique, de sorte que dans les manuels actuels d'Histoire britannique, on la désigne comme la « Seconde Guerre civile ».

Au XIX^{ème} siècle, la Guerre de sécession opposa les États du Sud (principalement habités par des colons catholiques) à ceux du Nord (plutôt habités par des colons protestants). L'Histoire des vainqueurs présente cet affrontement comme une lutte pour la liberté face à l'esclavage, ce qui est de la pure propagande (les États du Sud abolirent l'esclavage durant la guerre lorsqu'ils conclurent une alliance avec la monarchie britannique). De fait, on retrouva l'affrontement des Puritains contre le trône anglais, raison pour laquelle certains historiens parlent ici de « Troisième Guerre civile britannique ».

Au cours du XX^{ème} siècle, cet affrontement interne de la civilisation britannique semblait révolu, hormis la résurgence des Puritains au Royaume-Uni avec les « chrétiens non-conformistes » du Premier ministre David Lloyd George. Ces derniers divisèrent l'Irlande et s'engagèrent à créer le « Foyer national juif » en Palestine.

Quoi qu'il en soit, un des conseillers de Richard Nixon, Kevin Philipps, consacra une thèse volumineuse à ces guerres civiles, constata qu'aucun des problèmes n'était résolu, et annonça une quatrième manche [1].

Les adeptes des Églises calvinistes, qui depuis 40 ans votaient massivement pour les Républicains, soutiennent désormais les Démocrates.

Je ne doute pas que Madame Clinton sera le prochain président des États-Unis, ou que si Monsieur Trump était élu, il serait rapidement éliminé. Mais en quelques mois, on assiste à une large redistribution électorale sur fond d'une évolution démographique irréversible. Les Églises issues des Puritains ne totalisent plus que le quart de la population et basculent dans le camp démocrate. Leur modèle apparaît comme un accident historique. Il a disparu d'Afrique du Sud et ne pourra pas survivre encore bien longtemps, ni aux États-Unis, ni en Israël.

Au-delà de l'élection présidentielle, la société US doit rapidement évoluer ou se déchirer à nouveau. Dans un pays où la jeunesse rejette massivement l'emprise des prêcheurs puritains, il n'est plus possible de déplacer la question de l'égalité. Les Puritains envisagent une société où tous les hommes sont égaux, mais pas équivalents. Lord Cromwell voulait une République pour les Anglais, mais seulement après avoir massacré les papistes irlandais. C'est ainsi qu'actuellement aux États-Unis, tous les citoyens sont égaux devant la loi, mais au nom des mêmes textes les tribunaux condamnent systématiquement des noirs tandis qu'ils trouvent des circonstances atténuantes aux blancs ayant commis des crimes ou délits équivalents. Et, dans la majorité des États, une condamnation pénale, même pour un excès de vitesse, suffit à se voir retirer le droit de vote. Par conséquent, blancs et noirs sont égaux, mais dans certains États, la majorité des hommes noirs a légalement été privée de son droit de vote. Le paradigme de cette pensée, en politique étrangère, c'est la « solution à deux États » en Palestine : égaux, mais surtout pas équivalents.

C'est la pensée puritaine qui a conduit les administrations du pasteur Carter, de Reagan, de Bush (Sr. et Jr. sont deux descendants directs des Pères pèlerins), de Clinton et d'Obama à soutenir le wahhabisme en contradiction avec les idéaux affichés par leur pays, et aujourd'hui à soutenir Daesh.

Jadis, les Pères pèlerins fondèrent des communautés à Plymouth et Boston, qui ont été idéalisées dans la mémoire collective états-unienne. Les historiens sont pourtant formels, ils disaient former le « Nouvel Israël » et choisirent la « Loi de Moïse ». Ils ne placèrent pas de Croix dans leurs temples, mais les Tables de la Loi. Quoique chrétiens, ils attachaient plus d'importance aux écritures juives qu'aux Évangiles. Ils obligèrent leurs femmes à se voiler la tête et rétablirent les châtiments corporels. (Réseau Voltaire 25 octobre 2016)

- Ce que révèlent les élections US sur le conflit intérieur par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 13 novembre 2018

Extraits. Au contraire, l'idéologie alors dominante, aussi bien au Parti démocrate qu'au Parti républicain, était celle des Puritains : ordre moral et impérialisme.

...les Puritains qui fondèrent les colonies britanniques des Amériques

La première composante historique des États-Unis (les Puritains) entendait créer des colonies au mode de vie « pur » (au sens calviniste du terme) et poursuivre la politique étrangère de l'Angleterre.

Au cours des dernières années, les partis démocrate et républicain ont évolué pour devenir les porte-paroles de la pensée puritaine, défendre l'ordre moral et l'impérialisme. Les Bush sont des descendants directs des « Pères pèlerins ». Barack Obama a composé son premier cabinet en s'appuyant massivement sur les membres de la Pilgrim's Society (le club transatlantique présidé par la reine Elizabeth II).

Cependant, à la différence de l'Angleterre, où les Puritains finirent par perdre, ce sont leurs descendants qui vainquirent aux USA. (Ce que révèlent les élections US sur le conflit intérieur par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 13 novembre 2018)

La civilisation humaine est à la croisée des chemins.

La survie du capitalisme, un siècle après avoir atteint le stade de l'impérialisme, tend dorénavant à disloquer l'ensemble des rapports que les hommes ont patiemment tissés au fil des deux derniers millénaires et plus particulièrement au cours des trois ou quatre derniers siècles, qui se sont traduits par des progrès réalisés dans tous les domaines, social, culturel, éducation, connaissance, science, art, etc. qui coïncidèrent avec une élévation de leur niveau de conscience en général et de leurs conditions de travail et d'existence, sans toutefois qu'ils aient conscience de ce processus (de ses origines) ou que, l'évolution et l'issue des contradictions qui composaient ces rapports permettraient à la civilisation humaine d'atteindre un niveau de progrès supérieur ou au contraire précipiteraient sa destruction.

Ce n'est qu'à l'issue du développement des forces productives et de la lutte des classes, qui sont les deux principaux facteurs de l'évolution de la civilisation humaine dont dépendent toutes les relations qui existent dans la société, que ces deux orientations sont parvenues à maturité, au point que les différents protagonistes qui en sont les acteurs principaux (la classe des capitalistes et la classe ouvrière) sont amenés à se livrer une lutte à mort pour continuer d'exister, et de l'issue de ce combat dépend l'avenir de l'humanité.

Le défi qui nous est posé est simple : Soit on parvient à prendre conscience que la survie du capitalisme est le principal obstacle à tout progrès social, et constitue un péril mortel pour la démocratie et la civilisation humaine, soit on n'y parvient pas et nous sommes condamnés à en subir les terribles conséquences jusqu'à la disparition de la civilisation humaine. Que ce soit le capitalisme ou son pendant, la masse des exploités, aucun ne peut échapper aux lois de la dialectique, chaque corps a une durée de vie limitée au-delà de laquelle il se décompose, se putréfie, puis disparaît pour céder la place à d'autres.

Contrairement aux modes de production antérieurs, le capitalisme présente la particularité de n'avoir engendré aucun mode de production supérieur, aucune nouvelle classe qui l'incarnerait, dès lors qu'il ne peut plus concourir au progrès de la civilisation humaine, et qu'il n'existe aucun autre mode de production capable de lui succéder que le mode de production basé sur la propriété collective des moyens de production qu'incarne la classe ouvrière, il revient donc légitimement à cette classe de détenir le pouvoir politique pour mettre en oeuvre ce nouveau mode de production (supérieur et de répartition des richesses), ce qui implique qu'elle fasse à son tour sa révolution et se débarrasse du mode de production capitaliste...

Telle est l'une des deux issues que présente le processus dialectique matérialiste et historique qui permettrait de renouer avec le progrès social et d'assurer la pérennité de la civilisation humaine, qui vivrait enfin en paix et en harmonie avec sa planète. L'autre ne conduirait qu'au chaos, à la guerre sans fin, à la barbarie, à leur destruction.

On peut adopter le pire des comportements et le nier ou l'ignorer, dans ce cas on sera baloté de l'extrême gauche à l'extrême droite,

et le pire nous attend.

La ligne de fracture est facile à saisir, elle réside dans la rupture inconditionnelle avec le capitalisme et ses institutions qui toutes tendent vers le totalitarisme ou le fascisme.

Fake news. Tous riches ou presque, de quoi se plaignent les peuples, franchement !

Nouvelobs.com - Il y a certes une bonne nouvelle : la proportion des pauvres dans le monde a drastiquement baissé. Voici quarante ans, elle dépassait 40%. Aujourd'hui, 10 % de la population mondiale vit avec 1,90 dollar par jour. La moitié de ces personnes résident en Afrique.

LVOG - D'où sortent-ils ce chiffre de 1,90 dollar par jour par personne ? Parmi tous les Indiens que je côtoie ou que je connais, ils disposent d'1/5e ou d'1/6e de cette somme, voire moins encore.

Nouvelobs.com - 97% des Français appartiennent aux 30% les plus riches du monde. nouvelobs.com 02.02

LVOG - Quand Macron vous le disait que vous manifestiez la gueule pleine, il avait raison ! Scélérats !

Sans rire, dans cet article il était précisé que "*les comparaisons tiennent compte des prix dans chaque pays*", voyons ce qu'il en est vraiment en Inde où je vis de 1996.

En Inde ou le taux de change entre l'euro et la roupie est de 1 euro = 80 roupies.

Le salaire minimum net mensuel avoisine 5.000 roupies. Pas de retenues sur salaire puisque les travailleurs indiens ne bénéficient d'aucun avantage social. Un ménage se compose en moyenne de 2 ou 3 adultes plus 3 enfants, parfois ou souvent plus avec un ou des vieux parents ou une parente veuve sans ressources, etc. Quand un seul adulte travaille, cela donne 5.000/30/5 = 33, 33 roupies par jour, soit 0,30 euro ou 0,55 dollar (à environ 1 dollar = 65 roupies). Si les deux adultes travaillent et que l'homme a un salaire plus élevé, disons 8.000 roupies, cela donne 13.000/30/5 = 86.66 roupies, soit à peine plus de 1 euro ou 1,33 dollar.

Mais dès que l'un ou l'autre s'absente de son travail, on lui déduit une journée de salaire, et cela arrive tous les mois, soit à plusieurs reprises, soit pendant plusieurs jours, pour cause de maladie, très fréquente ici, ou un enfant malade, un évènement familial, les familles comptent des dizaines, voir des centaines de membres, dont là aussi cela se produit fréquemment, décès, mariage, fiançailles, naissance, premières règles, etc, sans compter les pèlerinages, la mousson, les grèves générales imposées, les quelques jours fériés par an. Bref, il est rare qu'un Indien perçoive un salaire complet en travaillant 6/7j, sans congés. Sans parler des nombreux Indiens qui ne sont pas mensualisés, c'est la règle générale pour ceux qui travaillent dans l'agriculture, plus de 50% des actifs.

Et comme il n'existe pas de contrat de travail, pas de feuilles de paie la plupart du temps, vous pouvez être licencié du jour au lendemain, quitte à être réembauché deux semaines ou trois mois plus tard, les travailleurs sont taillables et corvéables à merci et sans droit ni recours d'aucune sorte. Donc il est rare que les deux travaillent simultanément pendant des mois ou des années, leur revenus annuel est toujours amputé.

J'imagine que la même situation prévaut dans de très nombreux pays en Asie et en Afrique.

Et je n'ai pas mentionné l'inflation. Pour un peu le litre d'essence serait aussi cher qu'en France 70 roupies, près d'un 1 euro avec une monnaie qui vaut 1/80e de l'euro, que dis-je, il est 40 fois plus cher qu'en France !

Ici les prix augmentent une ou deux fois par an, entre 10 et 20% chaque fois ! Non, mais je ne raconte pas de blague, hormis quelques denrées alimentaires qui augmentent moins vite, et encore, on oublie vite les anciens prix ; Le petit pain qui valait 1 roupie il y a 20 ans, en vaut 10 aujourd'hui, son prix a été multiplié par 10, mais en réalité il a augmenté de 1000%, et je ne connais rien qui n'ait pas augmenté dans les mêmes proportions, à part les salaires qui ont augmenté de moitié seulement pour les plus mal lotis, la majorité.

Autrefois, les charges fixes des Indiens étaient réduites au minimum ou n'existaient même pas : pas d'équipements électriques à part une ampoule et un ventilateur, et encore, la facture d'électricité était de 10 ou 20 roupies, aujourd'hui elle tourne entre 500 et 1000 roupies, pas d'essence à acheter, tout le monde se déplaçait en vélo ou en bus, pas de téléphone... bref, leurs revenus leur servait à vivre, dorénavant ils servent à payer toutes ces charges, et ce qui leur reste sert juste à survivre. Quel progrès, quel bonheur ! Autrefois, avec un seul salaire une famille pauvre parvenait à s'en sortir, de nos jours avec deux salaires ils n'y arrivent plus, cherchez l'erreur.

Contrairement à ce que ces misérables falsificateurs, ces idéologues du régime, cet article a été rédigé par Speranta

Dumitru, maîtresse de conférences en science politique à l'université Paris-Descartes, les travailleurs pauvres sont encore plus pauvres et plus nombreux qu'autrefois, et en prime ils sont surexploités ou soumis en esclavage, car travailler 6 jours sur 7, c'est de l'esclavage, et travailler 6 jours sur 7 sans pouvoir vivre décemment, l'angoisse permanente de l'accident, de la maladie, du chômage en plus, c'est pire encore ! Et ce n'est là qu'un échantillon du tableau, la réalité que vivent les Indiens est pire encore.

Il n'y avait bien que Mélenchon pour l'ignorer.

Rappel de la causerie du 3 février- Mélenchon : "Nous ne connaissons ni l'objectif de ces réunions, ni le bilan qui en sera fait" (Le HuffPost 31.01)

Muriel Pénicaud - Le cap est légitime, puisqu'il est issu d'un programme pour lequel le président, puis une majorité de députés, ont été élus démocratiquement.

LVOG - Et les miracles de la collaboration de classes pour l'appliquer.

Muriel Pénicaud - Il y a un télescopage entre le temps nécessaire pour ces réformes et l'impatience que l'on comprend pour rendre les solutions concrètes et tangibles. La crise que nous vivons montre que pour compléter la démocratie représentative, colonne vertébrale de notre République, nous avons besoin de la démocratie participative, qui permet aux citoyens de donner leur avis au fil de l'eau, et de la démocratie sociale, que font vivre les partenaires sociaux et les associations. nouvelobs.com 31 janvier 2019

Ceci explique cela.

- Emmanuel Macron veut « booster » les petites associations - La Croix 05.02

- Macron envisage le retour des emplois aidés pour les associations - Le Dauphiné Libéré 05.02

Grand débat national en famille ou quand Mélenchon aime parler avec Macron.

À l'issue de près de deux heures d'entretien entre Jean-Luc Mélenchon et le président de la République ce mercredi soir.

À propos d'une dissolution, "(cela) paraît plutôt comme une solution d'apaisement et de règlement des problèmes", a-t-il admis, en précisant que "c'est pas là-dessus qu'(il a) été consulté".

Le chef de file des Insoumis a estimé avoir eu une "discussion intéressante" avec le président, "parce que cela permet de suivre les affaires de l'État, de donner son point de vue, d'échanger, même quand, comme c'est le cas, on est âprement séparés". "Mais ce n'est pas la guerre civile dans ce pays, on parle, il faut qu'on parle", a-t-il insisté. Le HuffPost 07.02

Mélenchon pouvait-il l'ignorer ?

- La popularité d'Emmanuel Macron penche toujours plus à droite - Le HuffPost 07.02

Les bienfaits annoncés du "Grand débat national".

- Doit-on fermer les urgences de nuit des petits hôpitaux? - Le HuffPost 07.02

Cela pourrait être la contribution de la Cour des comptes au quatrième thème du grand débat voulu par Emmanuel Macron: l'organisation de l'État et des services publics. Le HuffPost 07.02

Le "grand débat national" ou d'une dictature à l'autre.

- "Grand débat" : Macron a-t-il copié le très autoritaire leader de Singapour? - nouvelobs.com 05.02

Le premier grand débat national, similaire à celui que le président de la République vient de lancer, s'est déroulé en 2012 à Singapour. Certes, tout n'est pas comparable, à commencer par le régime de cette cité-Etat de 5 millions d'habitants, sorte de "démocrature" éclairée. Mais, à y regarder de près, la comparaison entre les deux exercices est fascinante.

A l'instar de la crise des "gilets jaunes", tout commence à Singapour par un tremblement de terre politique. En mai 2011, malgré un scrutin aussi peu démocratique que les précédents, le parti au pouvoir depuis l'indépendance de Singapour en 1965, le Parti d'action populaire (PAP), ne récolte "que" 60% des voix. L'opposition, représentée par le Parti des travailleurs, obtient un

score historique et 6 députés... sur 87.

L'élite au pouvoir prend peur. Le divorce entre le peuple et ses gouvernants est patent. Un politologue singapourien se souvient :
""Les leaders du PAP se sont rendus compte que le point le plus faible du gouvernement était le communication.""

Comme en France aujourd'hui. "Notre Conversation singapourienne"

Le Premier ministre Lee Hsien Loong, fils du fondateur de l'Etat, prend alors une initiative qui surprend toute l'Asie. Il lance "Notre Conversation singapourienne" ("Our Singapour Conversation"): une série de débats ouverts à tous, y compris les fonctionnaires jusque-là tenus au secret absolu. Le but, explique notre politologue : ""Permettre au gouvernement de se reconnecter avec les électeurs et de tester de nouvelles options politiques.""

Là encore, troublante analogie...

Selon les documents officiels, la "Conversation singapourienne" est, comme en France, coordonnée par un Comité dirigé par un ministre, celui de l'Education. Et cette présidence par un membre de l'exécutif, est, comme en France, fortement critiquée, mais seulement anonymement sur les réseaux sociaux. Le Comité est composé de vingt-six autres membres, dont "un chauffeur de taxi, un artiste (sic) et un présentateur de télé", ce qui n'est pas le cas en France...

660 débats puis un triomphe électoral

La Conversation dure un an : 47.000 personnes y participent (soit l'équivalent de 600.000 en France), en 660 petits groupes. Le thème : "Qu'est-ce que les Singapouriens veulent pour 2030 ?" Les organisateurs sont perplexes. Comment rendre compte des travaux ? Comment, ce faisant, rebâtir la confiance entre le gouvernement et le peuple ? "Nous pensions que ce serait 'mission impossible'", racontent certains. D'autant qu'il y a énormément de requêtes, de paperasses... comme aujourd'hui en France.

Finalement, le Comité publie en rapport en 2013. D'où il ressort plusieurs demandes précises, concernant, notamment, le logement, la santé, les transports et l'immigration.

Avait-il déjà préparé ces réformes ? Quoi qu'il en soit, après la Conversation, Lee Hsien Loong prend des mesures qui correspondent tout à fait à certaines revendications exprimées : il augmente les aides à l'achat de logements devenus hors de prix au centre la cité-Etat, il fait changer les règles de l'assurance maladie de façon à mieux couvrir les personnes très âgées et modifie les règles de notation des élèves et des étudiants jugées trop sévères. Enfin, l'obtention de visas de travail est devenue beaucoup plus difficile.

L'un explique-t-il l'autre ? Aux élections suivantes, en 2015, le PAP fait un triomphe... nouvelobs.com 05.02

Le totalitarisme passe par le contrôle de l'information.

Quand le président de la République invite des professionnels des médias pour avoir "*une conversation libre dans son bureau*".

Lors de cette rencontre, Emmanuel Macron a assuré que "*le bien public, c'est l'information. Et peut-être que c'est ce que l'État doit financer. (...) Le bien public, c'est l'information sur BFM, sur LCI, sur TF1, et partout. Il faut s'assurer qu'elle est neutre, financer des structures qui assurent la neutralité*". En gros, "*il voudrait qu'une sorte de conseil, d'organisme, se charge de la vérification. Comme s'il y avait une part du journalisme qui consistait à vérifier des choses, et une autre part qui consisterait à raconter n'importe quoi*", éclaire Etienne Gernelle. Franceinfo 06.02

En complément.

- La police demande à Google de supprimer un photomontage d'Emmanuel Macron - BFMTV 30.01

Une demande des autorités françaises a été envoyée au géant américain pour faire supprimer une image sur laquelle le président de la République apparaît grimé en général Pinochet. BFMTV 30.01

- L'Ukraine fait de la date d'anniversaire d'un collaborateur nazi un jour férié et interdit un livre critiquant un leader antisémite - Les Crises 30.01

Le Parlement ukrainien a officiellement désigné l'anniversaire d'un collaborateur nazi de premier plan (Stepan Bandera Bandera - ndr) comme jour férié, tout en interdisant un livre critiquant un autre dirigeant national antisémite (Symon Petliura - ndr).

Le 17 décembre, l'Ukraine a voté contre une résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies visant à lutter contre « la glorification du nazisme, du néonazisme et d'autres pratiques contribuant à alimenter les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et d'intolérance qui y sont associées », selon l'agence de presse Tass. Les États-Unis ont également voté contre la mesure, bien que 129 pays aient appuyé cette initiative.

Yaroslav Stetsko, bras droit de Stepan Bandera, écrit donc en 1941 qu'il approuve totalement "l'extermination des Juifs et la rationalité des méthodes allemandes d'extermination des Juifs, au lieu de leur assimilation".

Ce Yaroslav Stetsko, sous prétexte de lutte contre le communisme, va bénéficier du soutien des USA comme de nombreux autres criminels de guerre ayant collaboré avec les nazis. Il va créer à Munich en 1946 le "Bloc des nations anti-bolchéviques" qu'il présidera jusqu'à sa mort en 1986.

Article complaisant du "Washington Post" du 21 juillet 1981, "Yaroslav Stetsko, le patriote solitaire" :

https://www.washingtonpost.com/archive/lifestyle/1981/07/21/yaroslav-stetsko-the-lonely-patriot/5f432413-8437-4b17-8326-35a2253a66cc/?noredirect=on&utm_term=.e870ce569f79

Les Crises 30.01

Le totalitarisme passe par le contrôle total de la population.

- À Paris, bientôt des "rues sans mégots" - L'Express.fr 06.02

Les élus ont adopté des mesures visant à faire disparaître les mégots, très polluants, des trottoirs de la capitale. L'Express.fr 06.02

[Le régime commence à craquer de partout, aidons-le à s'écrouler.](#)

- "Anticasseurs": plusieurs abstentions voire oppositions de députés LREM - AFP 04.02

Plusieurs députés LREM ont indiqué lundi qu'ils allaient s'abstenir mardi, voire réfléchissaient à voter contre la proposition de loi LR "anticasseurs" qui va être soumise au vote solennel de l'Assemblée en première lecture.

- Aurélien Taché (LREM) ne votera pas la loi anticasseurs "en l'état" - Le HuffPost 03.02

- Record d'abstentions, départ d'Orphelin: chocs en cascade chez les députés LREM - AFP 7 février 2019

Record d'abstentions de députés LREM mardi sur le texte "anticasseurs", départ mercredi d'une figure, Matthieu Orphelin: le groupe majoritaire a subi deux coups durs, les oppositions percevant un début de "fronde".

Orphelin autrefois membre d'EELV, qu'il avait quitté en 2012, M. Orphelin pourrait-il rejoindre les rangs écologistes?

50 "marcheurs" souvent issus de l'aile gauche se sont abstenus, soit un sixième du groupe ce qui est "considérable", selon une source parlementaire. AFP 7 février 2019

- Quand Darmanin cite Coluche au lieu de Churchill - L'Express.fr 07.02

Le ministre des Comptes publics a attribué par erreur une citation à Winston Churchill, ce mercredi, à l'Assemblée nationale.

- LREM : le départ de Matthieu Orphelin porte un nouveau coup à la majorité - Le Parisien 07.02

- L'historien Gérard Noiriel: Macron "ne comprend pas les classes populaires" - AFP 04.02

- «Donner une satisfaction facile à des secteurs non éclairés de l'opinion» - Liberation.fr 05.02

L'avocat Jean-Pierre Mignard, pourtant proche de Macron, pointe une loi inefficace, décidée dans l'urgence et qui donnera un pouvoir exorbitant aux préfets. Une «aberration» symptomatique d'un pouvoir qui se durcit en se rétrécissant politiquement. Liberation.fr 05.02

- Serge Hefez : «Il faut qu'Emmanuel Macron redescende de son Olympe» - LeParisien.fr 05.02

- "Nous sommes responsables devant nos lecteurs" : le coup de gueule du directeur du "Point" contre Emmanuel Macron - Franceinfo 07.02

Le directeur de l'hebdomadaire "Le Point", Etienne Gernelle, n'a pas apprécié les propos tenus par le président de la République lors d'une réunion informelle avec des journalistes le 31 janvier. Franceinfo 07.02

- Hulot accuse Monsanto d'avoir voulu nuire à sa réputation - huffingtonpost.fr 03.02

- Gilets jaunes : un ancien officier du service action de la DGSE dénonce la répression. - Le Média

- Enregistrements de Benalla : Mediapart refuse une perquisition après l'ouverture d'une enquête préliminaire - Liberation.fr 04.02

Le parquet de Paris a ouvert ce week-end une enquête pour «atteinte à l'intimité de la vie privée» et sur les conditions d'enregistrement d'une conversation entre Alexandre Benalla et Vincent Crase fin juillet. Liberation.fr 04.02

Gilets Jaunes

Les Gilets Jaunes : Pas vraiment des fachos, dommage !

LVOG - Et pourtant, on vient de voir à quel point ils appréciaient les fascistes, Macron, Trump et consorts.

- Dans le "vrai débat" des gilets jaunes, les propositions "épouvantails" ne passent pas - huffingtonpost.fr 04.02

Evidemment, plateforme à forte connotation "gilets jaunes" oblige, le référendum d'initiative citoyenne (RIC) rafle la mise avec 88% votes favorables (sur 3000 votants). De même, la volonté de réduire le train de vie des élus est plébiscitée par plus de 91% de 2400 votants.

...parmi les propositions les plus débattues, celle visant à supprimer la loi sur le mariage pour tous est rejetée par une écrasante majorité des quelque 1700 votants (83%).

Quant à la peine de mort, la position des participants au "vrai débat" est aussi homogène que pour le mariage pour tous. Sur près de 1800 votes, 15% des participants seulement sont d'accord avec l'idée d'une réinstauration de la peine de mort.

Un élément de plus qui semble indiquer que les gilets jaunes sont très diversifiés idéologiquement. L'expulsion définitive des fichés S vers leurs pays d'origine, la suppression des allocations familiales pour les parents d'enfants délinquants et le retour du service militaire n'obtiennent aucune majorité claire. huffingtonpost.fr 04.02

- Gilets jaunes: Un observateur blessé porte plainte contre la police - Reuters 04.02

Un membre de l'Observatoire des pratiques policières (OPP) et de la Ligue des droits de l'homme (LDH), blessé au front par un projectile tiré par les policiers samedi à la fin de la manifestation des gilets jaunes à Toulouse, va déposer plainte lundi... Reuters 04.02

- Avec la grève générale illimitée, François Boulo assoit son influence chez les gilets jaunes - HuffPost 05.02

L'avocat rouennais, à l'origine du premier appel à la "grève illimitée" serait le meilleur représentant du mouvement selon un sondage effectué par Éric Drouet.

Organisée avec Solidaires et une partie de Force ouvrière, soutenu par le NPA, le PCF et la France insoumise, cet appel à la grève nationale a très vite été repris par les gilets jaunes sur les pages Facebook dédiées au mouvement, véritable agora de la fronde. Éric Drouet, un des visages de la mobilisation y harangue notamment les foules depuis la fin du mois de janvier pour faire de cette journée d'action le point de départ d'une grève générale illimitée.

"Un sacrifice à faire aujourd'hui pour notre avenir et celui de nos enfants et petits enfants", estime François Boulo, le porte-parole des contestataires à Rouen à l'initiative de cet embryon de convergence des colères. L'avocat de 32 ans veut croire à un "moment historique" et semble, par cette initiative, assoier son influence au sein d'un mouvement contestataire qui jusqu'ici a peine à faire émerger des leaders incontestés.

Les gilets jaunes ne boudent plus les syndicats

De fait, tout est parti d'une vidéo publiée le 22 janvier par Le Média, un site d'informations proche de la France insoumise. Dans cette séquence visionnée près de 2.000.000 de fois -à retrouver ci-dessous- François Boulo estime qu'il "est temps que la résignation change de camp et d'en revenir au respect de l'article 2 de notre Constitution selon lequel le principe de la République est: "gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple". Il présente la grève générale illimitée comme le seul moyen de gagner la bataille.

L'appel de François Boulo a créé une petite brèche dans la défiance qu'entretenaient les gilets jaunes envers les syndicats. Jadis réticente à s'afficher avec ce type d'organisations, la grande majorité des gilets jaunes semble désormais encline à s'ouvrir un peu, sans doute animée par le sentiment de devoir évoluer pour durer. De nombreuses publications et autres sondages en vogue chez ces contestataires ont fleuri tout au long de ces derniers jours pour interroger la base du mouvement sur l'opportunité de se joindre à la CGT. Et les commentaires hostiles au syndicat sont désormais résiduels, beaucoup souhaitant profiter de l'appel de l'organisation pour se faire entendre plus durement. HuffPost 05.02

- Tribune de chercheurs: Nous sommes tous des gilets jaunes

Un large collectif d'intellectuels lance un appel à se mobiliser aux côtés des gilets jaunes. Ils exhortent leurs collègues à «inventer de nouveaux espaces de luttes et de débat» afin de soutenir le mouvement, mais aussi «d'y participer de l'intérieur». Ils appellent également à se joindre à la grève générale interprofessionnelle du mardi 5 février.

La déflagration « jaune » surgie depuis le mois de novembre partout en France semble maintenant réveiller la peur des populismes dans de nombreuses sphères de la société. Depuis le mois de janvier, des interventions de plus en plus nombreuses nous mettent en garde sur la présence « désormais dominante » de la droite populiste et fascisante au sein du mouvement des « gilets jaunes ».

Nous pensons que ces affirmations alarmistes se fondent sur une vision biaisée, qui interprète un mouvement né et développé avec des formes totalement inédites à partir de catégories politiques anciennes et inadéquates pour en saisir la nature. C'est un biais tout aussi important que dangereux, car il a conduit plusieurs intellectuels et observateurs de gauche à écrire, en toute bonne foi, que la critique de la démocratie représentative exprimée par les gilets jaunes et leur refus de se structurer comme mouvement en élisant des responsables les positionnait en dehors du champ démocratique. Dans cette veine, d'autres chercheurs ont même cru nécessaire d'enquêter sur le passé informatique des gilets jaunes les plus médiatisés pour traquer leurs agissements passés et démasquer des affiliations secrètes.

Loin d'éclairer le débat, une telle posture empêche de saisir la complexe physionomie d'un mouvement qui a provoqué, par sa force et par la singularité de ses formes d'organisation, une véritable « mue identitaire » chez la plupart de ceux qui l'ont vécu et s'y sont engagés.

Comme cela a été souvent le cas dans l'histoire, il y a un avant et un après à la participation de l'intérieur à un mouvement social de cette ampleur. Si les nombreux intellectuels et observateurs politiques qui s'échinent à traquer les traces d'une affiliation politique « douteuse » dans le passé des gilets jaunes, écoutaient davantage les déclarations de celles et ceux qui manifestent dans les rues et occupent les ronds-points, ils verraient que leurs actions concrètes ne rentrent absolument pas dans les cadres des catégories politiques traditionnelles : elles s'inscrivent en revanche dans un horizon fondamentalement marqué par une demande large, profonde et urgente de justice sociale. Et s'ils prenaient le temps et le courage d'écouter les très nombreux témoignages enregistrés en direct sur les médias alternatifs, ils entendraient à quel point l'éclosion du mouvement a totalement bouleversé la vie de chaque participant, en reconstruisant des liens, en faisant émerger des questions communes au-delà des anciennes positions idéologiques.

Nous sommes conscients du fait que des groupes qui prêchent des paroles de haine sont également présents sur les ronds-points et dans les cortèges. Mais nous savons aussi que, pour le moment, ils ne sont qu'une composante marginale d'une masse qui demande et revendique avant tout dignité et justice sociale. Les enquêtes développées sur le terrain en partenariat actif avec les gilets jaunes par plusieurs groupes d'étudiants et chercheurs ont d'ailleurs montré à quel point la grille de lecture du populisme est radicalement obsolète pour comprendre ce soulèvement. Déclenché sur la base d'une réponse à l'augmentation des prix de l'essence, le mouvement des gilets jaunes a su poser sur l'avant de la scène, une fois de plus, mais sans doute de manière claire et incontestable, toutes les questions fondamentales qui se posent dans une société épuisée par le pillage infligé au cours des quarante dernières années par les politiques néolibérales successives.

Comme nombre de nos concitoyens, nous avons assisté impuissants à ce pillage qui a systématiquement transféré la quasi-totalité de la valeur du travail effectué par des millions d'hommes et femmes vers le marché financier, qui a saccagé les biens communs en les donnant en pâture à sa clientèle, et qui a altéré progressivement mais profondément et sûrement la valeur et la signification mêmes du travail accompli. En tant que femmes et hommes travaillant depuis des années dans les structures de l'enseignement et de la recherche, nous avons à notre façon connu l'impact de ces politiques. L'utilisation de plus en plus massive du travail précaire, la destitution de toute forme d'autonomie de recherche, la centralisation des contrôles sur les projets et

les financements de la recherche ont conduit également à une prolétarianisation du travail intellectuel, tout en l'assignant bien souvent à un rôle de servile complaisance avec les formes et les demandes du pouvoir politique et économique.

C'est pourquoi nous croyons important d'adhérer à ce mouvement de son intérieur et de participer, avec les femmes et les hommes gilets jaunes, à son ouverture vers une société plus juste : une société qui soit en mesure de garantir à chaque citoyen une juste rémunération pour son travail, l'aide dont il nécessite lorsqu'il est dans le besoin, tout en garantissant la justice sociale ainsi qu'une vraie égalité dans la cité. Nous appelons donc nos collègues à s'organiser et à inventer de nouveaux espaces de luttes et de débat où nous pourrions, non simplement soutenir le mouvement, mais y participer de l'intérieur avec les compétences qui nous sont propres, comme tout autre acteur du champ social.

C'est dans cette optique que nous souscrivons pleinement à l'Appel proposé par l'Assemblée de Commercy les 26 et 27 janvier 2019 que nous appelons nos collègues à participer massivement, avec le plus de publicité possible, à la manifestation du 2 février en hommage aux victimes des violences policières, ainsi qu'à la grève générale interprofessionnelle du 5 février prochain. (Suit la liste des premiers signataires) blogs.mediapart.fr

- Un gendarme aux Gilets jaunes à Montpellier : «Toutes nos familles, elles sont avec vous !» - RT 6 février 2019

Scène étonnante à Montpellier lors de l'acte XII : un gendarme a été filmé en pleine discussion avec des manifestants. Le militaire explique aux Gilets jaunes que les gendarmes n'ont rien contre eux, mais qu'ils doivent obéir aux ordres.

A en croire les sources policières contactées par RT France, la scène est courante sur les ronds-points : les forces de l'ordre maintiennent leur position, mais lorsque c'est possible, elles échangent dans le calme avec les Gilets jaunes. «Malheureusement, ce ne sont pas ces images qui sont montrées dans les médias», a ainsi déploré un porte-parole du Collectif autonome des policiers d'Ile-de-France (CAP-IDF). C'est une scène similaire qui a été filmée lors de l'acte XII à Montpellier le 2 février. On y voit un gendarme discuter avec des manifestants, place des Martyrs de la résistance.

Alors que ces derniers cherchent à lui expliquer qu'ils n'ont rien contre les forces de l'ordre et qu'elles bénéficieraient d'un «droit de réserve» – notion inexistante, peut-être confondue à tort avec le «devoir de réserve» –, le gendarme oppose : «Nous non plus, on n'a rien contre vous. Toutes nos familles elles sont avec vous. [...] On est militaires, on n'a pas le droit de désobéir.»

Les propos entendus sur la vidéo mettant en scène ce gendarme font écho à ceux relayés par une page Facebook soutenant les forces de l'ordre (Collectif Urgence Notre Police se Fait Assassinier 2). Dans ce texte, attribué à un gendarme mobile, on peut lire : «La plupart de mes collègues soutiennent et partagent le ras le bol des Gilets jaunes». L'auteur précise ensuite sa pensée : «Quand ça pète en guérilla à côté de toi et que tu CHOISIS de rester là parce que ça fera une bonne vidéo [...]. Si après l'appel à la dispersion tu es encore sur notre chemin c'est que tu en acceptes les conséquences. Certes ça n'est pas facile d'être opposé au peuple, nous n'y prenons aucun plaisir brutal, nous accomplissons simplement notre devoir, non pas de protéger la personne d'Emmanuel Macron mais simplement les institutions françaises que sont le Président de la République, le Palais de l'Élysée et surtout l'Ordre Public».

Et de rappeler : «Non, nous ne pouvons, et ne devons pas déposer casques et boucliers, car ça serait considéré comme un acte démissionnaire, nous aussi nous payons ces impôts qui nous payent, et avons besoin de notre job. Et nous risquerions en prime des poursuites pénales de par notre statut.» RT 6 février 2019

[Mobilisation du 5 février.](#)

- 8500 à 12 000 défilent à Toulouse, 300 000 en France selon la CGT - ladepeche.fr

La CGT appelait à une grève générale ce mardi 5 février. Un appel entendu et repris par plusieurs syndicats et associations, ainsi que par les Gilets jaunes. Les cortèges ont rassemblé 300 000 personnes en France selon le syndicat.

Toulouse : 8 à 12 000 personnes et camions poubelles en grève

Des milliers de manifestants ont défilé dans les rues de Toulouse en début d'après-midi ce mardi, à l'appel de plusieurs syndicats. La CGT estime qu'ils étaient près de 12 000. La police a comptabilisé 8500 personnes.

Dans le cadre de la grève des agents territoriaux de la ville de Toulouse, une vingtaine de camions de collecte ménagère ont stationné une partie de la matinée autour de la gare Matabiau. Issus des dépôts Monlong et Raisin, ces agents, au nombre environ de 200, contestent la décision de la mairie de réduire la fréquence des passages de collecte entraînant une réduction d'équipes d'où une surcharge de travail. « Au vu de la pénibilité de leur activité, ils demandent de conserver leurs conditions de travail ainsi qu'une augmentation de leur salaire vu le bénéfice engendré par cette réduction (entre 2 et 3 millions annuellement) », explique Nicolas, du syndicat FO. Après s'être rassemblé, ces agents pour certains ont rejoint leur camion soit pour continuer

leur tournée ou poursuivre le mouvement de grève ».

Au collège Jolimont de Toulouse, suite aux réunions du personnel, les enseignants ont décidé de se mettre en grève dans l'optique d'une opération "collège mort". Plus de 95 % du personnel, enseignant et non-enseignant, est en grève ce mardi. Ils dénoncent des classes surchargées, des problèmes de sécurité au sein de l'établissement et un manque de moyens

Un autre défilé a commencé à Saint-Gaudens 14h30 place Jean Jaurès.

1500 manifestants à Albi

Dans le Tarn, un rassemblement départemental est en cours depuis 14h30, il s'est élancé de la place du Vigan à Albi.

Depuis ce matin 6 heures, une trentaine de Gilets jaunes bloquent le rond point de l'Hermet sur la RN 88. Ils interdisent aux véhicules l'accès vers Carmaux et donc de l'Aveyron. En ce jour de manifestation nationale, ils ont décidé que ce blocus durerait toute la journée.

400 manifestants dans le Tarn-et-Garonne

Dans le Tarn-et-Garonne, la mobilisation a touché plusieurs secteurs du service public dont la santé, le social, les transports et l'éducation. Dans les rues, les manifestants se sont dirigés vers la place nationale après une prise de parole devant le siège du Medef par les représentants de la CGT, Solidaires et du syndicat enseignant FSU. "L'union fait la force", a clamé Lina Desanti, Secrétaire générale de l'UD CGT 82. Selon les forces de l'ordre ils sont 230 participants. Ils ont ensuite été rejoints par 170 Gilets jaunes. Ces derniers ont été accueillis sous les applaudissements et le slogan "Tous ensemble ! Tous ensemble !".

Gilets jaunes et CGT défilent à Montauban

1800 à 2000 personnes à Tarbes

1800 manifestants selon la police et plus de 2000 selon les syndicats ont défilé aujourd'hui à Tarbes. Le cortège, mêlant militants de la CGT, Gilets jaunes et personnels enseignants très remontés contre les suppressions de 44 postes dans le secondaire dans les Hautes-Pyrénées, s'est élancé à 10h45 de la place Verdun. En tête de cortège, les salariés de la société Toupnot, sinistrée par un incendie, mènent la danse, suivis par les gilets jaunes. En début d'après-midi, une agora est prévue, toujours place Verdun.

A Tarbes également, des perturbations sont à prévoir dans 20 des 27 écoles publiques aujourd'hui.

1500 manifestants à Pamiers

Malgré une météo pluvieuse, une centaine de manifestants se sont positionnés sur le rond point Gabrielat à Pamiers. Ils ont particulièrement ciblé les poids lourds. Les Gilets jaunes ont bloqué les camions avant de les envoyer en direction de la zone d'activité de Trémège où ils étaient stockés. Plus d'une dizaine de poids lourds, dont plusieurs de sociétés locales de transports et de livraison de supermarchés, ont d'ores et déjà été détournés de leur destination. L'action des Gilets jaunes a provoqué un ralentissement aux abords du rond point Gabrielat. Ce barrage "filtrant" a permis aux manifestants de distribuer des tracts expliquant aux automobilistes les raisons de leur mouvement. Les Gilets jaunes ont rejoint la manifestation qui a démarré à 10 heures du centre-ville de Pamiers à l'appel de l'intersyndicale CGT, FSU, FO et Solidaires et à laquelle 1500 personnes ont participé.

3 à 400 personnes à Agen

3 à 400 Lot-et-Garonnais se sont retrouvés devant le siège du Medef, suite à un appel à la grève de la part de la CGT. Tous réclament la même chose : plus de pouvoir d'achat. « Nos combats se rejoignent, commente Alain, 62 ans, ancien postier syndiqué à la retraite. Mais la CGT se bat depuis plus de trente ans pour avoir une meilleure qualité de vie. C'est bien que les Gilets jaunes nous rejoignent, même si nous ne sommes pas d'accord sur toutes leurs revendications, surtout ce qui concerne l'immigration. Mais la bataille pour un meilleur salaire doit se faire avec le plus de forces possible. » Il réclame un salaire brut de 1 800 euros. Dans le cortège, il y a presque plus de jaune que de rouge. Certains ont collé un autocollant CGT sur leur gilet. Jean-Louis et Mauricette sont mobilisés sur les ronds-points depuis le 17 novembre : « Il faut lutter tous ensemble pour avoir plus de pouvoir d'achat et offrir une meilleure vie à nos enfants. De toute manière, on est arrivé à un point de non-retour avec le Président. Il essaie de nous enfumer avec son grand débat. Nous, on n'est pas près de lâcher. »

D'autres cortèges étaient prévus ailleurs dans la région. Dans l'Aveyron, un rassemblement à Rodez avenue de l'Entreprise, à Decazeville au rond-point des Tuileries, à Villefranche aux Halles, à Millau au Mandarou et à Saint Afrique depuis l'union locale de la CGT.

Dans le Lot, un rassemblement a été organisé à Cahors au départ de la place Mitterrand, à Figeac au rond-point Lycée Champollion. A Biars le rendez-vous était fixé au rond-point Bretenoux.

Dans le Gers, rendez-vous était donné à Auch, place de la Libération.

Dans l'Aude, à Carcassonne, une opération escargot a eu lieu au départ de la cité administrative pour rejoindre le siège du Medef à Lézignan-Corbières. Un départ était organisé à 10 heures depuis la CCI de Narbonne. Les deux cortèges se sont rejoints à 11 heures.

Le 5 février à Nancy

Prises de paroles des syndicats et des Gilets Jaunes de Commercy

Les personnels de l'éducation ont (...) rejoint la manifestation interprofessionnelle qui a commencé par des prises de parole de chacune des organisations syndicales appelantes. Mais, petite – et excellente - surprise, Solidaires 54 a décidé de céder son temps de parole aux Gilets Jaunes de Commercy, qui ont ainsi pu lire l'appel issu de l'Assemblée des Assemblées de Commercy. Événement important. Les Gilets Jaunes ont ainsi pu exposer le sens de leur mouvement et leurs objectifs aux salarié.e.s venu.e.s manifester à l'appel de leurs syndicats, contre le torrent de calomnies déversées sur eux par les médias. Une façon de lever les méfiances de part et d'autre et de percevoir les convergences : les prolétaires, avec ou sans gilet jaunes, du privé ou du public, ont bien les mêmes intérêts.

La manifestation interprofessionnelle

La manifestation s'est ensuite ébranlée selon l'ordonnement fixé par la CGT. En tête on trouvait le cortège CGT fort d'environ 800 personnes (avec des tramainots, des cheminots, des personnels de l'hôpital, de Safran, etc.). Un cortège étudiant de même taille le suivait, mobilisé contre la hausse inique des frais d'inscription pour les étudiants étrangers hors UE qui criaient à tue-tête « mêmes études, mêmes droits », après quoi venait le cortège de FO, puis celui de la FSU et de Solidaires, comportant environ 200 personnes chacun. Enfin, en queue de manifestation, serré de près par de nombreux véhicules de gendarmes mobiles, l'imposant cortège de plus de 1000 gilets jaunes, de tous le plus dynamique, lançant avec puissance des « Macron, démission ! », « Tous ensemble, tous ensemble », « Grève générale ! », chantant parfois un morceau de Marseillaise, ou entonnant un « ahou ahou... ». Après avoir déambulé dans le centre de Nancy, la manifestation s'est terminée sur la place Stanislas. Et après ?

Un peu plus de 3.000 manifestant.e.s, ce n'est pas un raz de marée pour Nancy, et on est encore loin d'une véritable « grève générale », mais c'est déjà une manifestation respectable, dix fois plus importante en particulier que la journée du 14 décembre. Confirmation que l'appel des Gilets Jaunes à faire grève a pesé dans la mobilisation. Cette dynamique ascendante doit nous conforter dans nos efforts pour construire la mobilisation. Cela suppose de continuer à impulser l'auto-organisation dans tous les secteurs, de favoriser les convergences, en se battant pour des revendications claires et unifiantes contre la politique du gouvernement. Cela suppose aussi de lutter à tous les niveaux pour que les directions syndicales rompent avec le gouvernement et fassent une véritable campagne de mobilisation (tracts, vidéos, heures d'info syndicales, AG dans les entreprises, meetings publics, intervention dans les médias, etc.) avec l'objectif de la victoire, avec la conviction profonde que pour chasser cette politique, il faut chasser Macron, un mot d'ordre mis en avant par les Gilets Jaunes, mais qui doit devenir celui de toute la classe ouvrière et de la jeunesse. Un mot d'ordre qui ne peut devenir une réalité qu'à condition de réussir peu à peu, en tissant les liens, à créer les conditions pour que tout.e.s les salarié.e.s aient le sentiment que c'est le moment d'y aller et qu'en se mettant tout.e.s ensemble en grève, on peut défaire Macron, le MEDEF et imposer les revendications démocratiques et sociales les plus urgentes. tendanceclaire.org (NPA)

Sur la mobilisation du 5 février à Nantes

En Loire-Atlantique, les actions ont commencé dès 5h du matin, avec le blocage de la zone aéroportuaire notamment : environ 170 personnes étaient présentes (CGT et gilets jaunes), blocage plutôt réussi du périphérique malgré le nombre. Dans l'ensemble les actions prévues en amont de la manif ont été réussies et ont permis une heureuse rencontre GJ/syndicats (CGT en majorité).

A 9h, une action éducation devant la présidence de l'université ironisait sur les réformes Blanquer et appelait à une école plus juste.

Plus tard dans la matinée avait lieu à la maison des syndicats une AG éducation, à l'initiative de l'intersyndicale. Au plus fort de l'AG, il y avait environ 120 personnes, représentant des personnels et établissements divers : premier degré, second degré (collèges et lycées), lycées généraux et technologiques, lycées professionnels, AED en grève et qui commencent à construire une coordination. Les collectifs déjà existant sur le secteur (collectif contre les réformes Blanquer et Parcoursup mais aussi collectif des lycées pro) ont pu présenter leurs actions et souligner la nécessité et l'efficacité de l'auto-organisation. Un appel, sur la base d'un texte qui avait été écrit lors d'une AG en décembre (défense du service public et abrogation des réformes) et ajoutant la nécessité de mettre à l'ordre du jour, dès la rentrée des vacances d'hiver, la question de la reconductible dans tous les établissements a été travaillé et voté à l'unanimité.

Toutes ces personnes ont convergé ensuite en manif dans le centre de Nantes (2.500 environ) qui a commencé par des prises de paroles des syndicats mais aussi des AED en lutte. Le cortège syndical était majoritaire, le cortège prof était visible bien que non massif, les GJ étaient moins nombreux que lors des manif du samedi à Nantes. Quelques jeunes et lycéens, qui restent malgré tout les grands absents de la manif. Lorsque la CGT a annoncé qu'elle « s'arrêtait là », après un tour de boulevard, les jeunes ont lancé un nouveau cortège, suivis par les GJ (aux cris de « syndicats avec nous ») et finalement les 80 % du reste de la manif. Ce second cortège, plus combatif, plus défiant vis à vis des forces de l'ordre présentes en masse, a « repris la rue » et s'est fini relativement dans le calme. tendanceclaire.org (NPA)

Sur la mobilisation du 5 février à Auxerre

Lundi 4 février

Réunion Gilets jaunes à Auxerre. Le but de la réunion était de discuter, tout mettre à plat concernant la vie du mouvement GJ sur Auxerre. Sachant qu'il y a plusieurs groupes GJ, issus d'un rond-point et un « groupe de travail » constitué « d'intellos ».

Les groupes du rond-point fonctionnent sur le mode AG + portes-parole. L'autre groupe est plutôt issu de la mouvance Nuit Debout, fête à Macron. Mais même dans ce groupe, il y a des GJ de la première heure.

J'étais déjà intervenu dans une réunion, la semaine dernière, du « groupe de travail » pour présenter un compte rendu de l'Assemblée des Assemblées de Commercy.

Hier, il était question que l'on parle aussi de cela, avec les autres groupes.

Réunion passionnante, vivante, houleuse, bruyante, et absolument enthousiasmante.

Il a été décidé de fusionner tous les groupes pour travailler à la préparation d'un « Vrai Grand débat » à Auxerre sur le thème : Justice sociale et pouvoir d'achat, dans une quinzaine de jours.

Il a été décidé également de répondre à l'appel syndical de manifester le lendemain.

Il a été décidé de tout faire pour communiquer le plus possible sur l'extérieur et de continuer à faire vivre par tous les moyens toutes les composantes du mouvement GJ.

Mardi 5 février

Rassemblement à la maison des syndicats. La CGT a sorti sa camionnette avec sa sono, les autres syndicats sont sous-représentés. Ambiance bon enfant. Les GJ arrivent. Tout le monde se rassemble sans trop se mélanger. Puis la CGT donne le départ en voulant prendre la tête du cortège. Evidemment, petites tensions. Le responsable syndical local éructe un « C'est une manifestation CGT ici monsieur » à un GJ... il se fait vite recadrer et les GJ prennent la tête du cortège, bruyamment et en rigolant.

Pendant un bon moment, les GJ ont été en tête du cortège. Le parcours était plutôt « caché », mais bon, à chaque rond-point les GJ ont bloqué la circulation, fait du bruit, désorganisant, déstabilisant le cortège syndical (il leur en faut peu pour être déstabilisés...) et mettant un peu d'ambiance dans cette promenade de santé. Et puis, il y a eu une halte devant la CCI. Avec prises de paroles. Et là, petit à petit tout le monde s'est mélangé. Tout le monde a écouté tout le monde. Un communiqué GJ a été lu (proposé à la réunion d'ela veille par « le groupe de travail ») dans un silence émouvant... Et là, c'était beau. Là, on pouvait se dire qu'on vivait un grand moment de la lutte de classe. Enfin. Des applaudissements, des accolades et le cortège est reparti.

Direction un autre rond-point. Le cortège syndical s'est éparpillé, normal, il était déjà midi passé ! Les GJ sont restés pour former une chaîne humaine, main dans la main, tout autour du rond-point. C'était vraiment chouette ! Tous les slogans mythiques des GJ y sont passés, une marseillaise a été clamée. Retour au point de départ et aux voitures. Il est décidé d'aller manger un morceau sur le rond-point de l'Europe, le QG avant de revenir en ville pour voir ce qui se passait au niveau des lycées. Casse-croûte au rond-point et à 14h les GJ sont devant un lycée de centre ville... et là, rien. Aucun blocage. Pas de profs en grève, donc pas d'élèves en grève... rien. On cherche les infos. Ça se passe à l'inspection académique. Il y a une réunion syndicale avec l'inspection sur des négociations de fermetures d'écoles. Allez hop, les GJ foncent. On se retrouve au milieu des enseignants (quelques dizaines) et les parents d'élèves (quelques uns) qui font le pied de grue devant l'inspection, pendant que ça discute miettes à l'intérieur.

Sud éducation n'est pas autour de la table bien entendu. Ils sont très heureux de voir débarquer les GJ (plusieurs dizaines). Très rapidement ça fait du bruit. Ça chante, ça demande à entrer. Les représentants syndicaux SNUIPP etc. expliquent aux GJ qu'il ne faut pas interrompre la réunion, sinon, l'inspectrice d'académie va arrêter les négociations. Les GJ veulent rentrer, puis veulent que l'inspectrice vienne leur parler. On fait du bruit.

Les enseignants les plus avancés discutent, expliquent. Les discussions s'engagent. Les GJ hurlent pendant de longues minutes « Aucune fermeture ! Aucune fermeture », tapent contre les vitres pour que l'inspectrice sorte. Mais rien n'y fait. Au bout d'une heure de joyeux brouhaha, les GJ décrochent.

Les profs ont été un peu dérangés dans leurs petites habitudes, c'est très bien. Ça a permis d'ouvrir les yeux à tout le monde et, comme le matin, de créer une jolie convergence.

Au total sur les 2 actions, plus de 100 GJ étaient mobilisés.

La presse parle de 300 et 350 manifestants le matin. Il y en avait probablement davantage. Mais l'important n'est pas là, on l'aura compris. Bien qu'il soit clair que la grève générale semble très très très éloignée, le mouvement social est loin, très loin d'être étouffé. Il est grandissant et très ancré. A Auxerre en tous cas, ça s'est ressenti aujourd'hui.

Très fier d'être GJ ! tendanceclaire.org (NPA)

Sur la mobilisation du 5 février à Orléans

Ce matin, une cinquantaine de gilets jaunes accompagnés par Sud Energie ont filtré l'entrée de la Centrale Nucléaire de Dampierre en Burly, réclamant notamment la renationalisation d'EDF-GDF, un plan de rénovation et d'isolation des bâtiments contre le gaspillage énergétique, le retour de l'ISF...

Il y avait 3 points de mobilisation dans le département. Gien: 100 manifestantEs. Montargis: 350 manifestantEs. Orléans: 1500 manifestantEs, dont beaucoup de gilets jaunes.

La semaine dernière avait eu lieu une rencontre CGT-Solidaires avec les Gilets Jaunes et donc la banderole de tête était siglée CGT-Solidaires-Unef-Gilets Jaunes et intitulée « Réunis pour un même combat - Justice fiscale et sociale ».

Coté boîtes à la manif, il y avait les cheminots (une trentaine), une délégation de Federal Mogul (pièces automobiles), les Chèques Postaux, le Centre psy de Daumezon, la poste, les finances publiques, des profs... Pas de jeunes. Ce qui revenait le plus dans les discours, c'était les salaires et l'ISF.

A 15 heures, il y a eu une action de blocage d'Amazon à Saran. Quelques dizaines de gilets jaunes, ainsi que la CGT et Solidaires, ont bloqué l'accès des camions au site Amazon de Saran. Les présents entendaient protester contre le licenciement de personnel, et contre le non paiement d'impôt d'Amazon à l'Etat. Les flics sont intervenus à 20h30. tendanceclaire.org (NPA)

- Manifestation à Paris : rouges et jaunes à petits pas - Libération 5 février 2019

Mardi, à l'appel de la CGT, mais aussi de Solidaires, de la FSU, de sections locales de FO et de plusieurs acteurs militants et politiques, dont Attac et la Fondation Copernic, plusieurs milliers de personnes ont battu le pavé parisien le long de la rue de Rivoli jusqu'à la place de la Concorde. Un drôle de parcours, de mémoire de syndicalistes, pour une manifestation atypique à laquelle plusieurs figures des gilets jaunes s'étaient associées, dont Eric Drouot. A Paris, 30 000 personnes ont marché entre l'Hôtel de Ville et la Concorde selon la CGT, 18.000 pour la préfecture de police, 14.000 d'après le cabinet Occurrence, mandaté par un collectif de médias dont l'AFP. Lors de son dernier cortège dans la capitale le 14 décembre, la CGT avait plus faiblement mobilisé: 15.000 manifestants selon elle, 6.000 pour la police. «C'est un succès qui en appelle d'autres», s'est réjoui le secrétaire général de la CGT, Philippe Martinez.

A Marseille, 5200 personnes, selon la police, ont manifesté entre le Vieux-Port et la gare Saint-Charles. Si la CGT dominait très largement, plusieurs centaines de "gilets jaunes" étaient présents en milieu de cortège.

"Nos revendications sont identiques. Il faut être tous ensemble", témoignait Brigitte, retraitée qui perçoit une pension de 680 euros. Elle a rejoint les "gilets jaunes" à Fos-sur-Mer. "Il arrive un moment où toutes les luttes se rejoignent. Sans convergence avec les partis et les syndicats, on n'arrivera à rien", estime-t-elle.

A Lyon, parmi les 4300 manifestants selon la préfecture, environ 500 "gilets jaunes". "Cela fait trois mois qu'on est dehors et il faut aller plus loin alors on fait un pas: les syndicats ont appelé, on est là, maintenant on verra quand on appellera s'ils répondent", constate l'un d'eux, Fabrice.

Parmi les autres cortèges en régions, on recensait selon la police environ 8500 personnes à Toulouse, 2500 à Caen, 2300 à Lille et Clermont-Ferrand, 2200 au Havre, 1500 à Strasbourg, 1400 à Nîmes, 1300 à Tours, 500 à Rennes...

Le Premier ministre recevra mercredi les partenaires sociaux pour faire le point sur le grand débat.

Outre les revendications sociales, certains entendaient défendre "la liberté de manifester". Hasard du calendrier, mardi a été votée la loi "anticasseurs", donnant la possibilité aux préfets de prononcer des interdictions de manifester, un dispositif vivement critiqué par les syndicats.

La CGT prévoit une nouvelle journée nationale à la mi-mars. Libération et euronews 5 et 6 février 2019

Acte XIII

- Avant l'Acte XIII, le soutien aux gilets jaunes ne se dément pas - Le HuffPost 7 février 2019

Semaine après semaine, le soutien de l'opinion publique au mouvement des gilets jaunes se maintient. Quand il ne se renforce pas. Près de trois mois après le début de la mobilisation et alors que se profile l'acte XIII, on compte toujours 64% des Français

Même petit rebond pour la perception du mouvement aux yeux des Français. Ils sont désormais 77% à trouver la mobilisation "justifiée" contre 74% au mois de janvier.

Autre indice de ce semblant de second souffle: l'opinion publique estime majoritairement que le mouvement doit se poursuivre pendant les deux mois du grand débat national, une première. Le taux de soutien grimpe de quatre points d'une vague à l'autre pour s'établir aujourd'hui à 52% contre 48% en janvier 2019.

Toujours selon notre baromètre du mois de janvier, les Français restent sceptiques à l'égard de ces semaines de discussion.

Dans le détail, ils sont 58% à penser que ces discussions ne contribueront pas à infléchir la politique du gouvernement et 54% à douter d'une restitution des propositions "en toute transparence et impartialité." Le HuffPost 7 février 2019

- Les Français massivement favorables au RIC - Reuters 6 février 2019

Neuf Français sur dix se déclarent favorables à l'instauration d'un référendum d'initiative citoyenne (RIC), l'une des revendications majeures des "Gilets jaunes", selon un sondage Ifop pour Valeurs actuelles à paraître jeudi. Reuters 6 février 2019

Une idée à soumettre à Macron

- En France, le suicide se porte tristement bien - Liberation.fr 5 février 2019

Serait-ce une fatalité française ? Les chiffres sur le suicide ne sont pas bons : l'Hexagone présente toujours un des taux les plus élevés d'Europe, avec près de 9 000 suicides par an. Et ce chiffre ne s'améliore pas vraiment.

Pour ce nouvel état des lieux, le baromètre de Santé publique France a interrogé en 2017 plus de 25 000 personnes de 18 à 75 ans, autour des pensées suicidaires ainsi que des tentatives de suicide. En 2017, ce sont 4,7% des 18-75 ans qui «ont déclaré avoir pensé à se suicider au cours des douze derniers mois», 7,2% ont tenté de se suicider au cours de leur vie. Et 0,39% au cours de l'année. C'est beaucoup, cela fait plus d'un million de personnes qui ont pensé à se suicider l'année écoulée. Liberation.fr 5 février 2019

- AP-HP Suicide d'un chirurgien à l'hôpital Avicenne - Liberation.fr 6 février 2019

Dimanche, en fin d'après-midi, il est venu à l'hôpital. Il a enfilé sa tenue de chirurgien. Et là, de son bureau de l'hôpital Avicenne à Bobigny (Seine-Saint-Denis), le professeur Christophe Barrat, 57 ans, s'est défenestré. Il est mort sur le coup. A l'hôpital, le choc est profond, le malaise aussi. L'homme était reconnu et apprécié. Chef du service de chirurgie bariatrique et métabolique du groupe hospitalier «Hôpitaux universitaires Paris-Seine-Saint-Denis (Avicenne, Jean-Verdier et René-Muret)», Christophe Barrat avait dû quitter l'hôpital Jean-Verdier il y a quatre ans, pour des raisons de restructuration au sein de l'AP-HP, et intégrer Avicenne. La direction de l'hôpital a évoqué «un professionnel respecté et apprécié de ses équipes qui incarnait l'excellence de sa spécialité». Et pointé le fait qu'il luttait contre un cancer. «Je m'élève en faux sur le fait de mettre en avant que Christophe était malade, dit Pierre Nahon, hépatologue. Il y avait une vraie souffrance au travail. Et dans un conflit comme il pouvait y avoir, là, entre plusieurs médecins, la direction s'en servait pour le fragiliser. C'est le système qui est dramatiquement défaillant.» Liberation.fr 6 février 2019

Ils osent tout

- 2015-2018: période la plus chaude depuis le début des relevés météo - AFP 07.02

Les quatre dernières années ont été les plus chaudes jamais enregistrées, a indiqué mercredi l'ONU, qui y voit la confirmation du réchauffement climatique causé par les concentrations record de gaz à effet de serre dans l'atmosphère.

L'Organisation météorologique mondiale (OMM) a annoncé que la température moyenne à la surface du globe en 2018 avait dépassé d'environ 1,0° C celle qui prévalait à l'époque préindustrielle (1850-1900). AFP 07.02

LVOG - Des "quatre dernières années", demain ils vont nous sortir que la température a augmenté par rapport à l'année précédente et que cela prouve que la terre se réchauffe, délirant. Dans 1984, le roman d'anticipation d'Orwell, les tyrans au pouvoir ont ordonné à la population de croire que 2 et 2 ne font plus 4 mais 5, on y est presque, c'est la même méthode de lavage de cerveau...

1,0° C en plus en 169 ans (1850) ou 119 ans (1900), c'est gi-gan-tes-que !

- Venezuela : on ne peut pas exclure que le régime reste en place - euronews 06.02

Hélas ! Consolez-vous, en France aussi, hélas !

- Aux Etats-Unis, le rêve d'un Big Bang de l'assurance médicale - AFP 05.02

Avoir une carte d'assurance maladie américaine ne garantit pas d'être soigné sans se ruiner. AFP 05.02

Elle garantit au moins qu'on peut se ruiner sans pour autant être soigné, c'est déjà un progrès ! Non, mais attendez, c'est cela la gauche américaine.

- Génocide arménien: Macron annonce un jour de commémoration nationale - Le HuffPost 06.02

Ces prédécesseurs on tous institués "*un jour de commémoration nationale*" en hommage aux peuples victimes des boucheries coloniales de leurs ancêtres, sans avoir rompu avec l'impérialisme et le colonialisme. La preuve.

- L'armée française intervient au Tchad pour éviter sa "déstabilisation" - Reuters 06.02

La démocratie par les bombes, rien de tel pour stabiliser un pays, c'est bien connu !

- Les talibans réclament une «constitution islamique» pour l'Afghanistan - Liberation.fr 06.02

- Les taliban optimistes pour leurs négociations avec les Etats-Unis - Reuters 06.02

Les négociations que les taliban ont menées le mois dernier au Qatar avec les Etats-Unis ont été un succès, a estimé mardi leur négociateur en chef lors d'une visite à Moscou. Reuters 06.02

- Cameroun : sortie antisémite d'un ministre sur fond de rivalités ethniques - Liberation.fr 06.02

Il doit être dans le colimateur de Tel Aviv ou Washington...

- Rohingyas: Angelina Jolie appelle la Birmanie à cesser la persécution - AFP 06.02

Et la ségrégation raciale aux Etats-Unis, vous appelez cela comment ?

- Manifestation pro-ouïghours devant la mission américaine à l'ONU - AFP 06.02

Quelques dizaines de personnes manifestent mardi 5 février devant la mission américaines aux Nations unies afin d'encourager le département d'Etat à se battre pour la liberté de la minorité musulmane ouïghoure, réprimée par les autorités chinoises dans le Xinjiang, une région du nord-ouest de la Chine... AFP 06.02

Simultanément, on apprenait que Erik Prince, le fondateur de Blackwater, avait investi précisément au Xinjiang.

- Sa société FSB, détenue à 25 % par le conglomérat financier public chinois, Citic, a signé un accord avec le Comité de gestion du parc industriel de Kashgar Caohu afin de former 8 000 agents de sécurité par an. Une cérémonie de signature s'est tenue le

11 janvier 2019 à Beijing (photo).

Selon Reuters, le partenaire chinois de FSB serait à la fois lié au Parti communiste local et au Groupe Chine Xinjiang (le « Bingtuan »), une agence publique de développement de la région turcophone doublée d'une milice paramilitaire Han. Réseau Voltaire 5 février 2019

Autrement dit, pendant que le département d'Etat soutient la minorité musulmane ouïghoure, l'un des dirigeants de sa milice privée lié au Pentagone s'engage à former des dizaines de milliers de miliciens paramilitaires Han pour les réprimer. L'AFP ne diffusera pas cette information évidemment.

On croit toujours avoir tout vu ou tout entendu, mais comme on ne peut pas les concurrencer ou rivaliser avec eux sur le plan du cynisme, on doit s'attendre à tout avec ces monstres sous peine d'être manipulé.

- En Cisjordanie, un far west à l'israélienne - Liberation.fr 06.02

Symbole d'une culture des armes à feu de plus en plus décomplexée, des Israéliens se mobilisent et participent à des stages d'autodéfense. Liberation.fr 06.02

Sur cibles réelles ?

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Afrique du Sud

- Afrique du Sud: la terre, priorité de la gauche radicale de Julius Malema - Franceinfo 5 février 2019

"On ne peut plus reporter la question de la terre, on ne peut plus reporter la question de l'emploi", a déclaré le chef des EFF, Julius Malema, le 2 février 2019, dans l'un de ces discours enflammés qui ont fait sa réputation.

"Nous avons faim maintenant, nous voulons manger maintenant", a-t-il lancé devant plusieurs milliers de personnes vêtues de rouge (la couleur du parti) et massées dans un stade de Soshanguve, au nord de la capitale Pretoria.

Transfuge du Congrès national africain (ANC) au pouvoir depuis la fin de l'apartheid en 1994, Julius Malema a fondé les EFF en 2013. Il défend une ligne radicale qui dénonce les "compromissions" du pouvoir avec la minorité blanche du pays.

La redistribution des terres, thème de campagne

Dans une Afrique du Sud au taux de chômage endémique (27%), ce fort en gueule de 37 ans a commencé à grignoter l'électorat jeune et pauvre de l'ANC. Il espère dépasser en mai son score national de 8% des élections locales de 2016.

Sans surprise, il a enfourché son cheval de bataille favori, celui de la redistribution des terres.

"L'économie est entre les mains de la communauté blanche, nous voulons que cela change", a-t-il promis sous les vivats et devant les poings levés de ses partisans.

"Nous allons placer les terres sous le contrôle de l'Etat afin de les redistribuer également entre tous (...). Ils ont tué notre peuple, ils ont violé notre peuple, nous ne pouvons pas récompenser ces violeurs, ces meurtriers. Nous voulons retrouver notre terre, ce n'est pas négociable", a tonné Julius Malema, en référence à l'époque de l'apartheid. Des emplois et une lutte contre la corruption

La question foncière constitue l'un des principaux thèmes de la campagne électorale.

Le chef de l'Etat et de l'ANC Cyril Ramaphosa a lancé une réforme foncière qui prévoit de modifier la Constitution pour permettre des expropriations sans indemnisation. Cette initiative très controversée vise, selon lui, à réparer les "injustices" de l'apartheid. A ce jour, les trois-quarts des exploitations agricoles du pays sont encore détenues par des Blancs, qui ne représentent que 8% de sa population.

Dans son discours, Julius Malema s'est également engagé à créer des emplois et à mettre fin à la corruption.

L'ANC part largement favori pour le scrutin de mai. Selon les analystes, le parti fondé par Nelson Mandela devrait conserver sa majorité absolue au Parlement. Et ce malgré les mauvais résultats économiques du pays et les affaires de corruption qui l'éclaboussent. Franceinfo 5 février 2019

[Haut de page ↗](#)

Le 9 février 2019

CAUSERIE ET INFOS

J'allais oublier de vous dire que j'avais reçu un bref message de remerciement d'un membre de l'Assemblée de Commercy.

Le grand délire continue, je parle dans notre camp, c'est à désespérer !

En face, ils sont comme ils sont, point final, ils ne changeront jamais.

C'est fou le nombre de gens et de militants qui tiennent à ce que le capitalisme et ses institutions exaucent leurs vœux, satisfasse leurs besoins, réponde positivement à leurs aspirations, c'est qu'ils sont toujours aussi ignorants ou ils n'ont pas appris grand chose au cours de leur vie. C'est à croire que lui trouver des vertus les rassure, c'est dingue !

Ils sont évidemment très mal placés pour donner des leçons aux autres ou pour critiquer leurs attitudes ou leurs idées. D'ailleurs, quand on les observe, on remarque immédiatement qu'ils sont eux-mêmes bourrés de contradictions et qu'ils n'en ont pas davantage conscience, du coup ils ont tendance à se comporter en petits despotes, pas vraiment éclairés, mais plutôt bien sombres, arrogants ou au bord du désespoir.

Le plus remarquable, parce que cela saute aux yeux, on pourrait leur retourner tout ce qu'ils reprochent aux travailleurs ou aux autres militants, pour être incapables de sortir du cercle vicieux de l'immédiateté dans lequel ils se sont enfermés, et de réfléchir ne serait-ce que pour se projeter au-delà. Pas dans l'au-delà, au-delà du capitalisme, pas en en faisant abstraction, mais en mettant leur imagination au service de la réalité qui ne se réduit pas à l'immédiateté largement instrumentalisée ou bourrée d'illusions ou d'émotions incontrôlées ou également inconscientes, superficielle, ils y trouveraient les matériaux pour envisager de changer de société, car ils ne se trouvent nulle part ailleurs que dans la réalité, où s'expriment les rapports entre les classes, qui sont à la fois à l'origine de la situation et de la condition de chaque travailleur, ce qui permet de discerner dans quelle direction ils peuvent s'orienter dans le futur en fonction de l'influence qu'exerceront sur eux différents facteurs, dont leur engagement politique...

Il arrive dans la vie qu'on soit en proie à bien des problèmes qu'on ne parvient pas à résoudre, c'est généralement parce qu'on ne les prend pas par le bon bout ou on ne les pose pas correctement. Autrement dit, on voudrait agir sur la réalité, non pas telle qu'elle se présente, mais telle qu'on l'interprète, et cela ne fonctionne pas, évidemment !

Les travailleurs pensent ceci ou cela, se comporte comme ceci ou cela, nous dit-on. Et alors, on a envie de leur dire, qu'est-ce que cela peut vous foutre ? Est-ce que parce que vous faites ou vous pensez ceci ou cela j'exigerais de vous que vous changiez de comportement ou d'idées ? Pas du tout, cela ne me regarde pas, c'est uniquement votre affaire. En revanche, on peut chercher ensemble ou se demander pourquoi. Ce n'est pas interdit à ce que je sache, il faut cesser de culpabiliser, à la longue c'est devenu un réflexe ou un prétexte pour ne pas réfléchir par crainte de ce qu'on va découvrir, vous êtes malade ou quoi, non, ben alors ! Voyez, je suis le premier à me livrer librement à cet exercice dans mes causeries, et non seulement je n'en suis pas mort, je me porte mentalement à merveille, et ne dites pas que ce serait à cause de l'âge, je connais plein de vieux cons, aigris et réacs ! Je n'admettrais pas que quelqu'un exige que je change d'idées, par contre cela m'intéresse de savoir d'où elles viennent ou d'en comprendre mieux la signification, parfois je l'ignore totalement ou je ne m'en souviens plus, à moi et à moi seul ensuite de décider de les conserver, de les modifier ou de m'en séparer, au moins j'aurais appris quelque chose, j'aurais progressé.

N'est-ce pas cela l'essentiel pour réunir les conditions qui nous permettraient d'agir pour changer de société, ou tout du moins parvenir à réunir cette condition, qui lorsqu'elle fait défaut fait obstacle à tout changement de société ?

On pourrait continuer longtemps sur ce sujet.

Tenez, imaginez qu'un élève abandonne l'école en fin de 3e pour rentrer dans un lycée professionnel, son niveau d'étude le permet, il pourra suivre en principe. Maintenant imaginez que vous l'inscriviez à un cursus universitaire quelconque, il va décrocher immédiatement.

On pourrait aussi demander à un simple menuisier de réaliser un travail d'ébénisterie, il va le saloper. On pourrait demander à un médecin généraliste de réaliser une transplantation d'organe chez un patient, vous pourriez prendre rendez-vous avec la morgue !

Je vis avec une femme indienne illettrée de 48 ans, qui compte sur ses doigts, et dont le niveau de conscience dépasse à peine celui des aborigènes. Est-ce que vous croyez que je vais exiger d'elle quoi que ce soit ? Bien sûr que non, je ne suis pas un tyran, je la respecte, il faut arrêter de déconner à un moment donné. Dites-le à vos dirigeants ou à ceux qui attendent des miracles de la part des travailleurs, arrêtez les conneries s'il vous plaît, où ont-ils la tête ?

● Au format pdf (6 pages)

On retiendra.

1- "*Quand on a renoncé à s'opposer aux puissants, on devient solidaire de victimes. Quand on a renoncé à être révolutionnaire, on devient dénonciateur du capital...*" (Commentaire d'un internaute dans un blog)

LVOG - Bref, on s'en accommode et on collabore avec ses représentants. On devient un de ses agents inconsciemment au départ, puis, embourbé dans des contradictions intenable pour tenter de le justifier, on va sombrer petit à petite dans le déni en enchaînant mensonges et interprétations fallacieuses des faits. A l'étape suivante, il ne nous restera plus qu'à capituler totalement ou à se renier, on sera devenu un agent conscient de la réaction maniant à tour de bras la démagogie la plus éhontée et recourant à l'hypocrisie la plus vile, au double langage trompeur pour continuer de paraître ce qu'on n'est plus depuis longtemps ou sauver les apparences... C'est triste d'en arriver là, non ?

C'est la dialectique du naufrage annoncé, quand on refuse de rompre avec le capitalisme et ses institutions, quand on abandonne le socialisme.

2- Parole d'un de ces agents.

Entretien avec le secrétaire général de la CGT, Philippe Martinez.

Politis - Faut-il aller vers une grève générale ?

Martinez- Une grève générale, ça ne veut rien dire ! C'est un mythe. Même en 1968, il n'y a pas eu d'appel à la grève générale. Il s'agissait de grèves en cascade, qui ont fini par faire boule de neige. Il faut donc travailler à une généralisation des grèves dans toutes les entreprises. Cela suppose d'aller à la porte de chacune, de discuter, d'entendre les problèmes.

Nous avons donc lancé le « véritable débat national », avec des cahiers d'expression revendicative.

Martinez- Nous ne sommes pas débordés sur notre gauche. Politis 30 janvier 2019

LVOG - Vous avez du bol, on doit être une poignée en France à l'avoir remarqué, avec bien entendu les idéologues de la réaction qui eux savent pertinemment à quoi s'en tenir, ils savent qu'on ne fait pas une révolution avec le ventre plein et la tête ailleurs. Quant à nos dirigeants, posez-leur la question ? Attention tout de même à leur réaction, elle peut être imprévisible et violente !

[Il n'ont pas plus de sexe que de cerveau !](#)

- Suivez en direct la journée de débats «Le pouvoir a-t-il un sexe ?» - Liberation.fr 8 février 2019

Parité, plafond de verre, machisme ordinaire ou partage du temps de travail ? Toute la journée, ce vendredi 8 février, Libération organise une journée de... Liberation.fr 8 février 2019

LVOG - Au passage, les médias sont bien des rouages du régime...

[Acte XIII](#)

- A quoi va ressembler le treizième samedi de mobilisation des "gilets jaunes" ? - FranceInfo 08.02

Où se rassembleront les "gilets jaunes" à Paris ? La manifestation ne devrait pas être déclarée cette fois, affirme Le Journal du dimanche. Selon le JDD, Eric Drouet a annoncé cette décision sur Facebook, expliquant que "ceux qui déclarent en ont marre que les manifestations se finissent toujours de la même manière".

Sur les réseaux sociaux, plusieurs événements appellent toutefois les "gilets jaunes" à se retrouver sur les Champs-Élysées. Un premier donne rendez-vous sur l'avenue à partir de 7 heures et un deuxième, qui "intéresse" 13 000 personnes, à 9 heures. Celui-ci a été déclaré en préfecture. Une troisième page Facebook propose une manifestation à 10h30 au pied de l'Arc de triomphe, pour "destituer Macron et la Ve République". Quelque 1 800 personnes prévoient de s'y rendre et plus de 9 000 se disent intéressées.

Un autre cortège pourrait partir de la place de l'Etoile, entre 9 heures et 11 heures, pour "tenter un siège place Beauvau", selon la page "Acte XII - Destitution de Castaner". Un autre événement appelle au "blocage de l'Assemblée" nationale à partir de 8 heures. Plus de 2 200 personnes sont "intéressées". Les manifestants sont enfin invités à un "acte 3" de la "nuit jaune" à partir de 17 heures, place de la République.

Maxime Nicolle, alias "Fly Rider", est annoncé à Nice samedi 9 février. Les organisateurs de l'événement Facebook "Acte XIII - Pour notre liberté ! Frontière italienne" prévoient "une action à impact médiatique" en présence de cette figure du mouvement. Ils appellent "tous les GJ" de la région Paca à rejoindre cette manifestation, "en soutien à [leurs] blessés et aux familles de [leurs victimes]". Rendez-vous est donné au stade Allianz Riviera, à 11 heures. Quelque 1 700 personnes se disent intéressées par cet événement Facebook.

Plus de 2 400 personnes se disent intéressées par le "grand défilé" prévu par les "Gilets jaunes Rhône-Alpes" place Bellecour, à Lyon, à partir de 14 heures. Un autre événement Facebook prévoit "une opération escargot pour sillonner la périphérie lyonnaise", dimanche 10 février. Le trajet, déclaré en préfecture, prévoit un départ à 10h30 du Palais des sports de Lyon, puis un circuit passant notamment par le périphérique et plusieurs portions d'autoroute. Plus de 900 personnes se déclarent intéressées.

D'autres rassemblements sont prévus dans plusieurs villes de province. La page Facebook "Gilets Jaunes 67" annonce une assemblée générale à 10 heures, place de la République, à Strasbourg, suivie d'une manifestation et "d'actions" dans la ville. Les organisateurs prévoient également des covoiturages "pour se rendre à la manifestation régionale, qui part de la place de la réunion à Mulhouse à 13 heures". Plus de 300 personnes se disent intéressées par la mobilisation.

A Toulouse, la page "Révolution gilet jaune" appelle les manifestants à se rassembler au métro Jean-Jaurès à 14 heures. Quelque 2 700 personnes se disent intéressées par l'événement. Un autre événement, qui pourrait attirer 534 manifestants, propose un rassemblement au même endroit mais à 13 heures. Selon La Dépêche, des militants appellent également à des rassemblements à 11 heures sur des ronds-points en périphérie de Toulouse, en vue de bloquer des centres commerciaux.

A Bordeaux, le rendez-vous est donné à 13 heures place de la Bourse, indique LCI. Les "gilets jaunes" prévoient "une manifestation pacifiste" de "Gaulois réfractaires". A Rennes, les militants sont appelés à se réunir à 14 heures place de la République. FranceInfo 08.02

[Le "Grand débat" : Un exercice pour plébisciter le programme ultra réactionnaire de Macron.](#)

- Grand débat national : ce que disent les premières réponses des Français Le Parisien 07 février 2019

La fiscalité représente la thématique la plus visitée jusqu'à présent : ce jeudi près de 65 000 internautes avaient répondu à ses différentes questions. Et à les croire, plus de 6 Français sur 10 (62 %) pensent qu'il faudrait « revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales ». (Le discours de Macron. - LVOG)

Les allocations sont ainsi la première variable d'ajustement citée par les sondés pour financer les dépenses sociales. Une large majorité pense d'ailleurs qu'il faudrait « instaurer des contreparties aux différentes allocations de solidarité ». (Visiblement, les personnes qui ont répondu à ce questionnaire très orientée sont sous l'influence de l'idéologie qu'incarne Macron : Fainéants de chômeurs, salauds de pauvres, des profiteurs, etc. - LVOG)

Suivent, très loin, l'augmentation du temps de travail (29,7 %) et le recul de l'âge de départ à la retraite (24,5 %). (N'en jetez plus, la poubelle de la réaction est pleine ! - LVOG) L'augmentation des impôts arrive en dernier, avec 5 % d'internautes prêts à mettre davantage à la poche. L'ISF, qui ne fait pas partie des réponses suggérées, est spontanément cité par 2 % des sondés seulement. (Et pour cause, toutes les mesures plébiscitées sont tournées contre les travailleurs et en faveur des plus riches. - LVOG)

Une écrasante majorité (93,7 %) est sûre de pouvoir faire quelque chose pour la planète. Deux tiers estiment que leur vie est « touchée par le changement climatique ». (Ce qui en fait des schizophrènes ! Comme quoi la propagande marche à fond. Dès lors tout s'explique, non ? - LVOG)

...le cas de la transformation des « assemblées » (Assemblée nationale et Sénat) : 87,2 % se prononcent pour ! Celles-ci ne sont pas les seules dans le collimateur des sondés : les trois quarts d'entre eux (73,5 %) pensent qu'il faudrait réduire le nombre

d'élus, hors députés et sénateurs. (Macron aussi, encore une coïncidence ! - LVOG)

Une certaine demande de démocratie participative est tangible. (Mais pas nettement exprimée, CQFD. - LVOG) Elle s'illustre notamment dans la popularité du référendum d'initiative partagée, le RIP, organisé à l'initiative de membres du Parlement et d'une partie du corps électoral : plus de la moitié (53,3 %) se prononce en sa faveur (20 % ne se prononcent pas). (Je croyais que RIP voulait dire référendum d'initiative populaire ? L'ont-ils détourné ou c'est moi qui me suis trompé de lecture ? Bref, un référendum sur mesure pour légitimer la politique du locataire de l'Élysée. - LVOG)

Un tiers des sondés (32,2 %) estiment par ailleurs ne pas avoir accès aux services publics dont ils ont besoin. Il ne se dégage en revanche pas de consensus pour améliorer cet état de fait. (Et pour cause, Macron envisage plutôt de liquider ce qu'il en reste ! - LVOG) Le Parisien 07 février 2019

En prime, l'Etat policier a encore frappé.

- Manuel Bompard, n°2 de la liste France insoumise aux européennes, perquisitionné - Le HuffPost 8 février 2019

[Invités en famille à boire la ciguë de l'infâmie jusqu'à la lie.](#)

- Hamon propose une votation citoyenne pour unir la gauche - Reuters 8 février 2019

Le chef de file de Génération.s, Benoît Hamon, appelle vendredi la gauche, les écologistes et les mouvements citoyens à participer à une votation citoyenne pour construire une liste d'union aux élections européennes du 26 mai.

Il propose aux électeurs un vote préférentiel, par voie électronique mais aussi physiquement, par lequel trois listes seront choisies et ordonnées par ordre de préférence.

"Ce mode de scrutin permet de voter, donc de choisir, sans exclure, et correspond à l'état de la gauche aujourd'hui", explique-t-il dans un entretien au journal Le Monde. ("Choisir, sans exclure", bref, ni droite ni gauche ou et de droite et de gauche, excellent, normal, ils partagent la même idéologie... que Macron. - LVOG)

"Les électeurs ne sont plus 100% attachés à une étiquette de parti mais peuvent être à la fois écolos, sensibles à la question du travail et soucieux de garder une part de souveraineté", ajoute-t-il. (Ils ne sont plus "attachés" à rien du tout, il n'y a plus de limite à la démagogie, au populisme. - LVOG)

La France insoumise, le Parti socialiste, les Radicaux de gauche (PRG), Europe Ecologie-Les Verts (EELV), le Parti communiste (PCF), Nouvelle donne, ou encore le mouvement lancé par Raphaël Glucksmann, Place publique, font partie des formations visées par l'invitation de Benoît Hamon.

"Je souhaite que d'ici le 22 février, c'est-à-dire d'ici quinze jours, nous puissions avoir les réponses" des partis, a-t-il précisé sur RTL. (Il ne doute de rien ! - LVOG)

L'ancien candidat socialiste à l'élection présidentielle, qui espère des convergences, estime qu'il y aura des désaccords sur des "points de programme" mais juge que la question de la sortie des traités européens n'est plus aussi clivante. (Il sait qu'entre eux elle ne l'a jamais été. - LVOG)

"LFI semble avoir changé sur cette question. Il n'y a pas de mention du 'Plan B' dans leur document signé avec Podemos [Espagne] et le Bloco [Portugal]. Leur tête de liste, Manon Aubry, met beaucoup d'eau dans le vin de M. Mélenchon sur cette question et je m'en réjouis", dit-il. Reuters 8 février 2019 (Rien de telle qu'une Ongiste pour amorcer un virage encore plus à droite. Mais apparemment cela le sera pas pour cette fois-ci. - LVOG)

Et moi qui croyais qu'ils ne buvaient pas de picrate ces gens-là, comme quoi ils ne savent même pas vivre décidément, comme quoi on les surestime encore! Vous imaginez un Meursault, un Vosne-Romanée ou un Pétrus coupé avec de la flotte, ce serait un sacrilège ! J'évoque juste un souvenir, depuis 30 ans je suis abonné au château la pompe !

Le PS et le clone de BHL, Glucksmann, ont déjà répondu qu'ils étaient partants, normal, LFI, EELV et le PCF qu'ils n'en seront pas. Ils vont tous être laminés à ces élections...

Confirmation. Ils étaient compatibles ou la cloison qui existait entre eux était artificielle ou juste de circonstance.

- Espagne : Valls manifestera dimanche avec la droite et l'extrême droite - Le Parisien 8 février 2019

Heureusement que l'avortement est légal ! Tous les partis liés au régime sont traversés par des tensions insoutenables.

- Pinel retourne au PRG avec la "grande majorité des anciens radicaux de gauche" - AFP 8 février 2019

L'ancienne présidente du Parti radical de gauche (PRG) Sylvia Pinel a affirmé vendredi sur Facebook qu'elle retournait dans sa formation d'origine, avec selon elle la "grande majorité des anciens radicaux de gauche", après la tentative de fusion avortée du PRG et des radicaux valoisiers.

"Partageant le choix de la grande majorité des anciens radicaux de gauche, je rejoins donc le Parti radical de gauche, notre formation d'origine (...) à laquelle je veux, avec beaucoup d'autres, donner le nouvel élan qui lui permettra d'être au premier rang de la reconstruction, pour la République et pour la France", a-t-elle écrit sur le réseau social.

"La tentative de regroupement des radicaux de gauche et des radicaux valoisiers engagée avec la création du Mouvement radical/social-libéral, qui avait vocation à constituer une nouvelle formation politique pleinement indépendante, n'a pas abouti", a-t-elle constaté. (Trop tard, LREM avait déjà pris la place ! Ce sera peut-être pour une autre fois, qui sait, LREM n'est pas immortel ! - LVOG)

Interrogée par l'AFP, Mme Pinel a confirmé laisser son poste de présidente du PRG à Guillaume Lacroix, jusqu'alors secrétaire général du Mouvement radical, comme celui-ci l'avait lui-même indiqué mercredi.

Selon l'ancienne ministre, les anciens radicaux de gauche ne se reconnaissent pas dans la décision du MR de soutenir La République en marche pour les européennes.

"S'allier aux européennes alors que nous ne sommes pas d'accord sur la ligne nationale, c'était compliqué", a-t-elle souligné. (Compliqué à assumer seulement ! - LVOG)

Les radicaux valoisiers et de gauche s'étaient réunifiés le 9 décembre 2017, après 45 ans de schisme, laissant toutefois subsister pour une période transitoire leurs structures partisans. AFP 8 février 2019

Ils osent tout

Non, il est les deux à la fois, d'extrême centre.

- Juan Guaidó est-il de droite, voire d'extrême droite ? - Liberation.fr 08.02

Assassinats ordinaires... dans une démocratie !

- Deux adolescents palestiniens tués à la limite de la bande de Gaza - Reuters 08.02

Non, sans blague, vivrions-nous dans un monde dirigé par des sourds dingues ?

- Ile-de-France : le bruit nuit gravement à la santé des habitants, selon une étude - Franceinfo 08.02

A ne pas confondre avec sourdingue, sourd tout court. On peut oeuvrer à l'éducation des masses et parfaire leur maîtrise de la langue française. Franceinfo 08.02

[Haut de page ↗](#)

Le 13 février 2019

CAUSERIE ET INFOS

Je fatigue à la longue, on vieillit !

Tous les jours sur les coups de 19 heures ou même parfois avant, j'ai un sérieux coup de barre, je ne tiens plus le coup.

Pour continuer à actualiser le portail mon mode de vie est complètement dérégulé, car en plus quand je vais me coucher, je ne peux pas dormir parce que j'ai trop fumé, des clopes uniquement je précise depuis 3 mois, ou je me lève à 4 heures, cette nuit à 2h30 ! Je ne dors plus qu'une nuit sur deux en moyenne, et la journée je n'arrête pas un instant, je ne peux pas rester à rien foutre, et puis j'ai trop de trucs à faire, en plus je dois toujours être derrière ma compagne, je dois m'occuper de tout, quant à la sieste, c'est formidable en 20 minutes on a l'impression d'avoir fait une nuit, mais ce n'est pas dans mes habitudes, c'est stupide j'en conviens, on a tous des petits défauts.

Si rien de spécial ne se passe dans les semaines à venir, on va lever sérieusement le pied, j'ai besoin de repos pour réfléchir plus en profondeur. Si j'avais été un intellectuel j'aurais abandonné les causeries depuis longtemps pour me consacrer à l'étude de certaines questions. J'ignore si j'en suis capable, et puis je ne me vois pas me détourner de l'actualité sociale et politique. D'un autre côté, c'est vrai qu'on peut trouver des articles qui la résument assez bien, donc on n'est pas obligé de suivre l'actualité au jour le jour, c'est un truc de fou en réalité. A un moment donné il faut en sortir sous peine d'y laisser sa santé, c'est une réflexion que je me suis faite à plusieurs reprises sans en tenir compte. Et puis vu le nombre restreint de visiteurs et la situation inextricable dans laquelle nous sommes, je me demande si cela vaut la peine que je continue à ce rythme.

● Au format pdf (22 pages)

[Contribution adressée à l'Assemblée des Assemblées populaires.](#)

Le mouvement populaire du 17 novembre ne peut plus reculer.

Après la féroce et sanglante répression dont il a fait l'objet par Macron et l'appareil répressif de l'Etat, il doit exiger l'annulation de toutes les condamnations prononcées à l'encontre de manifestants ainsi que la libération de ceux qui sont actuellement emprisonnés, et poser clairement la question de réunir les conditions politiques pour y parvenir : chasser Macron du pouvoir et convoquer des élections à une Assemblée constituante souveraine qui adoptera une nouvelle Constitution.

Bien que minoritaire, parce qu'il exprime leurs intérêts, il bénéficie du soutien ou de la neutralité bienveillante de l'immense majorité des travailleurs manuels et intellectuels des villes et des campagnes des secteurs privé et public, ainsi que des militants du mouvement ouvrier engagés dans le combat contre Macron et sa politique ultra réactionnaire.

Bruno Lemaire vient de confirmer que Macron ne changera pas de cap, qu'il était décidé à aller au bout des contre-réformes qui figuraient dans son programme électoral, dont la liquidation du régime de retraite par répartition au profit d'un régime de retraite individualisé encore plus inégalitaire et injuste destiné à paupériser les futurs retraités, ce qui concerne l'ensemble de la jeunesse et des travailleurs occupant actuellement un emploi ou au chômage, signifiant qu'il ne reculera pas. Par conséquent, il faut appeler l'ensemble des travailleurs du pays à s'organiser pour préparer le soulèvement qui leur permettra de s'emparer du pouvoir politique, parce que c'est le seul moyen qu'il leur reste pour pouvoir adopter une politique sociale conforme à leurs besoins et satisfaire leurs aspirations démocratiques et légitimes.

Il n'existe pas d'autres alternatives politiques. Toute autre voie conduirait infailliblement à une impasse et à une défaite accompagnée d'une répression encore plus inutile et sanglante.

Ce sont les Assemblées populaires qui ont commencé à se constituer dans tout le pays qui doivent prendre cette initiative, adopter cet appel. Seules ces Assemblées populaires sont légitimes pour lancer cet appel en direction des travailleurs, et non des dirigeants autoproclamés qui ne disposent d'aucun mandat, d'aucune légitimité pour s'exprimer au nom des travailleurs, et qui plus est se sont comportés comme de dangereux aventuriers.

[Quelques réflexions politiques et autres.](#)

Matérialiste et dialectique.

- Méthodique, ordonné et logique, et je ne tourne pas les faits pour les faire coller à ma théorie. (Le personnage d'Hercule Poirot dans 1,2,3 d'Agatha Christie)

Néolibéralisme, nihilisme, "**société ouverte**", extrême-centre, totalitarisme.

- A l'extrême-centrisme, il faut ajouter la notion de "*société ouverte*" de Henri Bergson que les idéologues néoconservateurs ont théorisé sur le plan politique et qui trouve son application pratique dans la stratégie du chaos développée notamment par Soros et Attali. J'ai découvert cela dans des articles passionnants qui comportent par ailleurs des appréciations que je ne partage pas, peu importe en ce qui me concerne puisque je suis blindé ou incorruptible.

Ce qui m'étonne, c'est la lucidité dont font preuve un certain nombre d'intellectuels dans leurs analyses dont certains depuis

les années 60-70, et que nous avons passé notre temps à ignorer ou dénigrer par pur sectarisme, parce qu'ils ne partageaient pas nos analyses politiques, notamment sur le parti bolchevik ou le léninisme, tandis que ce sont de fervents admirateurs apparemment sincères de Marx. On aurait voulu les jeter dans les bras des ennemis du socialisme qu'on ne s'y serait pas pris autrement. A suivre.

La prostitution ordinaire. Si c'était entre la gauche et la droite, il était inutile de vous donner cette peine!

- Saint Valentin 2019: Ce que mon expérience échangiste m'a appris sur ma sexualité - Le HuffPost 11.02

Que reste-t-il de la partie du cerveau réservée à la réflexion ? Elle a été asphyxiée par la propagande.

Nos dirigeants n'ont pas vu venir les Gilets Jaunes, comme ils sont passés à coté des profondes transformations de la société, des classes et évidemment des multiples et puissants moyens dont disposaient dorénavant la classe dominante pour manipuler les consciences. Il ne leur est pas venu un seul instant à l'esprit, que dans les rapports qui composent la situation, le facteur subjectif allait devenir prépondérant au fur et à mesure que le facteur objectif passait au second plan, une fois que les conditions d'existence des masses furent amplement améliorées par rapport à ce qu'elles étaient au début ou pendant la première moitié du XXe siècle, ce qui allait avoir forcément des répercussions sur la manière dont elles percevaient leur condition et interprétaient la société, aidées en cela par la propagande officielle, mais pas seulement. Combinés au contrôle du mouvement ouvrier par les stalinien et les social-démocrates auquel participent aussi les trotskystes, les maoïstes, les anarchistes, qui évidemment relaient cette propagande idéologique, cela allait conduire la majorité des masses à s'accommoder du sort que le capitalisme leur a réservé ou à abandonner leurs aspirations légitimes à vivre dans une société meilleure ou plus juste. C'est selon moi ce qui explique pourquoi les masses n'ont pas répondu à l'appel des Gilets Jaunes.

La manière dont est abordée la question de l'environnement l'illustre parfaitement, jusqu'à la caricature. Cette propagande a tellement bien fonctionné que dans la plate-forme des Gilets Jaunes mise en ligne, plus de 9 personnes sur 10 se disent prêtes à faire quelque chose pour changer leurs habitudes pour sauver la planète du réchauffement climatique.

Quand un trotskyste m'expliqua qu'il était inutile de mener le combat contre la guerre idéologique que mène la classe dominante contre les masses, j'en étais arrivé à la conclusion que la situation telle qu'elle était devait lui convenir, ou que son militantisme devenu aussi routier que sa vie en général, l'avait conduit à se complaire dans une paresse intellectuelle suicidaire qu'il était évidemment incapable d'assumer, ce qui expliquait son harcèlement, parce qu'il ne supportait pas toutes les questions que je posais, par crainte des réponses que la vie ou la réalité allait se charger d'y apporter, et qui dans la plupart des cas confirmeraient celles que j'avais formulées.

On ne fait pas la révolution le ventre plein avec la tête farcie à la propagande officielle. Ceux qui se soulèvent aujourd'hui n'ont plus le ventre plein, et ils ne sont pas encore parvenus à extraire de leurs têtes la vermine qui s'y était profondément incrustée et qui leur a pourri l'existence.

Par des internautes, dont un mathématicien.

1- Allez, je pose les questions de l'idiot-bête que je suis concernant le CO2: ça mange quoi, les végétaux? Et s'il y a plus de CO2, ça fait plus de miam pour les végétaux, non ? Donc ce phénomène doit à terme favoriser la croissance végétale, donc la diminution du CO2, non? Et le «poumon» de la terre, c'est pas plutôt les mers et océans, avec les algues et surtout le phytoplancton? Peut-être parce que les océans découvrent la planète sur 80% de sa surface?

Bref, j'ai l'impression que l'équilibre fragile de la mère Terre, n'est, heureusement pour nous, pas si fragile que ça.

2- Ne vous inquiétez pas du CO2 en progression constante du fait de nos choix économiques et technologiques et d'une démographie exponentielle. C'est une narrative pour créer de nouveaux marchés et continuer de nous essorer. L'humanité mourra de faim et d'empoisonnements chimiques dans ses propres ordures. Tel que l'avait décrit Sitting Bull dans sa lettre au président américain en 1886, 4 ans avant son assassinat.

3- On sait l'importance que la communauté internationale attache aux émissions dites « anthropiques » de dioxyde de carbone ou CO2. Ces émissions, réputées néfastes, donnent lieu à d'innombrables publications, rapports, engagements internationaux, pronostics et mises en garde. Il est permis de mettre en doute le bien-fondé des théories actuellement en vigueur.

<https://mythesmanciesetmathematiques.wordpress.com/2019/02/07/emissions-et-concentrations-de-co2-dans-latmosphere-pour-servir-a-la-prospective/>

[Même pas peur !](#)

Un internaute - "La peur étant la source de la haine notre nouveau monde prend forme."

Pourquoi haïssent-ils tant le peuple opprimé ? Parce qu'ils en ont peur. Pourquoi en ont-ils peur ? On pense immédiatement à juste titre à des raisons économiques. Mais cette explication est insuffisante quand on veut saisir leur stratégie.

Quand on ne peut pas imaginer de quoi ils sont capables, on risque fort d'interpréter de travers les intentions que recouvrent telle ou telle déclaration ou mesure ou on ne sera pas en mesure de découvrir leur réel objectif. Non seulement on produira une analyse erronée, en plus on sera incapable de concevoir une stratégie pour les combattre efficacement ou d'avancer vers notre propre objectif.

On ne doit prêter à nos ennemis aucune qualité morale ou humaniste car ils en sont dénués, et ceux qui leur en attribuent commettent une gravissime erreur qui les amène à se placer à leur côté ou à partager leurs positions. Ces gens-là n'ont absolument rien d'humain à part eux-mêmes, le reste du monde n'existe pas et ils sont prêts à le sacrifier si nécessaire pour continuer à exister.

C'est tellement monstrueux comme conception de l'existence, qu'on a du mal à concevoir que cela existe vraiment, et pourtant il faut se rendre à l'évidence, ils l'illustrent quotidiennement.

Il faut avoir à l'esprit, que de nos jours on pourrait produire et satisfaire les besoins de l'humanité sans pour autant que les oligarques ou les capitalistes vivent plus mal. Tout au plus seraient-ils obligés d'avoir un niveau de vie plus modeste une fois débarrassé du superflu dont ils se sont entourés, et comme tout un chacun ils devraient participer à l'administration des choses et contribuer à l'organisation de la société à égalité de droit avec tous ses membres, ce qui leur permettrait de jouir du bien-être et de s'épanouir individuellement comme n'importe quel membre de la collectivité, la richesse et le pouvoir n'étant plus des attributs réservés à une classe, mais partagés et exercés par l'ensemble des membres de la société de telle sorte qu'aucun d'entre eux ne se sente frustré. Le bien commun ayant remplacé le profit et la concurrence à laquelle se livraient les hommes entre eux et les dressaient les uns contre les autres, serait une source de richesse et de pouvoir supérieure et infinie, d'épanouissement, de sérénité, d'harmonie, de paix et de liberté.

Ceux qui s'opposent au communisme en affirmant qu'il serait la négation des libertés individuelles, ignorent ou n'ont pas conscience que sans liberté collective, donc débarrassée de tout le fatras réactionnaire du capitalisme qui y fait obstacle, la liberté individuelle demeure un leurre, une illusion. La liberté individuelle ne peut s'épanouir quand elle n'est pas partagée, tant que tous les membres de la société n'en bénéficient pas.

La conception de la liberté individuelle, qui consiste à empiéter sur celle d'autrui ou à recourir à la violence ou à des méthodes coercitives pour l'exercer, témoigne qu'elle est viciée ou que son champ d'action s'en trouve fortement réduit ou limité, car dès lors qu'elle ne peut s'exercer qu'en recourant au despotisme ou à la tyrannie, c'est toute notion de liberté qui disparaît.

Que ce soit cette conception de la liberté individuelle qui prévale de nos jours et qu'on oppose à celle du communisme, témoigne que ceux qui s'en réclament sont sous l'influence de l'idéologie capitaliste. On ne peut pas penser librement, quand on demeure soumis à ce carcan qui emprisonne la liberté de penser, on ne peut que reproduire le mode de penser de la classe dominante.

De la même manière, on ne peut pas définir une conception de la lutte de classe et une stratégie politique pour lutter contre nos ennemis afin de le vaincre, quand on leur emprunte leur interprétation de l'histoire présente et passée, puisqu'elle a été uniquement conçue pour justifier leur domination de classe ou l'existence du capitalisme.

La plupart du temps, on lutte contre le capitalisme pour satisfaire des besoins immédiats, pour résister à la remise en cause de nos droits, cela ne signifie pas pour autant qu'on aurait acquis une conscience de classe ou qu'on serait sur le point de rompre avec le capitalisme, loin s'en faut. Pour rompre avec le capitalisme, il faut non seulement le combattre quotidiennement, il faut rompre avec son idéologie, avec son mode de penser, avec sa conception de l'existence, de la société.

La pire des confusions consiste à lutter contre les rapports sociaux qui sont présents à tous les stades de la société, sans combattre pour l'éradication de ceux dont ils découlent, les rapports d'exploitation établis entre les classes, du coup ils ne cessent pas pour autant d'exister. C'est ainsi que 50 ans ou un siècle plus tard, on s'épuise à livrer les mêmes combats qui produiront les mêmes effets ou résultats, autrement dit, rien fondamentalement n'aura changé, pire encore, si on en juge par la situation actuelle.

La question qui est posée, est de savoir si on est prêt ou non à en tirer des enseignements, jusqu'à présent la réponse a plutôt été négative, ceci explique cela où ou nous en sommes rendus.

La lutte, le rapport de forces, l'unité, tous les refrains qu'on entend depuis des décennies et des décennies répétés des milliers et des milliers de fois n'ont servi strictement à rien, simple constat. Vous ne croyez pas que cela vaudrait le coup d'y réfléchir tranquillement ?

« Dans la production, les hommes nouent des rapports déterminés, nécessaires, indépendants de leur volonté, ces rapports de production correspondent à un degré de développement de leurs forces productives matérielles. L'ensemble de ces rapports forme la structure économique de la société, la fondation réelle sur laquelle s'élève l'édifice juridique et politique, et à quoi répondent des formes de déterminisme de la conscience sociale. » (Karl Marx, Critique de l'économie politique)

Ce sont eux qui détiennent le pouvoir oui ou non !

- Un internaute - "Seuls les membres de l'élite (journalistes, politiciens, éditocrates etc) ont le droit de voir "des agents de l'ombre" des conspirations" quand ça les arrange."

Le "marxisme culturel" est la négation du socialisme scientifique.

Discussion entre internautes.

1- Fractionner les gens, c'est le principe du "marxisme culturel".

On divise toutes les populations en dominants/dominés, et en découpant en populations de plus en plus petites on arrive à opposer tout le monde avec tout le monde et puis à récupérer électoralement toutes ces franges de population en leur promettant à chacune un truc qui leur fait plaisir.

Diviser pour mieux régner, c'est un grand principe depuis des milliers d'années.

2- La seule dialectique que reconnaît le marxisme est celle des producteurs et des propriétaires, point barre. Le libéralisme libertaire conduit à la guerre de tous contre tous, alors que le marxisme conduit logiquement à la dictature du prolétariat. Retoquer le libéralisme libertaire en marxisme culturel relève de l'inversion communément opérée par les libertariens précisément.

3- "marxisme culturel" par analogie avec le concept de "lutte des classes" on redéfinit de nouvelles classes que l'on oppose. Question : s'agit-il d'une manoeuvre délibérée du pouvoir (complotisme ?) ou se contente-t-il de profiter d'une situation créée par des associations en général très subventionnées par le même pouvoir (simple opportunisme). Le marxisme culturel avait été étudié par William Lind qui avait travaillé pour le Pentagone sur les guerres de 4ème génération et qui avait même esquissé le concept de "Guerre de 5ème Génération" définissant la guerre des gouvernements contre les peuples.

4- Le paradigme "marxisme culturel" constitue un code par lequel on reconnaît à coup sûr le libertarien qui l'emploie. Il s'agit de l'amalgame d'une idéologie d'extrême-gauche fantasmée autour de la révolution culturelle maoïste et de l'internationalisme trotskyste, avec le néolibéralisme globaliste dénoncé comme une perversion du capitalisme libéral pur. Ce paradigme codé opère la disqualification du marxisme et du néolibéralisme confondus dans un paradoxe logique recouvert par le déni.

5- La "question" LGBTQ ou celle du racisme, est souvent opposée aux mouvements sociaux, pour les discréditer ou tenter de les fractionner.

Pas plus tard que l'autre jour je regardais un débat du Média avec des gilets jaunes et un politologue (assez mauvais d'ailleurs), qui leur a reproché de ne pas revendiquer contre le racisme... C'est bien une tentative de fragmentation couramment appliquée, selon Michea il s'agit de "libéralisme culturel", qui vise bien à évacuer la question sociale et revendicative, qui est quand même la question numéro 1, celle qui conditionne toutes les autres. Ce libéralisme culturel permet d'opposer une multitude d'intérêts particuliers et de particularismes entre eux : les blancs, les noirs, les jaunes, les homos, les bisexuels, les zoophiles, les mangeurs de pancakes VS les mangeurs de crêpes, etc. Etc. Ainsi, on évacue le problème, la question centrale qui conditionne toutes les autres : la domination du capital sur le travail, disons le très clairement. La "gauche" aurait dû voir venir le piège... Les gilets jaunes l'ont bien vu, eux, et on ne peut que s'en féliciter !

LVOG - La "gauche" ne pouvait pas "voir venir le piège", pour la bonne raison qu'elle s'est identifiée avec lui, on peut même dire que sinon ce "piège" n'aurait pas pu exister ou se développer, prendre une telle ampleur. Vous avez encore des illusions dans cette gauche avec ou sans guillemets, rompez avec le capitalisme et vous n'en aurez plus ! La gauche n'a été qu'une pure mystification...

6- "La "gauche" aurait dû voir venir le piège..." Dans son bouquin "les mystères de la gauche" Michéa démontre que c'est la gauche qui a opéré cette substitution du sociétal au social en récupérant mai 68. C'est elle qui a construit le piège à con Mélenchon/ Le Pen. Avant Michéa, Michel Clouscard avait déjà tout dit dès 1972.

LVOG - Exact. Elle était déjà aussi pourrie qu'aujourd'hui, on ne cesse de le répéter, cela date de plus d'un siècle maintenant, elle est passée avec armes et bagages dans le camp de la réaction le 3 août 1914, mais hélas par la suite on a eu tendance à l'oublier...

7- La gauche n'étant plus suivie par le peuple qu'elle méprise (des beaufs , sans-dents, votant à droite ...) , elle a revu sa stratégie électorale (façon Terra Nova) pour récupérer toutes les minorités, même celles qui ne peuvent pas se supporter.

LVOG - Détrompez-vous, elle a pris le masque de Générations et LFI et bien d'autres encore moins visibles...

8- Non, ce n'est pas du "libéralisme culturel" mais du "marxisme culturel". Le principe de base étant de définir des associations "dominants/dominés " pour recréer une forme de lutte des classes, d'où l'analogie avec le marxisme alors que le libéralisme ne comporte aucune notion d'opposition entre populations puisque pour le libéralisme seuls existent des individus libres.

LVOG - Dans leur propagande uniquement...

9- ... ce qui démontre immédiatement et sans appel l'extrême indigence de ses présupposés anthropologiques.

10- La définition de classes et de population ne sont pas des présupposés anthropologiques mais sociologiques , donc sans aucune base scientifique.

En ce qui concerne le libéralisme, ce sont des préjugés philosophiques : les individus sont libres et responsables de leurs actes , la condition est de ne pas nuire à un autre individu.

LVOG - La définition de classes a une base économique, donc scientifique ne vous en déplaise.

11- Comme tous les préjugés donc, une idéologie sans rapport avec la réalité. Où avez-vous vu des individus libres et responsables? Qui décide de ce qui nuit ou non?

12- C'est quoi le "Marxisme culturel" ?

Marx n'a jamais prôné une culture.

Marx était un scientifique, un sociologue et est le seul à avoir, à ce jour, établi une théorie économique véritablement scientifique.

« Le marxisme est l'ensemble des contresens faits sur Marx » M. Henry in «Marx. Tome 1 : Une philosophie de la réalité. Tome 2 : Une philosophie de l'économie, Gallimard, 1976, réédition collection « Tel », 1991.

13- c'est juste une analogie ... établir une lutte des classes pour diviser les populations et les gouverner plus facilement.

LVOG - Il n'est pas nécessaire d'"établir une lutte des classes" puisqu'elle existe, vouloir l'établir, c'est déjà la nier !

14- Disons que "libéralisme culturel" ou "gauchisme culturel" seraient plus appropriés.

LVOG - Pas mal pour une idéologie de droite ou d'extrême droite centriste !

15- On utilise bien trop de mots fourre tout des pseudo-concepts sans définition ou encore du vocabulaire inapproprié.

Comment dans ces conditions pourrait-on penser et débattre ?

LVOG - En s'en tenant aux faits ou à la réalité au lieu de s'en remettre à des "préjugés philosophiques".

[Est-ce qu'on lui dit de la fermer, pâte molle ?](#)

- "Gilets jaunes" : "Je ne comprends pas cette obstination à continuer à être ferme alors que ça ne résout rien" tempête Alexis Corbière - Franceinfo 09.02

Ce philistin demande à Macron de prendre des mesures pour résoudre la crise sociale et politique afin que la vie continue comme avant, c'est bien cela, n'est-ce pas ? Est-ce possible, est-ce souhaitable ? C'est ce que suggère Corbière.

C'est marrant, nous nous pensions que l'issue viendrait uniquement des masses révolutionnaires mobilisées. Non mais attendez, vous ne vous situez pas sur le même terrain de classe. Ah ben ouais, que je suis con, pour un peu cela m'aurait échappé !

En complément. Ils osent tout.

- Allemagne : le SPD, à gauche toute ! - LePoint.fr 12.02

LVOG - Si c'est Le Point qui le dit...

Le régime craque de partout

Leur propagande hystérique, leur matraquage médiatique quotidien sont impuissants face à la vague révolutionnaire qui s'annonce et qui va submerger, abattre le régime en place.

Il y a des signes qui ne trompent pas, le diable est parfois dans le détail dit-on !

Patrick Sébastien revient sur la "révolte" des gilets jaunes (et quitte définitivement la télévision) - GQ 11 février 2019

Dans une interview accordée à "PureMédias", Patrick Sébastien s'est exprimé sur la crise des gilets jaunes et sur son avenir professionnel.

"Moi, ça fait dix ans que j'annonce ce qu'il se passe aujourd'hui. Quand j'ai fait le "D.A.R.D (mouvement politique lancé en 2010, ndlr), tout le monde m'est tombé sur la gueule. Toute cette caste de banquiers, de hauts-fonctionnaires, de mecs de médias, qui dirigent tout..."

Sébastien est revenu sur la crise des gilets jaunes : "Je savais que ça (la crise des Gilets jaunes, ndlr) allait se passer et ce n'est que le début. Ce que vivent les gens au quotidien, ce mépris, ce manque de considération... En bloquant les voitures à un rond-point, ils ont enfin un pouvoir alors qu'on leur disait depuis des années qu'ils n'existaient pas. On les a pris pour des merdes. A un moment, c'est la révolte."

L'animateur évincé de France 2, qui enregistrera la dernière des Années bonheur ce mardi 12 février, affirme "avoir parlé avec le président Macron pendant la crise des Gilets jaunes". Mais s'il est "vrai que les présidents ont tendance à faire appel à [lui] parce qu'ils savent qu'[il] est proche d'une certaine catégorie de gens", ce dernier "ne prétend pas influencer sur leurs décisions, attention". Quant à savoir s'il sera un jour le Beppe Grillon français (dirigeant de mouvement Cinq étoiles en Italie), c'est "non", car "trop dangereux" : "Moi, j'ai des enfants. Le D.A.R.D, j'ai arrêté parce que ça devenait dangereux pour les autres, pas pour moi. Tu as affaire à des fous. Tu as surtout affaire à des gens qui ont des privilèges et qui n'ont pas envie qu'on les leur enlève." GQ 11 février 2019

LVOG - D'où la nécessité de les réprimer, de les mater pour leur ôter leurs privilèges. Effectivement ce sont "des fous" prêts à tout pour les conserver, à nous d'être encore plus "fous" pour anéantir leur pouvoir de nuisance sur la société. C'est une lutte à mort, chacun doit en prendre conscience.

Bien que je n'ai jamais été fan du personnage, je n'ai jamais réussi à le trouver antipathique.

Jean-Marie Bigard, son gros coup de gueule en soutien aux gilets jaunes - Gala.fr 12 février 2019

Certains artistes ne cachent pas leur soutien envers les gilets jaunes. Depuis le début du mouvement, Jean-Marie Bigard fait partie de ceux qui se mobilisent à leur côté. Mais les manifestants ont, aussi, leurs détracteurs. C'est notamment le cas de François Berléand, qui a pris la parole sur RTL ce week-end pour affirmer : "Moi, depuis le début, ils me font chier les "gilets jaunes" (...). Comment vingt personnes peuvent emmerder autant de monde ? Ce n'est pas possible !"

Des propos qui n'ont pas plu du tout à Jean-Marie Bigard. Invité sur le plateau de Touche pas à mon poste, l'humoriste a poussé un coup de gueule, avec sa virulence habituelle. "Moi je suis choqué par ce qu'il dit, parce qu'il commence sa phrase en disant : "Ils ne se rendent pas compte qu'il y a des gens qui travaillent." Eh, les gilets jaunes, ils travaillent ! C'est pas des clochards, c'est pas des demandeurs d'emploi, c'est pas des mecs qui veulent du fric. C'est des mecs qui bossent, putain, toute leur vie, et puis le 20 du mois, ils n'y arrivent plus !"

Il affirme comprendre la colère éprouvée par les manifestants, et a même de grandes ambitions pour eux : "Moi je souhaite que les gilets jaunes deviennent une révolution mondiale. On est les champions du monde de la révolution. Et je souhaite qu'on aille à la chasse aux gros, pas la chasse aux petits." Le tout avant de conclure : "Devenons les vrais révolutionnaires de toute la planète !" Une sacrée ambition. Gala.fr 12 février 2019

LVOG - Vive la révolution socialiste mondiale qui éradiquera le capitalisme de la surface de la terre !

Je ferai la même remarque qu'à propos de monsieur Patrick Sébastien, même si je n'ai jamais été porté à la vulgarité, mes parents avaient été très stricts sur ce sujet, un con ou un merde et je prenais une grande baffe par mon père qui avait les mains d'un ouvrier du bâtiment.

Ils respirent la sympathie, on sent qu'ils aiment les gens et qu'ils sont sincères, à l'inverse des psychopathes qui nous gouvernent et qui transpirent tellement la haine qu'ils ne peuvent pas le camoufler. Certes, ils ont servi le régime, mais l'essentiel c'est qu'ils aient le bon réflexe au bon moment, on ne peut pas exiger davantage d'eux.

Acte XIII

Des dizaines de milliers de gilets jaunes pour l'Acte 13 - tendanceclaire.org 09.02

Selon un décompte du ministère de l'intérieur en fin de journée, 51 400 personnes ont manifesté dans toute la France, dont 4 000 à Paris, contre respectivement 58 600 et 10 500 la semaine dernière.

Bizarrement, quand Occurrence ne compte pas, le ministère de l'intérieur fait plonger ses chiffres.

Il y avait globalement autant de monde que samedi dernier.

La détermination reste intacte malgré la violence de la répression.

Il y avait énormément de monde à Bordeaux, plus que la semaine dernière, au moins 5.000 gilets jaunes :

La mobilisation des gilets jaunes bordelais ne faiblit pas et grimpe même légèrement.

Une participation en légère hausse par rapport à la semaine précédente (ils étaient environ 4 000). À noter que la Préfecture ne communique plus de chiffres sur la manifestation. Le cortège s'est élancé en début d'après-midi de la place de la Bourse devenu point de ralliement. Une voiture de gendarmerie qui passait par les quais a été coincée par les manifestants une bonne dizaine de minutes. Les fonctionnaires ont pu reprendre leur route après avoir été chahutés. Le cortège a transité par le centre-ville.

En fin d'après-midi après un passage par la place de la Victoire une partie des manifestants a rejoint le place Pey-Berland. Des individus encagoulés se sont mis aux premières loges. Aux jets de projectiles ont succédé les lances à eau des forces de l'ordre et les gaz lacrymogènes. Vers 17h45, la place Pey-Berland a été évacuée. Deux véhicules ont été incendiés dans une rue adjacente. À 19 heures une centaine de personnes étaient encore place de la Victoire, sous le regard des forces de l'ordre.

<https://www.sudouest.fr/2019/02/09/gilets-jaunes-a-bordeaux-5000-manifestants-et-incidents-en-fin-de-cortege-5807802-2780.php>

Egalement à Toulouse, où il y avait 6.000 manifestants selon la police

<https://www.ladepeche.fr/2019/02/09/les-gilets-jaunes-retrouvent-la-rue-ce-samedi-pour-lacte-xiii,8005132.php>

Toulouse (La Dépêche)

Et des défilés conséquents dans beaucoup d'autres villes.

Mulhouse: 800 gilets jaunes

<https://www.lalsace.fr/actualite/2019/02/09/gilets-jaunes-une-manifestation-prevue-samedi-a-mulhouse>

A la Roche-sur-Yon, plus d'un millier de personnes se sont réunies. Des incidents ont eu lieu. L'entrée d'une banque a notamment été forcée. Selon la préfecture, entre 150 et 200 manifestants violents étaient dans le cortège.

Ils ont causé des dégâts, feux de poubelles, de mobilier urbain, et dégradation de deux banques. L'hôtel du département a été vandalisée, des vitres et des fenêtres ont été brisées. Des affrontements avec les forces de l'ordre ont également eu lieu à partir de 16 heures. Avant cela, la manifestation s'est passée dans le calme.

<https://www.francebleu.fr/infos/faits-divers-justice/forte-mobilisation-des-gilets-jaunes-ce-samedi-a-la-roche-sur-yon-1549716993>

tendanceclaire.org 09.02

A Lorient est le 5e rassemblement régional, entre 3 000 et 3 500 personnes.

En Dordogne, 260 personnes ont défilé dans le centre-ville de Bergerac ce samedi.

Dans le Béarn, une manifestation matinale s'est déroulée dans le centre-ville de Pau avec environ 170 manifestants.

Mais la manifestation la plus conséquente était attendue à Tarbes, dans les Hautes-Pyrénées. Les gilets jaunes bigourdans invitaient en effet les gilets jaunes béarnais à les rejoindre dès 9h30 sur la place de Verdun, avec la participation de motards du 64 et du 65. Au total, plus d'un millier de manifestants étaient présents.

En Charente, le rendez-vous était fixé à Angoulême. Un rassemblement (200 gilets jaunes) était organisé depuis 9 heures depuis la gare.

En Charente-Maritime, À La Rochelle, 400 à 500 personnes se sont réunies en tout début d'après-midi sur la place de Verdun, comme chaque samedi depuis de longues semaines. Mouvement des Gilets jaunes : un millier de personnes à La Rochelle (<https://france3-regions.francetvinfo.fr>)

À Saintes, plus de 200 manifestants – gilets jaunes, syndicalistes CGT et FO, militants du PCF – se sont progressivement rassemblés devant le palais de justice.

Dans les Landes : A Mont-de-Marsan, ils étaient une cinquantaine de personnes au rendez-vous de 15 heures devant les arènes du Plumaçon.

Dans le Pays basque, à Hendaye, renforcés par leurs homologues du département et du sud Landes, les gilets jaunes ont une nouvelle fois défilé, ce samedi après-midi. Une première action avant la manifestation nocturne organisée en soirée à Biarritz et qui a rassemblé entre 250 et 300 personnes.

À Marseille, comme chaque samedi, le rendez-vous est fixé en début d'après-midi sur le Vieux-Port. Ils étaient 1 500 selon la police au plus fort de la manifestation, dans une ambiance festive avec beaucoup de musique et de déguisements.

Plusieurs actions sont prévues à Montpellier. Une "déambulation festive" est annoncée dès ce vendredi soir "pour arpenter les rues de Montpellier dans la joie et la bonne humeur". À Montpellier, environ 1 500 manifestants sont partis de la Place de la Comédie vers 14h30, sous des banderoles : "Macron, rends l'ISF", "tous unis pour la démocratie et la solidarité".

Quelques incidents ont émaillé samedi la fin de manifestation des "gilets jaunes" à Rouen où "un noyau dur" continuait "à tourner en centre-ville" vers 18h30, a indiqué la préfecture de Seine-Maritime dans un point-presse par téléphone. La préfecture s'est refusée à donner le nombre de manifestants, se contentant de déclarer qu'il représentait ce samedi "40%" de la fréquentation du samedi précédent à Rouen et "55%" au Havre.

<https://www.sudouest.fr/2019/02/08/gilets-jaunes-a-quoi-s-attendre-samedi-pour-l-acte-xiii-5804709-10530.php>

Gilets jaunes: Affrontement entre groupes d'extrême droite et d'extrême gauche à Lyon - Le HuffPost 10 février 2019

Ambiance règlement de comptes dans les rues de Lyon samedi 9 février en marge de l'acte XIII des gilets jaunes. La manifestation lyonnaise a en effet été marquée par des affrontements entre groupuscules d'extrême gauche et d'extrême droite, rapporte l'antenne locale France 3.

La préfecture de la région Auvergne Rhône-Alpes, citée cette fois par Le Parisien, a précisé que cette rixe a impliqué environ 80 militants d'extrême droite, contre 100 membres de groupes antifascistes. Les faits, qui se sont produits au niveau du cours Lafayette dans le 3e arrondissement, sont particulièrement violents, comme le montrent les images de cette bataille rangée publiées sur les réseaux sociaux Le HuffPost 10 février 2019

- Attaque fasciste à Toulouse : l'extrême-droite n'a rien à voir avec le mouvement des Gilets Jaunes !
- Communiqué du NPA 31 - 11 février 2019

Extrait. Ce samedi 9 février, environ 10 000 personnes ont battu le pavé des rues toulousaines pour l'Acte 13 des Gilets Jaunes, faisant de la ville rose une place forte de la mobilisation contre Macron. Plus que jamais, les revendications sociales et démocratiques sont mises en avant par les manifestantEs. La convergence entre Gilets Jaunes et organisations du

mouvement ouvrier progresse comme l'a montré la journée de grève du 5 février.

C'est dans ce contexte qu'une trentaine de fascistes, proches des milieux identitaires et hooligans, ont attaqué un pôle de la manifestation progressiste et anticapitaliste, dont le NPA faisait parti. Pour la plupart masqués, ils ont voulu en découdre avec notre cortège mais ont été repoussés par les militantEs présentEs. Ils ont rapidement quitté la manifestation face à la solidarité exprimée par de nombreuses et nombreux manifestantEs et organisations envers le cortège attaqué. Communiqué du NPA 31 - 11 février 2019

Quand la jaunisse tourne au parti de l'union nationale.

- Le Gilet jaune Hayk Shahinyan, ancien soutien d'Ingrid Levavasseur, lance son parti - Le Parisien 10 février 2019

Ce dimanche, Hayk Shahinyan a annoncé qu'il allait fonder le Mouvement alternatif citoyen (MAC). Son ambition est de « rassembler la société française le plus largement possible, sans être dans Gilets jaunes ou pas Gilets jaunes », indique-t-il dans une vidéo tournée à Lyon et diffusée sur le site putsch. media.

« Nous allons construire ce mouvement citoyen, faire un tour de France » et « on aura beaucoup d'adhérents, entre 10 et 15 000 d'ici fin mars », assure Hayk Shahinyan, 30 ans. « Courant mars, on va organiser un débat interne et les adhérents vont voter » pour décider de la présentation ou non d'une liste aux européennes du 26 mai, précise-t-il. Le cas échéant, ce seront « les adhérents qui constitueront la liste ».

« L'objectif de ce mouvement, c'est d'arriver au pouvoir » et « dans les années à venir d'avoir des élus dans les mairies, au Parlement européen », poursuit Hayk Shahinyan, qui se met « au service » du projet. Il entend « créer un parti sans faire les erreurs des autres partis », en portant « un projet collectif et qui vient du terrain ».

Et de lancer : « Nous irons convaincre non seulement tous les abstentionnistes » mais aussi « les électeurs du Rassemblement national, des électeurs du Parti socialiste qui retrouveront des valeurs de la gauche portées par des citoyens lambda » et encore « ceux qui ont voté Emmanuel Macron, avant de comprendre qu'il a été enfanté par les élites financières et politiques ». Le Parisien 10 février 2019

On peut choper la jaunisse même "sans être trop gourmand".

- "Gilets jaunes" : "Le référendum d'initiative citoyenne et un smic à 1 300 euros, et on éteint le mouvement" - franceinfo 10 février 2019

Benjamin Belaïdi, militant associatif et "gilet jaune", assure dimanche 10 février sur franceinfo qu'il y a "une telle gronde sociale que ce n'est pas près de s'éteindre". Il déplore que "la réponse soit autre que policière et répressive" alors que le mouvement a connu son treizième samedi de mobilisation. était présent à la manifestation à Paris, samedi 9 février, pendant laquelle un manifestant a eu la main arrachée.

franceinfo : Le week-end prochain, la mobilisation aura trois mois. Est-elle toujours aussi forte selon vous ?

Benjamin Belaïdi : La mobilisation ne baisse pas. Si on parle de la mobilisation dans les grandes métropoles telles que Paris, il y a peut-être une petite diminution des personnes qui sont mobilisées sur le terrain, et il y en a aussi beaucoup qui ne restent pas jusqu'à la fin de la manifestation. Vers 17 heures ou 18 heures, on sait qu'il va y avoir des débordements, donc les gens préfèrent partir, et c'est ce qu'on les invite à faire. L'idée, ce n'est pas de rester sur place et de prendre un mauvais coup. Il y a des gens qui ont peur aujourd'hui de venir manifester, qui ont peur de prendre un mauvais coup. Aujourd'hui, quand on va manifester en France on ne sait pas si on va rentrer entier chez soi. Donc c'est normal qu'il y ait une baisse de la mobilisation sur le terrain, mais ce qui ne veut pas dire qu'il y ait une baisse du soutien de l'opinion publique. C'est toute cette nuance là qu'il faut prendre en considération.

Depuis le début du mouvement et avec la création du grand débat national, estimez-vous avoir été entendu ?

Entendu, non. Il faut essayer de lire un peu entre les lignes. On a des élections européennes qui arrivent, c'est une vaste opportunité pour le gouvernement et pour le président de la République de mettre en place un grand débat, mais on sait très bien, et il l'a dit, qu'il ne bougerait pas sa ligne politique, qu'il a été élu sur un programme et qu'il irait jusqu'au bout. Quand on n'est pas capable de faire la moindre concession et on tient ce discours dès le début, quel résultat et quelle légitimité on va donner à ce grand débat-là, si ce n'est un débat de l'entre-soi où on fait le tour de France avec des maires, avec des personnes qui sont triées sur le volet ? Moi, je suis désolé, je n'ai été invité à aucun grand débat.

Qu'est-ce qui vous ferait arrêter de vous mobiliser ?

La mise en place du référendum d'initiative populaire. Si Emmanuel Macron met ça en place, clairement, on éteint le mouvement. Ensuite, ce serait une hausse du smic, mais sans être trop gourmands. Les gens sont raisonnables. Quand on lit les revendications, les personnes demandent un smic à 1 300 euros par mois, ce n'est pas vrai qu'on demande un smic à 3 000 euros. S'ils arrivent à mettre ces deux dispositifs en place, ça va clairement mettre le mouvement en sommeil. Il y aura toujours des irréductibles, mais clairement s'il y a un pas, et c'est tout ce que demande les "gilets jaunes", c'est un pas. Pour que la réponse soit autre que policière et répressive. Aujourd'hui, on est dans un tel déni, dans un tel mépris que le mouvement continue de grossir. Même si sur le terrain vous ne le constatez par forcément, nous on constate qu'il y a un ras-le-bol. Il y a une telle gronde sociale que ce n'est pas près de s'éteindre et il y a aura un acte XIV, il y aura un acte XV, etc. franceinfo 10 février 2019

LVOG - Allez, va te coucher, tu as décidément "sommeil", la nuit porte conseil !

L'absence de conscience de classe conduit à toutes les dérives possibles.

- Européennes: Étienne Chouard "votera Asselineau" - L'Express.fr 9 février 2019

Étienne Chouard, enseignant antilibéral et promoteur controversé du référendum d'initiative citoyenne (RIC), a indiqué qu'il voterait aux élections européennes pour la liste de l'UPR (Union populaire républicaine) conduite par son président, le souverainiste François Asselineau.

"La dernière fois, j'ai voté Mélenchon. Ce coup-ci, je voterai Asselineau. Ce sont mes deux préférés", a déclaré cet enseignant en économie à Marseille, qui a fait polémique pour son intérêt pour l'essayiste d'extrême droite Alain Soral.

Défenseur, comme l'UPR, d'un référendum d'initiative citoyenne, et soutien des gilets jaunes, il a expliqué qu'il déplorait qu'à LFI, il ne soit "plus question de sortir de l'Union européenne", ce que prône l'UPR (le fameux "Frexit").

Le député LFI François Ruffin avait rendu en décembre hommage à Étienne Chouard, suscitant la controverse dans son camp. "Je ne pense pas qu'il faut s'abstenir", a ajouté Étienne Chouard, même si "on ne s'émancipera pas par l'élection", d'autant que selon lui, le Parlement européen est un "Parlement croupion, cornaqué par le Conseil" européen.

LVOG - C'est ce genre de mégalomanes aux relents proudhoniens mal digérés, qui sont les ferments sur lesquels vient germer la théorie rouge-brun ou de l'amalgame scélérat de l'extrême gauche avec l'extrême droite propagé par les idéologues des think tanks néoconservateurs. Chouard, c'est le sosie ou le clone de Boon, ni l'un ni l'autre vraiment comiques !

Il a fini par se sentir lui-même ma parole ! Paroles de fascistes.

- Gilets jaunes : Gabriel Attal dénonce «des actions fascistes, qui puent» - Le Parisien 10 février 2019

- BHL estime que les Gilets jaunes sont un «fascisme nouveau», le Net lui rappelle la Libye - Sputnik 11.02

Cela pourrait aller encore plus vite. Je propose que ce genre d'enquêtes soit aboli.

- Violences policières : Christophe Castaner souhaite que les 133 enquêtes "aillent vite" pour montrer si les "reproches sont fondés" - franceinfo 10.02

Castaner : "La force publique est légitime pour protéger"... franceinfo 10.02

- Manifestant blessé à la main à Paris : un collectif d'avocats saisit le Conseil d'Etat pour interdire la grenade mise en cause - Franceinfo 10 février 2019

Des avocats vont saisir le Conseil d'Etat pour demander l'interdiction des grenades "GLI F4" qui seraient à l'origine de plusieurs blessures. Franceinfo 10 février 2019

Quant aux actes anti-ouvriers du ministre de l'Intérieur n'en parlons pas !

- Les actes antisémites en hausse de 74% en France en 2018 annonce Castaner - Liberation.fr 12.02

En déplacement à Sainte-Geneviève-des-Bois où un arbre planté en mémoire d'Ilan Halimi, jeune Juif tué en 2006, a été vandalisé, le ministre de l'Intérieur a évoqué une hausse des actes antijuifs en 2018. Liberation.fr 12.02

Totalitarisme. Annulation de toutes les condamnations et libération de tous les prisonniers politiques !

La République menacée par un chariot élévateur

- Intrusion au ministère de Griveaux par des "gilets jaunes": six personnes interpellées - AFP 12.02

Six personnes soupçonnées d'avoir forcé avec un chariot élévateur l'entrée du ministère de Benjamin Griveaux, porte-parole du gouvernement, le 5 janvier, lors de l'acte 8 des "gilets jaunes", ont été interpellées mardi, a-t-on appris auprès du parquet de Paris.

"Pas d'impunité pour les ennemis de la République", a réagi sur Twitter le ministre de l'Intérieur Christophe Castaner. AFP 12.02

- Gilets jaunes: près de 1800 condamnations prononcées par la justice - huffingtonpost.fr 12.02

La justice a prononcé près de 1800 condamnations depuis le début du mouvement des gilets jaunes mi-novembre, qui a été émaillé à plusieurs reprises de violences, a annoncé ce mardi 12 février Édouard Philippe devant l'Assemblée nationale.

Le 7 janvier, le Premier ministre faisait état d'"un millier" de condamnations.

"Depuis le début de ces événements, 1796 condamnations ont été prononcées par la justice et 1422 personnes sont encore en attente de jugement", a énuméré le chef du gouvernement lors de la séance des questions au gouvernement. Il répondait à une question du chef de file des députés MoDem, Patrick Mignola, sur le rétablissement de l'ordre républicain.

En outre "plus de 1300 comparutions immédiates ont été organisées et 316 personnes ont été placées sous mandat de dépôt", a-t-il rapporté. huffingtonpost.fr 12.02

Totalitarisme. Il ne manquera plus que l'emblème du IIIe Reich dans la caserne.

- L'Assemblée pour l'affichage des drapeaux tricolore et européen en classe - Le HuffPost 12.02

L'Assemblée nationale a prévu dans la nuit du lundi 11 au mardi 12 février la présence obligatoire dans les salles de classe du drapeau tricolore et du drapeau européen, ainsi que des paroles de l'hymne national, dans le cadre de l'examen du projet de loi "sur l'école de la confiance. Le HuffPost 12.02

J'ai lu quelques déclarations des différents partis politiques présents à l'Assemblée nationale, pas un ne s'est opposé à ce carcan infâme des Versaillais.

A bas le drapeau tricolore de la monarchie républicaine ! A bas le drapeau européen des multinationales ! A bas la Marseillaise des va-t-en-guerre contre tous les peuples ! Vive le drapeau rouge libérateur de la Commune ! Vive l'Internationale des exploités et des opprimés !

Les drapeaux et l'hymne de Macron, Philippe, Castaner ne peuvent pas être ceux du peuple laborieux luttant pour son émancipation de la dictature du capital.

- Jean-Michel Blanquer présente sa loi confiance en pleine vague de défiance - Le HuffPost 11 février 2019

Porté le ministre Jean-Michel Blanquer, ce projet de loi "pour une école de la confiance" vise précisément à "élever le niveau général des élèves" et promouvoir "la justice sociale". Sans toutefois répondre aux interpellations des syndicats ni des enseignants mobilisés.

Cela n'empêche pas ce projet de loi "confiance" de déjà cristalliser le scepticisme à l'heure où les réformes du baccalauréat, celle du lycée ou encore Parcoursup sont encore contestées et accusées de promouvoir une vision libérale de l'éducation.

Malgré des mesures parfois emblématiques, le texte est contesté dès son premier article, qui rappelle le devoir "d'exemplarité" des enseignants et le respect que doivent leur manifester en retour élèves et familles. Des enseignants y voient une volonté de "museler" leur liberté d'expression... Le HuffPost 11 février 2019

- «On demande très tôt aux élèves de se comporter en consommateurs éclairés de l'offre scolaire»
- Liberation.fr 10 février

Sous couvert de liberté de choix, la réforme du lycée risque de renforcer les inégalités entre élèves, estime Jean-Yves Rochex, chercheur en sciences de l'éducation. Selon lui, cette nouvelle mouture contredit la mission de service public de l'école.

«On demande très tôt aux élèves de se comporter en consommateurs éclairés de l'offre scolaire»

Jean Yves Rochex Jean-Yves Rochex (photo DR) est professeur en sciences de l'éducation à l'université Paris-VIII et spécialiste des questions d'inégalités scolaires, de politiques éducatives et de l'éducation prioritaire. Pour lui, la réforme du lycée risque d'accroître les inégalités sociales.

Pourquoi cette réforme du lycée suscite-t-elle tant d'inquiétudes ?

On voit bien que cette réforme est conçue, comme Parcoursup avec laquelle elle est couplée, pour un certain type d'élèves, pensés comme étant très tôt autoentrepreneurs de leur propre vie, de leur propre parcours scolaire. Le risque est grand qu'elle se fasse au détriment de ceux qui ne correspondent pas à ce modèle d'élève de classe favorisée. Si on construit, avec cette réforme, les conditions de la liberté de choix, c'est au sens le plus calqué sur l'offre et la demande, qui ne correspond pas à l'idée du service public en éducation sur laquelle s'est construite l'école en France.

L'objectif de donner plus de liberté aux élèves n'est-il pas louable ?

La cohérence entre la réforme du lycée et celle de Parcoursup conduit à demander très tôt, dès l'entrée au lycée, aux élèves de se comporter comme des consommateurs éclairés de l'offre scolaire, à même de construire un parcours de formation individualisé et cohérent. Cela aurait pu être un point positif de lier le parcours au lycée au premier cycle universitaire. Mais, d'une part, une telle individualisation contribue à nier la conception de l'école comme service public se référant à des valeurs et objectifs communs pour en faire une offre de services aux individus et aux familles. D'autre part, ces derniers ne disposent pas des mêmes ressources économiques et culturelles pour être à armes égales face à cette logique accrue de l'offre et de la demande ou pour faire valoir leurs expériences hors école. Si vous avez les moyens de passer un mois d'été à faire un chantier de fouilles bénévoles, vous pourrez bien mieux le valoriser dans votre parcours scolaire et universitaire que si vous le passez à travailler dans un fast-food. L'invocation de la liberté de choix des élèves fait bon marché des inégalités profondes qui pèsent déjà sur les modalités d'orientation et de «choix» des filières. On est sur le modèle de l'élève-consommateur. Si vous allez au supermarché choisir votre formation, selon votre capacité à lire les étiquettes, les ressources que vous pouvez mettre, vous n'achèterez pas les mêmes produits.

Cette inégalité face à l'orientation est-elle étayée par des chiffres ?

Quelques-uns suffiront pour illustrer à quel point l'orientation est très liée aux inégalités socio-économiques. Ainsi, à la session du baccalauréat de 2014, pour 100 enfants de cadres ou professions intellectuelles supérieures qui obtiennent un bac, 76 ont un bac général, 14 un bac techno, 10 un bac pro. Pour les enfants d'ouvriers, la même année, 32 sur 100 ont obtenu un bac général, 23 un bac techno et 45 un bac pro (1). Ça se passe de commentaires. On peut ajouter qu'il est paradoxal de prétendre renforcer la liberté de choix des élèves alors que, dans le même temps, on déstructure et on affaiblit durablement les services d'orientation, entre autres en fermant nombre de centres d'information et d'orientation (CIO).

Quels effets anticipez-vous ?

Je pense que cette réforme aggravera les choses. D'une part, parce qu'elle opacifie beaucoup la lisibilité des parcours et des options. D'autre part, parce que tout laisse à penser que la carte de l'offre des options sera très inégale selon les territoires et très peu régulée à l'échelle nationale. Et la part accrue du contrôle continu augmentera les différences d'exigences et d'acquisitions entre les établissements les plus socialement contrastés, affaiblissant donc la valeur nationale du bac, en particulier pour l'accès aux études supérieures, ce que l'on a déjà observé avec Parcoursup. On a déjà pu constater que ce dernier avait renforcé les phénomènes d'autosélection des élèves ayant un bac pro ou techno, et donc des élèves de milieux populaires. Tout porte à penser que la réforme du bac exacerbera cette logique.

Ne pensez-vous pas qu'il y a tout de même une volonté d'améliorer le système éducatif ?

Je ne sonde pas les âmes. Un des principaux problèmes de notre système est celui des inégalités sociales. Et on ne voit pas le moindre élément de diagnostic à ce propos dans les attendus de cette réforme.

(1) Chiffres de la Direction de l'évaluation de la prospective et de la performance du ministère de l'Éducation nationale (Depp). Liberation.fr 10 février

[L'art d'aborder un problème et d'en chercher l'origine... en évitant soigneusement de l'identifier.](#)

Grille de lecture.

Tout est dit ici : *"Il va falloir comprendre et analyser cette impuissance politique."*

On est en présence d'un système financier international de type mafieux mais en très grande partie légale, connu de tous, qui a été mis en place avec la complicité de tous les gouvernements et partis politiques qui se sont succédés au pouvoir depuis les années 70.

Tout le monde sait de quoi il retourne et on nous sort qu'il "va falloir comprendre et analyser". En réalité, il n'y a rien à comprendre, dès lors qu'on nie ou qu'on ne relie pas la stratégie néolibérale et ces pratiques mafieuses qui en sont issues, à la crise et aux contradictions du capitalisme qui conduisent sans cesse à une plus grande concentration de la richesse et du pouvoir au détriment du reste de la population mondiale.

C'est la nature du système économique, le capitalisme qui en est la seule et unique cause de la situation sociale et politique actuelle. Mais lorsqu'on refuse de l'admettre parce qu'on ne tient pas à l'affronter, on en vient à ce genre de divagations qui servent finalement de diversion pour ménager le capitalisme et détourner les masses de la tâche historique qu'elles ont à accomplir : abolir le capitalisme et passer au socialisme.

- "En France, l'évasion fiscale c'est 100 milliards d'euros par an, le budget de l'Education" - nouvelobs.com 22 janvier 2019

Sept ans après les "Nouveaux Chiens de garde", coréalisé avec Gilles Balbastre, Yannick Kergoat s'attaque à la finance. Cette fois, avec "la Très Grande Evasion" il s'allie au journaliste d'investigation Denis Robert (à l'origine du scandale Clearstream) pour réaliser un documentaire sur les Panama Papers, Paradise Papers et autres scandales d'évasion fiscale qui se succèdent depuis dix ans. Explosif, le sujet résonne en bien des points avec la mobilisation des "gilets jaunes":

""Aujourd'hui, Emmanuel Macron organise un grand débat national, mais il y a une question qui n'est pas posée, et qui pour nous, résoudrait toutes les autres : qu'est-ce qu'on fait de l'évasion fiscale ?""

Après deux années d'enquête, Yannick Kergoat et Denis Robert se heurtent aujourd'hui à la frilosité des investisseurs. Pour financer la fin de leur travail, ils lancent un appel à crowdfunding. Entretien.

"La Très Grande Evasion" représente déjà deux années d'enquête. Richesses mal redistribuées, classes moyennes qui se paupérisent... A plusieurs égards, votre projet fait écho aux revendications des "gilets jaunes". Vous ont-ils inspirés ?

Le mouvement des "gilets jaunes", et le fait qu'il mette vraiment au cœur la question de la justice fiscale, c'est pour nous un énorme encouragement. Ça nous porte, ça nous engage. Ça fait deux ans qu'on écrit ce film, donc il n'y a pas l'idée opportuniste de surfer sur un mouvement social, une revendication partagée.

Le titre, "la Très Grande Evasion", est un clin d'œil au film, évidemment. A l'initiative de ce projet, il y a le producteur Bertrand Faivre : un ami de longue date, qui a coproduit le dernier film de Denis Robert. Il nous a réunis en pensant que la question de l'évasion fiscale est au cœur de nos vies de tous les jours. On en entend parler, il y a des livres, des articles et des reportages télévisés sur le sujet. Mais il n'y a pas un film, avec l'impact que ça peut avoir au cinéma, la capacité d'interpeller les gens. Donc, on s'est mis au boulot. Il a déjà financé deux ans de travail, d'enquête, de recherches, d'écriture.

Dans "la Très Grande Evasion", vous projetez de revenir sur les Panama Papers, Paradise Papers et autres scandales financiers qui révèlent depuis dix ans l'ampleur de l'évasion fiscale en France. Concrètement, ça représente quoi ?

Aujourd'hui, l'évasion fiscale, c'est 100 milliards d'euros, chaque année pour la France. 100 milliards d'euros, c'est plus que le budget de l'Education nationale. Le déficit budgétaire français, c'est 83 milliards d'euros. Ces chiffres ne sortent pas de nulle part, mais de nombreuses associations et de rapports parlementaires. Ça recouvre des réalités et des dispositifs qui sont un peu différents et qu'on nuancera dans le film : tout un agrégat de situations et de techniques d'évasion ou d'optimisation fiscales.

On vit depuis au moins quinze ans sous le régime de politiques d'austérité. On nous dit "il n'y a plus d'argent dans les caisses, il faut se serrer la ceinture", et le grand débat national organisé cette semaine, stipule noir sur blanc que l'alternative c'est soit augmenter les impôts, soit baisser les services publics. Nous, on dit : il y a une alternative, rétablissons la justice fiscale.

Comme les "Nouveaux Chiens de garde" en son temps, ce documentaire sera ponctué d'archives télévisuelles. En 2011, vous dénonciez la connivence entre le pouvoir et les "éditocrates". Cette fois, qui souhaitez-vous pointer du doigt ?

Ceux qui fraudent sont ceux qui ont le bénéfice de la fraude. Ceux pour lesquels c'est rentable de frauder, évidemment, ça ne sera pas le salarié qui s'apprête à être prélevé à la source. Ce sont les grandes fortunes, les plus riches de la société... ceux qui ont intérêt à soustraire des sommes à l'impôt ! La responsabilité est essentiellement politique, à différents échelons : français, européen, international... Une grande partie de l'optimisation agressive vient de la compétition que se mènent les pays

européens entre eux. Pourquoi les questions de fiscalité ne sont-elles pas mieux harmonisées ?

Connivence, bienveillance... le personnel politique est-il complice de ces grands circuits d'évasion fiscale ? Concrètement, à qui pensez-vous ?

Est-ce qu'il y a en France des hommes et des femmes politiques qui sont corrompus, en termes d'évasion fiscale ? La réponse est oui. On a quand même eu un ministre du Budget qui pratiquait la fraude fiscale. Est-ce que c'est la raison principale pour laquelle le problème perdure ? Je ne pense pas. Il va falloir comprendre et analyser cette impuissance politique. Essayer de définir pourquoi depuis tant d'années, il n'y a pas réellement eu de politiques conséquentes sur la question.

Avec Denis Robert, on posera la question à ceux qui ont des réponses et des solutions à apporter. On ne fait pas ce film pour donner notre opinion, mais pour aller à la rencontre de ceux qui sont bien plus spécialistes que nous sur ces questions.

Face aux difficultés rencontrées pour financer votre film, vous lancez un crowdfunding sur KisskissBankbank. Comment expliquez-vous le refus de tous les services cinéma des chaînes de télévision de participer au financement du film ?

Le producteur a cette formule : "Jamais je n'ai eu de réponses aussi rapides, ça a été non tout de suite !". La difficulté de financer un film sur la fraude fiscale est quand même le signe qu'il va falloir beaucoup travailler... Et que le problème ne fait pas consensus du côté des élites.

La seule solution, c'était de demander aux gens directement et de leur dire "on a besoin de vous pour faire ce film, si vous croyez un peu à l'équipe qu'on forme, avec Denis, aidez-nous à le faire". Il faut d'abord comprendre qu'un film, ça coûte cher. Il y a beaucoup de collaborateurs, des animations, des tournages, des voyages. Et ce même si, nous, comme auteurs-réalisateurs, on ne prend pas d'argent ou très peu. On est à l'abri des coups de pression car on est indépendants. On n'appartient pas à un organe de presse, on n'est pas salariés à l'année d'une société de production, on n'a pas d'actionnaires, pas de directeurs, etc. Ça nous met largement à l'abri et on est bien déterminés à faire ce qu'on veut faire. nouvelobs.com 22 janvier 2019

Voilà ce qui confirme mon analyse : "*On posera la question à ceux qui ont des réponses et des solutions à apporter*", ben voyons, à ceux qui sont complices de l'évasion fiscale, pure numéro d'illusionnisme de faux opposants au capitalisme !

Quand on refuse de l'affronter, on collabore avec lui, on perd toute légitimité et dignité.

[Quand la paupérisation valide la notion de milieux populaires.](#)

- Christophe Guilluy sur les gilets jaunes - lemediapresse.fr 11.02

Géographe, Christophe Guilluy est avant tout connu pour sa cartographie des classes populaires, dont est né le concept de « France périphérique », qu'il affine un peu plus à chaque ouvrage. Selon lui, contrairement aux idées reçues, la majorité des classes populaires ne vit pas dans les grandes métropoles. Reléguées dans des zones loin des pouvoirs économiques, politiques et culturelles, dans cette « France périphérique », qui inclut zones rurales, périurbaines et petites villes, les classes populaires sont oubliées et méprisées des « élites ». Les banlieues ne formeraient donc pas les seuls quartiers populaires. Son dernier livre, *No Society. La fin de la classe moyenne occidentale*, est sorti en 2018 chez Flammarion. Les travaux du géographe nous paraissent aujourd'hui importants pour comprendre la révolte des Gilets jaunes, auxquels est consacré le dossier du troisième numéro de 99%, encore en vente sur notre site.

Le Média : Dans vos travaux, vous avez beaucoup analysé la France périurbaine. Or, pour Hervé Le Bras, la mobilisation des Gilets jaunes correspond principalement à la diagonale du vide et donc à une France très rurale. Qu'en pensez-vous ?

Christophe Guilluy : Justement, ce n'est pas la France périurbaine que j'ai analysé, mais la France périphérique.

Mais qui comprend la France périurbaine....

Il y a du périurbain dans la France des métropoles et dans la France périphérique. Il y a une incompréhension ou une volonté de ne pas comprendre ce que je raconte. J'ai élaboré le concept de « France périphérique » entre la fin des années 1990 et le début des années 2000. Je travaillais sur les quartiers de logements sociaux en Seine-Saint-Denis, où je suis né. Je me suis rendu compte que ce n'était qu'une fraction des classes populaires. Cela m'a emmené avec un autre géographe, Christophe Noyé, à élaborer les premières cartes de répartition dans l'espace des classes populaires. Nous avons analysé la répartition des ouvriers, des employés, des petits revenus, des petits retraités, etc. Évidemment, nous retrouvons parmi ces classes populaires des banlieues. Mais ce n'était qu'une minorité. La cartographie nous disait que la répartition dans l'espace des catégories populaires avait complètement changé. Aujourd'hui ces gens vivent très loin des zones d'emplois les plus actives, qui sont essentiellement des grandes métropoles.

En quoi est-ce si important ?

Je suis arrivé à la conclusion que les classes populaires vivent sur des territoires qui étaient très différenciés. J'ai été contraint de trouver un concept englobant qui ne passait pas par les typologies habituelles. L'incompréhension vient de là. La France périphérique n'est pas spécifiquement urbaine, rurale ou périurbaines. Elle est un peu tout cela. Le point commun entre ces territoires très différents, c'est que nous trouvons une majorité de catégories populaires. Il peut aussi y avoir des catégories supérieures, mais elles sont minoritaires. Nous avons bien une représentation sociale de la France. C'est pour cela que je dis qu'on se trompe en utilisant des typologies qui ne sont plus pertinentes. Les catégories de l'Insee qui divisent l'espace entre rural, urbain, etc. ne dit absolument rien. Aujourd'hui, quand on regarde les premières cartes de répartition des Gilets jaunes, c'est assez frappant. Dans La France périphérique (Flammarion, 2014), nous avons fait un indicateur de fragilité sociale. C'est un copié-collé de la carte des premières manifestations de novembre. Les Gilets jaunes ne proviennent pas exclusivement de la France rurale. Ils cassent complètement les représentations géographiques et sociales. On constate aussi qu'il n'y a plus l'opposition traditionnelle entre la France de l'est et celle de l'ouest. Les Gilets jaunes se répartissent équitablement entre l'est et l'ouest de l'Hexagone, entre petites villes, campagnes et « périurbain subi ». Le géographe Laurent Chalard distingue le « périurbain subi » de la France périphérique et le « périurbain choisi » de la France des métropoles. Par exemple, les Yvelines il s'agit de périurbain riche de grandes métropoles. Cela n'a rien avoir avec celui de Charleville-Mézières.

Paradoxalement, je suis géographe, mais je ne crois qu'aux gens. Un territoire cela n'existe pas. Pour moi, il n'y a pas de déterminisme géographique. Je pars des gens pour arriver aux territoires et pas l'inverse. La typologie géographique ne dit absolument rien. Quand un bobo s'installe dans le Lubéron, il ne se met pas à voter FN et il n'achète pas un berger-allemand. Ce qui compte, c'est le destin de ces catégories populaires, le champ du possible. Et le résultat est que ces territoires périphériques créent très peu d'emplois.

Peut-on parler réellement de France d'en bas pour qualifier les Gilets jaunes ?

Oui, c'est la France de catégories populaires et des petits salaires. Il ne s'agit pas exclusivement la France des pauvres. Mais l'instrumentalisation des pauvres par la bourgeoisie est vieille comme le monde. Dans les débats, on fait souvent l'impasse sur quelque chose : les pauvres sont issus des classes populaires à 99%. Il y a un lien organique entre ces dernières, même si elles travaillent, et les pauvres. Dans les milieux populaires, et c'est le cas chez les Gilets jaunes, il y a des gens qui occupent un emploi, heureusement. Mais ils sont parfois passés par la case pauvreté. Ils ont souvent dans leur entourage une sœur, un cousin, un père, etc. qui est pauvre. La pauvreté est intégrée au monde populaire. Mais la bourgeoisie, au moins depuis le XIXe siècle, fait tout pour scinder en deux les pauvres et les milieux populaires. Mais il n'y a pas d'oppositions de principe. C'est pareil avec les minorités.

Effectivement, les Gilets jaunes ne sont pas les plus pauvres, puisque être contraint de prendre sa voiture pour travailler exige d'avoir un emploi, même mal payé...

Les mouvements sociaux ne sont jamais portés par les pauvres. Ils sont trop fracassés. Quand on est pauvre, on pense juste à boucler non pas les fins de mois, mais les fins de journée. On ne se mobilise pas, c'est évident. Mais il n'y a pas d'opposition. On peut être dans les milieux populaires et avoir conscience de la pauvreté parce qu'elle est très proches. Pourquoi ? Parce que ces gens ont des petits salaires et vivent sur des territoires où il y a très peu de créations d'emploi. La case pauvreté vous attend très probablement, si vous perdez votre emploi. Le champ du possible se restreint pour soi-même et pour ses enfants hors des métropoles.

Les Gilets jaunes se sont beaucoup mobilisés sur des ronds-points. Qu'est-ce que cela représente pour eux, selon vous ?

C'est très symbolique, puisque le mouvement est parti de la taxe carbone Ils sont sur des territoires où le déplacement en voiture est une obligation. Ce n'est pas un choix. Bien évidemment, la question du rond-point s'impose. La grande difficulté de la question sociale est dispersée. Le système statistique français est très bon pour repérer les questions de concentration. Mais il est très nul pour les dispersions. Avec Christopher Noyé nous avons fait cet indicateur de fragilité sociale pour montrer à quel point il était difficile de toucher les classes populaires, parce qu'elles sont dispersées dans l'espace. C'est un problème politique, mais aussi pour les syndicats. En plus les représentations tendent à invisibiliser tous ces territoires. La typologie de l'Insee vise toujours à marginaliser. Par exemple, si vous prenez les ruraux, c'est 10% à 15% de la population, c'est marginal. Si vous parlez du périurbain, pareil, c'est 15%. Mes travaux ont permis d'expliquer que le rural, plus les petites villes, plus certaines villes moyennes forment un tout. Du coup, j'ai démontré que les classes populaires sont encore majoritaires, ce qui a gêné les classes dominantes.

La classe moyenne devait, à terme, englober, selon la classe dirigeante, deux Français sur trois. Il semble pourtant qu'elle est en voie de précarisation. Les classes populaires sont-elles en train de grossir à cause de ce phénomène ?

Bien sûr. C'est le sens de ce que j'écris depuis le début. Dans mon dernier livre, No Society, je me penche sur la classe moyenne, au sens culturel. Je laisse de côté la définition économique. Savoir à quel niveau de revenu on entre dans la classe moyenne, c'est une construction intellectuelle. Le plus important pour moi, c'est qu'hier, la classe moyenne était majoritaire. Il s'agissait en

effet des « deux Français sur trois » de Valéry Giscard d'Estaing. Les gens étaient intégrés économiquement, donc politiquement et donc culturellement. Tout cela formait un tout. Aujourd'hui, nous voyons bien que cette catégorie qui allait de l'ouvrier au cadre, n'a plus de sens.

Elle commence à disparaître à partir des années 1980. Il s'agit d'une conséquence du modèle mondialisé. La société devient de plus en plus clivée. Comme l'a montré Thomas Piketty, il y a une vraie poussée des inégalités. Le système économique fait exploser la classe moyenne dans le sens culturel, en France, en Europe ou aux États-Unis. Nous sommes bien dans un mouvement de recomposition des classes sociales. Ce qui m'intéresse dans ce mouvement, c'est que j'appelle « le mouvement réel des sociétés », c'est-à-dire celui du plus grand nombre et donc des classes populaires. Selon moi, il s'imposera de toute façon. C'est pour cela que les Gilets jaunes ne me surprennent pas. Nous avons là des gens qui peuvent être ouvriers, petits indépendants, paysans, etc. Hier, certains étaient considérés comme des catégories de gauche, comme les ouvriers, et d'autres de droite, comme les paysans. Aujourd'hui, ils se retrouvent et ont une perception commune des effets du système économique mondialisé. Cela montre bien une recomposition sociale, politique et culturelle. L'essentiel des partis politiques l'ont raté.

En-dehors des ronds-points il existe un deuxième type de mobilisation au sein des métropoles. S'agit-il de montrer aux pouvoirs économiques, politiques et médiatiques qu'ils existent ? Ou s'agit-il d'un affrontement de la France périphérique contre celle des métropoles ?

Il faut bien insister sur le fait que le mouvement des Gilets jaunes est d'abord un mouvement existentiel. Il s'agit pour eux de dire : « Nous existons et nous voulons être pris au sérieux. » C'est très important symboliquement de venir à Paris et dans les grandes métropoles. Ce sont les espaces où ils n'ont plus leur place. À cause du modèle économique, on n'a plus besoin de ces gens pour faire tourner la boutique. Venir au cœur du système, c'est venir au cœur des grandes métropoles, qui sont devenus des grands espaces hyper-embourgeoisés. On me rétorque à chaque fois : « Oui, mais il y a des banlieues. » C'est une instrumentalisation des pauvres et des minorités. On instrumentalise leur présence pour bien montrer que la ville est ouverte. Selon ce discours notre système correspond à celui d'une société où tout le monde aurait sa place. Mais l'instrumentalisation des minorités marche de moins en moins, notamment dans les quartiers de logements sociaux. lemediapresse.fr 11.02

Ils osent tout

- Gates: la pauvreté n'est pas un obstacle aux soins de santé - AFP 12.02

"En consacrant des sommes modestes à des problématiques prioritaires, on peut engranger des résultats phénoménaux", soutient M. Gates dans un entretien avec l'AFP, évoquant l'accès à certains vaccins, antibiotiques ou à des infrastructures de base. AFP 12.02

LVOG - Leur cynisme est sans fond, il faut les exterminer.

(En Inde où je vis) Quand nourrir sa famille ou se soigner est la seule alternative...

A force d'entendre des personnes se plaindre de douleurs ou de mal de tête, je me suis transformé en pharmacie ambulante distribuant des analgésiques et des antibiotiques à tour de bras, j'en emporte toujours une vingtaine dans mon sac à main. L'air de rien j'y consacre environ 500 roupies par mois. Avant de donner des antibiotiques (pour 3 jours seulement), je m'assure que la personne a bien de la fièvre, ce qui n'est pas le cas la plupart du temps.

Les pauvres ne sont pas seulement pauvres, ils sont très arriérés, ils ne sont pas capables de faire face aux difficultés qui les accablent, aux transformations rapides de la société... Ils ne retiennent pas les noms des médicaments, et quand ils ne se sentent pas bien, ils doivent aller chez un médecin, donc payer une consultation qui sera plus chère que le traitement qu'il leur donnera, du coup ils ne vont pas chez le médecin et ils souffrent en silence. Et puis, quand tu bosses 6 jours sur 7, tu trouves quand le temps d'aller chez le médecin, en fin de soirée, la salle d'attente est pleine à craquer, tu y restes au moins une heure, et ensuite tu rentres à pied à ton village quand il fait nuit noire ou tu téléphones pour qu'on vienne te chercher, et le lendemain matin tu te lèves à 5h30 pour laver le linge, cuisiner, etc, car plus tard l'eau sera coupée, et ensuite tu partiras bosser, à pied et ensuite en bus, bondé, debout de préférence, et plus tard il fera entre 36 et 40°C...

J'ai sélectionné les plus efficaces analgésique et antibiotique existant en Inde. Il faut savoir aussi que les médecins prescrivent des médicaments en fonction de la richesse de leurs patients. C'est ainsi que les plus pauvres se voient prescrire les médicaments les moins chers, mais aussi les moins efficaces, bref, ils cumulent vraiment tous les handicaps liés à une société basée sur les inégalités sociales. Je m'en suis aperçu quand l'autre jour la petite fille de ma compagne est venue passer quelques jours chez nous. Elle toussait depuis déjà 10 jours, j'ai regardé le sirop qu'elle avait emporté avec elle, 36 roupies. J'ai sorti celui que j'avais en stock à 110 roupies, au bout de deux jours elle ne toussait plus ! J'imagine que sa mère a dû acheter plusieurs flacons de sirop à 36 roupies en 10 jours pour aucun résultat, elle a donc dépensé plus de 110 roupies.

Ici, la santé, c'est la sélection en fonction de la richesse de la population. C'est ignoble, c'est le capitalisme, c'est ce que j'explique aux travailleurs indiens. Je vais devenir leur gourou politique, là je plaisante, il faut bien, cela soulage aussi un peu !

Une autre action philanthropique.

- Barkhane, Minusma: au Mali, les forces armées aident aussi au développement économique - Franceinfo 11.02

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Haïti

- Haïti en proie à des manifestations violentes, mutisme du pouvoir - AFP 12 février 2019

Haïti était lundi une nouvelle fois plongée dans l'incertitude et la tension avec des barricades paralysant l'activité dans les principales villes et un pouvoir exécutif muet face aux revendications sociales scandées lors de manifestations parfois violentes.

La police avait fait état jeudi soir de la mort de deux personnes. Samedi à Port-au-Prince, un adolescent de 14 ans a été tué par balle en marge d'un rassemblement. Une autre personne est morte dimanche à Jacmel dans le sud du pays, selon les médias locaux.

Les forces de l'ordre ont fait un large usage de grenades lacrymogènes pour disperser les centaines de jeunes issus des quartiers les plus pauvres qui ont défilé lundi sur l'une des principales artères de la capitale. Des coups de feu ont retenti dans les rues avoisinantes.

Dans la confusion ambiante, des commerces ont été pillés.

"Ce qu'on endure aujourd'hui c'est à cause du Jovenel (Moïse, le président, NDLR). Je n'en voudrais jamais à ceux qui ont pris mes affaires : ils ont faim. En revendant ce qu'ils m'ont pris, ils vont pouvoir soulager un peu leur famille. On n'a pas de bons dirigeants : s'il y avait du travail dans le pays, ça ne serait pas arrivé", témoignait Joseph, dont le stock de boissons a été entièrement volé.

Par ailleurs les policiers ont arrêté cinq jeunes qui se trouvaient à l'intérieur d'une banque. Dans l'après-midi, des tirs sporadiques résonnaient encore dans certains quartiers de la capitale.

Des blocages routiers ont été rapportés dans plusieurs villes de province où des manifestations se sont également déroulées lundi, occasionnant par endroits des dégâts matériels. Par peur des violences, une large majorité d'écoles, de commerces et d'administrations n'avaient pas ouvert leurs portes.

Depuis la large mobilisation nationale de l'opposition le 7 février, marquant les deux ans du mandat présidentiel de Jovenel Moïse, des manifestations spontanées de plus faible ampleur ont gagné les principaux centres urbains du pays.

Elles se sont accompagnées de barricades tenues par des jeunes rançonnant toute personne se risquant à traverser, d'incendies de véhicules, de dégradations de commerces, dans un climat d'intimidation qui a dominé dans la capitale Port-au-Prince.

La colère populaire s'intensifie avec l'aggravation des difficultés économiques subies par la majorité pauvre. Face à l'inflation qui dépasse les 15% depuis deux ans, la première des revendications des manifestants est de pouvoir manger à leur faim.

Lors de la campagne électorale, Jovenel Moïse avait promis qu'il mettrait "à manger dans toutes les assiettes et de l'argent dans les poches". Des promesses non tenues.

"Nous demandons à la police nationale d'arrêter Jovenel Moïse car il représente un danger et une menace pour la vie de chaque Haïtien", a déclaré lundi à l'AFP André Michel, une des principales figures de l'opposition.

"Il n'a plus de légitimité: le pays va rester bloqué jusqu'à la démission de Jovenel Moïse" assurait-il.

La frustration a été exacerbée par la publication, fin janvier, d'un rapport de la Cour supérieure des comptes sur la gestion calamiteuse et les possibles détournements des fonds prêtés depuis 2008 par le Venezuela à Haïti pour financer son développement.

Une quinzaine d'anciens ministres et hauts fonctionnaires sont épinglés. De même qu'une entreprise dirigée à l'époque par Jovenel Moïse, identifiée comme bénéficiaire de fonds pour un projet de construction d'une route sans signature de contrat.

Face à cet audit, à la colère populaire et aux violences qui émaillent le quotidien de la capitale, le pouvoir exécutif s'enfonce dans un mutisme troublant.

Seul le secrétaire d'Etat à la communication a publié une note de presse en créole via Twitter lundi matin.

"Le gouvernement reconnaît le droit de toute personne à manifester et exprimer ses droits selon la loi mais piller des magasins, bloquer la rue, brûler des pneus, briser les vitres des voitures et jeter de l'huile sur la chaussée n'entre pas dans ce cadre" a écrit Eddy Jackson Alexis.

Si le pouvoir en place n'offre aucune réponse concrète aux revendications populaires, les différents groupes d'opposition n'avancent également aucune mesure qui permettrait à la population de bénéficier d'une amélioration de ses conditions de vie.

"On est face à la plus grande crise depuis 2008", constate l'économiste haïtien Etzer Emile, en référence aux émeutes de la faim qui avaient à l'époque gagné le pays et l'Amérique centrale.

Après avoir enregistré un déficit budgétaire record de 24 milliards de gourdes (305,5 millions de dollars) en 2018, l'Etat haïtien ne pourra pas financer des aides sociales sans réduire ses dépenses de fonctionnement. "Il n'y a pas de mesure magique mais si on ne ferme pas la vanne des dépenses gouvernementales, on n'ira nulle part" conclut l'économiste. AFP 12 février 2019

On retiendra : Si le pouvoir en place n'offre aucune réponse concrète aux revendications populaires, les différents groupes d'opposition n'avancent également aucune mesure qui permettrait à la population de bénéficier d'une amélioration de ses conditions de vie.

[Italie](#)

- Contre le gouvernement italien, des centaines de milliers de manifestants à Rome - Le HuffPost 9 février 2019

Des centaines de milliers de personnes ont manifesté ce samedi 9 février à Rome à l'appel des principaux syndicats italiens. Ces derniers demandent une vraie politique de croissance et du respect de la part du gouvernement populiste. Le HuffPost 9 février 2019

[Haut de page ↗](#)

Le 18 février 2019

[CAUSERIE ET INFOS](#)

Je n'ai pas eu le temps de traiter le thème des 3 méthodes employées par l'oligarchie (Pentagone-CIA-NED) pour déstabiliser des Etats, évoquées par monsieur Meyssan dans son dernier article sur le Venezuela.

La causerie du jour ne tient pas compte des infos de dimanche, je n'ai pas encore eu le temps de me connecter à Internet, et il est déjà 12h58 ici en Inde.

● Au format pdf (22 pages)

[PREMIERE PARTIE.](#)

[A quoi bon essayer de donner un visage humain au capitalisme.](#)

Les relations déshumanisées qu'ils veulent nous imposer.

- Un capteur pour informer votre partenaire de votre envie de faire l'amour - BFMTV 14.02

Vous lirez plus loin que le père et la mère n'existent plus non plus, normal puisque l'homme et la femme n'existent plus, ce

sont devenus des espèces hybrides, indéfinissable, donc inconnaissable, et qui plus est, sans droits autres que la fortune peut donner.

Ils ont de la suite dans les idées. Cette déconstruction du genre humain et de la science sert leur conception totalitaire de la société. On ne devrait pas s'y intéresser paraît-il. La guerre idéologique que l'oligarchie mène sur tous les fronts ne serait pas politique, elle ne ferait pas partie de la lutte des classes. Quel déni ! C'est peut-être pour cela qu'on en est arrivé là, non ?

[Propagande et fabrication du consentement par les instituts de sondages, mode d'emploi. Ou fake news des médias.](#)

Une fois que le plat mijoté par l'Ifop était prêt, les médias n'avaient plus qu'à le servir :

- Le mouvement des gilets jaunes "amplifié" par les Russes, pour un quart des Français - Le HuffPost 16 février 2019

Le procédé est plutôt grossier, mais bon, comme ils osent tout...

Le sondage Ifop : "*Êtes-vous tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas d'accord du tout avec la phrase suivante ?*"

Avant même d'aborder l'objet de ce sondage, ils allaient employer à quatre reprises l'expression "*d'accord*" qui était destinée à s'incruster dans le cerveau du lecteur, de telle sorte que les esprits les plus faibles ou ceux qui n'avaient aucune idée sur le sujet sur lequel on leur demandait de se prononcer, ce qui est le cas 9 fois sur 10, soient influencés ou se disent : Bon, d'accord, pourquoi pas, sinon ils ne poseraient pas cette question, et comme je n'ai aucun a priori, je ne pouvais pas répondre que je n'étais "*pas d'accord du tout*" et je ne pouvais pas répondre non plus que j'étais "*tout à fait d'accord*", restait deux options, "*plutôt d'accord*" ou "*plutôt pas d'accord*", mais comme il n'y a pas de fumée sans feu, j'ai répondu que j'étais plutôt d'accord pour ne pas passer pour un idiot, et le tour était joué !

Le sujet était cette fois : "*Êtes-vous tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas d'accord du tout avec la phrase suivante ? 'Grâce aux réseaux sociaux, les Russes ont soutenu et amplifié significativement le mouvement des gilets jaunes'*".

Ah ben comment mon neveu, c'est évident, ils sont partout les ruskofs, on en parle tous les jours à la télé, à la radio, dans les journaux !

- Mais toi, tu en as la preuve ?
- Non, pourquoi ?
- Pour rien.
- C'est tout ce que tu voulais savoir ?
- Oui, ta réponse me suffit. Tu t'es fait manipuler.
- Tu crois ?
- Non, j'en suis sûr !

Ils sont "**contents**", tout est "**tranquille**", "**calme**"... mais ils sont "**soucieux**", ils ont quand même "**des inquiétudes**", des "**doutes**", non, sans blague ?

- 43 % - Liberation.fr 14 février 2019

43 % des personnes interrogées déclarent que s'ils avaient à choisir, ils habiteraient dans une ville moyenne alors que 35 % préféreraient la campagne et 22 % la grande ville, selon un baromètre Ipsos sur les différents territoires de vie.

Dans l'ensemble de la population, les critères les plus importants pour faire ce choix de résidence sont la tranquillité et le calme (43%) et le sentiment de sécurité (31%). L'offre de transport arrive en quatrième position à 22%, derrière la proximité de la nature (26%). Vue des ronds-points, cette hiérarchie n'est pas surprenante : les gilets jaunes demandent davantage une baisse du prix de l'essence que la création de lignes de bus.

Les taux de satisfaction sur ces critères sont à l'avenant. 85% des habitants des villes moyennes trouvent leur cité calme et tranquille et 79% s'y sentent en sécurité. De façon plus étonnante, 84% de ceux qui vivent dans une métropole ont ce même sentiment qu'elle est tranquille et calme. Et, encore plus surprenant, 70% des Parisiens et banlieusards.

Cela posé, même si les habitants des villes moyennes ont une bonne image de leur lieu de vie, cela ne les empêche pas de nourrir des inquiétudes : 40% d'entre eux estiment que l'offre de santé et celle de services publics se sont dégradées de même que l'offre d'emploi (38%) ou la vitalité commerciale (39%). La part de ceux qui ne voient ni dégradation ni amélioration dans tous

ces domaines est à peu près similaire. Mais les sondeurs ont dû bien gratter pour trouver, parmi ces citoyens des villes moyennes, les 17% d'enquêtés qui trouvent que l'offre de santé a progressé et les 15% qui discernent une amélioration des services publics.

Quand on vit dans l'une de ces localités de taille moyenne, on est content mais soucieux. Leurs habitants pensent – pour 86% d'entre eux – que les centres de ces communes sont en train de mourir. Même chiffre chez ceux du rural qui, en tant qu'usagers occasionnels des services de la ville moyenne la plus proche, savent de quoi ils parlent. Mais 76% des Parisiens et 74% des résidents des métropoles, moins touchés dans leur vie quotidienne par ce qui se passe au cœur des préfectures, partagent aussi cette certitude. «Les villes moyennes concentrent, à l'instar des communes rurales, les doutes en matière d'emploi, de déséquilibres territoriaux, de recul du commerce et des services publics», conclut l'Ipsos. Liberation.fr 14 février 2019

Que la population vive dans des grandes villes, des villes moyennes ou dans des communes rurales, elle n'a aucune liberté, son choix est dictée par des considérations sur lesquels elle n'a aucune emprise, qui s'imposent à elle, qu'ils soient d'ordre pratique, professionnel ou économique, et elle doit en subir les conséquences. Pendant combien de temps ? La question qui tue : Toute la vie ! Voilà qui devrait donner envie de changer de société, non ? A mon avis, cela vaut davantage le coup que de courir après des aménagements à la marge qui fondamentalement ne changent rien, on ne fait que déplacer le problème sans jamais le résoudre, non ?

L'art de tout dire et son contraire pour en arriver à des conclusions écrites d'avance

- Face aux manifs des Gilets jaunes, le ras-le-bol grandit - Le Parisien 14.02

Après trois mois de cortèges et de réunions sur les ronds-points, malgré les quelque 11 milliards d'euros distribués en faveur des petites classes moyennes, et au moment où le grand débat national bat son plein, le mouvement reste populaire. Un sondage Elabe réalisé les 12 et 13 février montre que près de six Français sur dix (58 %) continuent de le soutenir ou d'avoir de la sympathie (contre 63 % le 30 janvier). Pourtant, et c'est probablement un tournant, ce soutien s'effrite et surtout une majorité de Français (56 %, + 11 en un mois) souhaitent même que la mobilisation s'arrête. Le Parisien 14.02

Et puis c'est un ordre !

- Il faut faire retomber la fièvre jaune - Le Parisien 14.02

Du côté des Gilets jaunes, le mouvement n'a pas réussi à se structurer, ni à canaliser des revendications toujours aussi disparates. Le Parisien 14.02

Faux, à travers les Assemblées populaires il a commencé à se structurer, mais sans orientation et objectif politique il est voué à l'échec, c'est ce que j'avais affirmé dès le début. Il faut dire qu'en ayant le mouvement ouvrier contre eux, l'issue était fatale et écrite d'avance. Pourquoi ceux qui prônent l'unité n'ont-ils pas appelé à des Assemblées populaires dans leurs communes ? Pourquoi ne l'ont-ils pas proposé aux autres partis et aux sections syndicales d'entreprise ? En fait, ils ont tout fait pour que ce mouvement populaire pourrisse sur place parce qu'il leur échappait.

[Gilets Jaunes et "grand débat national".](#)

Aucune "**réconciliation**" possible un oeil ou une main en moins !

- "Gilets jaunes" : "Il faut qu'on se parle", Brigitte Macron appelle à la réconciliation - Franceinfo 15.02

Trop tard, vous avez déjà perdu votre tête !

On ne voit pas comment il pourrait la "**retrouver**", puisqu'il ne l'a jamais eu !

Une majorité de Français estime que Macron profite du grand débat pour faire campagne - LeFigaro.fr 14.02

Seuls 18 % des Français pensent que le président de la République parviendra à retrouver la confiance des citoyens.

«La plupart des internautes ne croient pas à une issue positive de ce grand débat. Pour bon nombre d'entre eux, la montagne accouchera d'une souris», observe Véronique Reille Sault, la présidente de Dentsu Consulting, qui analyse les réseaux sociaux. LeFigaro.fr 14.02

On évitera des spéculer sur les conclusions qu'il faut en tirer...

L'animateur de foire à trop en faire...

- Grand débat: pour 55% des Français, Macron "en fait trop" - L'Express.fr 16.02

Dehors Macron!

- Les Français débattent, la sortie encore inconnue - AFP 16.02

On croirait entre Mélenchon !

C'était juste un exercice de "**psychothérapie collective**", parce qu'en plus ils nous prennent pour des déséquilibrés mentaux !

- Que se passera-t-il après le grand débat national ? leparisien.fr - 14 février 2019

De soulagement ? 1,7 million de visiteurs uniques sur le site dédié, 320000 inscrits sur la plateforme, 6000 réunions programmées, 2500 déjà tenues... Mercredi matin, le gouvernement pavoise en communiquant les chiffres de participations au grand débat. « Ils sont contents. Ce n'était pas gagné, glisse le même conseiller. Ils ont franchi une première étape, maintenant ils cogitent sur la deuxième. »

Car il s'agit désormais de lever l'autre raison de douter, de démontrer que cet exercice inédit ne sera pas vain.

« Ça doit déboucher sur quelque chose », assure un ministre.

«Cela ne peut pas juste être de la psychothérapie collective », relève un conseiller ministériel. leparisien.fr 14 février 2019

[Ils complotent contre tous les peuples.](#)

Transition écologique : Une mystification foireuse.

- Timide début de mobilisation des jeunes pour le climat à Paris - AFP 16.02

Plus de 200 jeunes ont manifesté vendredi à Paris contre l'"inaction climatique" du gouvernement, une première mobilisation timide comparée aux milliers d'élèves ayant défilé en Belgique ou au Royaume-Uni.

La secrétaire d'Etat à la Transition écologique Brune Poirson est sortie à la rencontre des jeunes massés devant son ministère. "Derrière ces portes, contrairement peut-être à ce que certains peuvent penser, vous n'avez pas des adversaires mais des alliés", a-t-elle lancé.

Le ministre François de Rugy s'était réjoui de l'annonce de cette mobilisation, souhaitant que les jeunes générations "commencent à convaincre leurs parents". AFP 16.02

Raison de plus pour la dénoncer et ne pas y participer. La lutte de classe doit se concentrer contre le régime pour l'abattre, tous les combats doivent être subordonnés à cet objectif. Pour y avoir renoncé ou l'avoir oublié, certains en sont arrivés à combattre au côté de nos ennemis ou se sont transformés en agents de leur propagande...

Instrumentalisation du racisme pour soutenir l'Etat d'apartheid sioniste.

- 14 partis politiques lancent un appel contre l'antisémitisme - L'Express.fr 16.02

Il dit ne pas avoir entendu l'insulte de « **sale Juif** », peu importe, il a entendu « **Sale sioniste de merde** », ils sont donc antisémites.

- Alain Finkielkraut violemment insulté : «Ils visaient mes liens et mes positions sur Israël» - Le Parisien 16.02

J'entendais très mal mais il y avait des cris de haine. Les insultes sont violentes : « Sale sioniste de merde », « bâtard », « grosse merde », « nique ta mère »... Le philosophe Alain Finkielkraut, pris à partie ce samedi après-midi par des Gilets jaunes à Paris, raconte avoir été ciblé en raison de ses positions vis-à-vis d'Israël mais dit ne pas avoir entendu l'insulte de « sale Juif. Encore une fois, je n'entendais pas bien les insultes et ça s'est passé très vite. »

«C'est un groupe de gens politiquement difficilement situables, me semble-t-il un mélange de gens des banlieues, de l'extrême gauche et peut-être aussi des soraliens. Emmanuel Macron m'a appelé pour me soutenir et me dire son soutien. Les ministres Jean-Michel Blanquer et Christophe Castaner m'ont aussi téléphoné.» Le Parisien 16.02

Au même moment, Israël révélait son engagement militaire au Yémen au côté de l'Arabie saoudite, et confirmait son alliance judéo-sunnite contre les chiites ou l'Iran et la Syrie.

A lire : À Varsovie, Israël révèle son engagement militaire au Yémen - Réseau Voltaire 15 février 2019

Acte XIV

LVOG - Je confirme que la veille sur Yahoo.news ne figura qu'un seul article. Même dans le blog de la tendance Claire du NPA il n'y avait aucun article, est-ce à croire qu'on approche de la fin ? De plus les participants des Assemblées populaires ne communiquent pas, c'est à se demander si elles existent vraiment en dehors des jours où elles se réunissent. Elles ont choisi de s'exprimer sur Facebook, sauf que de plus en plus de travailleurs (dont je fais partie) rompent avec ce support créé par la CIA. Alors qu'un blog ou un portail est accessible librement.

Le mouvement populaire du 17 novembre sans perspective politique est tiraillé entre deux tendances opposées.

- Un manifestant le 16 février à Bordeaux : *«Au début, je la condamnais cette violence. Puis quand on se rend compte que le mouvement a obtenu plus en quelques mois que les syndicats en plusieurs dizaines d'années on se rend à l'évidence... Parfois la violence devient nécessaire. En restant sur ses positions, le gouvernement a sa part de responsabilité».*

- Un manifestant le 16 février à Paris : *«Il y a de la fatigue, de la trouille, et les méthodes des forces de l'ordre commencent à payer, constate-t-il. Il faut faire un break, définir une stratégie, et revenir plus fort.»* Libération 16.02

- Nouvelle baisse de la mobilisation des "Gilets jaunes" - Reuters 16 février 2019

Les estimations sur le nombre de Gilets jaunes, qui se sont rassemblés ce samedi pour l'acte 14 des manifestations dans toute la France, vont de 41.500 pour le ministère de l'Intérieur à 230.000 pour le syndicat France Police-Policiers en colère.

Le groupe Facebook baptisé «Le Nombre jaune», qui suit aussi la mobilisation des manifestants, a recensé quant à lui 101.379 manifestants à 18h00, précisant qu'il s'agissait d'une estimation basse. RT 16.02

Dans la capitale, où les Gilets jaunes étaient 5 000 selon la police (contre 4 000 samedi dernier). leparisien.fr 16.02

A bordeaux, les gilets jaunes semblent plus nombreux, environ 3000. libération.fr 16.02

A part le rouge, toutes les couleurs sont maudites !

- Ingrid Levavasseur quitte une liste "Gilets jaunes" - Reuters 14 février 2019

Ingrid Levavasseur, une des figures des "Gilets jaunes", a annoncé mercredi qu'elle quittait la liste "Ralliement d'initiative citoyenne" (RIC) dont elle devait prendre la tête pour les élections européennes du 26 mai sans toutefois renoncer à se présenter.

"Je ne renonce pas aux européennes, mais je repars sur de bonnes bases", a-t-elle déclaré lors de l'émission "La grande explication" (RTL-LCI-Le Figaro). "J'ai des compagnons qui me suivent, on lit juste le nom RIC, on repart sur de bonnes bases".

Cette aide-soignante de profession, âgée de 31 ans, avait auparavant publié sur Twitter un message expliquant qu'elle se désolidarisait "officiellement du ralliement d'initiative citoyenne", un nom inspiré du Référendum d'initiative citoyenne, l'une des revendications majeures des "Gilets jaunes".

Plusieurs candidats annoncés à l'origine sur la liste d'Ingrid Levavasseur ont fait défection et au moins deux autres figures des "Gilets jaunes", Patrick Cribouw et Thierry-Paul Valette, ont annoncé leur intention de monter des listes distinctes.

Deux membres de la liste avaient ensuite annoncé renoncer, le 31 janvier: Brigitte Lapeyronie, brièvement encartée à l'UDI qui avait déploré "que sa candidature aux européennes lui imposait d'abandonner la défense des salariés"; et Marc Doyer, qui disait avoir été la cible de menaces de mort et de "fake news" en raison de son soutien passé à Emmanuel Macron. Reuters et AFP

14 février 2019

Etat policier et justice de classe.

La légitime défense est devenue un crime sous ce régime despotique.

- Le boxeur "gilet jaune" condamné à un an de prison ferme - Reuters 14.02

Le tribunal correctionnel de Paris a condamné mercredi l'ancien boxeur professionnel Christophe Dettinger à deux ans et demi de prison, dont 18 mois avec sursis et mise à l'épreuve, pour s'en être pris le 5 janvier à deux gendarmes en marge d'une manifestation des "Gilets jaunes" à Paris.

La peine d'un an ferme pourra être aménagée sous le régime de la semi-liberté.

Devenu un "symbole malgré lui", selon les termes d'un avocat des deux gendarmes, Christophe Dettinger a dit à l'audience avoir "honte" d'une "erreur" commise sous le coup de la colère et en réaction notamment au "matraquage" de manifestants par les forces de l'ordre. Reuters 14.02

La voyoucratie en rit...

- Quand les Balkany rient de leurs démêlés judiciaires - LePoint.fr 14.02

Patrick et Isabelle Balkany ont fait preuve d'une certaine autodérision lors de la « Nuit de la déprime » de l'humoriste Raphaël Mezrahi, rapporte « Le Parisien ». LePoint.fr 14.02

...il faut dire qu'il y a de quoi. L'aménagement de peine de Jérôme Cahuzac accepté, appel du parquet - AFP 14.02 Un juge d'Ajaccio a accepté mercredi la demande d'aménagement de peine avec bracelet électronique de Jérôme Cahuzac, condamné à quatre ans de prison dont deux ans avec sursis pour fraude fiscale, a indiqué à l'AFP le procureur d'Ajaccio, qui a déposé un appel suspensif. AFP 14.02

En famille. Quand le PS assume son ancrage à l'extrême droite.

- Européennes: Faure obtient mandat pour entrer en campagne avec Place publique - AFP 14 février 2019

Olivier Faure a obtenu le feu vert du bureau national du PS pour entrer en campagne avec Place publique dès la semaine prochaine, malgré l'hostilité de Stéphane Le Foll et ses proches, a indiqué l'entourage du premier secrétaire mercredi.

Le PS et Place publique, le mouvement lancé par Raphaël Glucksmann, sont engagés depuis plusieurs semaines dans des discussions pour tenter d'agréger les forces de la gauche anti-mélenchoniste en vue des européennes.

Mais ces discussions patinent, en raison du peu d'allant d'EELV, du PCF ou de Générations. AFP 14 février 2019

DEUXIEME PARTIE

Une contribution politique.

Un ventre plein à la tête vide ne pouvait rien donner de bon. Logique !

A défaut de s'employer à la remplir, le niveau de conscience général devait glisser progressivement de haut en bas selon les lois de la gravité, de sorte qu'à l'arrivée on ne saurait plus très bien qui du cerveau ou des intestins ressemblerait le plus à l'autre, et pas seulement sur le plan physiologique cette fois.

Quand on évoque les lois générales du mouvement de la matière ou la dialectique, on admet que la transformation ou l'évolution ainsi que le destin de toute chose seront déterminés par les rapports qu'elle entretiendra avec le monde extérieur sur lequel elle exercera à son tour une influence, de telle sorte qu'ils sont liés entre eux par les mêmes lois de la dialectique.

S'agissant de la société humaine, elle sera soumise également à ces lois mais elle les ignorera, du coup elle ne parviendra que

très difficilement à admettre ou à prendre conscience que son destin n'était pas écrit d'avance, et qu'il était déterminé uniquement par sa capacité à en prendre conscience ou non, car tel devait être son destin.

Une multitude de facteurs extérieurs déterminent le destin de chaque chose, être ou de la nature, comment ou à quel rythme s'accomplira sa croissance, quel niveau de développement il atteindra, quelle sera sa durée d'existence, dans quelle condition il disparaîtra, quelle contribution il aura apporté à la transformation de la matière ou de la civilisation humaine.

En cela, et apparemment c'est ce qu'on a le plus de mal à saisir, le destin de la société humaine diffère de celui du reste de la matière dans la mesure où l'homme possède la faculté de pouvoir agir sur les facteurs et les rapports qui y président, de manière à l'orienter dans un sens ou dans un autre selon qu'il privilégie ses propres besoins ou ceux de l'ensemble de la collectivité humaine, selon qu'il en a conscience ou non, au-delà qu'il a conscience ou non de la classe sociale à laquelle il appartient ainsi que son rôle historique.

S'agissant de l'exploité ou de l'opprimé, il n'a pas conscience que lorsqu'il se contente de lutter pour satisfaire ses propres besoins ou ses besoins immédiats, on dit aussi ses revendications démocratiques bourgeoises, il ne parviendra jamais à orienter la société dans une direction qui lui permettrait de s'émanciper du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme. Il demeure prisonnier de sa propre ignorance, et par conséquent il ne pourra jamais conquérir sa liberté. Pire, tous les progrès dont il avait bénéficié jusque là seront (en permanence) remis en cause et finalement disparaîtront, et ne comprenant toujours pas pourquoi, il s'acharnera à vouloir les reconquérir et ainsi de suite jusqu'à son épuisement final sans être parvenu à sauver ou à reconquérir quoi que ce soit.

Sa priorité devrait être d'apprendre les lois de la dialectique qui régissent le fonctionnement de la matière, de la pensée, de la nature, de la société et du capitalisme, de manière à pouvoir élever son niveau de conscience général et politique, ce qui lui permettrait de saisir qu'il existe une alternative au capitalisme, et qu'il est le principal instrument pour s'en débarrasser, pour peu qu'il s'organise avec tous ceux qui ont développé le même niveau de conscience politique en vue de le partager avec le plus grand nombre possible d'exploités, car c'est seulement en menant consciemment ce combat ensemble que l'humanité pourra emprunter une orientation conforme aux besoins ou aspirations de l'ensemble de ses membres, hormis ses ennemis qui leur promettaient un avenir cruel ou cauchemardesque et qui devront être éliminés.

L'homme est un prédateur, un animal sauvage, un barbare qui lutte uniquement pour sa survie, il n'a aucune chance de s'en sortir s'il n'acquiert pas une conscience de classe, voyez les capitalistes, les banquiers, ils s'en tirent bien. Eux ils savent comment fonctionne la dialectique, ils savent en tirer parti, bien qu'ils ne soient pas plus intelligents que la moyenne des hommes, bien au contraire, et nous, pauvres couillons que nous sommes, nous manquons singulièrement de logique.

Pourquoi faire une fixation sur la logique ou la dialectique direz-vous ?

J'ai envie de vous répondre que sans elle je serais resté l'abruti fini, l'abominable crétin que j'étais à 19 ans, j'en ai 63 ans. Et la civilisation humaine n'aurait jamais existé, l'homme n'aurait jamais existé, il serait demeuré au stade du primate, s'il n'avait pas saisi les rapports de cause à effet qui existaient dans la nature et qui sont à la base de toute logique. Il a commencé à intégrer dans son cerveau les lois logiques qui existaient à l'état naturel, mais il n'ait jamais allé jusqu'au bout. Il n'est pas parvenu à concevoir que c'était l'ensemble du processus historique auquel il participait, qui était régi par les mêmes lois, partant de là il s'interdisait d'en prévoir les développements futurs, il devait sans cesse le subir et découvrir le destin qu'il lui avait réservé à défaut d'en avoir pris conscience pour agir et l'orienter en fonction de ses besoins.

On voit donc quelle implication extraordinaire peut avoir ce manque de logique.

Autrefois c'était justifié du fait que l'homme était uniquement occupé à trouver les moyens d'assurer sa subsistance quotidienne, maintenant également mais dans un tout autre contexte, on y reviendra plus loin, d'autre part son existence demeurerait très précaire. Il faudra attendre que les forces productives, les sciences et les techniques aient atteint un haut degré de développement pour qu'ils créent de nouveaux besoins et les satisfassent, ce qui lui permettrait de réduire cet état de précarité qui pesait aussi bien sur son existence quotidienne que sur son destin, de telle sorte qu'une fois libéré de ce pesant fardeau, son esprit serait disponible pour envisager de refondre la société sur la base de nouveaux rapports sociaux à partir de ce processus dialectique.

Seule l'étude de ce processus historique allait lui permettre de découvrir comment la dialectique avait opéré pour permettre à la civilisation humaine de progresser, pour agir sur les facteurs et les rapports qui en avaient déterminé l'orientation, afin qu'elle puisse atteindre un niveau supérieur de développement au lieu d'être condamnée à son autodestruction. Son but n'était plus de créer des moyens pour satisfaire ses nouveaux besoins puisqu'il était atteint, mais pour qu'ils soient satisfaits à l'échelle de l'humanité toute entière, pour que les besoins de l'ensemble des hommes et des peuples soient satisfaits, ce qui n'a jamais été le cas jusqu'à présent. Il revenait aux hommes dont les besoins élémentaires étaient satisfaits, mais non les aspirations à la liberté, de se saisir de la dialectique pour mener ce combat à bien. Ils disposent du temps de cerveau et des conditions matérielles nécessaires pour y arriver, et personne ne le fera à leur place. Dans le cas contraire ou s'ils n'y parvenaient pas, leurs conditions matérielles et d'existence en général régresseraient et la société humaine serait vouée à une dégénérescence sans fin.

Ce que j'ai voulu expliquer ici rapidement, c'est que dorénavant l'évolution ou le destin de la civilisation humaine dépend davantage du facteur subjectif que des facteurs objectifs, qui pour ainsi dire ont rempli leurs fonctions ou ont accompli leur tâche historique, produire plus ou créer de nouveaux besoins ne sert plus à rien, hormis alimenter la machine capitaliste et enrichir davantage les oligarques, accroître leur pouvoir politique. On voit bien que produire toujours plus de richesses ne sert plus à améliorer le sort des hommes ou des peuples, mais bien au contraire à leur pourrir l'existence, il faut donc concentrer notre attention sur le facteur subjectif, enseigner aux masses le matérialisme dialectique pour que leur niveau de conscience progresse, ce qui n'est pas du tout incompatible avec les enseignements du marxisme, car cet enseignement s'inscrit dans un processus pratique, dans un but matériel, objectif.

Si on veut que les masses deviennent un facteur qui influe sur les conditions objectives au-delà de leur participation au processus de production, donc que par leur action elles déterminent l'orientation de la société, il faut absolument que cette action soit consciente et qu'elles puissent en tirer des enseignements pour mener ce processus dialectique jusqu'au bout, donc parvenir à changer de société en se débarrassant du capitalisme et ses institutions.

C'est de cela qu'il faut les convaincre. J'y contribue modestement à mon niveau avec ces causeries, et je regrette que nos dirigeants n'en aient pas pris conscience.

Tribune libre

On propose dans ce portail différents angles et différentes analyses de lecture de la situation, qui correspondent aux différentes expériences ou aux différents niveaux de conscience politique des lecteurs, de manière à ce que chacun puisse s'informer et progresser à son rythme.

Une idée ne nous vient jamais spontanément à l'esprit, cela n'existe pas. Elle a une histoire derrière elle, qu'on en soit ou non conscient. Elle s'est construite au fil du temps et de nos expériences, de nos réflexions. Elle est généralement le résultat d'un processus complexe, et il en va ainsi pour chacun d'entre nous. L'intérêt de présenter des analyses diverses permet de percevoir comment une idée, une position, une conviction, etc. s'est construite ou forgée, ce qui permet à chacun de l'aborder avec les repères qu'il est parvenu à discerner, ce qui lui permettra de se forger sa propre grille de lecture, qui favorisera la compréhension du sujet abordé.

- France – La fin de Macron ? - Gilets Jaunes, le RIC et le Frexit - par Jean-Yves Jézéquel, 12 février 2019

La répression est en marche, les lois qui nient les libertés citoyennes, qui interdisent à peu près tout à propos de tout, aux peuples des pays de l'UE, en plaçant partout des sens interdits pour obliger les individus et les sociétés entières à ne marcher que dans un seul sens : celui de l'ultra libéralisme qui est la cause du massacre social en Occident depuis 40 ans ; l'autoritarisme, la dictature et la criminalisation des mouvements sociaux, toute pensée dissidente, celle qui n'est pas politiquement correcte, les manifestations ; tout cela opère un amalgame entre maintien de l'ordre et répression, c'est-à-dire maintien coûte que coûte des serviteurs de la prédation financière au pouvoir ! La police est devenue en France une milice fasciste au service d'un Gouvernement inspiré par Vichy. La milice éborgne à cœur joie, elle estropie gaiement ; une parodie de justice condamne en cadence à la prison ferme ; toutes les libertés constitutionnelles se sont réduites à une peau de chagrin. C'est une accélération dictatoriale, certes, mais qui annonce en France la fin d'une domination idéologique du fascisme ultra libéral en politique et en économie et un appel sans précédent à la résistance citoyenne. La révolte est si grande, si profonde, si persistante et si déterminée que les prédateurs au pouvoir persistent dans leur tentative désespérée à vouloir infantiliser les masses en se livrant à un psittacisme directement inspiré par Goebbels, aidés par les médias collabos, accusant et condamnant la Russie, le Kremlin, Poutine (et son alliée la Chine)... (...)

La colère de Jupiter allait atteindre son paroxysme : il n'en pouvait plus de supporter ces « salauds de pauvres » qui ne veulent plus se laisser abuser, qui se révoltent et qui osent encore se plaindre de la répression qui a été ordonnée pour les faire taire, eux qui par-dessus le marché témoignent ouvertement de leur sympathie pour les médias russes !

Malgré l'avalanche des lois liberticides, il n'y en avait pas encore assez : Jupiter faisait donc voter une nouvelle loi au Parlement, grâce à la clique des « béni-oui-oui » du Régime macronien, afin de contrôler tous les médias ainsi que leurs sources pour la protection de la « vérité du mensonge » !

Puis, le Traité d'Aix-La-Chapelle allait être signé en catimini : il était encore impossible de trouver une traduction française du Traité le jour-même de sa signature. Haute trahison d'un Pouvoir qui veut coûte que coûte, avec Bruxelles, l'abolition de la souveraineté nationale. Il est évident que pour lui le peuple n'a plus rien à dire. Ce Traité est entièrement dirigé contre l'idée démocratique, contre l'idée de souveraineté. Il veut une coopération militaire, un réarmement de l'Allemagne pour la préparer à la guerre contre la Russie, car l'Allemagne se considère comme la cible privilégiée de la Russie notamment à cause de la présence massive de l'OTAN et de ses structures de commandement yankee sur son territoire. Ce Traité veut donner toute raison à l'idéologie ultra libérale et à l'autoritarisme de son ordo libéralisme. Bref, tout le contraire de ce que réclament dans la rue, depuis le 17 novembre 2018, les Gilets-jaunes en « insurrection » et les 77% de Français qui les approuvent ! (...)

Les Gilets-jaunes ont bien discerné le jeu qui se joue dans l'ombre autant que celui qui se joue en pleine lumière. Voilà pourquoi ils ont aussi compris que la seule solution d'un aboutissement de leurs revendications passait par le départ de Macron, volontaire ou forcé, afin de restaurer la souveraineté constitutionnelle du peuple par l'adoption du Referendum d'Initiative Citoyenne.

Il est important de faire un discernement sur la question des violences policières qui sont en priorité le fait de la BAC réquisitionnée les samedis et qui n'est pas entraînée à « l'encadrement des manifestations », parce que ce n'est pas sa mission spécifique. Nous savons bien que le Ministère de l'Intérieur n'est pas honnête : il ment sur les chiffres, chaque samedi ; il veut ouvertement dénigrer, ridiculiser, décrédibiliser le mouvement des Gilets-jaunes ; il donne des ordres aux policiers pour un harcèlement provocateur des manifestants dans les rues au lieu d'encadrer et d'accompagner les mobilisations qui sont déclarées. Rappelons également que l'action des Gilets-jaunes se différencie complètement des actes imbéciles de certains casseurs écervelés qui s'en prennent aux CRS ou aux Gardes Mobiles ou encore à des véhicules, payés par les impôts des contribuables, qui sont là, comme à la tour Eiffel ce samedi 9 février, pour assurer la présence habituelle des militaires du plan anti terroriste...

La stratégie des Gilets-jaunes qui se sont organisés est de maintenir la pression sur le Gouvernement, de samedi en samedi. La mobilisation du XIIIème acte du samedi 9 février, démontre que cette stratégie perdure ; il n'y a pas « d'essoufflement », comme s'acharne à vouloir le faire entendre Mr Castaner et le Ministère de l'Intérieur, mais au contraire la même présence tranquille, déterminée, persévérante et pacifique des Français mobilisés. Rien ne s'arrêtera tant que leurs revendications majeures n'aurent pas été entendues. Lorsque les débats dans toute la France seront achevés, le Gouvernement devra concrétiser sa réponse. S'il n'y a pas de réponse, si l'exigence constitutionnelle des citoyens n'est pas entendue, il est clair que les mobilisations reprendront dans toute leur intensité.

L'enjeu actuel des Gilets-jaunes, rappelons-le, c'est le départ de Macron, l'indifférence pour les européennes : il est hors de question de reconnaître une légitimité quelconque à cette liste fantaisiste baptisée « Rassemblement des Gilets-jaunes citoyens » qui demande à l'ex président US Obama, dans un communiqué officiel, de les « conseiller » sur la route à suivre, « lui qui connaît si bien l'état du monde actuel » ! On ne peut pas mieux se moquer des Gilets-jaunes qu'en prenant une telle initiative totalement déplacée et injurieuse aux yeux des vrais Gilets-jaunes qui sont approuvés et appuyés par 77% de la population française n'ayant pas besoin des conseils de monsieur Obama pour savoir où est le chemin de sa souveraineté et de sa responsabilité politique. D'ores et déjà, nous savons que ces soi-disant « Gilets-jaunes » pro américains, allant chercher leur inspiration auprès du chantre de la guerre (Obama prix Nobel de la paix = 7 guerres durant ses deux mandats) sont une supercherie de plus organisée par la macronie rampante dans laquelle il n'est pas étonnant de retrouver le magouilleur Bernard Tapie.

Les Gilets-jaunes veulent la dissolution du Parlement, l'aboutissement de leur « Grand débat national à eux », (pas celui de Macron qui fait sa campagne électorale des européennes) par le tirage au sort des citoyens pour la formation d'une Assemblée Constituante, l'inscription du RIC dans la Constitution, le rétablissement immédiat d'une justice sociale et fiscale élémentaires par des mesures d'urgence, puis le passage aux votes successifs : celui de la reconnaissance de la nouvelle Constitution qui abolira les prérogatives de la Monarchie Républicaine de la 5ème République ; celui des législatives ; celui de la présidentielle revu et corrigé par la nouvelle Constitution ; celui enfin absolument déterminant et nécessaire du Frexit pour une restauration effective de la souveraineté du peuple qui passe également par la souveraineté monétaire. Tout cela n'est plus du tout possible sans le Frexit et sans l'abolition de tous les Traités qui ont été signés par la France sans l'avis ou contre l'avis du peuple souverain. (...)

La France Insoumise citait souvent la phrase de Victor Hugo dans la campagne électorale de 2017 : « rien n'est plus puissant qu'une idée dont le temps est venu ! »

Cette réflexion dit très justement à quel point le sous-sol mental collectif d'une Nation doit être travaillé et retravaillé pour le préparer au passage à l'acte d'une Révolution, d'un changement déterminant. Rien d'important ne peut arriver à l'échelle d'une Nation sans cette préparation souterraine des esprits, silencieuse, discrète, pour une transformation radicale de sa physionomie politique.

Ce qui travaille en profondeur la terre du sous-sol mental collectif d'une nation, c'est d'abord son vécu, sa souffrance, ses galères, son expérience du malheur et de la répression sous toutes ses formes. Puis, des éléments de la Nation viennent ensuite mettre des mots sur les choses pour les identifier clairement. Commence alors le compte à rebours : tout devient plus clair peu à peu, plus évident, plus consensuel, car un travail considérable a ainsi été fait. (...)

Ce détonateur si petit, aux effets si spectaculaires, était fait d'une conjonction de deux éléments : une pratique obsessionnelle compulsive des humiliations par injures et petites phrases de l'arrogance et du mépris Macroniens et la décision inconsidérée qui rendrait insupportable l'injustice fiscale en supprimant l'ISF et en taxant à un niveau inacceptable le prix des carburants !

L'idée était mure, elle était là, prête à éclore et rien ne pouvait être plus puissant que cette éclosion dont l'heure était venue !

La crise financière extrême avait convaincu le roi Louis XVI de réunir les Etats-Généraux en 1789 pour tenter de résoudre le problème qui se posait à la France entière. Les idées de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen avaient fait leur chemin dans le silence de l'inconscient collectif français. L'heure était venue pour qu'elles s'imposent en illuminant la Nation tout entière qui allait se saisir de faits apparemment insignifiants pour les manifester. Le mépris des nobles et du clergé pour le Tiers-Etat, (« il n'y a rien de nouveau sous le soleil »), la fermeture de la salle de réunion des Etats-Généraux les empêchant de se réunir « illégalement » disait Louis XVI, puis la montée à Versailles d'un cortège de femmes de Paris pour réclamer du pain au roi, seront la conjonction de faits anodins qui constituerait en soi le détonateur de la Grande Révolution Française de 1789.

De même à la fin novembre 2018, devant la Salle du jeu de paume, dans laquelle le Tiers-Etat s'était juré de ne plus se séparer avant d'avoir donné une Constitution à la France, une représentation des Gilets-jaunes renouvelait la même promesse : ils ne cesseraient plus le combat engagé tant que la Constitution française ne serait pas réformée afin de redonner au peuple Français sa souveraineté constitutionnelle.

Conclusion.

Il va de soi que rien de toutes ces exigences ne pourra se faire facilement. On sait ce que la Révolution a entraîné avec elle. Il est quasi certain que le Pouvoir en place ne voulant rien lâcher sera obligé d'en venir à l'assassinat de citoyens descendus dans la rue, comme la Constitution européenne (le Traité de Lisbonne) l'autorise (voir article précédent pour références aux articles concernés du Traité de Lisbonne). Il y a une forte probabilité pour que nous soyons amenés à une guerre civile, comme le Tiers-Etat s'était mobilisé contre la noblesse et le clergé réfractaire. L'affrontement armé qui opposera les révoltés et ceux qui se mettront du côté du système dictatorial de l'UE, sera probablement inévitable. Si un coup d'Etat devenait nécessaire, il serait assurément à l'origine du déclenchement de la guerre civile en France. A l'heure actuelle on voit mal comment les Français pourraient retrouver leur souveraineté sans passer par un renversement du Pouvoir maastrichtien macronien.

Au nom du Traité d'Aix-La-Chapelle, les Allemands pourront intervenir légitimement dans les affaires de souveraineté de la France et des Français : nous avons été trahis et vendus aux prédateurs du monde, car l'allégeance de l'Allemagne à l'Etat profond des USA est bien plus importante que la relation de vassalité actuelle de la France avec l'Empire des pilleurs et flibustiers du monde qui ne pensent que domination pour eux et soumission pour les autres. Comme c'est le cas bien connu pour les USA, le Traité d'Aix-La-Chapelle nous démontre à son tour que l'Allemagne n'a ni allié, ni ami, ni ennemi, elle n'a que des intérêts à protéger et à favoriser quel qu'en soit le prix...

Il n'y a plus d'avenir pour nous les Français, sans la fin de Macron, sans la réforme de la Constitution et sans le Frexit. Jean-Yves Jézéquel

LVOG - Avec entre autres de telles illusions en guise de conclusion, c'est certain ! Et le pire est à venir si vous ne les abandonnez pas très rapidement, voyez ce qui nous attend ci-dessous

Et si la "gauche militante" arrêta de se la raconter ? par Luniterre.

Le 10 février 2019

Alors que la mobilisation des GJ stagne, en légère régression, le socle de sympathie du public le plus large ne s'effrite pas, voire même, se consolide plutôt, malgré l'image médiatique assez négative du mouvement que forgent les médias aux ordres.

Un autre paradoxe apparent, dans ce contexte, c'est l'échec relatif de la journée de grève et de manif du 5 Février, qui s'est avérée être une journée lambda de plus du train-train syndical français, dont on avait simplement un peu perdu l'habitude.

Pourtant, avec la convergence affichée par les ténors du mouvement GJ et de la pseudo « extrême-gauche » française, la conjonction des planètes politiques et syndicales française actuelles paraissait devoir faire de cette journée un « tournant historique » digne du 13 Mai 68, ou, plus récemment, du 17 Novembre.

Or il n'en a rien été, et, vue sous cet angle, la journée du 5 Février est carrément un échec absolu, et non pas relatif...

Mais de plus un « échec » que l'on peut considérer comme ayant été quasiment planifié par les promoteurs de la dite journée...

<https://tribunemlreypa.wordpress.com/2019/01/30/martinez-aurait-il-subitement-trouve-la-lumiere-en-reponse-a-j-p-page/>

En ce sens, un « échec » planifié et qui se concrétise sur le terrain cesse effectivement d'être un « échec », et peut être glorifié comme une « réussite » par les bureaucraties syndicales et politiques qui en avaient simplement besoin pour retrouver leur rôle de « pare feu » du système, rôle et système sérieusement affaiblis par le mouvement GJ depuis le 17 Novembre...

Bien évidemment, cette « culture de l'échec », dans le syndicalisme français, peut paraître paradoxale, mais il faut, pour la comprendre, ne pas perdre de vue que la vie sociale et politique des bureaucraties syndicales est aussi un jeu de billard à plusieurs bandes... A travers les subventions patronales et étatiques, en jouant ce rôle de « pare feu » elles font simplement le boulot pour lequel elles sont payées, mais cela n'exclut pas, bien au contraire, une certaine rivalité pour le partage... D'où la surenchère démagogique, qui n'a pas pour but d'obtenir réellement satisfaction des revendications, mais simplement d'élargir un peu la base en vue de prétendre à plus de « représentativité »... « Élargir un peu sa base », cependant, cela ne doit donc pas aller jusqu'à risquer une vague de lutte sociale qui remettrait en cause le système. Ce qui explique donc bien le « retard à l'allumage » de l'intervention cégétiste, par rapport aux débuts du mouvement, il y a bientôt trois mois, et le peu d'empressement à exprimer des revendications cohérentes qui risqueraient de remobiliser les foules du 17 Novembre...

Ce que le 17 Novembre avait mis en mouvement, c'est précisément tout le petit peuple « périphérique » qui ne se reconnaît pas, et pour cause, dans les bureaucraties syndicales.

Une majorité « silencieuse » qui avait soudain trouvé la voie de son expression en bloquant les ronds-points...

Comprendre la différence entre cette base sociale et celle des syndicats, c'est d'autant plus simple, à l'issue de la journée du 5 Février...

A lire les textes CGT, tracts ou articles, le capital se résumerait au CAC 40 en France... Si effectivement le capital financier est la force politique réellement dominante, le tissu économique et social français ne s'y résume pas, et de loin, tant en matière d'emploi que de rémunérations, donc. L

es PME représentent à elles seules près de 50% de l'emploi en France...

Les TPE encore 20% de plus....

Et les 30% restants ???

La fonction publique, stricto sensu, représente 20% de l'emploi en France.

Et il y a encore près de 5% des salariés qui dépendent du secteur public sans être fonctionnaires stricto sensu. (1)

Autrement dit, le salariat des grosses entreprises, celles qui servent directement de base économique et sociale au capital financier, ne représentent au plus que 5 à 6% du total des salariés.

Pour affiner encore cette approche il faudrait encore préciser, dans ces 6%, combien se trouvent directement dans le secteur productif, combien sont payés au SMIC, productifs ou non, etc...

C'est probablement faisable, mais la disproportion des chiffres d'ensemble, par rapport au discours habituel de la gauche, « extrême » ou non, suffit à en comprendre la vacuité totale.

La très grande majorité des prolétaires, smicards et productifs, se trouvent dans les PME et les TPE.

La base économique et sociale des bureaucraties syndicales, y incluant même, à quelques exceptions près, les sections anarcho-syndicalistes, se trouve dans les 30%, secteur public et grosses boîtes, qui ne sont pas majoritairement smicards, ni même concernés par ce niveau de rémunérations.

Dans ces conditions, il est logique que le langage de la CGT reste hermétique au plus grand nombre, qui ne se sent tout simplement pas concerné... ! De l'agit-prop essentiellement ciblée vers sa base « utilitaire », en quelque sorte, de la part de la CGT... Pas de risque de débordement...

Pour ce public, réclamer à la fois le SMIC à 1800 €, une hausse générale des salaires, retraites, minima sociaux, et la suppression des aides publiques aux entreprises, la suppression de la TVA et de toutes les taxes, une réforme de la fiscalité, etc...(2) tout cela ne pose pas de problème de cohérence, c'est seulement le langage auquel il est habitué depuis des décennies et qui l'amène à défiler régulièrement et rituellement dans les rues derrière ses banderoles syndicales, même si en rangs de plus en plus clairsemés, au fil des ans...

S'il est clair que les groupes financiers, industriels et commerciaux qui dominent la vie sociale et politique française se gavent au détriment de l'immense majorité et pourraient manifestement non seulement se passer des « aides publiques » sous quelque forme que ce soit, mais en outre, contribuer socialement réellement à hauteur de leurs superprofits, le cas de la plupart des TPE-PME est pourtant beaucoup plus nuancé.

En réalité, et contrairement à une idée reçue, l'artisan ou le petit entrepreneur qui travaille au quotidien sur les chantiers avec son personnel n'a pas forcément intérêt à le sous-payer. Pour autant, augmenter le SMIC, pour la plupart d'entre eux, ne peut se faire actuellement qu'avec des aides publiques sur les charges, aides qu'ils doivent quémander tout aussi bureaucratiquement que leurs salariés pour la nouvelle « prime Macron ». Néanmoins, comme on l'a déjà vu (3), le principe des aides publiques, complètement injuste et aberrant en pratique, même pour les TPE-PME, doit être tout à fait abandonné.

C'est pourquoi il est donc nécessaire de revendiquer une nouvelle répartition des charges sociales, qui permettra d'augmenter réellement le SMIC sans surcharger les TPE-PME, qui représentent 70% de l'emploi salarié en France.

La répartition des charges et cotisations pourrait donc être réglemantée de façon progressive croissante pour charger davantage les groupes financiers et moins les TPE-PME selon un prorata tenant compte à la fois du chiffre d'affaire et du nombre de salariés. C'est à dire un moyen indirect mais incontournable de taxer socialement le capital, en fait.

<https://www.change.org/p/emmanuel-macron-mettre-fin-au-scandale-%C3%A0-40-milliards-du-cice-et-de-son-substitut-actuel-82eed49b-2055-4be5-a0b0-4dcc8e80e771>

Un ensemble de revendications concernant la répartition est aussi possible à travers une alternative « différenciée » à la CSG, c'est à dire, au moins, excluant cette taxe des salaires, alternative qui devrait donc viser également, et encore plus directement, les superprofits du capital financier.

Autrement dit, ce type de revendication, incluant une réforme de la CSG, qui n'est déjà plus véritablement « généralisée », et devrait donc être encore plus « différenciée », selon les catégories économiques et sociales, pourrait former la base d'un front social populaire et prolétarien véritablement représentatif de la très grande majorité du corps social, contrairement aux syndicats, et construire une alternative réellement démocratique qui balayerait le système actuel comme un fétu de paille, lorsque la base de ce front sera unie sur un programme revendicatif approprié. C'est l'ébauche d'un tel front qui s'était formée, sur le terrain, le 17 Novembre et dans les premières semaines qui ont suivi. Si elle avait voulu être à la hauteur de sa mission sociale originelle, c'est là que la « gauche militante » française, et la CGT en tête, aurait du intervenir, pour clarifier la base possible de cette unité. Arrivé près de la fin de l'année 2018, ce front était déjà en train de se disloquer sous l'effet de l'incohérence « spontanéiste » de ce mouvement.

Au cours des deux premiers Actes 2019, un rebond était encore possible, semble-t-il, si une structuration globale du mouvement et de ses revendications s'était mise en place.

Au lieu de cela, la CGT se contente de ramasser, sur sa base restreinte, quelques morceaux d'un mouvement social amorçant manifestement sa chute. Et de reprendre son train-train habituel qui convient parfaitement au pouvoir, au delà des rodontades verbales de circonstances.

Dire qu'il y a là une stratégie délibérée, ce n'est qu'un simple constat, en réalité ! Et de constater, également, qu'elle est parfaitement complémentaire avec la stratégie du pouvoir.

En promulguant sa prime d'activité qu'il faut individuellement aller quémander auprès de l'administration, Macron a parfaitement analysé la situation, suite au 17 Novembre, et, en tablant sur l'inorganisation du prolétariat smicard des TPE-PME, en le renvoyant à sa démarche habituelle de survie individuelle, il a tout simplement sapé potentiellement la base économique et sociale de l'unité populaire renaissant spontanément, le 17 Novembre, suite à l'aggravation des conditions sociales de la majorité prolétarienne de ce pays. Vu la profondeur et la durabilité de la crise, le courant de sympathie demeure, vis à vis de la protestation sociale, mais la motivation immédiate du passage à l'acte, et notamment, à la grève générale et prolongée, a été à nouveau habilement remplacée par le pouvoir macronien par un retour à la « démerde » individuelle.

La « gauche » bureaucratique cégétiste et autre peut tranquillement « remobiliser » sa base sociale pour regagner le terrain perdu dans le partage des subventions et prébendes patronales et étatique, elle ne risque plus le « débordement » du prolétariat smicard qui eut réveillé le « démon rouge » d'une remise en cause du système.

S'il existait encore, dans ce pays, une gauche réellement prolétarienne, elle devrait (et même, aurait déjà du, en fait), logiquement, adapter sa stratégie et sa tactique à cet état de fait, et réfléchir au moyen de remobiliser le prolétariat des TPE-PME, mais on constate donc qu'une telle gauche prolétarienne n'existe pas en France, à part quelques individus isolés et inorganisés.

Une « force » politiquement inexistante et donc actuellement dans l'incapacité de faire évoluer le rapport de force, qui, lentement mais sûrement, et avec la complicité, objective et de fait, de la gauche actuelle, même « extrême », se reconstitue en faveur du système.

Pourtant, ce que prouvent les bons sondages de popularité du mouvement, c'est qu'Acte après Acte, Samedi après Samedi, la

flamme du 17 Novembre est loin d'être tout à fait éteinte. La ranimer et lui redonner même un nouvel éclat, en tenant compte de l'analyse et de l'expérience, tel pourrait être le défi que la gauche militante se fixe à elle-même pour être à la hauteur de sa responsabilité sociale et historique. Luniterre

- 1 Structuration économique et sociale en France :

<https://artisans.chefdentreprise.com/thematique/actualites-1063/Breves/TPE-326336.htm>
<https://www.economie.gouv.fr/cedef/chiffres-cles-des-pme>
<https://www.insee.fr/fr/statistiques/fichier/3152833/ENTFRA17.pdf>
<https://www.insee.fr/fr/statistiques/2569436?sommaire=2587886>
<https://www.ouest-france.fr/economie/social/fonctionnaires-combien-sont-ils-combien-gagnent-ils-5301485>)

- 2 Les liens et docs CGT :

<https://www.cgt.fr/actualites/salaires/pour-un-smic-1-800-eu-il-est-urgent-dagir>
https://www.cgt.fr/sites/default/files/2019-01/20190108_Smic1800_Tract_SR_CA.pdf
https://www.cgt.fr/sites/default/files/2018-09/20180911_AugmentationSalaires_4pages.pdf https://www.cgt.fr/sites/default/files/2019-01/20180108_SalaireBulletin_RectoVerso_SR_CA.pdf)

- 3 CICE, CSG, charges sociales :

<https://giles42revendications.wordpress.com/2019/01/15/2019-grand-debat-ou-grand-gaspi/>
<https://frontdeslaics.wordpress.com/2019/01/27/un-scandale-detat-a-40-milliards-que-les-syndicats-refusent-de-denoncer-pourquoi/>
<https://tribunemlreypa.wordpress.com/2019/01/05/unite-cgt-gj-le-baiser-qui-tue/>)

SOURCE :

<https://tribunemlreypa.wordpress.com/2019/02/10/et-si-la-gauche-militante-arretait-de-se-la-raconter-synthese-pour-agoravox/>

TROISIEME PARTIE

[Le cauchemar annoncé et programmé, et qui est en train de se réaliser.](#)

LVOG - Retenez la date de cet article, mars 1999, il y a 20 ans, et voyez comme ils ont de la suite dans les idées...

- La surclasse - attali.com 7 mars 1999

La mode est au défaitisme. Si l'on en croit ce qui court de colloque en revue, l'Europe serait irrémédiablement balayée par la mondialisation, où triompheraient politiquement l'Amérique et économiquement l'Asie. C'est ne rien comprendre à ce qui se passe : ce qui est balayé, ce n'est pas l'Europe mais une certaine façon de penser l'ordre social. Les Etats-Unis, pas plus que l'Asie, n'en tireront profit : car, à voir l'évolution américaine d'aujourd'hui, un tout nouveau capitalisme est en train de surgir, qui bouleversera aussi celui des autres pays développés. Un capitalisme global qui modifiera profondément le rôle des Etats et des nations dans le monde.

Un capitalisme entraîné par des forces nouvelles où émergera une élite nouvelle et où se prolétarisera l'ensemble des classes traditionnelles.

Aux Etats-Unis, la classe ouvrière est rapidement dissoute par la concurrence de la technologie du Nord et des salaires du Sud. Le salaire moyen ouvrier baisse depuis vingt ans. En dix ans, la proportion d'emplois précaires a quadruplé, et la probabilité d'être au chômage au moins une fois dans les cinq ans à venir a triplé. Cette précarisation touche peu à peu aussi la classe moyenne : ingénieurs, commerçants, employés, cadres sont menacés par l'entrée de l'informatique dans les services et par la concurrence de leurs homologues du Sud, qu'accélèrent les télécommunications.

Ils portent avec eux le meilleur et le pire de demain, installant une société volatile, insouciante de l'avenir, égoïste et hédoniste, dans le rêve et la violence.

Il n'y aura plus bientôt, à la place du salariat, qu'un vaste prolétariat déclassé. Même les fonctionnaires rejoindront cette cohorte, les déficits publics entraînant la quasi-faillite du budget fédéral. A l'inverse, les rémunérations de certains nouveaux venus n'ont jamais été aussi élevées.

Ces fortunes nouvelles ne sont pas l'apanage de capitalistes traditionnels ni de dirigeants de grands groupes, mais plutôt des détenteurs ou de créateurs de rentes informationnelles, capables de disposer, même pour un temps bref, d'un savoir ou d'un savoir-faire unique.

Dans ce capitalisme global de haute compétition et de faible inflation, il faudra disposer de capitaux liquides, n'avoir ni dettes ni immobilisations et, surtout, disposer d'une rente de situation technologique (un savoir, une compétence, une opportunité d'être un intermédiaire utile à la valorisation ou à la circulation de l'information, une innovation dans le placement de titres, la génétique, le spectacle ou l'art).

Ceux qui seront les maîtres de ces rentes constitueront ce que j'appelle une surclasse parce qu'ils ne se regroupent pas en une classe dont les privilèges sont liés à la propriété des moyens de production et à transmission. Les théories libérales ou marxistes ne s'appliqueront pas à eux : il ne sont ni entrepreneurs-créateurs d'emplois et de richesses collectives ni capitalistes-exploiteurs de la classe ouvrière. Ils ne possèdent pas les entreprises, ni les terres, ni les postes administratifs. Ils sont riches d'un actif nomade, monétaire ou intellectuel et l'utilisent de façon nomade pour eux-mêmes, mobilisant rapidement du capital et des compétences en des ensembles changeants pour des finalités éphémères où l'Etat n'a pas de rôle. Ils ne veulent pas diriger les affaires publiques (la célébrité politique est, pour eux, une malédiction). Ils aiment créer, jouir, bouger ; ils ne se préoccupent pas de léguer fortune ou pouvoir à leurs enfants : chacun pour soi. Riches de surcroît, ils vivent luxueusement, souvent sans payer ce qu'ils consomment. Ils portent avec eux le meilleur et le pire de demain, installant une société volatile, insouciant de l'avenir, égoïste et hédoniste, dans le rêve et la violence.

Les élites traditionnelles européennes seront, elles aussi, balayées par ces nouveaux venus. Civilisation agricole, l'Europe est en effet beaucoup moins bien placée que l'Amérique pour cette victoire de la mobilité. Elle aura plus de mal à accepter que le pouvoir économique ne soit plus réservé aux propriétaires de sols, des murs, d'usines ou de diplômes. Ses élites, qui cumulent ces propriétés devenues anachroniques, seront peu à peu déclassées.

La France est particulièrement mal préparée à cet avenir. C'est une nation paysanne et étatique (étatique parce que paysanne). Les élites en place feront tout pour barrer le passage à la surclasse. La France se méfiera d'elle, qu'elle confondra au mieux avec des saltimbanques et au pis avec des parasites.

Pourtant, il faut accepter cette mutation, car cette surclasse porte la créativité et le bien-être de demain. Certes, il ne faut pas faire de l'Amérique un modèle à suivre à l'identique. Là-bas, une surclasse triomphante flottera sur les eaux boueuses de la misère, et la réussite de quelques-uns se paiera au prix de la marginalisation du plus grand nombre et de la violence des déclassés.

L'Europe ne doit pas avoir de complexes. Dans la formidable phase de croissance qui commence, et qui durera trente ans, l'Europe a toutes les chances d'être la première puissance du XXI^e siècle. A condition de permettre à une surclasse européenne de s'exprimer librement et de mettre ses compétences créatives au service du long terme et de la solidarité.

Pour cela, c'est plus qu'un programme politique qu'il faut imaginer, c'est une révolution culturelle : l'acceptation du neuf comme une bonne nouvelle, de la précarité comme une valeur, de l'instabilité comme une urgence et du métissage comme une richesse, la création de ces tribus de nomades sans cesse adaptables, libérant mille énergies et porteuse de solidarités originales.

Il faut pour cela tout changer, et vite, dans le système fiscal, éducatif et social. Il faut une fiscalité favorisant la création plus que la possession de richesses, l'innovation plus que la routine, le travail à haute valeur ajoutée plus que le travail non qualifié. Il est absurde de ne s'intéresser qu'au travail non qualifié en baissant les charges qui pèsent sur lui alors que le chômage le plus dangereux pour l'avenir de nos sociétés est celui des jeunes diplômés, membres potentiels de cette surclasse nécessaire et créateurs futurs d'emplois non qualifiés. Il faut favoriser par tous les moyens les créations de produits, d'idées, d'entreprises pour que naissent des emplois valorisants et que chacun puisse exprimer ses potentialités.

En contrepartie, il faut imposer une justice sociale plus exigeante qui assure à chacun l'égalité des chances d'accéder à cette surclasse. C'est-à-dire cesser de confondre sécurité et immobilisme et donner à chacun au minimum les moyens de manger, d'apprendre et de se loger. Ce minimum, qui va très au-delà du revenu, est la clé du succès de cette mutation en Europe.

Il convient de considérer la formation comme un travail socialement utile en déplaçant l'éducation, trop concentrée dans la jeunesse, vers l'éducation permanente, incitation au renouvellement et à l'invention de demain. Bref, en créant un projet social qui fasse du renouveau une valeur et qui fasse de la solidarité la plus riche des façons de l'exprimer en chaque personne humaine. attali.com 7 mars 1999

C'est la société monstrueuse, totalitaire imaginée par G. Orwell dans 1984, dans laquelle toute notion sociale ou d'humanité a disparu. Et le pire, c'est qu'on ne veut pas admettre qu'ils ont les moyens de nous l'imposer, demandez donc aux Américains ce qu'ils en pensent, eux qui la vivent déjà en partie au quotidien.

On retiendra.

- "C'est plus qu'un programme politique qu'il faut imaginer, c'est une révolution culturelle".
- Liquider "l'éducation, trop concentrée dans la jeunesse, vers l'éducation permanente".
- "La précarité comme une valeur, de l'instabilité comme une urgence et du métissage comme une richesse".
- "Donner à chacun au minimum les moyens de manger, d'apprendre et de se loger".
- "Il faut accepter cette mutation".
- "Il faut pour cela tout changer, et vite".
- Instaurant "une société volatile, insouciante de l'avenir, égoïste et hédoniste, dans le rêve et la violence."
- "Un capitalisme entraîné par des forces nouvelles où émergera une élite nouvelle et où se prolétera l'ensemble des classes traditionnelles."
- "Une surclasse triomphante flottera sur les eaux boueuses de la misère, et la réussite de quelques-uns se paiera au prix de la marginalisation du plus grand nombre et de la violence des déclassés."
- "Aux Etats-Unis, la classe ouvrière est rapidement dissoute par la concurrence de la technologie du Nord et des salaires du Sud. Le salaire moyen ouvrier baisse depuis vingt ans. En dix ans, la proportion d'emplois précaires a quadruplé, et la probabilité d'être au chômage au moins une fois dans les cinq ans à venir a triplé. Cette précarisation touche peu à peu aussi la classe moyenne : ingénieurs, commerçants, employés, cadres sont menacés par l'entrée de l'informatique dans les services et par la concurrence de leurs homologues du Sud, qu'accélèrent les télécommunications."

On retrouve là tous les ingrédients qui avaient commencé à prendre forme sous Hollande et qui sont apparus plus clairement depuis que Macron a été élu. Il faut être borné au dernier degré pour refuser ce constat.

Ce qu'il appelle la surclasse, c'est le gang mafieux des oligarques les plus riches qui disposent des milliers de milliards de dollars que les banques centrales fabriquent et leur distribuent, en plus de leur propre fortune dont les capitaux sont déjà engagés, ils peuvent s'en servir pour intervenir quotidiennement sur tous les marchés, dans toutes les économies, ils disposent du pouvoir d'établir la réglementation financière favorable à leurs magouilles qui de fait sont tout à fait légales, ils peuvent vampiriser l'économie mondiale en toute impunité puisqu'ils disposent également du pouvoir politique et judiciaire, militaire même.

Donc contrairement à ce qu'affirme Attali, sa surclasse n'est rien d'autres que les pires voyous et tyrans qui trônent au sommet du capitalisme, ce n'est pas une nouvelle classe, auxquels il faut ajouter l'armada de prête-noms ou de mercenaires, de prédateurs qui agissent sur les marchés pour leurs comptes, et qui de ce fait sont forcément très riches aussi. L'oligarchie financière internationale est le produit du capitalisme à l'époque de l'impérialisme pourrissant tout sur son passage.

Attali en est un des idéologues pratiquant le culte de l'individualité jusqu'au fanatisme. Sa surclasse n'est finalement qu'une sordide mystification idéologique destinée à réduire en esclavage les peuples de la terre entière. Elle a pour pendant la déroute ou la faillite du mouvement ouvrier international.

Le plus effrayant ou terrifiant pour l'avenir, c'est encore l'attitude des dirigeants du mouvement ouvrier, mais pas seulement, de tous les militants qui de nos jours sont parfaitement informés et savent aussi bien que nous à quoi s'en tenir, et qui malgré tout s'accrochent à leurs analyses, théories ou conceptions de la lutte de classe erronées qui nous ont conduits où nous en sommes.

Pendant plus de 70 ans, ils ont consacré tout leur temps à s'en prendre au capitalisme, sans que celui-là en soit affecté le moins du monde, pour lui soutirer des réformes ou des miettes sans jamais vraiment menacer son existence, on pourrait même dire qu'il ne s'est jamais aussi bien porté qu'aujourd'hui puisque 26 oligarques concentrent à eux-seuls autant de richesses que la moitié de l'humanité. Ils lui ont donné de petits coups de griffes qui se sont presque aussitôt cicatrisés sans laisser de trace, alors qu'il aurait dû concentrer leur attention sur le mouvement ouvrier, la classe ouvrière et les classes moyennes. Au lieu de tirer les enseignements des transformations de la société et du capitalisme pour modifier leur conception de la lutte de classe, au lieu de l'adapter en conséquence, ils en restèrent à celle qui prévalait lors de la période précédente et qui devait les conduire à l'impuissance, et qui plus est à se couper complètement des masses, bref, ils eurent faux sur toute la ligne. Et le pire, c'est qu'ils ne veulent pas en démordre, ils ne veulent rien savoir. Force est de constater qu'ils se foutent des faits qui les contredisent, ils se foutent de la réalité qui leur donne tort. J'en suis arrivé à la conclusion qu'en m'adressant à eux indirectement, j'ai dû surestimer leur niveau théorique ou leur faculté intellectuelle ou leurs véritables intentions.

J'ai la chance d'avoir passé près de 25 ans dans un pays, l'Inde, où la lutte des classes est réduite au minimum syndical qui (les syndicats) en dehors de la fonction publique et les grandes entreprises n'existent pas, autrement dit, plus de 90% des travailleurs indiens n'y participent jamais, pour eux elles se limitent aux élections.

Pourtant, au cours de ces 25 dernières années les salaires et le niveau de vie des Indiens a considérablement progressé, certes, sans obtenir de droits nouveaux, hormis la journée de travail de 8 heures ils n'en possèdent aucun. En revanche, ils ont pratiquement tous l'électricité (les 100 premières unités sont gratuites), de l'eau potable à portée de la main (dans les villages ou raccordée aux habitations), ils possèdent presque tous un téléphone (plusieurs par famille), un deux-roues à moteur, un ou plusieurs ventilateurs, et de plus en plus un réfrigérateur, et comparativement avec la France, il y a moins de mendiants dans les rues, moins de chômeurs aussi, 9 enfants sur 10 sont scolarisés, à l'hôpital public les soins sont gratuits et l'école public aussi, les transports en commun sont bon marché, grâce à l'augmentation des salaires ils cotisent pour leur retraite et d'autres avantages sociaux auprès d'organismes publics, La Poste ou les banques d'Etat, et ils bénéficient tous du carnet de rationnement qui leur permet d'obtenir certaines denrées alimentaires à un prix réduit, dont le riz, les lentilles, l'huile et le sucre, le kérosène aussi, bien de plus en plus utilisent le gaz en bouteille, ils n'habitent plus dans des maisons en feuilles de cocotiers, mais en dur, les trois quart ou plus sont propriétaires de leur habitation, hormis la TVA, l'immense majorité ne paient pas d'impôts, et ils ne sont pas obligés de souscrire à des assurances, même si en principe c'est obligatoire pour un deux-roues à moteur, les comptes bancaires courants sont rémunérés (4%) et ils peuvent déposer leurs économies sur des comptes mieux rémunérés (6,70%)...

Bref, hormis qu'ils travaillent 6j/7 et n'ont pas de congés payés, ils peuvent toujours prendre des congés sans solde, ils n'ont pas grand chose à envier à la condition sociale qui prévaut en France, et cela sans lutte de classes, et en Chine également ou d'autres pays comparables, vous devriez demander à vos dirigeants comment ils expliquent un tel miracle ! Moi je connais la réponse, parce que contrairement à eux je n'ai jamais cru au miracle du réformisme qui leur a servi de boussole tout au long de la seconde moitié du XXe siècle, qu'ils avaient maquillé plus ou moins adroitement en marxisme ou trotskysme, maintenant que ce mirage s'est dissipé et que le vernis de leur mystification s'est fissurée, c'est leur totale impuissance et incurie politique qui s'évalent au grand jour.

Le réformisme a été une aubaine pour le capitalisme a plus d'un titre. Il peut lui en être reconnaissant pour lui avoir sauvé la mise en de nombreuses occasions. Il fut temporairement nécessaire à son développement, puis à l'expansion du marché et des classes moyennes, il alimenta la surexploitation, il couvrit ses entreprises coloniales ou impérialistes, il permit aussi d'écouler des marchandises en réalisant d'extraordinaires plus-values, il contribua à maintenir une importante aristocratie ouvrière, bref, il fut totalement intégré dans le cycle du capital sur le plan économique, et sur le plan politique il fut un allié sans faille du régime.

Aujourd'hui (comme hier), ceux qui courent après des revendications alimentaires et qui espèrent faire reculer Macron colportent des illusions malsaines. Au lieu de contribuer à aider les masses à élever leur niveau de conscience, ils se sont employés à les enchaîner encore plus solidement au capitalisme, alors quand ils en arrivent à les appeler à les briser, personne ne les écoute, normal, elles n'y sont pas du tout préparés, même si leur condition s'est considérablement dégradée, elles demeurent incapables de trouver une issue à la crise du régime ou plutôt de se saisir de celle qu'on leur propose.

J'avais noté aussi ceci dans un blog.

- Bien avant la société liquide dénoncée par Zygmunt Bauman et par le brillant styliste et matheux Gilles Chatelet, Guénon note la menace de la pensée fluidique de Bergson (Règne de la Quantité, chapitre XXIII). Il souligne la fascination fin de cycle pour la dissolution de toute chose (nations, sexes, religions, familles...)

- C'est dans les Deux sources, chapitre IV, incroyablement nommé « Mécanique et mystique », où Bergson évoque la société ouverte à venir : « Qu'un génie mystique surgisse ; il entraînera derrière lui une humanité au corps déjà immensément accru, à l'âme par lui transfigurée. Il voudra faire d'elle une espèce nouvelle, ou plutôt la délivrer de la nécessité d'être une espèce : qui dit espèce dit stationnement collectif, et l'existence complète est dans l'individualité. » (Henri Bergson et les blasphèmes de la société ouverte par Nicolas Bonnal – Février 2019 – Source nicolasbonnal.wordpress.com - Le Saker Francophone)

Comment ils mènent leur guerre idéologique.

- Vers la fin des mots «père» et «mère» dans les formulaires scolaires ? - Liberation.fr 14.02

Examiné dans le cadre du projet de loi sur l'école de la confiance, un amendement adopté mardi soir en première lecture à l'Assemblée nationale suggère d'utiliser les termes «parent 1» et «parent 2» pour refléter la diversité des familles.

En cause : une volonté de ne pas nier l'existence des familles homoparentales, selon la rapporteure, qui observe que certaines municipalités ont procédé à cette modification d'elles-mêmes, mais souhaite contraindre les réfractaires à s'adapter aux évolutions sociétales permises par l'adoption de la loi sur le mariage pour tous en mai 2013.

L'élue a reçu dans l'hémicycle le soutien de Jennifer de Temmerman, elle aussi députée LREM du Nord, pour qui faire modifier

les formulaires administratifs utilisés dans les écoles est «une mesure d'égalité sociale». «On a des familles qui se retrouvent face à des cases figées dans des modèles sociaux et familiaux un peu dépassés. Aujourd'hui, personne ne devrait se sentir exclu par des schémas de pensée un peu arriérés», a-t-elle argué. «Vous n'imaginez pas les conséquences lorsque des enfants ne se sentent pas traités comme les autres», a abondé le socialiste Joaquim Pueyo, élu dans l'Orne

En mars dernier, la Ville de Paris avait fait savoir qu'elle modifiait désormais ses formulaires d'état civil pour refléter davantage la diversité des familles, afin de «faire respecter les principes constitutionnels d'égalité et de non-discrimination devant le service public». Liberation.fr 14.02

Vous imaginez, sur disons 50 millions d'adultes en France, vous retirez 15 millions de papis et mamies à la retraite, puis 5 millions de jeunes adultes, il reste 30 millions de père ou mère, et parmi eux il n'existe qu'une poignée de familles homosexuelles ayant adopté des enfant, combien, 5, 10 tout au plus, et ils font une loi qui annihile l'existence de 30 millions de pères ou mères, après cela qu'on vienne nous dire que leur intention n'est pas de détruire la civilisation humaine. Non mais vous imaginez, un gosse qui n'a pas de père ou de mère n'est plus orphelin, lui non plus il n'est plus rien, un numéro 1 ou 2.

Vous croyez que la pseudo-gauche et extrême gauche va s'emparer de cette question, pensez-vous, ils vont l'approuver, moi je la condamne.

[L'extrême droite est le meilleur allié de l'extrême-centre](#)

- Quand l'ultradroite tente d'infiltrer les "gilets jaunes" - Franceinfo
- "Je suis conscient de l'infiltration de l'ultradroite et je le condamne", déclare le "gilet jaune" Benjamin Belaïdi - Franceinfo
- Pourquoi ces gilets jaunes s'affrontent au cœur des cortèges - Le Huffington Post 8 février 2019
- Gilets jaunes: Affrontement entre groupes d'extrême droite et d'extrême gauche à Lyon - Le HuffPost 8 février 2019
- Des gilets jaunes sont-ils venus en manif «pour tuer avec des fusils» ? - Liberation.fr 9 février 2019

«Enlever le LBD aux forces de l'ordre alors que certains viennent pour tuer avec des fusils... Drôle de responsabilité.» Cette confidence d'Emmanuel Macron faite le 31 janvier à des journalistes a de quoi surprendre.

- Aucun (policier - ndlr) n'a fait état d'armes à feu dans les cortèges. Liberation.fr 8 février 2019

Macron, il y a des balles qui se perdent!

- "Gilets jaunes" : le Rassemblement national en embuscade - Franceinfo 16.02

[Leur vieux monde toujours en guerre.](#)

- Guerre commerciale Chine-Etats-Unis: reprise des pourparlers à Pékin - AFP
- Le principal opposant du Cameroun inculpé de "rébellion" et "insurrection" - AFP
- En Syrie, les jihadistes défendent leur dernier réduit, les civils fuient - AFP
- Trois Syriens arrêtés en Allemagne et en France pour crimes contre l'humanité - Reuters
- Vingt-sept morts dans un attentat contre l'armée d'élite du régime en Iran - AFP
- Philippines : Maria Ressa, victime du nouveau coup de force du pouvoir - Liberation.fr
- USA: une ex-agente américaine inculpée après avoir fait défection en Iran - AFP
- Donald Trump annonce décréter "l'urgence nationale" pour le mur - Le HuffPost 16.02
- Brexit: Nouvelle passe d'armes jeudi au Parlement britannique - Reuters

- L'Australie rouvre le camp de migrants controversé de l'île Christmas - LeFigaro.fr
- Blanchiment: Bruxelles ajoute l'Arabie saoudite à sa liste noire - LeFigaro.fr
- La Pologne, cheval de Troie de l'Amérique - L'Express.fr
- Une fusillade près de Chicago fait au moins 5 morts - Le HuffPost 16.02
- L'Iran accuse le Pakistan de soutien à un groupe derrière un attentat meurtrier - AFP 16.02
- Albanie: manifestation tendue contre le Premier ministre - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Venezuela

- "Nicolas Maduro : "Ils voulaient me renverser, ils ont échoué" - euronews 13 février 2019

"Ils voulaient un coup d'État militaire. Mais ils ont échoué. Ils jouaient cette carte. Mais c'est fini". Dans cette déclaration, Nicolas Maduro, le président du Venezuela accuse Juan Guaido, le président auto-proclamé du pays. Mais faute du soutien de l'armée dit-il, il n'a pas réussi son objectif : chasser le président du pouvoir. Pour autant, il se dit prêt à parler avec ses adversaires, nous l'avons rencontré à Caracas.

" J'ai appelé au moins 400 fois l'opposition au dialogue. L'opposition va au-delà de ce prétendu président par intérim. Il est circonstanciel. Je suis disponible, prêt à engager le dialogue avec l'opposition dans son intégralité ou en partie. N'importe quand et n'importe où. La seule chose qui peut aider le Venezuela est, je crois, un dialogue franc, qui peut apporter la prospérité au pays."

" Si je ne comprenais pas la situation dans mon pays, je ne serais pas président, je n'aurais pas été élu et réélu explique Nicolas Maduro . Je comprends parce que je viens du peuple. Vous devez savoir, Anelise, que je n'ai pas étudié à Harvard ni dans une autre école américaine. Je n'ai pas un nom de famille connu, ni du sang noble. Je suis un ouvrier. Et je passe toutes mes journées près des gens. Je sais exactement ce qui se passe ."

Pour le président Maduro, le Venezuela n'a pas besoin de l'aide étrangère. " Si vous voulez aider le Venezuela a-t-il dit, libérez nos comptes, rendez-nous l'or que vous avez volé, nous avons les moyens de nous aider nous-mêmes ." euronews 13 février 2019

- Guaido répondra de ses actes devant la justice, prévient Maduro - Reuters14 février 2019

Le chef de file de l'opposition vénézuélienne Juan Guaido devra répondre "tôt ou tard" devant la justice pour avoir enfreint la Constitution en se proclamant président par intérim, a déclaré mercredi le chef d'Etat en exercice, Nicolas Maduro.

Interrogé par la chaîne de télévision libanaise Al Mayadeen, Nicolas Maduro a estimé que son adversaire s'efforçait de diviser le pays et de convaincre la présidence américaine d'intervenir militairement.

"Si l'empire américain se risque à toucher à ne serait-ce qu'un palmier de notre territoire, l'entreprise se transformera en Vietnam", a-t-il dit.

"Cet individu, qui pense que la politique est un jeu et qu'il peut violer la Constitution et la loi, tôt ou tard, devra en répondre devant les tribunaux", a ajouté Nicolas Maduro, se disant tout à fait certain de cette issue.

La Cour suprême du Venezuela a déjà interdit à Juan Guaido de quitter le territoire et a gelé un de ses comptes bancaires. Reuters 14 février 2019

- Des Forces spéciales US arrivent dans les Caraïbes - Réseau Voltaire 15 février 2019

Selon le ministre cubain des Affaires étrangères, Bruno Rodríguez Parrilla, des Forces spéciales des États-Unis sont arrivées entre

le 9 et le 13 février à Puerto Rico et sur la base de San Isidro en République dominicaine. D'autres mouvements de troupes auraient eu lieu dans d'autres îles des Caraïbes sans que les gouvernements locaux en soient informés.

Cuba s'interroge sur une possible agression états-unienne du Venezuela sous couvert d'intervention humanitaire. Réseau Voltaire 15 février 2019

Moyen-Orient

- À Varsovie, Israël révèle son engagement militaire au Yémen - Réseau Voltaire 15 février 2019

La Conférence ministérielle de Varsovie sur la Paix et la sécurité au Moyen-Orient n'a accouché que d'une chose importante et pas celle qui avait été prévue : Israël s'y est affiché avec des États arabes, discutant avec eux alors qu'ils n'entretiennent pas de relations diplomatiques officielles.

Le premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu a profité du vote de la Chambre des représentants US contre la guerre du Yémen pour révéler son engagement militaire dans ce pays.

En réalité, cette guerre a commencé dès le premier jour avec des troupes saoudiennes, émiraties et israéliennes. Les trois États avaient installé un état-major commun au Somaliland, un pays non-reconnu mais contrôlé par Tel-Aviv.

Cette guerre avait fait l'objet de plusieurs années de négociations entre Israël et l'Arabie saoudite. Elle avait pour objectif d'exploiter les réserves pétrolières du « quart vide », cette zone à cheval sur l'Arabie et le Yémen. Elle devait se prolonger par un projet commun dans la corne de l'Afrique.

Pour Israël, la révélation de son engagement au Yémen est un pas de plus après celui de ses interventions incessantes en Syrie. Il s'agit de s'affirmer comme un État agissant contre les intérêts iraniens. C'est en réalité une réécriture de l'Histoire puisque avant les interventions israéliennes, il n'y avait pas d'Iraniens, ni en Syrie, ni au Yémen.

Pour les États-Unis, cette révélation est un pas de plus dans la constitution de l'alliance judéo-sunnite contre les chiites, annoncée par le secrétaire d'État, Mike Pompeo.

Une soixantaine de délégations étrangères a assisté à ce show sans réagir. La presse occidentale a passé cette conférence sous silence.

À Varsovie, Israël révèle son engagement militaire au Yémen Réseau Voltaire 15 février 2019

Haïti

- Haïti: des manifestants brûlent un drapeau américain - AFP 16.02

Un groupe de manifestants a brûlé un drapeau américain vendredi après-midi au coeur de la capitale haïtienne Port-au-Prince, appelant à une aide de la Russie pour résoudre la crise qui paralyse le pays depuis plus d'une semaine.

"On veut dire qu'on divorce complètement des Américains: on a pris trop d'occupation aux mains des Etats-Unis, on n'en peut plus", a expliqué Bronson, un manifestant du petit groupe ayant incendié le drapeau.

Selon les quelque 200 participants au rassemblement, l'ancien président haïtien Michel Martelly et son poulain, l'actuel chef de l'Etat Jovenel Moïse, ont été placés au pouvoir par les Etats-Unis.

Washington a annoncé jeudi soir le rappel de ses diplomates non essentiels et de leurs familles basés en Haïti et a exhorté les Américains à ne pas s'y rendre. Le département d'Etat avait déjà ordonné mardi à tous les enfants du personnel diplomatique de l'ambassade de quitter le territoire.

Après avoir brûlé le drapeau, des jeunes hommes ont scandé "A bas les Américains, Vive Poutine", a constaté une journaliste de l'AFP.

"On demande à la Russie, au Venezuela, à la grande Chine d'avoir un oeil sur la misère que l'on vit ici", a ajouté Bronson. AFP 16.02

Espagne

- 200.000 manifestants à Barcelone contre le procès des indépendantistes (police) - AFP 16.02

Deux cent mille personnes, selon la police, ont manifesté samedi à Barcelone contre le procès de douze dirigeants indépendantistes pour la tentative de sécession de la Catalogne en octobre 2017. AFP 16.02

Inde

- Cachemire indien: 37 paramilitaires indiens tués dans un attentat - AFP 14.02

Au moins 37 membres des forces indiennes au Cachemire indien ont été tués jeudi dans un attentat contre un convoi près de Srinagar, le plus meurtrier depuis 2002, a annoncé la police. AFP 14.02

[Haut de page ↗](#)

Le 22 février 2019

CAUSERIE ET INFOS

J'ai de nouveau des problèmes de connexion avec Vodafone (Après Tata et Reliance). Je pensais passer par un service (privé) en mode Wifi, mais ma facture passerait de 354 à 2200 roupies par mois, j'ai donc renoncé. Parfois on n'a même plus de ligne téléphonique, j'ai envoyé une dizaine de plaintes par Internet, pas de réponses ni d'effets, je me suis déplacé à deux reprises à leur agence (30 kms aller/retour) pour rien, ils s'en foutent et ils sont incompétents. Il faut que je trouve le temps de voir si je ne peux pas installer Wifi moi-même, en achetant une carte PCI, un câble et une antenne, un gars située à 3 kms de chez moi a une antenne Wifi, elle pourrait servir de relais ?

Cela me tape sur les nerfs parce que je passe déjà trop de temps devant l'écran, et je n'en ai plus pour m'occuper de mes affaires. Leur progrès, quelle horreur !

Cette causerie a été réalisée sans les infos de la veille.

Précision.

Pourquoi ai-je indiqué que le génocide du peuple palestinien était un acte antisémite ? Non, ce n'était ni une provocation ni une erreur, une vérité historique.

Parce que les Palestiniens sont des sémites, contrairement à la plupart des personnes se présentant comme juives qui ne sont sémites que par la langue qu'ils ont adoptée ou par conversion au judaïsme de leurs ancêtres Khazars ou Slaves, mais pas sur le plan ethnologique ou génétique, ils n'ont aucun lien avec la Palestine. (Source : ● Shlomo Sand : l'exil du peuple juif est un mythe.)

Shlomo Sand est né en 1946 à Linz (Autriche) et a vécu les deux premières années de sa vie dans les camps de réfugiés juifs en Allemagne. En 1948, ses parents émigrent en Israël, où il a grandi. Il finit ses études supérieures en histoire, entamées à l'université de Tel-Aviv, à l'École des hautes études en sciences sociales, à Paris. Depuis 1985, il enseigne l'histoire de l'Europe contemporaine à l'université de Tel-Aviv.

LVOG - On aura du mal à le taxer d'antisémite ! Antisioniste, c'est possible en revanche, bien qu'il se dise sioniste à la manière palestinienne, le seul sionisme que l'on puisse admettre.

Sémites - Wikipédia (<http://fr.wikipedia.org/wiki/Sémites>)

En linguistique les Sémites sont l'ensemble des peuples utilisant ou ayant utilisé les langues sémitiques. Cette notion est reprise par la linguistique contemporaine pour poursuivre l'étude de ces langues. Mais en ethnologie ce sont les peuples portant les traces génétiques des peuples anciens originels de l'Arabie, du croissant fertile et d'une partie de l'Afrique du Nord et de l'Est.

Le mot a été forgé à partir du nom propre Sem (en hébreu שֵׁם, šem, en arabe سَمِ « nom, renommée, prospérité ») désignant un des fils de Noé. August Ludwig von Schlözer, philologue allemand du XVIIIe siècle, est le premier à utiliser cet adjectif pour désigner un groupe de langues orientales nommées langues sémitiques, terme utilisé pour la première fois vers la fin du XVIIIe siècle pour désigner les peuples cités dans la Bible (Genèse, X, 21-32) comme les descendants de Sem, fils aîné de Noé.

La région d'origine des Sémites est inconnue. Certains la situent en Asie du Sud-Ouest, d'autres en Arabie. Les témoignages archéologiques montrent que les peuples parlant une langue sémitique étaient dispersés en Mésopotamie avant l'établissement d'une culture urbaine dans la région ; on pense que plusieurs vagues de nomades sémites, dès les temps préhistoriques, ont traversé successivement les déserts arides de l'Est pour rejoindre le Croissant fertile. Aujourd'hui, les Sémites (essentiellement des Arabes) sont concentrés au Proche-Orient et en Afrique du Nord. Leur influence s'est toutefois propagée en Europe et en Amérique par le biais de la diaspora juive, jusqu'au sud du Sahara et dans le sous-continent indien par le biais des Arabes. Wikipédia.org

Vous pouvez ajouter parmi les sémites juifs et arabes, les tribus cananéennes, araméennes et akkadiennes originaires de la péninsule arabique. (<http://fr.wikipedia.org/wiki/Proto-sémitique>)

- Beaucoup de langues sémitiques sont devenues des langues liturgiques, utilisées lors des cérémonies religieuses. Ainsi, l'hébreu en tant que langue vivante a été supplanté par l'araméen et s'est éteint vers 200 av. J.-C. Elle ne survécut que comme langue liturgique, et ce n'est qu'au XIXe siècle que l'hébreu parlé en Israël a été reconstruit par Eliézer Ben Yehoudah sur base de l'hébreu liturgique et en s'inspirant également de l'arabe. (http://fr.wikipedia.org/wiki/Langues_sémitiques)

Un peuple ? Qui n'a plus de langue vivante depuis 2.000 ans ? Ils le disent eux-mêmes, ils l'ont reconstruite il y a à peine plus d'un siècle et qui plus est en "*s'inspirant également de l'arabe*". Décidément, cela fait beaucoup de ressemblances ou de points communs avec les Arabes ! Un peuple que les oligarques anglo-saxons sionistes ont fabriqué ou « élu » pour défendre leurs intérêts financiers.

A lire également :

- Le sionisme, comme pathologie. Les racines profondes de la terreur exercée par l'État juif (2009)

- Ilan Pappé (né en 1954), citoyen israélien, est l'un des « nouveaux historiens » qui ont réexaminé de façon critique l'histoire d'Israël et du sionisme. À la suite, l'an dernier, de son soutien au boycott des universités israéliennes par les pays étrangers, Ilan Pappé, ayant fait l'objet de menaces de mort, a été contraint de démissionner de son poste de professeur de sciences politiques à l'Université d'Haïfa et d'émigrer en Grande-Bretagne.

- Le Dr Oren Ben-Dor est né à Haïfa et a grandi en Israël ; il enseigne la philosophie juridique et politique à la faculté de droit de l'Université de Southampton, Royaume-Uni.

"Les fous, les visionnaires, les hallucinés, les névrosés et les aliénés ont, de tout temps, joué un grand rôle dans l'histoire de l'humanité (...), ce sont précisément les traits pathologiques de leur caractère, l'asymétrie de leur développement, le renforcement anormal de certains désirs, l'abandon sans réserves ni discernement à un but unique qui leur donnent la force d'entraîner les autres à leur suite et de vaincre la résistance du monde. (...) les grandes oeuvres coïncident si souvent avec des anomalies psychiques que l'on est tenté de croire qu'elles en sont inséparables". (Sigmund Freud à propos Président Woodrow Wilson)

- Au format pdf (40 pages)

PREMIERE PARTIE

Le mot du jour.

A bas le blocus de Gaza !

Vous ne lirez nulle part ce mot d'ordre dans la causerie d'aujourd'hui, j'espère que cela ne vous étonnera pas.

Sionisme : Mouvement politique et religieux visant à l'établissement puis à la consolidation d'un État juif (la Nouvelle Sion) en Palestine. (Le Grand Robert de la langue française)

Cette prétention affichée de s'emparer de la Palestine remonte au XVIIIe siècle et a été réaffirmée sans cesse jusqu'à nos jours, alors que la population dite juive représentait moins de 10% des habitants de la Palestine.

[C'est quoi la démocratie dans la version de l'extrême droite sioniste ?](#)

- «Nouvelle Droite défend la majorité face aux droits de l'homme» - Libération 20 février 2019

Le parti de Shaked, Nouvelle Droite, se différencie des autres formations extrémistes en affichant une façade modérée et en défendant un capitalisme «absolu». Libération 20 février 2019

L'article figure en entier plus loin, dedans vous pourrez lire que ce parti d'extrême droite assumée propose d'"appliquer un agenda idéologique très ambitieux", à la fois économique et politique.

Ceux qui hurlent à l'antisémitisme affichent à la fois "une façade modérée", quoique de moins en moins à coup de Flash ball, et comme Macron défendent un capitalisme «absolu», l'ultra libéralisme, le néolibéralisme ou le néoconservatisme qui sont synonymes en fait.

Tous ceux qui s'affichent à leur côté, qui participent à leur campagne contre l'antisémitisme ont-ils conscience qu'ils défendent aussi "un capitalisme «absolu»" ? Ils peuvent s'en défendre pour certains, inutiles, les faits sont les faits. On ne peut pas reprendre la propagande de nos ennemis et prétendent les combattre. En vous situant à ses côtés, vous le soutenez politiquement, quoique vous disiez ou écriviez par ailleurs, c'est ainsi et c'est ainsi que les travailleurs vous jugeront. C'est si vrai, que face à cette offensive hystérique des sionistes ultra réactionnaires, aucune manifestation n'a été organisée ces derniers jours en soutien aux Palestiniens ou devant l'ambassade d'Israël.

Quelques réflexions politiques et autres.

1- L'art des démagogues de brasser du vent pour se donner bonne conscience.

Les lobbies sévissent, non, sans blague, les mafias aussi, ah bon ! Les médias sont corrompus et les magistrats aussi, ah ben elle est bien bonne celle-là ! Les multinationales réservent leurs profits à leurs actionnaires, oh que c'est vilain ça ! Les riches sont toujours plus riches, ça c'est à peine croyable ! Le soleil se couche tous les soirs, là c'est extraordinaire, mieux, il se lève tous les matins, bravo, je sens qu'on avance ! Sinon il y a la Troisième Guerre mondiale, la chute du dollar, la fin de l'hégémonie américaine, etc. annoncées régulièrement. Vous préférez peut-être celle-ci : le régime est à l'agonie, la Ve République c'est finie, etc.

C'est vrai qu'avec de telles analyses on va loin ! Quel délire ! Mais bon, apparemment les uns et les autres en redemandent. Quelle époque !

En fait, il s'agit plus de constats ou de lieux communs que d'analyses, c'est peut-être pour cela qu'il n'en sort jamais rien ! Et que lorsque sur la base d'une véritable analyse, vous proposez quelque chose cela n'intéresse personne, c'est logique !

Où peut-on lire cette énormité "Les deux grands conflits mondiaux du XXe siècle, chacun lié à des revendications politiques (et non pas économiques)" ?

Réponse : Wikipédia à la page sur Leo Strauss, le philosophe des "Chicago boys" ou des néoconservateurs !

Avez-vous remarqué que les idéologues néoconservateurs et sionistes étaient les mêmes personnes ? Avez-vous observé comment les oligarques anglo-saxons sont tous liés à Israël ? Cela doit être de pures coïncidences, d'ailleurs rien que ces questions me classent dorénavant parmi les antisémites.

2- La foule, les masses, le peuple, la plèbe : Insignifiant, donc son pouvoir doit l'être également !

Tiré d'Aristote.

La foule (oi polloi, « le grand nombre », « la plupart », « la foule », « le vulgaire ») recherche les plaisirs du corps plus que le bien : elle recherche le bonheur matériel plus qu'elle n'est à la recherche zététique de la vérité. Cette distinction entre « l'élite » et « la foule » — courante dans l'Antiquité... Wikipédia

LVOG - Cette distinction tient à leur condition matérielle d'existence, quelle révélation !

La question d'une distinction entre le grand nombre et le petit nombre ne concerne pas seulement la recherche de la vérité philosophique mais constitue aussi et surtout une articulation majeure dans la discussion antique sur le meilleur régime politique. C'est le petit nombre qui possède les moyens de s'adonner à la charge des affaires politiques. Or, toute la difficulté des régimes politiques, comme le fait remarquer Aristote dans son livre sur la Constitution d'Athènes, consiste à faire vivre ensemble le « petit nombre » (les riches, les possédants, les puissants, les savants, les experts, etc.) et le « grand nombre », sans mépriser celui-ci. Wikipédia

LVOG - Le maltraiter seulement !

La question du rapport entre la « raison » et la « révélation » est centrale dans toute l'œuvre de Strauss et évidemment problématique.

L'historicisme et le positivisme des sciences sociales sont les fruits problématiques de la science conçue à nouveau frais par les modernes, dont l'enjeu est la séparation entre les faits et les valeurs, voire la disparition de toute notion d'un droit naturel propre à l'être humain. La querelle des Anciens et des Modernes, si elle devait trouver son aboutissement dans la victoire des Modernes, verrait triompher le relativisme et le nihilisme moral, accompagnés d'une juridisation indéfinie des rapports humains.

Le lecteur attentif verra que les ouvrages que Strauss publie dans les années 1950, ainsi que certains de ses articles, comportent tous une attaque directe ou indirecte contre les sciences sociales. Wikipédia

LVOG - Normal.

L'enjeu de "*la séparation entre les faits et les valeurs*", c'est de pouvoir nier la valeur de certains faits, et de pouvoir en attribuer à des faits qui ne le méritent pas.

Voir "*trionpher le relativisme et le nihilisme moral, accompagnés d'une juridisation indéfinie des rapports humains*", cela ne vous dit-il rien ? Cela va de paire avec "*la disparition de toute notion d'un droit naturel propre à l'être humain*", n'a pas de sens puisque le droit naturel n'existe pas, en revanche chez les néoconservateur il rime avec "*la disparition de toute notion*" de droit social.

[Trois commentaires que j'ai rédigés et qui ont été publiés par le blog Les Crises.fr.](#)

1- Ce que vous ne voulez pas comprendre, c'est qu'il n'existe que deux classes sociales indépendantes, la classe des capitalistes et la classe ouvrière, et qu'à l'une et l'autre correspondent deux idéologies irrémédiablement opposées, inconciliables, l'une à la gloire du régime (capitaliste), l'autre luttant pour un changement de régime, donc pour abolir le capitalisme, et que tous ceux qui se font passer pour des gens de gauche et qui dans leurs discours témoignent leur attachement au capitalisme, sont soit hypocrites et de droite, soit baignent en pleine confusion, et quand on leur reproche, ils ne comprennent pas ce qui leur arrive et sont incapables de s'assumer, et généralement se démasquent en vouant les vertus usurpées du capitalisme.

2- Ceux qui en appellent sans cesse au "droit international", à l'ONU – qui se confondent en réalité avec la "communauté internationale" – oublient que c'est cette institution au service de l'impérialisme américain (ou du capitalisme tout simplement) en acceptant la création d'Israël a mis fin à la Palestine et est à l'origine du malheur du peuple palestinien, mais aussi des juifs, car vivre dans un pays dont l'Etat est en guerre permanente contre tous les peuples n'est pas vraiment un cadeau.

Ce qui manque aux intellectuels ou à ceux qui croient être plus évolués que la moyenne, et qui ne cessent de se plaindre, c'est un peu de logique, l'absence de rigueur, leurs positions ou analyses sont davantage fonction de leurs intérêts individuels plutôt que d'œuvrer au progrès de la société ou de l'humanité, qu'ils y réfléchissent un peu.

Une question pour eux : Pourquoi Staline a-t-il voté la résolution créant Israël sur les cendres de la Palestine ? Parce que ses intérêts lui dictaient en tant qu'allié des Américains plutôt que du peuple palestinien ou des peuples opprimés en général.

3- Quand on n'a pas de conscience de classe ou qu'on a adopté l'idéologie du capitalisme mais qu'on ne peut pas l'assumer jusqu'au bout, on fait forcément dans la démagogie en se faisant passer pour démocrate, progressiste, humaniste, de gauche, alors qu'en réalité votre idéologie vous trahit !

[Quelques infos en bref](#)

- Vincent Bolloré met la main sur le deuxième éditeur français

"Retour sur le rachat d'Éditis, deuxième éditeur français, par Vincent Bolloré. Une opération qui témoigne des manœuvres en cours dans le secteur de l'édition. Le monde de l'édition des livres a connu quelques bouleversements ces dernières années. Après que Madrigall [1] eut acheté Flammarion à l'Italien Rizzoli en 2012, c'est le groupe Médias participation qui a acquis en 2016 le groupe La Martinière-Le Seuil. Et c'est maintenant Vincent Bolloré, l'homme des poursuites-bâillons, qui vient d'ajouter à la mosaïque de sociétés qu'il possède, une nouvelle pièce : le deuxième éditeur français, Éditis, qui regroupe 45 maisons d'édition [2] repris pour 900 millions d'euros au groupe espagnol Planeta, le 15 novembre 2018. Par une sorte de bégaiement de l'Histoire, cette transaction a été réalisée par Vivendi, possession de Bolloré, vingt ans après le rachat d'Éditis par le même Vivendi, alors aux mains de Jean-Marie Messier." Source : ACRIMED

- En Europe, plus une entreprise est grande, plus son taux d'imposition est faible

"Dans la plupart des pays européens, les multinationales paient nettement moins d'impôts que ne le suggère le taux d'imposition officiel. C'est ce que démontre, chiffres à l'appui, un rapport commissionné par le groupe des Verts au Parlement européen. La palme en la matière revient au Luxembourg où le taux d'imposition théorique est de 29 %, mais où les multinationales ne reversent au fisc en moyenne que 2 % de leurs bénéfices, grâce à des arrangements du type de ceux dénoncés dans le scandale des LuxLeaks. Mais la France est aussi concernée." Source : BASTAMAG

- La déconsommation affecte tous les secteurs. Les Gilets jaunes n'y sont pour rien

"La majorité des organisations professionnelles du commerce craint une baisse profonde et longue de la consommation des ménages. Dans un premier temps, le mouvement a d'abord touché l'activité dans les magasins physiques, mais dans un deuxième temps, on s'est aperçu que, contrairement à ce qu'on se racontait, cette baisse relative de la fréquentation des commerces n'a pas été compensée par le développement du e-commerce." Source : Atlantico.fr

Parole d'internaute.

- *"Dans quelques siècles, les historiens évoqueront notre époque comme un âge profondément obscurantiste. Je ne doute pas que l'on en sorte un jour, il me semble que l'évolution de la conscience humaine est inscrite dans les lois de la nature ; la question que je me pose est : va-t-on en sortir à une échelle de quelques années, quelques décennies ou quelques siècles ?"*

LVOG - Pour un peu vous seriez marxiste ! Sauf que des millions en France, des milliards dans le monde n'ont pas "quelques années, quelques décennies ou quelques siècles" à attendre parce qu'ils souffrent quotidiennement du sort que leur a réservé le capitalisme, c'est donc maintenant qu'il faut prendre conscience qu'il faut passer à l'action pour l'abattre...

Propagande xénophobe. La fake news était dans le titre.

LVOG - Quand l'Otan déploie des batteries de missiles en Europe, stock des bombes nucléaires en Italie, il ne faut y voir une menace pour aucun pays de la planète, mais quand la Russie ou un autre pays réplique en faisant de même, là cela devient une terrible menace !

- Poutine menace d'envoyer ses nouveaux missiles sur les pays occidentaux - Le Parisien 20 février 2019

Un discours de politique intérieure, mais pas que. Si Vladimir Poutine a assuré ce mercredi vouloir améliorer la qualité de vie de ses compatriotes, il a aussi menacé de déployer les nouvelles armes de la Russie contre les pays occidentaux.

Après avoir assuré au début de son discours annuel au Parlement vouloir se concentrer sur la situation sociale, il s'est lancé, comme l'an dernier, dans une tirade très menaçante envers les Etats-Unis, leur reprochant le déploiement de nouveaux systèmes d'armement en Europe.

« S'ils sont déployés et livrés sur le continent européen, cela envenimera gravement la situation et créera de graves menaces pour la Russie », a déclaré le président russe, relevant que certains de ces engins pouvaient atteindre « Moscou en 10-12 minutes ».

« Je vais le dire clairement et ouvertement : la Russie sera contrainte de déployer des armements qui pourront être utilisés non seulement contre les territoires d'où peut provenir une menace directe, mais aussi contre les territoires où se trouvent les centres de décision d'usage de missiles nous menaçant », a-t-il poursuivi. La Russie ne compte pas « frapper à une porte close »

L'Otan a qualifié d'« inacceptables » ces menaces de déployer de nouveaux missiles en mesure de frapper les territoires des Alliés, accusant le président russe de « tentative flagrante de détourner l'attention de sa violation du traité INF ». Le Parisien 20 février 2019

Réaction d'un internaute.

- *"Une fois de plus, on fait un beau chapeau d'articles pour effrayer la population. Poutine n'a jamais dit qu'il allait envoyer des missiles sur l'Europe. Il a dit qu'il allait positionner les missiles. Par ailleurs, les USA font la même chose. Pourquoi le Parisien n'en parle t-il pas ?"*

Fabrication du consentement. Les Français sont "heureux", si, si, si on vous le dit.

LVOG - Vous vous souvenez dans la dernière causerie du sondage Ifop qui avait été conçu pour faire croire qu'un quart des Français croyaient que les Russes étaient intervenus pour "amplifier le mouvement des gilets jaunes, la question avait été formulée ainsi : "Êtes-vous tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas d'accord du tout avec la phrase suivante ?"

Ifop a récidivé dans ce sondage sur le bonheur des Français, au lieu de "d'accord", il ont répété à 4 reprises "heureux" : "Êtes-vous tout à fait heureux, plutôt heureux, plutôt pas heureux ou pas heureux du tout", du coup, tout d'un coup vous vous sentez déjà plus heureux que l'instant précédent, c'est magique, et le pire, c'est que cela marche, lisez, c'est délirant.

En même temps, c'est révélateur de l'état d'esprit de la majorité de la population, c'est ce que je n'arrête pas d'expliquer, mais personne ne me prend au sérieux, je fabulerais. Sauf que voilà, la réalité est incontournable, malheur à ceux qui s'en détournent ! Malheur à nous, puisque c'est le cas de nos dirigeants faillis ou corrompus.

France Info - Une "France en morceaux", avec quatre groupes de Français qui "se côtoient, voire se croisent au sein des mêmes territoires" : c'est le diagnostic dressé par le Baromètre des territoires, une enquête menée par Elabe avec l'Institut Montaigne. (Un puissant think tank néoconservateur qui a participé à la mise sur orbite de Macron. - LVOG)

73% des Français se déclarent "heureux", dont 33% "très heureux" et 40% "plutôt heureux". 67% assurent qu'ils ont trouvé un équilibre entre "temps de vie personnelle, familiale, sociale et professionnelle". Et 75% estiment qu'en cas de "problèmes graves", ils auront "dans leur entourage des personnes sur qui vraiment compter".

Ce bonheur dans la sphère privée est décrit par les auteurs de l'étude comme un "cocon personnel". Et 66% des Français estiment qu'il fait "bon vivre" dans leur quartier ou leur commune.

Ce "bonheur privé" contraste avec les questions de pouvoir d'achat et la souffrance sociale. 48% des Français vivent des fins de mois difficiles et seuls 19% déclarent avoir une capacité d'épargne ("Je boucle facilement mes fins de mois et j'arrive à mettre de l'argent de côté"). 37% ont été à découvert au moins à plusieurs reprises ces douze derniers mois. Et un Français sur deux reconnaît avoir retardé ou renoncé à des soins de santé en 2018.

Cette précarité au quotidien se double du sentiment que la situation se dégrade. 43% des Français affirment que la situation de leur foyer a empiré en 2018, et ce sentiment grimpe à 60% chez les retraités. À ce ressenti s'ajoute le sentiment que les fractures de la société française produisent "relégation et exclusion". 78% des Français jugent la société actuelle injuste, et 70% sont pessimistes sur l'avenir de la société française.

Les "Français affranchis". 21% des Français sont "affranchis des contraintes territoriales et sociales". Ils réalisent leurs projets de vie "sans entrave", ont "les moyens socioculturels de surmonter les obstacles (...) et de tirer parti des évolutions de notre société". Ils sont les plus heureux (92%) et ceux qui manifestent le sentiment d'avoir choisi la vie qu'ils mènent (61%).

Les "Français enracinés". Ils sont 22% à faire "le choix résolu d'un enracinement" dans leur territoire. Pour eux, la "bulle personnelle" est "un bouclier qui les protège de la violence sociale". Ces Français goûtent au bonheur de "vivre au pays" et n'aspirent pas à la mobilité, ni géographique, ni sociale. 90% considèrent qu'il fait "bon vivre" dans leur quartier ou leur commune. Et 77% ont le sentiment d'avoir choisi leur vie.

Les "Français assignés". 25% sont "bloqués géographiquement et socialement" par un faible capital économique, social et culturel. Assignés à leur territoire, ils subissent de plein fouet les inégalités sociales et territoriales. Leur quotidien est sous contrainte constante, ils vivent à l'euro près. 72% bouclent leurs fins de mois avec difficulté, 73% ont renoncé à des soins médicaux en 2018. Un sur deux est malheureux et 64% ont le sentiment de ne pas avoir choisi leur vie. Enfin, 97% d'entre eux estiment que la société est injuste, 78% que la réussite sociale est jouée d'avance et 92% sont pessimistes sur l'avenir de la société française. (Rien à foutre, ils ne sont que 25% et parmi eux la plupart ne bougeront qu'au dernier moment. - LVOG)

Les "Français sur le fil". Ils représentent 32% de la population. Ils expriment une envie de mobilité sociale et territoriale mais sont confrontés à la difficulté d'y arriver. Et à s'affranchir de leur situation socio-économique et des inégalités territoriales. C'est le groupe le plus partagé, entre les hauts niveaux de bonheur des "affranchis" et des "enracinés" et le mal-être des "assignés". Un peu plus de la moitié se dit pessimiste. L'enquête conclut que, "plus jeunes et plus mobiles", les "sur le fil" peuvent "basculer dans une des trois autres catégories en fonction des obstacles ou des opportunités". (Ce sont ceux qui forment le gros des troupes des Gilets Jaunes. - LVOG)

Des tendances par région mais pas "d'effet territoire"

L'enquête Baromètre des territoires permet d'identifier des tendances propres à certaines régions, même si les quatre profils de Français coexistent au sein d'une même région. Par exemple, l'Île-de-France compte 28% de "Français affranchis" alors qu'ils ne sont que 17% en Nouvelle-Aquitaine ou en Centre-Val de Loire. Les "enracinés", eux, sont 32% en Bretagne alors qu'ils sont 13% en Île-de-France.

Les "Français sur le fil" sont 37% en Centre-Val de Loire, région où ils sont en plus grande proportion. Enfin, les régions Bourgogne-Franche-Comté, Centre-Val de Loire, Grand-Est et Occitanie comptent 27% de "Français assignés".

La distribution des quatre catégories de Français fait ressortir qu'il n'y a pas "d'effet territoire". D'abord, aucun d'entre eux ne concentre de manière écrasante une des quatre catégories. Ensuite, "le ressenti de sa propre qualité de vie n'est pas lié à une meilleure situation objective du territoire (...). Le territoire n'assigne pas lui-même à résidence". "C'est davantage le sentiment d'avoir choisi la vie que l'on mène et son niveau de vie qui façonnent la relation des Français à leur territoire que l'inverse", conclut l'enquête. franceinfo 19.02

Commentaires d'internautes.

1- *"Il est bon de rappeler que l'institut Montaigne, à l'initiative de cette enquête, revendique l'idéologie libérale (Wikipédia).*

Ce qui aide à comprendre certaines choses."

2- *"Les prolétaires, depuis cinquante ans, ont rêvé de devenir des bourgeois, comme les bourgeois d'il y a deux cents ans de devenir nobles. Leur imagination n'est pas allée plus loin que celle du premier bourgeois qui passe. On affecte de le mépriser, mais on ne cesse pas de l'imiter... Dans ce monde d'argent, du haut en bas, de degré en degré de fortune, de classe en classe, c'est imitation d'imitation, ambition ridicule et misérable envie, copie de copie, et ainsi s'est établie, cette société confuse et satisfaite, à la fois snob et conformiste dans laquelle nous vivons. "*

C'est un extrait de "Carnet du vieil écrivain", de Jean Guéhenno."

Ne connais pas. Il ne faut pas nier ce constat, car sinon on aura une interprétation faussée de la réalité et tout le reste sera à l'avenant, on aboutira à un bilan politique nul. J'ai envie de répondre que chacun en est là et n'a pas évolué au-delà. Donc la question est d'aller "plus loin", comment faire pour aller au-delà de ce conformisme qui ne satisfait personne en dehors des nantis, et encore, ils doivent en permanence défendre leurs privilèges.

Quand l'imagination fait défaut, c'est qu'on n'est pas vraiment relié à la réalité ou on en a une perception tronquée. La question est donc pour alimenter à nouveau notre imagination, d'envisager l'ensemble des facteurs qui composent la réalité et les rapports qu'ils entretiennent, afin d'y trouver les réponses aux multiples questions qu'on sera amené à se poser et nulle part ailleurs.

Généralement, quand les aspirations qui nous animaient lorsque nous étions jeune sont venues se fracasser sur le mur de cette société capitaliste, habituellement quand on entre dans le monde impitoyable du travail, qui broie toutes les illusions qu'on pouvait avoir jusque-là, c'est à ce moment-là que notre imagination s'est mise soudain à se tarir, très souvent soudainement. Il y avait un aiguillage et on a changé de direction sans qu'on nous demande notre avis, après on s'étonne de ne plus très bien savoir où on en est, c'est normal.

La question est donc de renouer avec ces aspirations légitimes. Il faut essayer d'arriver à comprendre pourquoi et comment on les a abandonnées, et par quoi elles ont été remplacées ou contre quoi on les a troquées, car on ne nous a guère laissé le choix. D'où effectivement la nécessité d'établir ce constat, mais sans porter de jugement sur les prolétaires ou les membres des classes moyennes.

Ce sont les couches de travailleurs comme cet écrivain qui bénéficient des meilleures conditions pour la résoudre, mais en même temps ce sont les plus embourgeoisés, d'où la difficulté de l'aborder sereinement sans heurter les sensibilités ou la susceptibilité de chacun.

Maintenant, quand on a fait ce travail sur soi-même, cela peut servir d'exemple ou de base à cette discussion avec des travailleurs, cela peut les éclairer, après c'est à chacun de faire sauter un par un les obstacles qui ont enrayé son imagination... En fait, cet exercice consiste à rétablir le lien qui s'est brisé un jour entre cause et effet, au profit d'une cause qui n'était pas la nôtre, servir et s'intégrer dans une société profondément inégalitaire et injuste, violente, antisociale, policière, etc. qui finalement nous priverait de toute liberté, et dans la quelle on ne pourrait pas s'épanouir pleinement puisque ce serait toujours au détriment de quelqu'un quelque part dans le monde, qu'on en ait conscience ou non, tout cela se traduirait d'une manière ou d'une autre et finirait par nous pourrir l'existence.

D'où la pertinence de cette question relative à nos aspirations, car c'est là que figure la réponse et nulle part ailleurs. On n'a pas idée de sa signification politique, qui se résume à l'abdication de nos droits, de notre propre légitimité à décider librement de notre destin, de l'orientation de la société, partant de là tout s'explique ou presque...

[Fabrication du consentement. Propagande en faveur de la précarité généralisée comme avenir pour tous.](#)

LVOG - Quand ce n'est pas le chômeur (fainéant), le jeune (anarchiste), le vieux (nant), le malade (imaginaire ou qui coûte trop cher), l'handicapé (qui en fait trop), l'Arabe ou le musulman (barbare et antisémite), le catholique (pédophile), l'homme (sexiste), la femme (prostituée), l'ouvrier (heureux et qui l'ignore), la plèbe (cette saloperie), le chien (enragé), c'est au tour du fonctionnaire !

- Une majorité de Français favorables à une réforme du statut des fonctionnaires, selon un sondage
- Franceinfo 19 février 2019

Plus de la moitié des Français (57%) sont favorables à une remise en cause du statut de fonctionnaire, envisagée par le gouvernement, révèle lundi 18 février un sondage Opinionway pour Radio Classique et Les Echos. Selon cette enquête, 41% des sondés sont d'un avis contraire.

La mise en place d'un plan de départs volontaires pour les agents est approuvée par 76% des personnes interrogées par Opinionway, qui voient également d'un œil favorable la rémunération au mérite des fonctionnaires (64%). L'idée, non portée pour l'heure par le gouvernement, de supprimer l'emploi à vie pour les fonctionnaires est approuvée par 60% des sondés, un niveau en hausse de trois points par rapport à un sondage réalisé l'an dernier.

Le projet de loi sur la fonction publique du gouvernement est inspiré du privé et âprement critiqué par les syndicats. Le texte de 33 articles a notamment pour but de simplifier les instances de représentation du personnel. Il engage aussi un recours élargi aux contractuels ou encore des parts de rémunérations variables, et s'accompagnera d'une suppression de 120 000 postes dans les fonctions publiques d'Etat et territoriale d'ici la fin du quinquennat d'Emmanuel Macron.

Le texte doit être validé le 6 mars en Conseil commun de la fonction publique, puis présenté fin mars en Conseil des ministres et pourra faire l'objet d'amendements. Mais sept des neuf syndicats de fonctionnaires ont quitté mercredi en pleine séance le Conseil supérieur commun de la Fonction publique (CCFP) pour montrer leur désaccord avec le projet qui leur était présenté. Franceinfo 19 février 2019

Vous avez dit favorable. Quoi, favorable? Comment, favorable ? Hein, favorable ! Forcément voyons...

On imagine qu'Opinionway a opté pour la formule : "*Êtes-vous tout à fait favorable, plutôt favorable, plutôt pas favorable ou pas favorable du tout*" à la remise en cause du statut des fonctionnaires.

Tribunal et justice d'exception en totalitarisme.

Le projet de réforme de la justice définitivement adopté par le Parlement - franceinfo 19.02

Feu vert pour la réforme de la justice. Le Parlement a définitivement adopté le texte, vanté comme "ambitieux" et "équilibré" par le gouvernement mais contesté par les oppositions, dans la nuit du lundi 18 au mardi 19 février, par un ultime vote de l'Assemblée. Peu avant une heure du matin, les députés ont adopté par 31 voix contre 11 le texte, qui prévoit notamment la création d'un parquet antiterroriste, la fusion des tribunaux d'instance et de grande instance ou une nouvelle échelle des peines. Seules les peines inférieures ou égales à un an ferme pourront à l'avenir obtenir un aménagement de peine, contre deux ans auparavant.

Le texte prévoit également d'expérimenter dans certains départements un tribunal criminel (ou cour criminelle) pour juger, par cinq magistrats, des crimes punis de 15 à 20 ans de prison. Les cours d'assises continueront, elles, à juger les crimes passibles de plus de vingt ans, et l'ensemble des crimes en appel. Il organise aussi la numérisation complète de la procédure, de la plainte jusqu'au jugement, assouplie les modalités de prolongement des gardes à vue, facilite les écoutes téléphoniques, doit favoriser les modes de règlement à l'amiable et simplifier les divorces. franceinfo 19.02

On retiendra

- La création d'un parquet antiterroriste. (Qui confondra terroriste et militant du mouvement ouvrier. - LVOG)
- Un tribunal criminel composé de cinq magistrats 15 à 20 ans de prison (Pour un peu, c'est comme si vous y étiez déjà. Mais où ? En tôle, quoi ! - LVOG)
- Les peines inférieures ou égales à un an ferme pourront à l'avenir obtenir un aménagement de peine, contre deux ans auparavant. (Les bâtisseurs de prison ont obtenu satisfaction. - LVOG)
- Assouplie les modalités de prolongement des gardes à vue (Une restriction de plus à la présomption d'innocence. - LVOG)
- Facilite les écoutes téléphoniques (Big Brother vous surveille et vous écoute partout. - LVOG)
- Favoriser les modes de règlement à l'amiable. (Où la loi du plus fort imposée au plus faible, comme dans les entreprises. - LVOG)

- Simplifier les divorces. (Tout ce qui permet d'accélérer l'éclatement de la cellule familiale est bon à prendre, avec un peu de chance ces membres seront plus fragilisés, vulnérables, donc plus malléables et influençables. - LVOG)

Répression judiciaire des gilets jaunes : Edouard Philippe fait du chiffre. Par Régis de Castelneau - Les Crises 19 février 2019

Condamnations de Gilets jaunes : la curieuse approche quantitative de la justice mise en avant par Édouard Philippe Les chiffres dévoilés par le premier ministre indiquent une instrumentalisation de la justice et un mépris du droit. Interview publiée dans Atlantico.

Atlantico : ce mardi 12 février, le premier ministre, Edouard Philippe, a déclaré devant l'Assemblée nationale : « Depuis le début de ces événements, 1796 condamnations ont été prononcées par la justice et 1422 personnes sont encore en attente de jugement » (...) « plus de 1300 comparutions immédiates ont été organisées et 316 personnes ont été placées sous mandat de dépôt ». Comment comprendre de tels chiffres, faut-il y voir une excessive sévérité, ou traitement « juste » de la situation eu égard aux événements ?

Régis de Castelneau : Ces chiffres sont proprement ahurissants. Il s'agit donc, et c'est assumé comme tel, d'une répression de masse. C'est-à-dire qu'on a mobilisé l'appareil judiciaire depuis trois mois pour faire ce qui ne peut plus s'apparenter à une justice normale, mais à une justice d'exception, à une justice de masse.

La justice française complètement en crise par défaut de moyens, et qui a beaucoup de mal à effectuer les missions qui sont les siennes dans le cadre de son service public vient d'être instrumentalisée au service du pouvoir exécutif pour mettre en place une répression sans exemple depuis la fin de la guerre d'Algérie. Soyons clairs, on ne peut pas rendre une justice digne de ce nom, avec des procédures régulières, des débats contradictoires, des décisions équilibrées dans ces conditions. 316 personnes placées sous mandat de dépôt, dont une proportion considérable de gens sans casier judiciaire, ce chiffre doit être rapporté à ce que la presse nous apprend tous les jours concernant la délinquance des quartiers ou des gens ayant jusqu'à 20 condamnations pour des délits graves à leur casier n'ont jamais fait un jour de prison. Cette statistique est claire, c'est une justice d'exception qui a été rendue indigne d'un pays comme le nôtre. Le président de la république a fait le choix, non pas du maintien de l'ordre mais celui d'une répression brutale du mouvement des gilets jaunes. Que la justice souvent parquet et juges du siège ensemble ait accepté d'exécuter les ordres de l'Élysée et de la place Vendôme est une régression qui nous renvoie des dizaines d'années en arrière. Désormais lorsque les syndicats de magistrats nous parleront d'indépendance et d'impartialité ils se feront rire au nez. Surtout que dans le même temps, et l'affaire Benalla est là pour le démontrer, la même justice est d'une complaisance surprenante avec les délinquants qui entourent le chef de l'État.

Des groupes d'avocats se sont organisés pour faire face à ce moment liberticide, et les informations qui remontent sont consternantes. Incriminations fantaisistes, procédures bâclées, peines exorbitantes infligées pour des infractions imaginaires, mises en cause systématique des droits de la défense. Il y a aussi bien sûr les comportements des parquets comme par exemple celui de Paris par le Canard enchaîné, ou le procureur du tribunal de grande instance ordonne à ses substituts de violer la loi et de conserver les gens garde à vue en commettant des séquestrations arbitraires. Il y a bien sûr également les refus catégoriques malgré les évidences de poursuivre les policiers frappeurs, alors que les préfets en saisissant l'IGPN font eux leur devoir.

Je dois reconnaître que la façon dont l'appareil judiciaire s'est comporté à l'occasion du mouvement des gilets jaunes a quand même été pour moi une surprise. L'image d'une justice équitable, respectueuse de sa mission et de la loi est détruite dans l'opinion publique pour longtemps. Comment pour complaire au pouvoir exécutif des magistrats ont-ils accepté de prendre ce risque ?

En tout cas cette statistique établit que cet appareil judiciaire, oubliant sa mission de rendre la justice, a choisi de se comporter en supplétif de la police pour rétablir l'ordre. C'est complètement déplorable.

Comment interpréter cette vision quantitative de la Justice de la part du premier ministre ?

Que le premier ministre revendique triomphalement de telles statistiques qui n'établissent qu'une chose, c'est la vision instrumentale de la justice de ce pouvoir, en dit long sur le mépris du droit qui le caractérise. Il dirige un gouvernement qui est en train de faire voter une nouvelle loi sur l'organisation de la justice que tout le monde judiciaire considère comme de pure régression, et qui passe son temps à rogner sur le budget de ce qui devrait être un grand service public. Et maintenant il vient à l'Assemblée nationale brandir des statistiques que ceux qui savent ce que doit être la justice, considèrent comme déshonorantes. « Regardez, la justice expéditive que nous avons ordonnée a condamné 1796 de ces horribles gilets jaunes. Elle en a mis 316 au trou. C'est une magnifique victoire ! » A quand le premier ministre venant de la même façon triomphale brandir les statistiques des gens éborgnés, des mains arrachées, des blessés de toutes sortes ?

Ce qui apparaît dans ce comportement passablement indigne, c'est cet aveuglement sur ce qui se passe dans ce pays et sur le rejet dont le président de la république lui-même font l'objet. Persuadés d'être plus intelligents que tout le monde lui et ses équipes emmènent le pays dans une impasse mortifère en continuant de l'abîmer. Je ne sais pas comment tout cela finira, mais il est sûr que la trace que Monsieur Édouard Philippe laissera dans l'histoire sera particulièrement laide. Les Crises 19 février 2019

Source : Vu du droit, Régis de Castelnaud, 13-02-2019

DEUXIEME PARTIE

C'est marrant, tous ces gens bien comme il faut, à la morale irréprochable qui s'émeuvent de la recrudescence de l'antisémitisme, et qui en pincet pour les régimes néonazis de Kiev ou Sofia ou le régime d'apartheid de Tel Aviv, mais là cela s'explique très bien, puisque ces régimes sont alliés !

Et ne parlons même pas des savants qui avaient mis leurs talents au service du régime nazi du IIIe Reich à l'issue de la Seconde Guerre mondiale et qui avaient été recrutés par la CIA et le Pentagone, mais aussi par les Israéliens, depuis Internet, c'est tombé dans le domaine public, mais ces braves gens l'ignorent. On a les alliés et la morale qu'on peut. Toujours de classe.

L'antisémitisme appartient à l'idéologie capitaliste, coloniale, impérialiste, fasciste.

LVOG - Une fois qu'on a dressé ce constat, on comprend mieux pourquoi ceux qui détiennent le pouvoir ou gouvernement recourent à l'argument de l'antisémitisme chaque fois qu'ils sont en difficulté pour appliquer leur politique antisociale, liberticide, impérialiste, et de nos jours réactionnaire sur toute la ligne.

- Antisionisme, antisémitisme et idéologie coloniale par Alain Gresh - Les Crises 21 février 2019

Dans le débat qui agite la France autour de l'antisémitisme, deux dimensions sont souvent absentes : le fait que, durant la première moitié du XXe siècle, la grande majorité des juifs était hostile au sionisme (étaient-ils aussi antisémites ?) ; que la caractéristique principale de ce mouvement était de s'inscrire dans une logique coloniale de conquête et de peuplement. Extraits du livre d'Alain Gresh, Israël-Palestine, vérités sur un conflit (Fayard, 2017).

Source : Orient XXI, Alain Gresh, 19-02-2019

Extraits de l'article.

Bien que sioniste, Albert Einstein exprimait ses inquiétudes : « La manière dont je conçois la nature essentielle du judaïsme résiste à l'idée d'un État juif, avec des frontières, une armée et une certaine mesure de pouvoir temporel, quelque modeste qu'il soit. J'ai peur des dégâts internes que cela entraînera sur le judaïsme — et surtout du développement d'un nationalisme étroit dans nos propres rangs [...]. Un retour à une nation, au sens politique du terme, équivaldrait à se détourner de la spiritualité de notre communauté, spiritualité à laquelle nous devons le génie de nos prophètes. »

« Le sionisme n'est pas le corollaire obligatoire, fatal, de la persistance d'une identité juive, remarque Maxime Rodinson ; ce n'est qu'une option. » Et cette option est critiquable, non seulement comme toute idéologie nationaliste, mais aussi parce que son aboutissement — la création d'un État juif — n'était possible que par la dépossession des Palestiniens. Le sionisme s'est pleinement inscrit — et ce fut l'une des conditions majeures de sa victoire — dans l'aventure coloniale. Ce fut et cela reste sa principale faute.

RIEN DE COMMUN AVEC CE QUE L'ON APPELLE « L'ORIENT »

Le dévouement ou l'idéalisme de nombre de militants sionistes n'est pas en cause. Un jeune juif débarqué sur la Terre promise en 1926 pouvait écrire : « Je peux être fier car depuis un an que je suis en Palestine, je me suis débarrassé de la gangue d'impureté de la diaspora et je me suis purifié du mieux possible. Je voulais une patrie. Être un homme comme les autres, égal aux autres, fier comme eux d'être en Palestine. Dès l'instant où mes pieds ont foulé la terre de mes ancêtres, j'ai rompu tout lien avec l'Europe et l'Amérique. » Il changea de nom, se fit appeler Chaïm Shalom et déclara : « Je suis hébreu et mon nom est hébreu car je suis issu du pays des Hébreux. »

En dépit d'un credo socialiste — ou parfois à cause de lui —, les sionistes ressemblaient aux colons installés en Algérie ou en Afrique du Sud, convaincus de faire progresser la civilisation face à des populations sauvages. Le sionisme en Palestine, malgré des formes particulières, se rattache au mouvement de colonisation sur deux plans : par son attitude à l'égard des populations « autochtones » ; par sa dépendance à l'égard d'une métropole, la Grande-Bretagne, au moins jusqu'en 1939. D'ailleurs, à l'époque où le colonialisme n'avait pas la connotation négative qu'il a aujourd'hui, Theodor Herzl écrivait à Cecil Rhodes, l'un des conquérants britanniques de l'Afrique australe : « Mon programme est un programme colonial. » Zeev Jabotinsky, le dirigeant du mouvement sioniste révisionniste, pour sa part, se réjouissait : « Dieu merci, nous juifs n'avons rien en commun avec ce que l'on appelle l'«Orient». Nous devons venir en aide à ceux parmi le peuple qui sont incultes et qui s'inscrivent dans des traditions et

des lois spirituelles archaïques orientales. Nous allons en Palestine d'abord pour notre "bien-être" national, ensuite pour en expurger systématiquement toute trace de l'"âme orientale". »

Mordechaï Ben Hillel Ha Cohen, un juif installé à Jérusalem, note : « Nous sommes en Palestine la population la plus civilisée, personne ne peut rivaliser avec nous sur le plan culturel. La plupart des indigènes sont des fellahs et des bédouins ignorant tout de la culture occidentale. Du temps sera encore nécessaire avant qu'ils apprennent à vivre sans rapines, vols et autres forfaits, jusqu'à ce qu'ils éprouvent de la honte devant leur nudité et leurs pieds nus et qu'ils adoptent un mode d'existence où prévaudra la propriété privée, et où il sera nécessaire que des routes soient tracées et les chaussées goudronnées, que les écoles, les maisons de charité et les tribunaux essaient sans qu'il y ait de corruption. » Mais l'insondable « âme orientale » semble résister à des décennies de civilisation puisque Moshé Katsav, alors président d'Israël, déclare en mai 2001 : « Il existe une immense fracture entre nous [les juifs] et nos ennemis, pas seulement en ce qui concerne les capacités, mais aussi sur le plan de la morale, de la culture, du caractère sacré de la vie et de la conscience [...]. Ils sont nos voisins ici, mais on a l'impression qu'à une distance de quelques centaines de mètres il y a des gens qui ne sont pas de notre continent, de notre monde, mais qui finalement appartiennent à une autre galaxie. » Sont-ils humains, ces Palestiniens ?

À la suite d'émeutes à Jaffa en 1921, une commission d'enquête britannique note que le mouvement ne constituait nullement un pogrom antisémite, mais que les insurgés haïssaient les sionistes, non les juifs. Le Jewish Chronicle, organe des juifs britanniques, s'insurge : « Essayez d'imaginer que les animaux sauvages du parc zoologique sortent de leur cage et tuent quelques-uns des visiteurs, et que la commission chargée d'enquêter sur les circonstances établisse que la raison du drame est que les animaux n'aimaient pas leurs victimes. Comme s'il ne relevait pas du devoir de la direction du zoo de garder les animaux dans leurs cages et de s'assurer qu'elles soient bien fermées. » Quelle franchise ! Frantz Fanon, psychiatre antillais rallié à la révolution algérienne, auteur d'un pamphlet célèbre, Les Damnés de la terre (1961), constate : « Le langage du colon, quand il parle du colonisé, est un langage zoologique. On fait allusion aux mouvements de reptation du Jaune, aux émanations de la ville indigène, aux hordes, à la puanteur, au pullulement, au grouillement, aux gesticulations. Le colon, quand il veut bien décrire et trouver le mot juste, se réfère constamment au bestiaire. »

La conquête de la terre comme le « refoulement » des autochtones confirment la dimension coloniale du mouvement sioniste. L'un de ses cadres reconnaît dès les années 1910 : « La question arabe s'est révélée dans toute son acuité dès le premier achat de terres, lorsque je dus expulser pour la première fois des habitants arabes pour y installer à la place nos frères. Longtemps après continua de résonner à mes oreilles la triste plainte des bédouins rassemblés cette nuit-là autour de la tente des pourparlers, avant qu'ils ne quittent le village de Shamsin [...]. J'avais le cœur serré et je compris alors à quel point le Bédouin était attaché à sa terre. » Mètre carré après mètre carré, les colons juifs s'emparent des terres, repoussant les Arabes.

Aucun compromis n'est possible, Ben Gourion en a bien conscience : « Tout le monde considère les relations entre juifs et Arabes comme problématiques. Mais ils ne voient pas tous que cette question est insoluble. Il n'y a pas de solution ! Un gouffre sépare les deux communautés. [...] Nous voulons que la Palestine soit notre nation. Les Arabes veulent exactement la même chose. »

Israël Zangwill, un proche de Theodor Herzl, explique dans la presse britannique durant la Première Guerre mondiale : « Si l'on pouvait exproprier, avec compensation, les 600 000 Arabes de Palestine, ou si l'on pouvait les amener à émigrer en Arabie, car ils se déplacent facilement [sic !], ce serait la solution de la plus grande difficulté du sionisme. » Herzl avoue dans son journal en 1895 : « Nous devons les exproprier gentiment. Le processus d'expropriation et de déplacement des pauvres doit être accompli à la fois secrètement et avec prudence. » Il sera achevé, sur une grande échelle, en 1948-1949. Source : Orient XXI, Alain Gresh, 19-02-2019

[Ils partagent tous la même idéologie, de l'hypocrisie républicaine ou démocratique au fascisme.](#)

- Alain Finkielkraut dénonce la plainte du Qatar contre Philippot - causeur.fr 9 juin 2015

- Le FN et la LDJ partagent le même avocat - alterinfo.net 3 Décembre 2014

LVOG - LDJ : Ligue de défense juive, une milice sioniste d'extrême droite.

Il s'agissait de David Dassa-Le Deist, depuis remplacé par Gilles-William Goldnadel, membre du directoire du Crif.

Tout cela à partir d'un fait démenti par Finkielkraut lui-même ou qui n'a pas eu lieu, c'est de la démenche pure comme on en trouve que dans les régimes totalitaires qui relève de la conspiration pour justifier l'adoption d'une nouvelle loi liberticide.

(causerie du 18 février) Le Parisien 16.02 - Finkielkraut : J'entendais très mal mais il y avait des cris de haine. Les insultes sont violentes : « Sale sioniste de merde », « bâtard », « grosse merde », « nique ta mère »... Le philosophe Alain Finkielkraut, pris à partie ce samedi après-midi par des Gilets jaunes à Paris, raconte avoir été ciblé en raison de ses positions vis-à-vis d'Israël mais dit ne pas avoir entendu l'insulte de « sale Juif. Encore une fois, je n'entendais pas bien les insultes et ça s'est passé très vite. »
Le Parisien 16.02

Il a dit ne pas avoir entendu l'insulte de «sale Juif», alors où est l'antisémitisme, dans « Sale sioniste de merde » ?

Commentaire d'un internaute.

Léo Strauss a formé des individus comme Wolfowitz, Perle, Bolton, Kinssinger, en un mot, tous des individus animés d'une volonté hégémonique aux états unis et responsables de centaines de milliers de morts à travers le monde grâce à leur action.

Léo Strauss avait une doctrine très particulière. Pour lui, le "modèle" idéal de société était une société oligarchique, c'est à dire dominée par une infime minorité d'individus ultra riches seuls, selon lui, capables de diriger le monde qui devra être totalement sous leur autorité.

Déjà, présenté ainsi, les choses sont graves puisque bien sur, cette oligarchie est auto proclamée et ce ne sont pas ses qualités humaines ou ses compétences en matière de gestion des sociétés humaines qui sont les critères de son choix élitiste, mais sa richesse. Sauf que, pour accéder à un tel niveau de richesse, il n'est pas possible d'être honnête et bien souvent, pour ne pas dire systématiquement, elle est acquise grâce à mes magouilles de toutes sortes, et très souvent au mépris du droit le plus élémentaire, sans souci de la vie humaine et de l'environnement. C'est l'enrichissement à n'importe quel prix.

Mais il y a plus. Pour Léo Strauss, pour pouvoir se maintenir, l'oligarchie doit entretenir un certain degré de violence, de conflit et de chaos. Elle ne peut pas prospérer dans la paix et la concorde. Il lui faut entretenir en permanence les tensions entre les êtres humains. Si pour cela il faut sacrifier des centaines de millions de personnes, aucune importance. La fin justifie les moyens ! Mais dans le cas où, par miracle, l'humanité arrive à être en paix, alors la seule solution, pour Strauss, est l'annihilation totale de l'humanité et de toute vie sur Terre. C'est la doctrine nihiliste par excellence. On comprend mieux des individus comme Francis Fukuyama, ou Samuel Huntington, le premier, auteur de l'ouvrage de la "fin de l'histoire", ouvrage particulièrement nihiliste et l'autre "le choc des civilisations", bien connu. (On devrait plutôt dire le choc des ignorances), tous les deux disciples de Léo Strauss.

Alors se considérer comme un admirateur d'un malade mental amateur de la destruction de toute vie...et faire de cet individu l'avocat d'un parti politique comme le FN, nous donne une petite idée des hauts idéaux de ce parti, de ses dirigeants et de cet avocat. A chacun d'en tirer les conclusions...

La querelle des Anciens et des Modernes

La pensée de Strauss fait de la tension son élément : aussi se tient-elle délibérément à l'écart des synthèses réconciliatrices et de la plus magistrale d'entre elles, celle de Hegel. (Thèse, antithèse, synthèse, la dialectique qu'ont adoptée Marx et les marxistes, l'ennemi de Strauss, normal ! Pourquoi ? Vous ne voudriez tout de même pas que n'importe qui s'empare de la dialectique pour interpréter la situation, l'histoire, vous êtes fou ou quoi, très rapidement il comprendrait qu'on n'a pas cessé de lui mentir en lui présentant des interprétations falsifiées ou idéologiquement orientées.

Nos lecteurs y ont-ils pensé un jour, se sont-ils déjà posés la question ? Si non, je vous y encourage vivement. Vous verrez, la dialectique, c'est la clé qui ouvre toutes les portes, qui permet de résoudre les problèmes les plus coriaces, de venir à bout des questions les plus complexes, c'est merveilleux, je vous assure, elle est infaillible, elle ne vous décevra jamais, et si vous avez l'impression que ce n'est pas le cas, c'est que vous lui en avez demandé de trop ou que vous n'avez pas su vous y prendre avec elle. Ensuite, vous ne pourrez plus jamais vous en passer, c'est tout le malheur que je vous souhaite. - LVOG)

L'interprétation straussienne de la philosophie prend appui sur la thèse développée par Platon dans la République : ce qui est premier pour nous, et qui apparaît à la lettre comme phénomène, ce sont les opinions (doxa). Wikipédia

- Une journaliste accuse le gouvernement d'"intimidations" après avoir contredit Benjamin Griveaux et Christophe Castaner sur Twitter - telestar.fr 17 février 2019

Aude Lancelin, journaliste au Média TV, a accusé Benjamin Griveaux et Christophe Castaner de l'avoir "intimidée" après avoir affirmé que l'insulte "sale juif" n'avait jamais été prononcé par aucun Gilet Jaune à l'encontre d'Alain Finkielkraut.

Ce samedi 16 février, sur Twitter, le porte-parole du gouvernement Benjamin Griveaux réagit à l'agression verbale subie par Alain Finkielkraut, pris à partie dans Paris par plusieurs Gilets Jaunes : "La haine à l'état brut dans les rues de Paris contre Alain Finkielkraut hué aux cris de 'sale juif'" indiquait l'homme politique. Rapidement, Aude Lancelin, journaliste pour Le Média TV, a contesté les affirmations de Benjamin Griveaux.

"'Sale juif' ? Cette phrase est inaudible dans la vidéo. Tous les samedis le porte-parole du gouvernement Griveaux invente un nouveau mensonge gravissime pour faire monter la haine dans le pays. Ces gens ne se battent pas loyalement. Ils sont indignes" a déclaré la journaliste. Très rapidement, plusieurs voix se sont fait entendre, et ont contredit Aude Lancelin, comme notamment Marc-Olivier Fogiel et Anne Sinclair.

Dans un nouveau tweet, Benjamin Griveaux a réagi aux accusations de sa détractrice et a réclamé "un peu de décence" : "Après la 20ème seconde de cette vidéo, le terme 'sale juif' crié depuis la foule. Parfaitement audible. Un peu d'honnêteté intellectuelle de temps en temps ou y avez-vous définitivement renoncé ?" a taclé le porte-parole.

Libération donne raison à Aude Lancelin

Cible de vives critiques depuis plusieurs heures, Aude Lancelin a depuis réagi dans un long communiqué posté sur son compte Facebook, dans lequel elle accuse nommément Christophe Castaner et Benjamin Griveaux de "tentatives d'intimidations" répétées : "Le simple fait de pointer publiquement une journaliste, en bande organisée et sans même plus se cacher, montre à quel point les dignes démocrates sont en train de sauter les uns après les autres dans notre pays".

"Mon constat d'hier était simple : le mot infâme de 'sale juif' ne sort que de l'imagination malsaine de Monsieur Griveaux et des chiens de garde qui jappent joyeusement dans son sillage. On ne peut pas jouer avec des choses aussi graves pour détruire un mouvement social d'ampleur historique" a condamné la journaliste. À noter que dans un article Checknews, le journal Libération a lui aussi affirmé que l'insulte "sale juif" n'était pas audible dans les vidéos publiées sur les réseaux sociaux. telestar.fr 17 février 2019

Christophe Castaner et Benjamin Griveaux : C'est Goering et Goebel !

Quand Mélenchon fait profil bas et marche dans leur combine dégueulasse.

Jean-Luc Mélenchon a dénoncé les insultes dont a été victime l'essayiste Alain Finkielkraut, samedi dernier, lors d'une manifestation des "gilets jaunes" à Paris. "Quelles que soient les opinions détestables de monsieur Finkielkraut, quand il est injurié, pris à partie comme il l'est, ce ne sont pas ses opinions que nous voyons mises en cause, c'est son retrait de l'humanité que nous avons en commun, au motif de sa religion supposée ou de ses appartenances, a-t-il dit. La lutte contre le racisme est un tout dont le fondamental philosophique est que nous sommes tous semblables." franceinfo 19.02

Si "*ce ne sont pas ses opinions que nous voyons mises en cause*" quand il est traité de « Sale sioniste de merde », c'est quoi alors, le "*sale juif*" inventé par Castaner, Griveaux et Cie ? Quel ignoble individu ce Mélenchon ! Tu as raison, avec Finkielkraut, Minc, Macron, Castaner, Griveaux, etc. vous êtes "*tous semblables*", répugnant personnage.

- "**Les injures et agressions visant les juifs dans la rue**" (huffingtonpost.fr 20.02)

LVOG - Finkielkraut n'est pas un juif "*dans la rue*" comme les autres ou anonyme, c'est un sioniste d'extrême droite raciste assumé.

- Alain Finkielkraut : « Les Gilets jaunes sont devenus une secte » - LePoint.fr 19.02

La réunion était organisée par la Licra.

« Cela fait beaucoup de temps qu'une certaine intelligentsia et des journalistes me traitent de réac, de fasciste, de raciste. Ce que j'ai vécu, c'est un air de déjà-vu. Ces Gilets jaunes, cette plèbe incontrôlable, ne faisaient que traduire en acte l'hostilité d'une intelligentsia. Ils m'ont attaqué de manière très fruste, mais tout cela a été intellectualisé bien avant », a-t-il martelé, rappelant avoir subi le même sort lors de Nuit debout. LePoint.fr 19.02

[Union nationale de l'extrême droite à l'extrême gauche contre tous les peuples.](#)

- De Jean-Luc Mélenchon à Marine Le Pen, les politiques tous azimuts - Liberation.fr 20 février 2019

- A Ménilmontant, le rassemblement des «vrais antiracistes» contre l'antisémitisme - Liberation.fr 20 février 2019

«Les vrais antiracistes, ils sont là ce soir.» Echarpe tricolore autour du cou, Madjid Messaoudene, conseiller municipal (Front de gauche) à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), annonce la couleur. «Il y a une flambée des actes antisémites : il fallait donc marquer le coup en les dénonçant fermement ce soir, insiste l'élu de gauche. J'ai d'ailleurs tout de suite condamné la façon dont Alain Finkielkraut a été alpagué samedi par des gilets jaunes. Mais il ne faut pas oublier les autres discriminations.»

«Il faut faire entendre une voix ferme et unitaire contre l'antisémitisme, prévient à ce propos l'universitaire Julien Salingue, figure du NPA, devançant les éventuelles accusations. Liberation.fr 20 février 2019

Le NPA est "*unitaire*"...sauf quand il s'agit de combattre Macron et sa politique ultra réactionnaire! Le NPA est "*unitaire*" avec

Macron, Finkielkraut et le Crif. On ne peut pas être "unitaire" avec tout le monde !

En famille. A bas les sionistes "enragés". A bas Israël !

- "Ça suffit !" : à l'appel des partis, la France mobilisée contre l'antisémitisme - AFP 19.02

Edouard Philippe en tête, plus de la moitié du gouvernement et de nombreux représentants de la classe politique participeront mardi à des rassemblements en France contre la hausse des actes antisémites, dont celui ayant visé l'académicien Alain Finkielkraut en marge du mouvement des "gilets jaunes". (Voilà comment ils substituent leur mensonge à la réalité. A force de répéter des centaines de fois que Finkielkraut avait été victime d'un acte antisémitique, cela en est devenu un ! - LVOG)

"Il faut être totalement déterminé, je dirais presque enragé, dans notre volonté de lutter" contre l'antisémitisme qui "est très profondément enraciné dans la société française", a plaidé Edouard Philippe, dans un entretien publié mardi par l'Express.

Dans "un geste symbolique", avant les rassemblements prévus, les présidents du Sénat, Gérard Larcher (LR), et de l'Assemblée nationale, Richard Ferrand (LREM), se recueilleront à 18H15 au Mémorial de la Shoah.

Les rassemblements, dont le principal se tiendra place de la République à Paris à 19H00, sont, eux, la suite d'un appel signé par une vingtaine de partis, à l'initiative du premier secrétaire du PS Olivier Faure. Le Rassemblement national de Marine Le Pen, qui n'a pas été invité par M. Faure, a annoncé lundi qu'il organiserait un hommage de son côté. (A-t-il invité le président du parlement ukrainien néonazi qui fut reçu récemment en grande pompe par les présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat ? - LVOG)

Face à une recrudescence des actes antisémites en 2018, M. Faure a souhaité que les partis s'emparent du flambeau de la lutte contre l'antisémitisme, plutôt que les représentants de la communauté juive. Au total, 541 actes antisémites ont été recensés en 2018, un chiffre en hausse de 74% sur un an mais qui reste inférieur au dernier pic de 2014 (851) et de 2004 (974). (Inférieur mais peu importe, y compris à celui des décennies précédentes en remontant au début du XXe siècle, peu importe puisqu'il s'agit d'une machination destinée à faire diversion en pleine crise politique ouverte. - LVOG)

De nombreuses personnalités ont annoncé leur venue, dont l'ancien président François Hollande, l'ex-Premier ministre Bernard Cazeneuve, le président de LR Laurent Wauquiez, celui de Debout la France Nicolas Dupont-Aignan, les responsables syndicaux Laurent Berger (CFDT) et Philippe Martinez (CGT). (La confrérie des raclures réunies. - LVOG)

Le président de la République Emmanuel Macron, qui a vivement dénoncé les actes antisémites et qui s'exprimera mercredi soir au dîner du CRIF, n'en sera pas.

"Il serait faux et absurde de dire que le mouvement des gilets jaunes est antisémite", a estimé Edouard Philippe. Mais "à l'occasion de la crise des "gilets jaunes" un certain nombre de garde-fous ou de digues sont tombés".

Plusieurs "gilets jaunes", Maxime Nicolle et Jérôme Rodrigues notamment, ont rappelé qu'ils étaient "contre le racisme" et "l'antisémitisme". Le groupe des "Gilets jaunes citoyens" emmenés par Thierry Paul Valette a annoncé sa venue à la manifestation de Paris. (Quelle bassesse, quelle ignominie, de dangereux aventuriers ! - LVOG)

"Le choix fait d'exclure l'extrême droite est lié à leur histoire, à leur présent aussi. Je ne me vois pas signer avec Marine Le Pen, alors même qu'elle soutient Jair Bolsonaro, Matteo Salvini, Viktor Orban, Sebastian Kurz", s'est défendu M. Faure auprès de l'AFP. (Il préfère Obama, Porochenko, sans oublier Macron pour qui il a voté ! - LVOG)

Le président de Debout la France Nicolas Dupont-Aignan, dont la formation n'a pas été invitée non plus, a indiqué mardi sur Cnews qu'il participerait au rassemblement, tout en disant ne pas être "dupe d'une sorte de grand cirque qui cherche à disculper la responsabilité de ceux qui vont être en tête du cortège" dans la montée d'un islamisme antisémite. AFP 19.02

L'union nationale est au complet! Un pogrom antimusulman, anti-ouvrier.

Quand les néofascistes s'emparent de la place de la République.

- La France se mobilise contre l'antisémitisme, Macron promet d'agir - AFP 20 février 2019

Des milliers de personnes se sont rassemblées mardi soir à Paris et partout en France pour protester contre la multiplication des actes antisémites dans l'Hexagone, illustrée le jour-même par la découverte de 96 tombes juives profanées dans un cimetière alsacien, et contre laquelle Emmanuel Macron a promis la plus grande fermeté.

"La République est un bloc", a déclaré le président de la République au Mémorial de la Shoah, où il s'est rendu en fin de journée en compagnie des présidents des deux chambres du Parlement pour se recueillir et déposer une gerbe.

Au même moment, la place de la République à Paris était noire de monde, la foule de 20.000 personnes selon le PS brandissant ici ou là des pancartes "Ça suffit" - le mot d'ordre du rassemblement -, "non à la banalisation de la haine". Une cinquantaine de partis, associations, mouvements avaient appelé à faire front commun contre l'antisémitisme, à l'initiative du premier secrétaire du PS Olivier Faure. (En réalité, quelques milliers seulement. d'ailleurs leur comédie n'a duré que 30 minutes (lire plus loin).

Le Premier ministre Édouard Philippe, accompagné de plusieurs membres du gouvernement, a pris place au sein d'un périmètre sécurisé où se pressaient de nombreux représentants politiques.

"Se rassembler, c'est nécessaire. Ça n'est pas suffisant, mais c'est nécessaire pour dénoncer ce qui n'est pas acceptable. Ensuite il y aura du travail d'éducation, de formation, probablement un travail législatif, aussi", a déclaré M. Philippe à l'issue de la cérémonie.

Les anciens présidents de la République François Hollande et Nicolas Sarkozy étaient présents, ainsi que le président de LR Laurent Wauquiez ou le délégué général de La République en marche Stanislas Guerini.

"L'antisémitisme, ça n'est pas l'affaire des juifs, c'est l'affaire de tous les Français", a déclaré M. Hollande. "Un certain nombre d'individus provoquent, insultent l'autorité de l'État. L'État doit répondre. Je suis sûr qu'il le fera, mais il faut le faire maintenant et avec une fermeté extrême", a de son côté affirmé M. Sarkozy.

La cérémonie démarrée vers 19H30 s'est achevée vers 20H00. Elle s'est ouverte sur une intervention du rabbin Delphine Horvilleur. Le chanteur Abd al Malik a conclu en chantant la Marseillaise.

Des "gilets jaunes" avaient fait le déplacement, notamment Côme Dunis et Frédéric Mestdjian, de la liste "Ralliement d'initiative citoyenne", souhaitant démentir par leur présence le fait que le mouvement des gilets jaunes soit gangrené par l'antisémitisme. Le philosophe Alain Finkielkraut avait été la cible d'insultes antisémites, samedi en marge d'une manifestation de "gilets jaunes". (Pure fabulation, répétons-le, il a été traité de "sioniste de merde". - LVOG)

Le chef de file de la France insoumise Jean-Luc Mélenchon avait lui fait le choix de participer à un rassemblement à Marseille. "Toute forme de discrimination de racisme, d'antisémitisme, de sexisme et d'homotopie, incarnent ce que nous pouvons appeler le mal", a déclaré M. Mélenchon, mettant en garde une nouvelle fois contre "une utilisation politicienne de ces circonstances". (Et il en est par sa présence le charlatan ! - LVOG)

Un doute a brièvement régné sur la participation à ces rassemblements de la France insoumise, qui ne faisait pas partie de la liste des premiers signataires de l'appel lancé par M. Faure.

Ils étaient également des milliers dans quelque 70 villes de France.

La présidente du Rassemblement national Marine Le Pen s'est de son côté recueillie à Bagneux (Hauts-de-Seine), devant une plaque en hommage à Ilan Halimi, jeune juif tué en 2006 après avoir été séquestré et torturé. Elle avait dénoncé dans la journée le fait que M. Faure ne l'ait pas invitée à signer l'appel.

A l'Assemblée, M. Philippe a paru prendre lui aussi ses distances avec ce choix de M. Faure, appelant à "l'union sacrée" face à l'antisémitisme et à des manifestations "sans exclusive". (Il a raison, l'extrême droite est le meilleur allié des sionistes et de Netanyahu, la preuve, ils ont les mêmes avocats ! Heureusement qu'ils ont l'extrême droite pour alimenter l'antisémitisme ou le racisme, pour un peu, ils ne s'en cachent même plus. - LVOG)

Sur la chaîne de télévision israélienne I24News, la présidente du RN, Marine Le Pen, a dénoncé les élus qui "pour des raisons électoralistes, ferment les yeux" sur le "fondamentalisme islamiste". "Avant de changer la loi, commençons déjà par l'appliquer. Que les actes antisémites soient jugés. Derrière les actes antisémites, il y a la question de l'islamisme intégriste", a abondé le président des Républicains Laurent Wauquiez. (Plus déterminé à lutter contre l'antisémitisme que Marine Le Pen tu meurs. Normal, ils défendent les mêmes intérêts de classe. - LVOG)

Plus tôt dans la journée, Emmanuel Macron s'était rendu au cimetière de Quatzenheim (Bas-Rhin), où 96 tombes juives ont été profanées.

Une profanation qui a conduit le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu à dénoncer un acte "choquant" commis par de "sauvages antisémites", et à appeler les dirigeants français et européens à prendre "fortement position contre l'antisémitisme". Son ministre de l'Immigration Yoav Gallant a invité les juifs de France à "rentrer à la maison" en émigrant vers l'État hébreu.

"On prendra des actes, on prendra des lois et on punira", a déclaré le chef de l'État. Accompagné du grand rabbin de France Haïm Korsia et portant la kippa, il s'est recueilli devant plusieurs tombes, marquées à la bombe de croix gammées bleues et jaunes.

L'exécutif envisage d'inscrire dans la loi "avant la fin de l'année" des dispositions visant à "mettre en cause la responsabilité" des réseaux sociaux lorsqu'ils colportent des propos haineux tombant sous le coup de la loi.

Le gouvernement n'est en revanche pas favorable à la pénalisation de l'antisionisme, une proposition émanant de députés membres du groupe d'études de l'Assemblée nationale sur l'antisémitisme.

Emmanuel Macron a d'ailleurs d'ores et déjà refermé cette porte. "Je confirme que ceux qui, aujourd'hui dans le discours, veulent la disparition d'Israël sont ceux qui veulent s'attaquer aux Juifs. Je pense néanmoins que lorsqu'on rentre dans le détail, la condamnation pénale de l'antisionisme pose d'autres problèmes", a tranché le chef de l'État. AFP et huffingtonpost.fr 20 février 2019

[Le lendemain, Macron céda aux ultra sionistes ou fanatiques d'extrême droite du Crif.](#)

- La France va mettre en oeuvre une définition de l'antisémitisme intégrant l'antisionisme - AFP 21 février 2019

Le président Emmanuel Macron a dénoncé mercredi "une résurgence de l'antisémitisme sans doute inédite depuis la Seconde Guerre mondiale" en France et en Europe, y assimilant l'antisionisme et annonçant des mesures pour tracer de nouvelles "lignes rouges" après une série d'incidents dans le pays.

Répondant au voeu des instances juives et du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, il a annoncé que la France allait "mettre en oeuvre" - sans toutefois l'intégrer au Code pénal - une définition de l'antisémitisme élargie à l'antisionisme, qui est "une des formes modernes de l'antisémitisme".

"Le président Macron a informé le Premier ministre qu'il allait adopter la définition de l'antisémitisme de l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste (IHRA), qui a fixé que l'antisionisme est une forme d'antisémitisme", a affirmé un communiqué du bureau de M. Netanyahu. Celui-ci a exprimé son "estime" pour cette décision, selon le communiqué.

Quelques minutes avant le discours de M. Macron, le président du Crif, Francis Kalifat, en avait fait la demande. "À l'unisson des autres pays européens, la France a voté en faveur de cette définition lors de son adoption par l'IHRA en 2016 et encore tout récemment fin 2018 dans la résolution du Conseil européen sur la lutte contre l'antisémitisme. Conformément aux recommandations du Parlement européen et du Conseil européen, plusieurs États membres l'ont déjà intégrée dans leurs propres textes de référence", avait-il dit.

Ce dîner annuel intervenait au lendemain d'une mobilisation contre l'antisémitisme à l'appel de responsables politiques, religieux et associatifs, qui a réuni des milliers de personnes dans plusieurs villes du pays et notamment à Paris, Marseille ou Strasbourg, sans pour autant prendre le caractère massif espéré par certains.

"La masse n'était pas là, la foule n'était pas là", a ainsi regretté à l'antenne de la chaîne CNews l'avocat Serge Klarsfeld, connu pour sa traque d'anciens nazis. "L'antisémitisme, ça ne se guérit pas facilement, c'est un travail très long". AFP 21 février 2019

LVOG - Dans cet article, il avouait leur supercherie ou machination.

AFP - L'intellectuel et membre de l'Académie française Alain Finkielkraut a été violemment pris à partie samedi en marge d'un défilé des "gilets jaunes" par des manifestants, dont l'un a notamment utilisé le mot "sioniste". Cela a suscité un débat en France sur le sens à donner à ce mot dans ce contexte. AFP 21 février 2019

LVOG - Les parents ne se composent plus d'une mère et d'un père, un homme n'en est plus vraiment un et une femme n'en est pas forcément une, l'URSS a joué un rôle minime dans la défaite du IIIe Reich en 1945, ce ne sont pas des facteurs économiques qui ont été à l'origine des deux guerres mondiales, mais des conflits politiques, etc. alors quand progrès et modernité rime avec régression sociale généralisée, entraves ou suppression des libertés individuelles ou collectives avec démocratie, il ne faut plus s'étonner de rien avec ces psychopathes, changer la signification d'un mot pour lui faire dire ce qui les arrange est une pure formalité.

[Israël ou le fascisme ordinaire.](#)

- Israël: Accord de coalition entre le Likoud et le Foyer juif - Reuters 21 février 2019

Le Likoud et les ultranationalistes du Foyer juif ont annoncé mercredi la conclusion d'une alliance en vue des législatives

israéliennes du 9 avril.

Le Likoud, auquel appartient le Premier ministre Benjamin Netanyahu, est en tête des intentions de vote et devrait être en mesure de former à nouveau une coalition gouvernementale avec l'extrême droite et les formations religieuses.

Benjamin Netanyahu a proposé de réserver deux ministères au Foyer juif, à condition qu'il fusionne avec Force juive, parti d'extrême droite dont les dirigeants se présentent comme les héritiers du rabbin Meir Kahane, assassiné en 1990, qui prônait le "transfert" des Palestiniens dans les pays arabes.

Le Foyer juif annonce dans un communiqué avoir accepté cette condition... Reuters 21 février 2019

- Israël : «Nouvelle Droite défend la majorité face aux droits de l'homme» - Libération 20 février 2019

Le chercheur Denis Charbit explique comment le parti de Shaked, Nouvelle Droite, se différencie des autres formations extrémistes en affichant une façade modérée et en défendant un capitalisme «absolu».

Denis Charbit est chercheur à l'Université ouverte d'Israël et l'auteur d'Israël et ses paradoxes (Cavalier bleu, 2018).

Comment définir l'extrême droite israélienne ?

Historiquement, dans le pays, cette notion désigne les «kahanistes» [fidèles de Meir Kahane, dont le parti Kach, interdit en 1988, est considéré comme une organisation terroriste en Israël, dans l'Union européenne et aux Etats-Unis, ndlr]. Ce courant de pensée raciste irrigue toujours le groupuscule Otzma Yehudit (Puissance juive), traduction politique des «jeunes des collines» [colons suprémacistes cherchant l'affrontement avec les Palestiniens]. Pour passer le seuil de représentation à la Knesset, ils devraient s'allier au Foyer Juif et à l'Union nationale, dont le projet théocratique est de soumettre l'Etat à la halakha [ensemble des prescriptions religieuses] la plus stricte. Il y a aussi le parti Yachad de l'ultraorthodoxe séfearde Eli Yishai, xénophobe et violemment homophobe, qui fait campagne sous le slogan «pour qu'il n'y ait plus d'enfants avec deux papas». Tous partagent un rejet frontal des Arabes.

Où situer la Nouvelle Droite d'Ayelet Shaked et Naftali Bennett dans ce panorama ?

Ils partagent avec eux la notion d'un Grand Israël [de la Méditerranée au Jourdain] et le refus d'un Etat palestinien et de toute négociation. Des positions qu'on retrouve aussi dans le Likoud, mais là où Shaked et Bennett diffèrent, c'est par leur remise en cause systématique des fondations libérales de l'Etat, symbolisées par la Cour suprême. S'ils ne se disent pas populistes, ils défendent une suprématie de la majorité face aux droits de l'homme, ce que le Likoud n'a jamais fait aussi ouvertement.

Le duo incarnerait donc une sorte de Likoud sous stéroïdes ?

Pas seulement. Ils s'éloignent d'abord de l'extrême droite classique par leur volonté d'être un parti de gouvernement : ils parleront des Palestiniens comme des ennemis, mais en évitant de «racialiser» leurs attaques, et défendront les droits LGBT. Il y a aussi leur attachement au capitalisme absolu. Etonnamment, leur figure tutélaire, c'est Ayn Rand [philosophe juive russo-américaine et athée, papesse du courant libertarien] dont ils partagent le culte des meilleurs, celui d'être un «killer» en tout. C'est pour cela que leur électorat n'est pas issu des classes populaires, à l'inverse du Likoud. Ils visent une cible plus jeune, mieux intégrée socialement, pour qui la modernité économique doit s'appuyer sur un socle traditionaliste. Il y a aussi leur côté «cash» sur les réseaux sociaux qui plaît, un côté bulldozer qui séduit dans un pays obnubilé par l'action. Libération 20 février 2019

- Ayelet Shaked, le nouveau virage de l'ultradroite israélienne Libération 20 février 2019

La ministre de la Justice, qui vient de cofonder, à 42 ans, son parti, mélange nationalisme et libéralisme économique en vue des élections législatives d'avril.

Boutiques de luxe et voiliers : la marina de Tel-Aviv, un soir de mi-février. Dans le hangar rempli aux deux tiers où flottent des effluves de pop-corn, on croise principalement des quadras ainsi qu'une poignée de militaires. Pour la plupart des olim (juifs de la diaspora venus s'installer en Israël) anglophones venus voir le phénomène Ayelet Shaked en chair et en os.

La ministre de la Justice, 42 ans, a grandi à deux blocs de là. Mais la figure de proue de l'extrême droite israélienne n'est pas ici en terrain conquis, dans cette bulle de «gauchistes». Même si elle n'en montre rien, l'exercice en lui-même est délicat : un meeting exclusivement en anglais, qu'elle maîtrise bien moins que son alter ego Naftali Bennett, le ministre de l'Education né de parents américains avec qui elle vient de fonder le parti Nouvelle Droite.

Cette configuration en duo est sans précédent dans la politique israélienne. Le fruit d'un arrangement conclu en 2012 lors de leur

OPA conjointe sur le Foyer juif, régénération de deux archaïques partis religieux pro-colons. En janvier, à la surprise générale, le tandem a lâché le Foyer juif, se plaignant d'avoir les mains liées par les rabbins du parti qui les auraient empêchés d'en faire une tente assez large pour déçus du Likoud de Benyamin Nétanyahou et colons messianiques de Cisjordanie. «Ça n'a pas marché», admet Shaked. Ce qui reste du Foyer juif, en chute libre dans les sondages depuis leur défection, cherche à fusionner avec deux groupuscules suprémacistes pour assurer sa survie. Une union encouragée par Nétanyahou en personne, qui leur a promis mercredi deux portefeuilles dans son hypothétique future coalition afin «qu'aucune voix de droite ne se perde».

Remous

Sur le papier, Shaked est l'égale de Bennett, même si elle s'engage à lui laisser, pour l'heure, l'hypothétique fauteuil de Premier ministre («je dormirais bien la nuit si je le savais aux manettes»). Mais, séduits ou craintifs, c'est à elle que les médias israéliens prédisent un avenir au sommet de l'Etat hébreu, une destinée de Golda Meir ultradroitière dans l'Israël post-Nétanyahou. Echéance peut-être pas si lointaine. Cerné par les affaires, le Premier ministre brigue début avril un cinquième mandat dans ce que beaucoup voient comme une fuite en avant. Même réélu, son règne pourrait prendre fin dans un futur proche, coupé court par la justice. En tailleur bleu et col roulé, Shaked répond d'une voix monocorde au modérateur avant de se lever, mains dans les poches et menton en avant, pour s'adresser au public. Le caricaturiste d'Haaretz l'a griffonnée en Morticia de la famille Addams, avec le chauve Bennett en Oncle Fétide, celui du Globes en Terminator venue dire «Hasta la vista Bibi». Les mêmes clichés : la beauté glacée, voire maléfique. Shaked n'en joue pas, au contraire, et n'épouse pas non plus la familiarité provoc de Bennett, start-upper à kippa et ancien soldat d'élite. Tout sauf une passionaria. L'ex-ingénieure passée par le fabricant de calepines Texas Instruments parle comme une bureaucrate lassée de répéter des choses qui, selon elle, tombent sous le sens.

Interrogée sur les remous causés par la loi Etat-nation, jugée discriminatoire envers les minorités non juives, Shaked s'impatiente : «Tout le monde sait que chaque citoyen d'Israël jouit d'une totale égalité en matière de droits civiques. Les Druzes, les Arabes, ils le savent bien au fond de leur cœur.» L'accueil des réfugiés érythréens et soudanais en Israël ? «Ce n'est pas à nous de régler les problèmes de l'Afrique. Si l'on commence, tous voudront venir et il n'y aura plus d'Etat juif.» Shaked en a fait son credo : le maintien d'une majorité juive en Israël prime, y compris sur les droits de l'homme, même si elle assure vouloir concilier les deux autant que possible. Concernant les Palestiniens, elle érige le retrait de la bande de Gaza en épouvantail : «Qu'avons-nous eu en échange ? Terrorisme et roquettes. On ne va pas refaire ça en Judée et Samarie [nom biblique de la Cisjordanie, ndlr].» Opposée à la création d'un Etat palestinien, elle expose méthodiquement sa solution au conflit : annexer la «zone C» (60 % des Territoires occupés) et naturaliser les «100 000 Palestiniens [fourchette basse selon les analystes, ndlr] qui y vivent et qu'on peut absorber». Et pour les autres, qui vivent en zones A et B, soit les cités telles que Ramallah et les villages ? «Qu'ils se débrouillent en confédération avec Gaza et la Jordanie, qui est déjà à majorité palestinienne.» Mathématique, sans sentiment, même si le projet ressemble furieusement à la création de bantoustans.

Shaked a fait ses armes au côté de Nétanyahou, en tant que directrice de son cabinet de 2006 à 2008, quand ce dernier était au creux de la vague. Et comme tous ceux qui pouvaient lui faire de l'ombre, elle a été éjectée du Likoud. Elle reste pourtant magnanime envers le Premier ministre, qu'elle voit gagner et avec qui elle souhaite continuer à travailler. Mais elle témoigne aussi de son affection et «respect» pour le procureur général Avichai Mandelblit, l'homme qui tient le destin de «Bibi» entre ses mains. Habile. On murmure même que le magnat des casinos américain Sheldon Adelson, mécène de Nétanyahou, aurait changé de cheval et miserait désormais sur elle et sa Nouvelle Droite, actuellement créditée d'environ sept ou huit sièges dans la future Knesset, ce qui en ferait le deuxième plus gros parti du bloc de droite.

Bourgeoisie

«Les élections, on sait d'où on part mais jamais à combien on finit», balaye Shaked, qui appelle le général Benny Gantz, principal rival de Nétanyahou à la tête d'une formation centriste en plein boom dans les sondages, à la «modestie» : «Maintenir une coalition, c'est du boulot. Jongler entre Trump et Poutine, c'est du boulot. Il n'est pas prêt. Qu'il soit ministre d'abord s'il veut devenir un politicien.» Cet éloge de la patience éclaire la méthode Shaked. «Elle est moins dispersée que Bennett, explique le sondeur Camil Fuchs, de l'université de Tel-Aviv. C'est pour cela que beaucoup misent sur elle. Elle a démontré sa capacité à appliquer un agenda idéologique très ambitieux tant il est à droite, là où d'autres, comme la ministre de la Culture, ont échoué. Shaked, elle, ne bat pas un cil quand elle est attaquée ou retardée. Son ambition est de transformer profondément les structures du pays, qu'elle voit comme sous la coupe de la gauche, de l'université à la Cour suprême.» La ministre de la Justice a déjà bien amorcé sa révolution, plaçant des dizaines de juges conservateurs à tous les échelons.

Sur le versant économique, Shaked est acquise à l'ultralibéralisme le plus débridé, c'est sa vision de la modernité. Interrogée sur le coût du logement, sa solution se résume à «construire plus et mettre à bas la bureaucratie». Même chose sur le plan sociétal : non croyante et issue d'une famille aisée et politiquement modérée de Tel-Aviv, la ministre jure ne pas vouloir «forcer la religion dans l'espace public et la vie de tous les jours». Même si par le passé, le tandem Bennett-Shaked a fluctué sur la question, le premier accusé de bigoterie à géométrie variable, à l'instar de sa calotte de plus en plus petite en haut du crâne, et l'autre d'être seulement une caution laïque pour la bourgeoisie de la côte.

A la sortie du meeting, Jacob Cohen, natif de Chicago en doudoune et kippa, vante «une vraie pro, qui ne badine pas». Le vernis de respectabilité lui plaît («On n'est pas des fanatiques !») tout autant que sa radicalité comparé à Nétanyahou, jugé trop tiède. «Il

a besoin d'être entouré de gens de la vraie droite, à l'ancienne, pour garder le cap.» Comme Ayelet Shaked. En attendant de lui confier les rênes ? Libération 20 février 2019

[En complément dans la même rubrique. Le règne de la terreur idéologique.](#)

Comment faire pour stopper les Gilets Jaunes ? Leur interdire de manifester !

- «Comment faire pour stopper la haine ?» - Liberation.fr 19 février 2019

- Pour Buzyn, le mouvement des gilets jaunes doit s'arrêter - L'Express.fr 18 février 2019

Agnès Buzyn, la ministre des Solidarités et de la Santé, a appelé dimanche à ce que les manifestations des gilets jaunes s'arrêtent, critiquant vivement la "radicalisation" du mouvement et les injures antisémites contre le philosophe Alain Finkielkraut samedi. L'Express.fr 18 février 2019

- Gilets jaunes : Éric Ciotti appelle à « interdire les manifestations » - Le Parisien 19.02

« Quatorze samedis de violence, c'est trop ». Le Parisien 19.02

L'antisionisme puni comme l'antisémitisme? Des députés veulent une loi - Le HuffPost 18 février 2019

Plusieurs députés prévoient de proposer une résolution ou une proposition de loi afin que l'antisionisme - le fait d'être opposé à la création, l'existence ou l'extension de l'État d'Israël - soit reconnu comme un délit, au même titre que l'antisémitisme, a indiqué le député LREM Sylvain Maillard, à France info, ce lundi 18 février.

"La haine d'Israël est une nouvelle façon de haïr les juifs", estime le député de la majorité. "On peut critiquer le gouvernement d'Israël, mais pas remettre en cause l'existence même de cet État. Personne ne remet en question l'existence de l'État français ou de l'État Allemand".

Dans le détail, le projet est porté par un "groupe d'études", constitué d'une trentaine de parlementaires, et travaillant sur le sujet depuis plusieurs semaines. Deux options sont sur la table: une résolution qui serait votée par l'Assemblée nationale ou une proposition de loi. La décision des députés devrait être prise mardi 19 février, avant le discours du président de la République au Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif), indique le site d'information. Le HuffPost 18 février 2019

En Grande-Bretagne ils sévissent aussi (et ailleurs).

- Royaume-uni: Corbyn désavoué par une scission au Labour - LeFigaro.fr 18 février 2019

Sept députés du Labour ont démissionné de concert, lundi matin, en protestation contre la gestion de Jeremy Corbyn, pour former un nouveau groupe indépendant au Parlement. Ils n'ont pas eu de mots assez durs pour condamner la dérive du Parti travailliste sous sa houlette. Antisémitisme, «complicité» dans le chaos du Brexit, noyautage du parti par son aile gauche, climat d'intimidation et d'agression contre les dissidents à la ligne officielle, trahison des valeurs traditionnelles de la gauche modérée: la liste des griefs est longue.

La députée de Liverpool Luciana Berger a été la cible d'une violente campagne de sa base locale cherchant à la destituer pour avoir dénoncé les attaques antisémites dont elle fait l'objet. «J'en suis venue à avoir honte de rester au sein du Labour, et je suis arrivée à la conclusion écoeurante qu'il est devenu institutionnellement antisémite», explique-t-elle, dénonçant la complaisance de sa direction sur le sujet. Mike Gapes, membre du parti depuis cinquante ans, se dit lui aussi «dégoûté de constater que le Labour est devenu un parti raciste et antisémite». «Jeremy Corbyn est du mauvais côté de l'histoire sur tant de questions internationales, dont la Russie, la Syrie ou le Venezuela, estime-t-il. Un gouvernement dirigé par lui menacerait notre sécurité.»

«Nous ne pouvons plus faire campagne pour un parti mené par Jeremy Corbyn. Trop c'est trop!» renchérit Chris Leslie, élu de Nottingham. Le Labour «est noyauté par l'appareil politique de l'extrême gauche», déplore-t-il. Les désaccords dépassent le Brexit. Ils vont de la défiance à l'égard de l'Otan et «l'hostilité envers notre propre pays» à une idéologie de lutte contre des «ennemis de classe» et autres «opresseurs». LeFigaro.fr 18 février 2019

Là ils ne risquent pas de se mobiliser, on comprend pourquoi.

Bulgarie : un défilé paramilitaire à Sofia rend hommage à un dirigeant pro-nazi - euronews 19.02

Une procession au flambeau pour rendre hommage à Hristo Lukov , un général bulgare pro-nazi de la Seconde guerre mondiale. A Sofia, plus de 2 000 militants d'extrême droite ont défilé. Certains sont venus d'Allemagne, de Suède ou de Hongrie.

La municipalité de Sofia avait bien tenté d'empêcher le défilé pro-nazi mais pour la seconde année consécutive, un tribunal a annulé l'interdiction votée par la mairie. euronews 19.02

Etrange silence de Finkielkraut et consorts. Non, c'est normal.

Finkielkraut incarne le totalitarisme et la terreur intellectuelle contre la démocratie.

Tout ça pour en arriver à l'amalgame du complotisme et de l'antisémitisme. Cherchez le mobil, dans quel but ? Pour discréditer les auteurs de toute critique sociale ou politique. En les classant dans la même catégorie que les antisémites notoires, vous en faites des gens infréquentables, vous les excluez du champ médiatique, vous les faites disparaître ou taire.

Finkielkraut n'a fait l'objet d'aucune insulte antisémite, cette affaire a été montée de toutes pièces pour discréditer le mouvement populaire du 17 novembre, c'est tout. Ils l'avaient accusé d'être des ennemis de la planète, cela n'a pas marché, de néonazi, cela n'a pas marché davantage, d'homophobe, cela n'a pas marché non plus, de sexiste, encore moins, alors cette fois ils ont mis le paquet en sortant la cabale la plus scélérate qui soit. Que feront-ils la prochaine fois, comme en Ukraine ou en Syrie, ils tireront sur les manifestants et les forces de l'ordre pour interdire toute manifestation des Gilets Jaunes ?

Finkielkraut est une ordure finie, il est de toutes les saloperies, de tous les coups pourris, ses paroles sont pleines d'aigreur et de fiel, il pue la haine à plein nez, rien que son existence est une provocation insupportable à la dignité humaine.

On aura noté :

- L'ombre d'un doute: critique sociale et critique des médias = antisémitisme
- La vacuité du débat intellectuel et politique. Faute d'arguments, on injurie.
- Finkielkraut est un islamophobe notoire.
- Les identitaires sont au pouvoir.
- Le « philosophe » médiatique et ultrasoniste Alain Finkielkraut, connu pour ses prises de position réactionnaires, anti-jeunes (surtout s'ils sont issus des classes populaires) et islamophobes et qui est présenté par le Cercle des Volontaires comme étant « de gauche ». (<http://blogs.mediapart.fr/blog/frachon23>)
- Bernard-Henri Lévy fonde avec Alain Finkielkraut et Benny Lévy, à Jérusalem, l'Institut d'études lévinassiennes, consacré à la pensée et à l'œuvre du philosophe Emmanuel Lévinas, et dirige depuis 1990 la revue qu'il a fondée, La Règle du jeu. (Wikipédia)
- Finkielkraut : « Les noirs et les arabes ont la haine de la France » ou « les Antillais vivent de l'assistance de la métropole » ou encore « l'équipe de foot de France est 'black-black-black', [...] elle est devenue la risée de toute l'Europe ». (anticons.wordpress.com)
- Shlomo Sand analyse le déclin des intellectuels français (1/3) - investigation.net 18 janvier 2017

Shlomo Sand est ce célèbre historien juif israélien, très courageux, qui a publié Comment le peuple juif fut inventé. Son récent livre La fin de l'intellectuel français ouvre des discussions intéressantes. Il analyse les causes du déclin de la pensée dans ce pays. De la pensée ? Non, plutôt, des intellectuels médiatisés.

Démontant les trucs et manipulations des BHL, Finkielkraut, Zemmour, Houellebecq, Val et autres Fourest, il pointe les principaux responsables de cette dégradation : les dirigeants des médias mainstream qui censurent les personnalités charismatiques, mais incontrôlables pour les remplacer par « l'autofabrication de leurs propres élites, des clerics qui se gardent de critiquer directement les véritables élites régnautes, qui savent parfaitement où se situe réellement le pouvoir et qui sont toujours disposés à accuser et à crucifier les misérables ». investigation.net 18 janvier 2017

Comment le peuple juif fut inventé : <http://www.librairie-quilombo.org/La-fin-de-l-intellectuel-francais>

Sand, Shlomo; La fin de l'intellectuel français, pp. 219-222. La Découverte, 2016.

http://www.editions-ladecouverte.fr/catalogue/index-La_fin_de_la__intellectuel_fran__ais__-9782707189394.html

Quelques rappels de ses méfaits.

L'ordre dans lequel apparaissent ces citations n'est pas forcément chronologique, certains passages en indiquent le contexte ou précisent leurs liens idéologiques.

Rappel de 1995 à 2004

- Alain Finkielkraut, ses pensées immortelles - legrandsoir.info 1er mai 2014

Sur le conflit israélo-palestinien et l'antisémitisme

« Israël n'avait pas d'autre choix que de tenter de juguler lui-même le terrorisme. Ce n'est pas parce qu'il n'y a pas de solution militaire qu'une réaction militaire est frappée d'illégitimité. [...] On ne peut à la fois terrifier les gens et leur demander d'obéir scrupuleusement aux conventions de Genève. » La Croix, 17 avril 2002.

« Dans un premier temps, on dit : les Israéliens sont des nazis, et tous les Juifs qui les soutiennent aussi. Dans un deuxième temps, une fois qu'on a nazifié les Israéliens, on reverse sur Israël l'image de la pieuvre ou de l'araignée et le discours paranoïaque des Protocoles des Sages de Sion : ce sont les Juifs qui tirent tous les fils. » L'Arche, mai-juin 2002.

« Pour Le Monde diplomatique et pour Télérama, tous les sionistes sont des chiens, presque tous les Juifs sont des sionistes et donc des chiens, sauf Rony Brauman, ce juif qui sauve l'honneur. » Le Point, 3 octobre 2003.

« Hier, l'idéologie marxiste réduisait la réalité à la lutte des classes : tout était ramené à l'exploitation. Aujourd'hui, l'idéologie antiraciste réduit la réalité à la grande antithèse de la discrimination et des droits de l'homme : tout est ramené à l'exclusion. De la pluralité humaine et de la complexité du monde, il ne reste que deux camps : les oppresseurs et les opprimés. Dans l'idéologie communiste, l'opresseur avait le visage du bourgeois. Dans l'idéologie antiraciste, l'opresseur a le visage du nazi. Les juifs n'étant plus les opprimés, il faut donc qu'ils soient des nazis. » L'Express, 30 août 2004.

« Juppé a été très atteint, parce que 10 ans d'inéligibilité, ça veut dire aussi 10 ans... où il est rayé des listes électorales. C'est-à-dire, cet homme, qui a fait cette carrière, ne peut plus voter. C'est-à-dire, c'est le déshonneur auquel on condamnait les collabos après 1944 ! » France Culture, 23 octobre 2004.

À propos de « Underground », film réalisé par Emir Kusturica.

« Il [le jury de Cannes] a honoré un illustrateur servile et tape-à-l'oeil de clichés criminels ; il a porté aux nues la version rock, postmoderne, décoiffante, branchée, américanisée, et tournée à Belgrade, de la propagande serbe la plus raboteuse et la plus mensongère. [...] Ce que Kusturica a mis en images, c'est le discours même que tiennent les assassins pour convaincre et pour se convaincre qu'ils sont en état de légitime défense car ils ont affaire à un ennemi ». Le Monde, 2 juin 1995.

Nota bene : quelques mois plus tard, l'éminent philosophe avouera dans Libération ne pas avoir vu le film : « Maintenant que j'ai pu voir le film, je reconnais que j'ai été injuste avec Emir Kusturica. [...] Ce film crée un genre nouveau : la propagande onirique. [...] Mensonges, démesure et citations : les naïfs en prennent plein la vue et les cyniques relèvent la tête ». (Source : <http://www.acrimed.org/article4316.html>)

Causerie du 7 octobre 2015

Après avoir privatisé les profits, pourquoi ne pas privatiser la démocratie ?

- La démocratie peut-elle encore résister à la crise ? - slate.fr

Octobre 2003

Au sujet du sionisme, Alain Finkielkraut a émis une critique virulente, écrivant que « pour Le Monde diplomatique et pour Télérama, tous les sionistes sont des chiens, presque tous les Juifs sont des sionistes et donc des chiens, sauf Rony Brauman, ce juif qui sauve l'honneur [La querelle Finkielkraut-Brauman », Le Point, 3 octobre 2003.]. » (Wikipedia, page sur Le Monde diplomatique)

LVOG - Si "presque tous les Juifs" étaient des sionistes, il ne serait pas plus du double à vivre en dehors d'Israël ! Sans parler que plus de 80% des juifs ne sont pas des sémites, contrairement aux Palestiniens et aux Saoudiens notamment, ce qui explique

en partie la détestation des Palestiniens et l'alliance avec les Saoudiens...

Gérald Bronner, Rudy Reichstadt et Pierre-André Taguieff: les experts du chantage à la « théorie du complot » par Galil Agar, le 2 février 2016

Rappel : « Deux millions de musulmans en France, ce sont deux millions d'intégristes potentiels. » Pierre-André Taguieff, France Inter, 1997.

Extrait.

Régulièrement sollicités par les médias de masse et les organes institutionnels qu'ils ménagent assez complaisamment dans leurs analyses, Gérald Bronner, Rudy Reichstadt et Pierre-André Taguieff ont pris la fâcheuse manie d'assimiler toute critique sociale et politique d'envergure à une ténébreuse « théorie du complot ».

Bronner oscille donc entre le rôle de policier de la pensée chargé de donner aux médias les limites au-delà desquelles ils sont susceptibles de se faire qualifier de complotistes, et pourvoyeur d'arguments biaisés lorsque les mêmes médias cherchent à légitimer leur autocensure concernant les sujets les plus sensibles. Comme le suggère l'article de l'équipe rédactionnelle de ReOpen911 :

« Gérald Bronner est un universitaire régulièrement sollicité par les journalistes et dont le rôle consiste avant tout à les rassurer dans leurs préjugés, dans leurs croyances, de les conforter dans l'idée que le sujet ne mérite pas d'être étudié, analysé et qu'ils n'ont donc pas failli à leur devoir« .

Rudy Reichstadt (à droite) et son maître à penser Pierre-André Taguieff ont notamment participé ensemble à un séminaire organisé par la revue de BHL la Règle du jeu le 16 juin 2013

Pierre-André Taguieff : Du CRIF au Parti Socialiste en passant par le MRAP et la LICRA...

Près de 15 ans après sa mort, le sociologue Pierre Bourdieu demeure l'une des cibles de prédilection des chasseurs autoproclamés de « complotistes » et d' « antisémites » en France

La disqualification par l'accusation d'antisémitisme, Taguieff en a fait une spécialité. Les sociologues Patrick Champagne et Henri Maler rapportent une anecdote assez édifiante à ce sujet, dans un article intitulé « Usages médiatiques d'une critique « savante » de la « théorie du complot » » (Revue Agone, 24/01/12). Ils relatent un entretien entre Alain Finkielkraut et le linguiste sioniste Jean-Claude Milner datant du 13 janvier 2007, dans l'émission « répliques » de France culture. Milner fit à cette occasion la déclaration suivante sur l'ouvrage de Pierre Bourdieu Les héritiers, les étudiants et la culture (Avec Jean-Claude Passeron, Editions de Minuit, 1964) : « J'ai ma thèse sur ce que veut dire "héritiers" chez Bourdieu : les héritiers, c'est les Juifs ! (...) Je crois que c'est un livre antisémite« ...

Champagne et Maler relatent ensuite un second entretien, toujours sur France Culture, entre Raphaël Enthoven et Pierre-André Taguieff, datant du 18 décembre 2009. Enthoven y revint sur les propos de Milner en demandant à Taguieff :

« Vous iriez jusqu'à dire, comme Jean-Claude Milner sur les ondes de France Culture que Les Héritiers de Bourdieu c'est un livre sur les juifs ? ». Et Taguieff de répondre : « Non ça je... on peut soutenir cette thèse, mais ce n'est pas la mienne. Non moi je vois simplement la sociologie de Bourdieu comme une sociologie s'intéressant aux stratégies liées à des réseaux qui complotent. Je pense que le modèle, le paradigme de la pensée de Bourdieu est un modèle conspirationniste. »

Champagne et Maler donnèrent l'analyse suivante de cette déclaration:

« En soutenant qu'il s'agit d'une « thèse » qui « peut se soutenir » Taguieff entretient donc le doute – un doute qui lui fournit l'occasion de réaffirmer « simplement » que la sociologie de Bourdieu repose sur « un paradigme » : façon pseudo-savante de désigner un modèle sous-jacent, complotiste évidemment (...) Ainsi, les critiques englobantes de la « théorie du complot » ne se bornent pas à débusquer des interprétations abusives ou délirantes : ils les amalgament et leur amalgament tout ce qui, de près ou de loin, mais surtout de loin, leur déplaît« .

On voit par quels ressorts Taguieff entretient le doute sur l'antisémitisme présumé de Bourdieu. Dans une tribune intitulée « Après Bourdieu, à qui le tour ? » (8 février 2007), le philosophe Jacques Bouveresse répliqua aux propos de Milner de la manière suivante, qui , a posteriori, pourrait tout aussi bien s'appliquer à Taguieff :

« Ce n'est pas un hasard si ces propos visent un sociologue, et, qui plus est, un sociologue critique. Il serait piquant - si le sujet prêtait à rire - de rappeler que la sociologie dès ses origines, parce que son père fondateur, Durkheim, était fils de rabbin, fut traitée

de « science juive ». Sociologue antisémite, science juive, ces anathèmes ne révèlent qu'une chose : les sciences sociales, dès lors qu'elles dévoilent la réalité des mécanismes sociaux, sont dérangementes.

Au-delà, l'usage de cette injure, qui atteint également la personne de Jean-Claude Passeron, coauteur des Héritiers, est le symptôme de la vacuité du débat intellectuel et politique. Faute d'arguments, on injurie. Mais, à force de manier l'injure n'importe comment, ce sont les actes et les paroles réellement antisémites ou racistes que l'on banalise. » Par Galil Agar le 02 février 2016

Le 19 mars 2003

- Les Etats-Unis ont lancé une pluie de missiles sur Bagdad. - Arretsurinfo.ch 19 mars 2017

- En France Pascal Bruckner, Bernard Kouchner, Alexandre Adler, Alain Finkielkraut notamment, ont soutenu cette guerre. Arretsurinfo.ch 19 mars 2017

LVOG - Et ils ont soutenu toutes autres depuis 2003...

Un article de la Voix de l'Opposition de gauche du 29 novembre 2005 : De la démocratie à la dictature...

Le contexte : Jeudi 24 novembre. La liberté sous haute surveillance.

Extrait.

Les députés ont achevé l'examen en première lecture du projet de loi de lutte contre le terrorisme présenté par Sarkozy, dont l'objet était selon lui, de "prévenir et non de subir" la menace d'attentats en France.

Revenons sur la révolte des banlieues ouvrières des dernières semaines.

Dans une longue interview qu'il a donnée au quotidien israélien Haaretz le 18 novembre, il a développé sans retenue sa verve haineuse envers les Arabes et les Noirs.

En bon valet du pouvoir, il commence par se faire l'écho des déclarations de Sarkozy et de Le Pen, d'après lui : « Il est clair que nous avons affaire à une révolte à caractère ethnico-religieux. », puis il renchérit : voir dans les émeutes « une réponse au racisme français, c'est être aveugle à une haine plus large : celle de l'Occident », car en réalité « Il s'agit d'un pogrom antirépublicain : il y a en France des gens qui haïssent la République. », ce qui nous paraît tout à fait normal et salubre, puisqu'il s'agit d'une république bourgeoise. Mais le pire c'est qu'on leur donnerait raison, puisqu'« on change l'enseignement de l'histoire coloniale et de l'esclavage. Désormais, on enseigne qu'ils furent uniquement négatifs, et non que le projet colonial entendait éduquer et amener la culture aux sauvages. », rendant ici un brillant hommage à l'esclavagisme élevé au rang d'« éducation » et de « culture », vous aurez sans doute noté au passage qu'ils étaient déjà des « sauvages », donc de là à penser qu'ils le sont restés, il n'y a qu'un pas que nous suggère de faire ce minable sioniste. Et comme il ne semble rien comprendre ou tout confondre, notre philosophe de pacotille s'interroge benoîtement : mais « Qu'a fait ce pays aux Africains ? Que du bien. A mon père, il a fait subir cinq ans d'enfer. Pourtant, je n'ai jamais été éduqué dans la haine. Or celle des Noirs (contre la France) est pire encore que celle des Arabes. », il est décidément intarissable sur les bienfaits de l'esclavage ce nationaliste partisan du communautarisme.

Pour résoudre le problème de manière expéditive, il préconise une solution à Sarkozy. Puisque ces jeunes ne se sentent pas très bien dans leur ghetto « Mais personne ne les retient ici de force. », donc, qu'ils dégagent ces Noirs et ces Arabes !

Le reste de son interview exhale la même puanteur fétide, toutefois nous ne pouvons pas vous épargner sa conclusion, car elle vaut son pesant de venin anti-ouvrier : « L'antiracisme sera au XXIe siècle ce que fut le communisme au XXe », car cet idéologue rongé par une médiocrité intellectuelle précoce, profite de chaque occasion pour exprimer sa haine viscérale du communisme qu'il amalgame au stalinisme, alors que le stalinisme n'est pas le produit du communisme mais bien celui du capitalisme.

Bien que Finkielkraut se soit excusé une semaine plus tard sur Europe 1, il aurait été « victime d'un immense malentendu » avec les rédacteurs du quotidien israélien Haaretz, nous ne pouvions pas passer sous silence son interview qui n'en demeure pas moins une saloperie immonde.

Un article de la Voix de l'Opposition de gauche du 6 décembre 2005 : La réaction sur toute la ligne : Haro sur les jeunes, les parents, les enseignants, les immigrés !

Extrait.

Le 4 décembre : Sarkozy vole au secours de l'intellectuel nauséabond Finkelkraut. Dans notre éditorial de la semaine dernière nous avons évoqué les propos racistes que Finkelkraut avaient tenus dans un journal israélien.

Lors du grand jury RTL-LCI-Le Figaro de dimanche dernier, Sarkozy très enthousiaste a tenu à le féliciter et à le soutenir suite à l'indignation qu'avait provoqué ces propos, que Le Pen n'aurait pas démentis : "M. Finkelkraut est un intellectuel qui fait honneur à l'intelligence française et s'il y a tant de personnes qui le critiquent, c'est peut-être parce qu'il dit des choses justes".

Gageons que tous les intellectuels n'ont pas le même sens de l'honneur que Sarkozy et Finkelkraut, et qu'ils ont un peu plus d'intelligence.

Qu'est-ce la Fondation Saint-Simon

Issue des milieux anti-communistes de la Guerre froide, la Fondation Saint-Simon a discrètement rassemblé en France, dans les années 80 et 90, des personnalités politiques, économiques, culturelles et médiatiques. Entre autres membres éminents... dont Finkelkraut

Membre du Club de La Haye, un réseau international de think-tanks animé par la CIA, la Fondation Saint-Simon a éclipsé les intellectuels de la gauche non-atlantiste et imposé une forme de pensée unique en France.

Son fondateur et premier président, l'historien François Furet, ne faisait pas mystère d'avoir noué des contacts avec la CIA après avoir rompu avec le Parti communiste. De plus, il se présentait comme le continuateur de l'oeuvre de Raymond Aron, un intellectuel anti-communiste qui anima le Congrès pour la liberté de la culture, une vaste opération de la CIA pour manipuler les intellectuels ouest-européens et les enrôler dans la Guerre froide. Malgré ces indices, les liens éventuels de la Fondation Saint-Simon avec les services états-uniens ne furent jamais discutés.

La face cachée de la Fondation Saint-Simon (10.02.2004) - <http://www.luttedeclassé.org/dossier/saintsimon.pdf>

Avec BHL Bernard Henri Levy, Phillippe Val, Christine Ockrent, Nicole Bacharan, André Glucksman, Bernard Kouchner, il est membre du Cercle de l'Oratoire

http://www.luttedeclassé.org/dossier3/le_cercle_de_loratoire.pdf

Mon ami Alain Finkelkraut.

Soutien inconditionnel à Israël et engagé à droite, il se présente comme un « Juif de combat » et se définit comme « sécuritaire », « réactionnaire » et partisan d'une « révolution conservatrice », se revendiquant de la « droite sauciflard ». Gilles-William Goldnadel se déclare « hostile à toutes formes d'antisionisme et d'antisémitisme indépendamment de leur orientation politique ». Dans le cadre de sa défense de la politique d'Israël, il s'oppose notamment à d'autres intellectuels juifs tels que Bernard-Henri Levy et Alain Finkelkraut qui, eux, expriment leurs réserves. L'historien Jérôme Bourdon le décrit comme un « militant proisraélien radical ». Michel Tubiana, président d'honneur de la Ligue des droits de l'homme, le décrit comme quelqu'un de « fanatiquement, obsessionnellement, pro-israélien ». Les auteurs du livre OPA sur les Juifs de France (2006) l'accusent quant à eux de « [flirter] parfois avec la nouvelle droite, version relookée de l'extrême-droite », tandis qu'un spécialiste de ces courants politiques, Jean-Yves Camus, écarte le qualificatif d'extrême-droite pour le rattacher « au courant néo-conservateur juif qui [a pris] son essor dans les années 2000 ». (Biographie de Gilles-William Goldnadel sur Wikipédia)

Gilles William Goldnadel - Dans son Bloc-note - Actualité juive - N° 1281 – Atlantico.fr Jeudi 19 décembre 2013

- ... la semaine dernière, mon ami Alain Finkelkraut reconnaissait : « les juifs, de plus en plus, doivent s'excuser d'Israël, quoi qu'ils disent et quoi qu'ils fassent, et cela ne suffit jamais. Je suis sans cesse ramené à ma défense d'Israël, critiqué moi-même pour ma défense d'Israël alors que je suis signataire de J Call... Cela ne suffit pas. Au fond, viendra le jour où, pour que les juifs redeviennent acceptables, il faudra qu'ils se désolidarisent solennellement d'Israël ».

Causerie du 12 janvier 2014

Interdiction de Dieudonné / Clash entre Plantu et Finkelkraut . (+ de 500.000 visionnages en une journée) <http://www.youtube.com/watch?v=YODdfx7nHBk>

Finkelkraut : "La justice sans force disait Pascal est impuissante, il faut allier la justice et la force, faire en sorte que le juste soit fort,

et c'est exactement ce qu'a fait le ministre de l'Intérieur".

La justice a dit à Nantes : j'autorise ce spectacle, la force c'est quoi alors, le Conseil d'Etat présidé par le Premier ministre dont les membres sont nommés et non élus qui décrète l'interdiction.

Soyons plus précis, selon ce prédicateur du sionisme qui entend bâillonner la liberté d'expression, la justice est faible si elle n'est pas placée sous l'autorité d'une institution supérieure qui incarne la force, en réalité le pouvoir politique de la classe dominante, si elle ne lui est pas entièrement soumise ou dévouée, autrement dit la justice ne peut pas revendiquer son indépendance, c'est un droit illégitime.

En France, c'est le Conseil d'Etat et le Conseil constitutionnel qui remplissent le rôle de protecteurs des institutions antidémocratiques de la Ve République ou du régime en place, celui de la force dont parle Finkielkraut, dans d'autres pays ce sera l'armée, un tribunal militaire, dès lors on comprend pourquoi tous les chefs d'Etat qui se sont succédés sous la Ve République ont soutenu dictateurs et tyrans en Afrique et ailleurs dans le monde.

Absolument rien ne permet de distinguer l'UMP du PS sur cette question déterminante qu'est l'Etat.

La réaction de Plantu arrive trop tard, c'est sans doute pour cette raison qu'il se réveille, cela ne lui coûte rien. Mais bon, c'est mieux que rien car du coup un des plus fameux représentants du sionisme en France, Finkielkraut, est obligé de se défendre, et comme toujours dans ces cas-là il commet de monstrueuses maladresses qui dévoilent sa véritable nature, derrière lesquelles surtout la vérité commence à reprendre ses droits, l'imposture de Hollande-Valls est dévoilée ou devient indéfendable.

Passage ajouté :

Dans l'esprit d'un Finkielkraut, la justice sans le recours à la force est inconcevable, c'est ainsi que la justice se confond avec les forces de l'ordre, l'appareil militaro-policiier de l'Etat, on pourrait en dire autant du Conseil d'Etat et du Conseil constitutionnel qui sont des tribunaux d'exceptions dépendant directement du pouvoir politique, institutions qui surveillent le pouvoir judiciaire et se substituent à lui en cas de faiblesse ou quand il fait preuve de relents d'indépendance décrétée insupportable sous une dictature, néolibérale, celle de l'oligarchie financière qui désormais dicte sa politique au gouvernement français qui s'en fait volontiers le porte-parole.

Notons au passage que personne n'a usé de la force pour obliger l'Etat sioniste à appliquer les décisions de l'ONU depuis 1947, une faiblesse qui a pour origine l'hégémonie exercée par l'impérialisme américain au sein de cette institution au cours du XXe siècle et sa collusion permanente avec Israël qui sert ses intérêts au Moyen-Orient notamment. Quand la notion du droit se confond avec le recours à la force pour le faire appliquer, on n'est pas dans une démocratie, mais sous une dictature.

Et on peut ajouter en février 2019, rien ne permet de distinguer LREM de l'extrême droite en France et en Israël.

Causerie du 4 février 2014

- Alain Finkielkraut s'emporte contre la « malédiction d'Internet » - LeMonde.fr 31.01

Selon le philosophe, « Internet devient un immense cloître où les sphincters de la liberté ne cessent de déverser leurs productions innombrables » sur BFM-TV vendredi 31 janvier au matin.

En 2009, il avait déclaré dans l'émission Arrêt sur images qu'Internet était « la poubelle de toutes les informations ». LeMonde.fr 31.01

Causerie du 3 mai 2014

Au crépuscule d'un régime en putréfaction.

- De quoi Alain Finkielkraut est-il le nom ? - LePoint.fr

De rien, à part lui-même, mais pour l'élite qui sert le régime.

- Sébastien Le Fol pour Le Point. "Avec lui, ce n'est pas la France moisie qui va siéger à l'Académie, mais l'esprit de la Fronde et des Lumières, à la fois alerte et mélancolique, qui va, espérons-le, se rallumer." LePoint.fr 02.05

Le 13 mars 2015.

Slobodan Despot: Il est caractéristique qu'Alain Finkielkraut ait dû me désinviter de son Répliques consacré à l'Ukraine suite à la réaction épouvantée d'un invité issu de ce milieu à la seule mention de mon nom. À quoi leur servent leurs titres et leurs « travaux » s'ils ne peuvent endurer un échange de vues avec un interlocuteur sans qualification universitaire ? (arretsurinfo.ch 13.03.2015)

Causerie du 19 mai 2015

Revue des Deux mondes.

Fondée le 1er août 1829 par Prosper Mauroy et par Pierre de Ségur-Dupeyron, et éditée par François Buloz qui en devient le rédacteur en chef en 1831.

François Buloz avait soutenu Adolphe Thiers...

Éloge d'Alain Finkielkraut, par Michel Crepu (Revue des Deux Mondes) 4 novembre 2013

Le FN lance le Clic (Culture, libertés et création), son collectif culture, avec le soutien de BB - Le Figaro 03.06.2015

Sébastien Chenu (RN)

Sébastien Chenu a évoqué également une brochette d'intellectuels, tels Alain Finkielkraut, Michel Houellebecq, Éric Zemmour ou Michel Onfray, en estimant que leurs analyses convergeaient «bien souvent» avec celles du Front national. «Ces intellectuels ont, comme nous, les yeux ouverts sur notre pays», a-t-il insisté en considérant que la bataille intellectuelle était «en train d'être gagnée». «Elle précède toujours la victoire politique» a-t-il ajouté... Le Figaro 03.06.2015

Le 9 juillet 2015

Alain Finkielkraut signe une pétition polémique sur le très conservateur hebdomadaire Valeurs actuelles. Il s'engage pour "sauver les églises de France" d'un péril islamiste. HuffPost 9 juillet 2015

Causerie du 17 août 2015

Qui a dit ?

« Il est vrai que contrairement aux salafistes, les Portugaises se sont bien intégrées en France. Très vite, elles ont appris à se raser ».

Réponse : Le furieux sioniste Alain Finkielkraut a commis cette délicatesse.

Le 25 janvier 2016

« Né depuis peu » le débat sur l'identité nationale ? Alain Finkielkraut – abus de modestie ? – semble oublier qu'il est l'un des promoteurs de sa mise à l'agenda médiatique, comme le montre un bref inventaire des thèmes traités dans « Répliques », qu'on lira en suivant la note [3].

note 3 :

- 03/10/2015, « Situation de la France »
- 12/09/2015, « Raconter la France »
- 10/01/2015, « La France d'hier et d'aujourd'hui »
- 26/04/2014, « L'histoire de France a-t-elle encore un sens ? »
- 11/06/2011, « Au cœur de la France »
- 05/06/2010, « Retour sur l'identité nationale »
- 29/12/2007, « La France et la question de l'identité »
- 24/03/2007, « C'est quoi, une France fraternelle ? »
- 06/01/2007, « La France et ses nouveaux enfants »
- 14/10/2006, « La France est-elle encore aimable ? »
- 11/03/2006, « La France face aux communautés »
- 19/11/2005, « Le malaise français »

(acrimed.org)

Le 6 février 2016

- Finkelkraut et son obsession de l'islam : un danger pour le vivre ensemble par Chems Eddine Chitour - legrandsoir.info 6 février 2016

Extrait.

« En fait, Alain Finkelkraut est avant tout un intellectuel communautariste pro-israélien, et qui se permet de donner des leçons de patriotisme à la France entière ! Finkelkraut passe le plus clair de son temps à défendre la République contre les assauts du démon communautariste, mais que fait-il finalement ? Défendre les intérêts de sa communauté, devenant ainsi lui-même un communautariste. Alain Finkelkraut rejette le concept d'une société française multiculturelle. Pourquoi Finkelkraut dit-il systématiquement qu'une société multiculturelle est incompatible avec le concept de nation ? Qu'y a-t-il d'antinomique ?

On sait que Finkelkraut défend le sionisme, qui est un colonialisme. Par son comportement il rappelle les naturalisés européens non français pendant la colonisation en Algérie. Pour s'affirmer, ces derniers en rajoutent. Ils cassent de l'Arabe pour être reconnus comme blancs à part entière par les colons français de souche. Le même racisme antiarabe, se retrouve chez les Israéliens contre les Arabes israéliens.

En son temps, Pascal Boniface avait dénoncé dans son ouvrage, d'une façon plus générale les intellectuels faussaires. « Qui sont donc ces maîtres incontestés de la manipulation des esprits, ces illusionnistes de la science infuse, dont le prisme déontologique sélectionne soigneusement les causes à défendre en fonction des intérêts supérieurs qu'elles servent, et du profit personnel qu'il y a à en tirer ? (...) En tête de liste, il y a l'influent Bernard Henry-Lévy, alias BHL le « seigneur et maître des faussaires », (...) Alain Finkelkraut le talonne de près, lui « qui a contribué à alimenter la peur d'une grande partie de la communauté juive en grossissant de façon démesurée l'antisémitisme en France ». (...) La malhonnêteté intellectuelle a ses stars, qui lorgnent toutes sur la consécration médiatique en s'engageant dans le sens du vent, sur le dos d'un ennemi commun, et très tendance « l'islamofascisme », et de peurs irrationnelles à faire frémir dans les chaumières « l'islamophobie ».

Le sociologue Michel Wieviorka estime quant à lui qu'Alain Finkelkraut « fait partie de cet ensemble d'intellectuels qui, depuis 25 ans, ont mis en avant une vision outrée et « républicaniste » de l'idée républicaine. Du coup, ses propos sont devenus éloignés des réalités. (...) Finkelkraut s'est enfermé dans une logique incantatoire, qui ne peut déboucher que sur des propos extrêmes et sur l'appel à la répression policière. Wieviorka a également pointé un paradoxe d'Alain Finkelkraut, qualifiant l'intellectuel de « républicano-communautariste » : « Il prêche l'idée républicaine un jour sur France Culture et, le lendemain, dans Haaretz ou sur des radios juives, il se présente comme un intellectuel participant au monde juif. » Pascal Boniface, par ailleurs critiqué par Finkelkraut, émet un jugement analogue, observant chez l'intellectuel des « contradictions entre un universalisme revendiqué et un communautarisme forcené ». Éric Hazan reproche à Alain Finkelkraut une perte d'objectivité au sujet d'Israël, et voit en lui « la Star Academy du sionisme français ». legrandsoir.info 6 février 2016

Le 17 avril 2016

Les images du philosophe Alain Finkelkraut invectivé samedi soir place de la République ont suscité dimanche des réactions indignées au sein de la classe politique française, la droite dénonçant "l'intolérance" du mouvement Nuit debout.

On y entend: "Casse-toi, sale facho", "Allez, bouge, bouge", "Dégage". Le polémiste, furieux, répond: "Fasciste!", hurle "Gnagnagnagnagna, pauvre conne" à une femme, avant de tourner les talons. En quittant la place, il lance: "Ça va, je me fais insulter, je peux répondre aussi".

Le député Les Républicains Eric Ciotti et la députée Front national Marion Maréchal-Le Pen ont tous deux estimé que Nuit debout avait montré son "vrai visage": "celui de la haine et de l'intolérance". AFP 17 avril 2016

Le 27 avril 2016

Lors d'une intervention remarquée à la Bourse du Travail, mercredi dernier, Lordon a donné sa vision de ce que devait être Nuit Debout. Justifiant l'expulsion de Finkelkraut de la place de la République, il se positionne contre une « démocratie inclusive », qui prônerait le débat pour le débat, et lui préfère un militantisme assumé. « Ce pays est ravagé par deux violences à grande échelle: la violence du capital, et la violence identitaire raciste, cette violence dont Finkelkraut est peut-être le propagateur le plus notoire. » « Nous ne sommes pas amis avec tout le monde, et nous n'apportons pas la paix », a-t-il ainsi martelé. Le Figaro 27.04.2016

Le 28 avril 2016

L'académicien a fustigé la virulence de Nuit Debout toute entière (« cette démocratie, c'est du mensonge, cette pluralité, c'est du bobard ») mais c'est un seul côté de la place qui l'a insulté. Le côté ouest...

L'intellectuel, que l'on voit dans les vidéos déboucher de l'espace situé autour de la statue au moment de l'agression verbale, n'avait sans doute pas conscience qu'il avait pénétré un autre territoire de Nuit Debout, qu'il avait franchi la frontière, là où le principe dionysiaque –changeant, chaotique, violent– domine sur l'apollinien –mesuré, ordonné, solaire. «Il a fait le tour de la place et il est allé plus aux alentours de la statue –donc il s'est éloigné de l'assemblée populaire–, où il y a des personnes qui traînent, qui sont moins intéressées par l'ambiance et le dialogue», avait alors déclaré à Europe 1 Marion, témoin de cette scène et très consciente de cet enjeu spatial.

Les propos des journalistes et de commentateurs immédiatement après témoignent du statut «secondaire» et moins noble qu'occupe dans leur esprit cette seconde partie de la place: «Alain Finkielkraut a pu assister à l'assemblée populaire et a ensuite été éconduit par une poignée de personnes, en marge du mouvement Nuit Debout», écrit Europe 1. «En marge», oui, si l'on considère que cette partie de la place n'est pas Nuit Debout, une affirmation qui en dit long sur la gêne que ressent la tête à l'égard de son ventre. Cachez ces bruits d'intestin impolis! Slate.fr 28.04.2016

Le 8 mai 2016

"L'antisémitisme ravage ce parti" (le parti travailliste - ndlr), a jugé Alain Finkielkraut, avant de relier cette polémique à l'élection municipale londonienne. Sadiq Khan "ne manifeste pas la moindre complaisance pour ce genre de propos. Il les condamne avec la plus extrême fermeté (...) Reste que cette image de la victoire du musulman pauvre sur le juif riche me laisse un goût amer", a-t-il conclu. Lexpress.fr 08.05.2016

LVOG - Qui alimente l'amalgame juif égal riche, ne pense qu'au fric ? Ces salopards de sionistes. Après ils accusent d'antisémitisme ceux qui l'emploient parce qu'ils sont musulmans ou combattent la politique du gouvernement israélien.

Causerie du 12 mai 2016

Qui a dit ?

- "Cette image de la victoire du musulman pauvre sur le juif riche me laisse un goût amer".

Réponse : Alain Finkielkraut à propos de l'élection de Sadiq Khan à la mairie de Londres. Lefigaro.fr 08.05

Qu'est-ce qui peut rivaliser avec un juif riche ? Voyons, personne. A part cela, ce n'est pas eux qui alimentent en permanence l'antisémitisme.

Le 25 mai 2016

Ministre de la culture accusé de révisionnisme, Zlatko Hasanbegovic est le personnage le plus controversé du gouvernement ultraconservateur croate. Une tribune publiée mardi 24 mai dans Libération et signée par plusieurs intellectuels européens parmi lesquels Alain Finkielkraut ou Annette Wieviorka dénonce notamment son « idéologie » destinée à « mettre en cause les vérités historiques et les valeurs fondamentales » de l'Union européenne. LeMonde.fr 25 mai 2016

Le 3 juillet 2016

- Pour la France, c'est officiel : critiquer Israël est une forme d'antisémitisme Par Guillaume Weill Raynal - arretsurinfo.ch le 3 juillet 2016

La semaine dernière, lors d'une réunion de l'OSCE à Bucarest, le préfet « DILCRA » Gilles Clavreul qui représentait la France a « largement poussé » en faveur d'une résolution assimilant la critique de la politique d'Israël à l'antisémitisme.

Une thèse désormais quasi-officielle.

En général, cette idée s'exprime de manière plus subtile. « Bien entendu, il est légitime de critiquer Israël ! » s'écrient-ils la main sur le cœur. A condition, précisent-ils, de ne pas verser dans une critique excessive qui viendrait... « délégitimer » Israël. Vertigineuse tautologie ! Car le critère qui pourrait aider à distinguer la critique légitime de la critique quidélégitime demeure introuvable. Finkielkraut avait proposé, il y a quelques années, le critère de la « satanisation », ce qui – faute de plus de précision – ne faisait guère avancer le débat. Après tout, peu importe. Il suffit d'affirmer. Car il s'agit en réalité d'un jeu qui, ignorant toute argumentation, ne connaît pas d'autre règle que celle de la logomachie péremptoire. Et ça marche ! Par essence, ce qui est délégitimé n'a pas vocation à exister, est voué à disparaître. La critique délégitimante d'Israël vise donc à sa destruction, à son anéantissement. Et voilà ce qui fait, Monsieur, qu'elle est antisémite... CQFD.

Cette rhétorique peut faire sourire lorsqu'elle émane de milieux communautaires, militants, ou d'intellectuels-relais dévoués à

leur cause. Mais, plus inquiétant, depuis plusieurs mois, la France la reprend à son compte, par la voix de ses représentants les plus officiels. En janvier dernier, déjà, Manuel Valls n'avait pas craint d'affirmer, lors d'une réunion publique organisée par le CRIF : « Les critiques de la politique d'Israël se sont transformées en un » antisionisme » dissimulant presque systématiquement de l'antisémitisme ».

Gilles Clavreul était l'invité deux jours après, jeudi 23 juin, à s'exprimer sur Radio J. [1] Interviewé par le journaliste Michel Zerbib, le préfet DILCRA a expliqué que la réunion avait précisément pour objet l'adoption d'une définition « claire » (!) de l'antisémitisme :

« Cette définition de travail à laquelle la France a pleinement souscrit est très intéressante parce qu'elle pose justement cette question là dans des termes qui sont très clairs : il y est dit que si la critique d'Israël – comme n'importe quel autre Etat, et je dirais même comme n'importe quel autre Etat démocratique – est parfaitement légitime et permise, en revanche, lorsque cette critique se fait démesurée, lorsqu'elle repose sur des arguments fallacieux, sur des réalités totalement falsifiées et transfigurées, alors, on n'est plus dans le cadre de la critique normale, et on est dans quelque chose qui, oui, peut relever de l'antisémitisme ».

Et de poursuivre :

« C'est très important que cela soit dit. Je représentais la France à cette réunion et j'ai fortement poussé, avec d'autres pays, parce qu'on n'est pas seuls du tout dans ce souhait-là – notamment avec la présidence allemande – pour que cette définition soit adoptée au niveau des membres de l'OSCE. C'est très important parce que ce sera un appui très fort pour le débat interne, justement, sur cette question de la critique démesurée et systématique d'Israël ... qui ne porte pas sur les actions du gouvernement israélien... ça, effectivement, on peut critiquer... mais sur son existence même »

Ainsi et de manière très officielle, la France souhaite donc que la critique « anormale » et « démesurée » de la politique israélienne soit considérée au niveau international comme de l'antisémitisme, afin d'appuyer « très fort » sur le débat interne. Jusqu'à en faire un délit réprimé par le code pénal ? Et toujours, sans que soit apporté le moindre critère objectif permettant d'apprécier le caractère « anormal » et « démesuré » de cette critique... arretsurlinfo.ch le 3 juillet 2016

Causerie du 20 janvier 2017

- Primaire de la gauche : Finkielkraut en pince pour Valls - LePoint.fr

Le 4 février 2018

Alain Finkielkraut, dimanche 4 février sur Radio Communauté Juive (RCJ), dénonçant dans l'antisémitisme d'aujourd'hui, « un sous-produit de l'immigration » et de la « société multiculturelle ») (blogs.mediapart.fr/guillaume-weill-raynal)

La Voix de l'Opposition de Gauche - Le bloc-notes du 7 mars 2018

Il fait partie du Comité Laïcité République

Qui y trouve-t-on ? Une brochette d'ordures.

- Inna Shevchenko, l'égérie des Femmes financées par Soros notamment.
- Alain Finkielkraut
- Elisabeth Badinter
- A. Lacroix
- Anne Hidalgo
- Caroline Fourest
- Patrick Kessel (président du Comité Laïcité République)

Causerie du 31 mars 2018

- Des intellectuels français notamment communautaristes inventent le totalitarisme islamique - Mondialisation.ca, 29 mars 2018

L'objet de cette réflexion prend appui sur une tribune publiée par 100 intellectuels français qui dénoncent le 20 mars 2018 , les dangers du totalitarisme islamique. En effet comme lu sur le Huffingtonpost.fr, Finkielkraut, Kouchner, Ferry et 97 autres personnalités lancent un appel contre «le nouveau totalitarisme islamiste» dans une tribune intitulée: «Non au séparatisme islamiste», publiée ce mardi 20 mars par Le Figaro.

«Après avoir vaincu le fascisme, le nazisme et le stalinisme, le monde fait face à une nouvelle menace globale de type totalitaire : l'islamisme...»

TROISIEME PARTIE

ACTUALITÉ DU JOUR

Amnesty international une officine au service du fascisme, non, pas possible, qui l'aurait crû !

- Venezuela : Amnesty dénonce une "repression brutale" - euronews 20.02

- Venezuela: Amnesty dénonce "l'impunité totale" des forces fidèles à Maduro - Reuters 20.02

Les services de sécurité vénézuéliens ont procédé à des exécutions sommaires et à plusieurs centaines d'arrestations arbitraires parmi les manifestants hostiles au président Nicolas Maduro, selon Amnesty International. Reuters 20.02

Un Traité entre marchands d'armes et de morts.

- Une clause secrète au Traité d'Aix-la-Chapelle - Réseau Voltaire 19 février 2019

Selon le Spiegel, l'Allemagne et la France ont conclu une clause secrète en marge du Traité d'Aix-la-Chapelle [1]. Elle prévoit de ne pas s'opposer aux ventes d'armes produites en commun, sauf pour des motifs de sécurité nationale.

Depuis la chute du nazisme, l'Allemagne a conservé son idéal pacifiste et s'interdit de manière très restrictive d'exporter des armes vers des États qui pourraient en faire un mauvais usage. Cependant, a indiqué la chancelière Merkel à la Conférence sur la Sécurité de Munich 2019, ces restrictions sont trop étroites. Elles ne permettent que très peu d'exportations et par conséquent empêchent la rentabilité de la production d'armes.

Par cette clause secrète, la France pourra par exemple poursuivre ses exportations vers l'Arabie saoudite, ce que le Bundestag interdit. Les profits en seront répartis entre les deux États. Réseau Voltaire 19 février 2019

[1] "Deutsch-französisches Geheimpapier regelt Waffenexporte neu", Der Spiegel, 15. Februar 2019.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Venezuela

- Venezuela: les militaires jurent fidélité à Maduro et bloqueront l'aide - AFP 20 février 2019

L'armée du Venezuela s'est dite mardi "en alerte" face à toute violation du territoire pour l'acheminement de l'aide humanitaire stockée aux portes du pays, et a annoncé la fermeture de la frontière maritime avec l'île néerlandaise de Curaçao.

Assurant une nouvelle fois de leur "loyauté sans faille" envers le président Nicolas Maduro, les militaires vénézuéliens ont rejeté les appels à désavouer le dirigeant socialiste lancés par le président américain Donald Trump et l'opposant Juan Guaido.

Le ministre de la Défense, Vladimir Padrino, entouré du haut-commandement militaire, a assuré que l'armée ne céderait pas au "chantage". Il a qualifié de "tissu de mensonges" la présentation par Donald Trump et Juan Guaido de "cette prétendue aide humanitaire" comme un sujet de confrontation entre civils et militaires vénézuéliens.

"L'armée restera déployée et en alerte le long des frontières, comme l'a ordonné notre commandant en chef (Nicolas Maduro) pour empêcher toute violation de l'intégrité du territoire", a averti le ministre. AFP 20 février 2019

Avec plus de 4 800 sites militaires, 95 % des bases militaires étrangères dans 164 pays, est-il outrancier de parler d'un Empire militaro-financier-totalitaire ?

LVGO - Totalitaire, despotique, tyrannique, appelez le régime américain comme vous voudrez, totalitaire parce que ces bases militaires à l'étranger sont imposées, et gare à ceux qui s'aviseraient de s'y opposer à leur installation, ils seraient broyés, bombardés, occupés, éliminés.

Comment appelle-t-on un tel chantage, une telle menace ? A un moment donné il faut appeler les choses par leurs noms, car à force de s'y refuser, on finit par avoir une vision du monde et de la situation totalement déformée, ce qui amène à adopter des positions politiques erronées ou pire en encore.

Des bases, des bases, partout... Sauf dans le rapport du Pentagone - (Les Crises.fr) Consortium News, 16-01-2019

Ces installations existent quelque part entre ombre et lumière, écrit Nick Turse. Bien qu'elles soient reconnues comme avant-postes militaires étrangers, elles sont exclues de l'inventaire officiel.

Quelques heures après l'annonce par le président Trump d'un retrait des forces américaines de Syrie, l'équipement de cette base faisait déjà l'objet d'un inventaire en vue de son retrait. Et d'un seul coup, la garnison américaine la plus importante en Syrie a été (possiblement) rayée des registres du Pentagone – sauf que, comme par hasard, al-Tanf n'a jamais figuré en réalité sur les registres du Pentagone. Ouverte en 2015 et qui, jusqu'à récemment, abritait des centaines de soldats américains, elle était l'une des nombreuses bases militaires qui existent quelque part entre l'ombre et la lumière, un avant-poste étranger connu qui, d'une certaine façon, n'a jamais vraiment été intégré à l'inventaire officiel des bases du Pentagone.

Officiellement, le ministère de la Défense maintient 4 775 « sites », répartis dans les 50 États, les huit territoires américains et les 45 pays étrangers. Au total, 514 de ces avant-postes sont situés à l'étranger, d'après le portefeuille immobilier mondial du Pentagone. Pour commencer par une longue liste, il y a des bases sur l'île de Diego Garcia dans l'océan Indien, à Djibouti dans la Corne de l'Afrique, ainsi qu'au Pérou et au Portugal, aux Émirats Arabes Unis et au Royaume-Uni. Mais la version la plus récente de ce portefeuille, publiée au début de 2018 et connue sous le nom de Base Structure Report (BSR), ne fait aucune mention d'al-Tanf. Ou, d'ailleurs, de toute autre base en Syrie. Ou en Irak. Ou en Afghanistan. Ou au Niger. Ou en Tunisie. Ou au Cameroun. Ou en Somalie. Ou un certain nombre de lieux où de tels avant-postes militaires sont connus pour exister et même, contrairement à la Syrie, pour s'étendre.

Selon David Vine, auteur de « Base Nation : How U.S. Military Bases Abroad Harm America and the World », [« La Nation des bases : Comment les bases militaires américaines à l'étranger nuisent à l'Amérique et au monde », NdT] il pourrait y avoir des centaines de bases militaires américaines à l'étranger dans le monde. « Les sites manquants reflètent le manque de transparence du système à propos de ce que j'estime encore à environ 800 bases américaines en dehors des 50 États et de Washington, D.C., qui encerclent le monde depuis la Seconde Guerre mondiale », explique M. Vine, qui est également membre fondateur de la Overseas Base Realignment and Closure Coalition, un groupe récemment créé par des analystes militaires de tout le spectre idéologique qui préconisent une « empreinte » mondiale des militaires américains.

Vue aérienne du Pentagone. (Archives nationales des États-Unis)

Il y a une raison pour laquelle de telles bases officieuses ne sont pas publiées dans les livres. Le Pentagone ne veut pas en parler. « J'ai parlé à l'attaché de presse qui est responsable du Rapport sur la structuration des bases [Base Structure Report, BSR, NdT] et elle n'a rien à ajouter et personne n'est disponible pour en discuter plus avant en ce moment », a déclaré à TomDispatch la porte-parole du Pentagone, le lieutenant-colonel Michelle Baldanza, lorsqu'on lui a posé des questions sur les nombreuses bases mystères du ministère de la Défense.

« Les bases non documentées sont à l'abri de la surveillance du public et souvent même du Congrès », explique M. Vine. « Les bases sont une manifestation physique de la politique étrangère et militaire des États-Unis, de sorte que les bases officieuses signifient que l'armée et l'exécutif décident d'une telle politique sans débat public, dépensant souvent des centaines de millions ou des milliards de dollars et impliquant potentiellement les États-Unis dans des guerres et des conflits dont la plupart des citoyens ne savent rien. »

Où se trouvent-elles ?

La Overseas Base Realignment and Closure Coalition [Coalition pour le réalignment et la fermeture des bases à l'étranger ,NdT] note que les États-Unis possèdent jusqu'à 95 % des bases militaires étrangères dans le monde, alors que des pays comme la France, la Russie et le Royaume-Uni ont peut-être 10 à 20 avant-postes étrangers chacun. La Chine n'en a qu'un seul.

Le ministère de la Défense se vante même de compter 164 pays parmi ses « implantations ». En d'autres termes, il a une présence militaire, quelque soit sa nature, dans environ 84 % des pays de la planète – ou du moins le DoD [Department of Defense, ministère de la Défense, NdT] l'a brièvement affirmé. Après que TomDispatch s'était renseigné sur le numéro d'une

nouvelle page Web destinée à raconter l'« histoire » du Pentagone au grand public, elle a rapidement changé. « Nous apprécions votre diligence pour aller au fond des choses », a déclaré le lieutenant-colonel Baldanza. « Grâce à vos observations, nous avons mis à jour le site defense.gov pour dire “plus de 160” ».

Les changements progressifs apportés à la page Web « Our Story » du ministère de la Défense à la suite des questions posées par TomDispatch.

Ce que le Pentagone ne dit toujours pas, c'est comment il définit un « lieu ». Le nombre 164 correspond à peu près aux statistiques actuelles du ministère de la Défense sur les effectifs, qui montrent des déploiements de personnel de tailles variables dans 166 localités « d'outre-mer » – y compris certains pays avec un nombre symbolique de militaires américains et d'autres, comme l'Irak et la Syrie, où l'effectif de la force était manifestement beaucoup plus important, même si elle ne faisait l'objet d'aucune liste au moment de l'évaluation. (Le Pentagone a récemment affirmé qu'il y avait 5 200 soldats en Irak et au moins 2 000 soldats en Syrie, bien que ce nombre devrait maintenant diminuer considérablement). Le décompte « outre-mer » du ministère de la Défense énumère également les troupes qui se trouvent dans des territoires américains comme les Samoa américaines, Porto Rico, les îles Vierges américaines et l'île de Wake. Selon le Pentagone, des dizaines de soldats sont également déployés dans le pays d'« Akrotiri » (qui est en fait un village sur l'île de Santorin en Grèce) et des milliers d'autres sont basés dans des endroits « inconnus ».

Dans le dernier rapport, le nombre de ces troupes « inconnues » dépasse 44 000.

Les statistiques officielles du ministère de la Défense montrent que les forces américaines sont déployées dans la nation d'« Akrotiri ».

Selon la Overseas Bases Realignment and Closure Coalition, le coût annuel du déploiement du personnel militaire américain à l'étranger, ainsi que de l'entretien et du fonctionnement de ces bases étrangères, est estimé à 150 milliards de dollars par an. Le prix à payer pour les avant-postes représente à lui seul environ un tiers de ce total. « Les bases américaines à l'étranger coûtent plus de 50 milliards de dollars par an à construire et à entretenir, un montant qui pourrait servir à répondre aux besoins urgents dans les domaines de l'éducation, des soins de santé, du logement et de l'infrastructure », souligne Mme Vine.

Vous ne serez peut-être pas surpris d'apprendre que le Pentagone est aussi un peu confus quant à l'endroit où ses troupes sont stationnées. Le nouveau site Web du ministère de la Défense, par exemple, offrait un décompte de « plus de 4 800 sites de défense » dans le monde. Après que TomDispatch s'était renseigné sur ce total et sur la façon dont il se rapportait au décompte officiel de 4 775 sites figurant dans le BSR, le site Web a été modifié pour devenir « environ 4 800 sites de défense ».

« Merci d'avoir signalé l'écart. Pendant la transition vers le nouveau site, nous travaillons à la mise à jour de l'information », a écrit le lieutenant-colonel Baldanza. « Veuillez vous référer au Rapport sur la structuration des bases qui contient les derniers chiffres ».

Au sens le plus littéral du terme, le Rapport sur la structuration des bases contient effectivement les chiffres les plus récents, mais leur exactitude est une autre question. « Le nombre de bases figurant dans le BSR est depuis longtemps peu en rapport avec le nombre réel de bases américaines à l'extérieur des États-Unis », explique M. Vine. « Beaucoup, beaucoup de bases bien connues et secrètes ont longtemps été exclues de la liste ».

Tout d'abord, la constellation d'avant-postes que les États-Unis ont construite dans toute l'Afrique en est un excellent exemple. L'inventaire officiel du BSR n'y recense qu'une poignée de sites – sur l'île de l'Ascension ainsi qu'à Djibouti, en Égypte et au Kenya. En réalité, cependant, il y a beaucoup plus d'avant-postes dans beaucoup plus de pays africains.

Soldats américains au cours d'un exercice d'intervention d'urgence, Camp Lemmonier, Djibouti. (Photo de l'U.S. Air Force prise par le pilote gradé Peter Thompson)

Une enquête récente de l'Intercept, basée sur des documents obtenus du U.S. Africa Command par le biais de la Freedom of Information Act, a révélé un réseau de 34 bases fortement regroupées dans le nord et l'ouest de ce continent ainsi que dans la Corne de l'Afrique. La « posture stratégique » de l'Africom consiste en des avant-postes « durables » de plus grandes tailles, dont deux sites d'opérations avancés [Forward Operating Sites, FOS, NdT], 12 sites de sécurité coopérative [Cooperative Security Locations, CSL, NdT] et 20 sites plus rudimentaires connus sous le terme de sites de secours [Contingency Locations, CL, NdT].

L'inventaire officiel du Pentagone comprend les deux FOS : l'île de l'Ascension et le joyau de la couronne des bases africaines de Washington, le Camp Lemmonier à Djibouti, qui est passé de 88 acres au début des années 2000 à presque 600 acres aujourd'hui. Le Rapport sur la structuration des bases n'a toutefois pas mentionné le CSL de ce même pays, l'aérodrome de Chabelley, un avant-poste de moindre envergure situé à une dizaine de kilomètres de là qui a servi de plateforme de drones pour les opérations en Afrique et au Moyen-Orient.

Le comptage officiel du Pentagone mentionne également un site qui porte le nom confus de « NSA Bahreïn-Kenya ». L'Africom

l'avait précédemment décrit comme un ensemble d'entrepôts construits dans les années 1980 à l'aéroport et au port maritime de Mombasa, au Kenya, mais il figure maintenant sur la liste de 2018 de ce commandement comme un CSL. Il manque cependant une autre base kényane, le camp Simba, mentionnée dans une étude interne du Pentagone de 2013 sur les opérations de drones secrets en Somalie et au Yémen. Au moins deux avions de surveillance pilotés y étaient basés à l'époque. Simba, une installation dirigée depuis longtemps par la Marine, est actuellement exploitée par le 475e Escadron de la base aérienne expéditionnaire de la Force aérienne, qui fait partie de la 435e Escadre expéditionnaire aérienne.

Le personnel de cette même escadre aérienne se trouve à un autre avant-poste qui n'apparaît pas dans le Rapport sur la structuration des bases, et qui se trouve de l'autre côté de l'Afrique. Le BSR indique qu'il n'énumère pas d'informations spécifiques sur les « sites non américains » d'une superficie d'au moins 10 acres ou d'une valeur d'au moins 10 millions de dollars. Cependant, la base en question – la base aérienne 201 à Agadez, au Niger – a déjà un coût de construction de 100 millions de dollars, une somme qui sera bientôt éclipsée par le coût d'exploitation de l'installation : environ 30 millions par an. D'ici 2024, lorsque l'accord actuel pour l'utilisation de la base pendant 10 ans prendra fin, ses coûts de construction et d'exploitation auront atteint environ 280 millions de dollars.

Il manque également des avant-postes au Cameroun voisin, dont une ancienne base à Douala, un aérodrome de drones dans la ville reculée de Garoua, et une installation connue sous le nom de Salak. Ce site, selon une enquête menée en 2017 par l'Intercept, la société de recherche Forensic Architecture, et Amnesty International, a été utilisé par du personnel américain et des entrepreneurs privés pour des missions de surveillance et de formation de drones et par les forces alliées camerounaises à des fins d'emprisonnement illégal et de torture.

Selon M. Vine, le fait de garder secrètes les bases africaines des États-Unis est avantageux pour Washington. Ceci protège les alliés de ce continent d'une éventuelle opposition intérieure à la présence de troupes américaines, souligne-t-il, tout en contribuant à faire en sorte qu'il n'y ait pas de débat intérieur aux États-Unis sur ces dépenses et les engagements militaires en jeu. « Il est important que les citoyens américains sachent où se trouvent leurs troupes en Afrique et ailleurs dans le monde », a-t-il dit à TomDispatch, « parce que cette présence de troupes coûte des milliards de dollars aux États-Unis chaque année dans des guerres qui les impliquent, ou pourraient les impliquer, et des conflits qui pourraient partir en vrille ».

Ces bases omises

L'Afrique n'est pas le seul endroit où la liste officielle du Pentagone ne correspond pas bien à la réalité. Pendant près de deux décennies, le Rapport sur la structuration des bases a ignoré les bases de toutes sortes dans les zones de guerre actives de l'Amérique. Au plus fort de l'occupation américaine de l'Irak, par exemple, les États-Unis y avaient 505 bases, allant de petits avant-postes à des installations de grandes tailles. Aucune ne figurait sur les listes officielles du Pentagone.

En Afghanistan, les chiffres étaient encore plus élevés. Comme TomDispatch l'a signalé en 2012, la Force internationale d'assistance à la sécurité dirigée par les États-Unis avait environ 550 bases dans ce pays. Si vous aviez ajouté les points de contrôle de la FIAS – de petites bases de base utilisées pour sécuriser les routes et les villages – au nombre des méga-bases, des bases d'opérations avancées, des avant-postes de combat et des bases de patrouille, ce nombre aurait atteint le chiffre incroyable de 750. Et en comptant tous les types d'installations militaires étrangères – y compris les installations logistiques, administratives et de soutien – le Commandement interarmées de la FIAS a augmenté le nombre officiel de sites de la FIAS à 1 500. Cependant, la part importante de l'Amérique était aussi mystérieusement absente du décompte officiel du ministère de la Défense.

Le général Martin E. Dempsey, président de l'état-major interarmées des chefs d'état-major de l'armée américaine, se fait briefer par les forces spéciales américaines et afghanes au sommet du mont Moorehead, Afghanistan, le 23 avril 2012. (Photo DoD par D. Myles Cullen)

Il y a maintenant beaucoup moins d'installations de ce genre en Afghanistan – et leur nombre pourrait encore diminuer dans les mois à venir, à mesure que les effectifs militaires diminueront. Mais l'existence du Camp Morehead, de la Base d'opérations avancée Fenty, de l'aérodrome Tarin Kowt, du Camp Dahlke West et de l'aérodrome de Bost, ainsi que du Camp Shorab, une petite installation occupant ce qui était autrefois le site des bases jumelles beaucoup plus grandes connues sous les noms de Camp Leatherneck et Camp Bastion, est indiscutable. Pourtant, aucun d'entre eux n'est jamais apparu dans le Rapport sur la structuration des bases.

De même, bien qu'il n'y ait plus les 500 – plus de bases américaines en Irak, ces dernières années, lorsque les troupes américaines sont retournées dans ce pays, certaines garnisons ont été soit reconstituées, soit construites de toutes pièces. Il s'agit notamment du complexe du champ de tir de Besmaya, de la base de Sakheem, de la base de Firebase Um Jorais et de la base aérienne d'Al Asad, ainsi que de l'aérodrome de Qayyarah Ouest – une base située à 65 km au sud de Mossoul et mieux connue sous le nom de « Q-West ». Encore une fois, vous ne trouverez aucune d'entre elles dans le recensement officiel du Pentagone.

De nos jours, il est même difficile d'obtenir des effectifs précis pour le personnel militaire dans les zones de guerre américaines,

sans parler du nombre de bases dans chacune d'elles. Comme l'explique Vine, « l'armée garde les chiffres secrets dans une certaine mesure pour cacher la présence de la base à ses adversaires. Parce qu'il n'est probablement pas difficile de repérer ces bases dans des endroits comme la Syrie et l'Irak, cependant, le but du secret est surtout d'empêcher le débat national sur l'argent, le danger et la mort en cause, et d'éviter des tensions diplomatiques et des enquêtes internationales ».

Si l'objectif du Pentagone est d'étouffer le débat national par le contrôle de l'information, il fait du bon travail depuis des années en détournant les questions sur sa posture mondiale, ou ce que le regretté contributeur régulier au TomDispatch, Chalmers Johnson, a appelé l'« empire des bases » américain.

À la mi-octobre, TomDispatch a demandé à Heather Babb, une autre porte-parole du Pentagone, des détails sur les avant-postes en Afghanistan, en Irak et en Syrie qui étaient absents du Rapport sur la structuration des bases, ainsi que sur celles qui ont été omises en Afrique. Parmi les autres questions posées à Babb : Le Pentagone pourrait-il offrir un simple dénombrement – sinon une liste – de tous ses avant-postes ? Avait-il le nombre véritable d'installations à l'étranger, même si celui-ci n'avait pas été divulgué au public – c'est-à-dire, une liste qui a réellement fait ce que le Rapport sur la structuration des bases prétend seulement faire ? Octobre et novembre sont passés sans réponse.

En décembre, en réponse à des demandes d'informations complémentaires, Babb a répondu d'une manière résolument conforme à la politique bien huilée du Pentagone de tenir les contribuables américains dans l'ignorance des bases pour lesquelles ils paient – quelle que soit la difficulté théorique à nier l'existence des postes avancés qui vont de Agadez au Niger à Mossoul en Irak. « Je n'ai rien à ajouter, a-t-elle expliqué, aux informations et aux critères qui figurent dans le rapport ».

La décision du président Trump de retirer les troupes américaines de Syrie signifie que le Rapport de 2019 sur la structuration des bases sera probablement le plus précis depuis des années. Pour la première fois depuis 2015, dans l'inventaire des avant-postes du Pentagone il ne manquera plus la garnison d'al-Tanf (ou bien encore, peut-être manquera-t-elle). Mais il reste encore potentiellement des centaines de bases absentes des registres qui ne figurent pas sur les listes officielles. Considérez que c'est un avant-poste dévoilé et qui sait combien il en reste encore.

Nick Turse est le rédacteur en chef de TomDispatch et l'un des collaborateurs de l'Intercept. Son dernier livre est « Next Time They'll Come to Count the Dead: War and Survival in South Sudan ». [« La prochaine fois qu'ils viendront compter les morts : guerre et survie au Sud Soudan », NdT] Son site Web est NickTurse.com.

[Haut de page ↗](#)

Le 26 février 2019

[CAUSERIE ET INFOS](#)

- [Au format pdf \(30 pages\)](#)

[L'internationalisation du totalitarisme.](#)

En octobre 2017, la justice française condamnait Theodoro Obiang Jr, fils et vice-président de son père de la Guinée-Equatoriale, l'accusant d'avoir un "*train de vie hallucinant*" (Ce qui n'est évidemment pas le cas des oligarques du CAC40, de la Citi, de Wall Street, etc. - LVOG), dans le cadre de la loi "*dite des «biens mal acquis», visant des dictateurs africains recyclant sans vergogne sur le sol français leurs détournements de fonds publics*", permettant à "*la justice française, au nom du principe de «compétence universelle» (de statuer) en matière de malgouvernance internationale*". (Source : Libération 25 février 2019)

Au droit d'ingérence humanitaire, de bombarder et envahir un pays, déposer et assassiner ses dirigeants, vient s'ajouter celui tout aussi exorbitant de "*malgouvernance internationale*" que les Américains avaient déjà adopté pour sanctionner les Etats ou les entreprises qui avaient effectué des transactions financières ou commerciales (en dollar) avec des Etats figurant sur leur liste des pays décrétés "*voyous*" ou "*ennemis*".

[Nos ennemis ont de quoi se réjouir et pavoiser. Bravo, c'est bien joué !](#)

- Dividendes : record au niveau mondial à 1.370 milliards de dollars - latribune.fr 18/02/2019

Les dividendes versés aux actionnaires dans le monde ont atteint un record en 2018 à 1.211 milliards d'euros, selon l'étude annuelle de la société de gestion américano-britannique Janus Henderson. La hausse devrait être moins forte cette année et atteindre 3,3% à 1.414 milliards de dollars, dans un contexte de ralentissement économique mondial.

Si les marchés d'actions ont connu la pire année depuis 10 ans l'an dernier en termes de performance, le cru a été exceptionnel sur le plan des dividendes. Selon l'étude annuelle de la société de gestion américano-britannique Janus Henderson publiée ce lundi 18 février, les dividendes versés aux actionnaires dans le monde ont atteint un nouveau record en 2018 et atteint 1.370 milliards de dollars (1.211 milliards d'euros) en hausse de 9,3% et de 8,5% hors distribution exceptionnelle, « la meilleure performance depuis 2015 » souligne Janus Henderson, et un niveau supérieur à la tendance à long terme de 5-7%. Près de neuf sociétés sur dix ont augmenté ou maintenu leurs dividendes à l'échelle internationale. Seule une entreprise américaine sur 25 a réduit son dividende. Certains pays ont enregistré des records historiques comme les États-Unis, l'Allemagne, le Japon, le Canada et la Russie.

La hausse devrait être moins forte cette année et s'élever 3,3% pour atteindre un montant total de dividendes au niveau mondial de 1.414 milliards de dollars (+5,1% hors exceptionnels), dans un contexte de ralentissement économique mondial. latribune.
fr 18/02/2019

LVOG - Si, si, il faut les féliciter, ils le méritent, à défaut de pouvoir féliciter nos dirigeants, hélas !

[Finalement, on s'adapte, on s'accommode, on se fait une raison et votre condition empirera inexorablement...](#)

- 33h pour être soigné à l'hôpital - sputniknews.com 22.02.2019

Avec une blessure ouverte faite par une tronçonneuse, un habitant de la région de Brest a dû passer 33 heures à attendre avant de se faire opérer. Dans son courrier, dont des extraits ont été rendus publics par Ouest-France, il a fait part de son expérience au CHU de Brest.

Après être arrivé aux urgences vers 13h avec une blessure de sept cm de long et trois de profondeur, l'homme en est sorti que sept heures plus tard, mais toujours sans avoir été opéré. Sa plaie a été nettoyée trois fois, puisque l'infirmier qui s'occupait de lui est sorti plusieurs fois et a été obligé de redésinfecter la blessure. Le patient a tenu à souligner qu'il était resté à jeun toute la journée.

Lorsqu'il est revenu au CHU le lendemain matin, toujours avec la blessure ouverte, il a appris qu'il ne serait opéré que dans l'après-midi. L'opération s'est enfin déroulée dans la nuit et n'a duré que 14 minutes, insiste le patient:

«Je quitte l'hôpital vers une heure du matin. Bilan: 33 heures d'attente entre l'inscription aux urgences et la prise en charge, et ce avec une blessure ouverte.»

Tout en remerciant le professionnalisme des personnels soignants de l'hôpital, il a mis en relief la dégradation du système et la gestion technocratique du CHU «dramatique».

«Une fois admis, le patient est prisonnier du système. Il doit subir une organisation déficiente qui donne peu de place à l'humain au nom d'une pseudo-rentabilité. [...] Plutôt que de donner au CHU une belle vitrine, des blocs opératoires supplémentaires ouverts auraient pu faire l'objet d'une expérimentation», a-t-il conclu. sputniknews.com 22.02.2019

[Il existe encore des militants pour défendre le socialisme.](#)

Un de mes commentaires, qui portait sur la nature sociale des classes (et du régime) et leurs idéologies, a été plébiscité sur le blog Les Crises.fr, il a notamment donné lieu au commentaire suivant (extrait) :

- *"La théorie de la valeur est essentielle. A noter d'ailleurs que Smith et Ricardo avaient également compris l'adéquation entre le travail humain et la plus value, même si Marx est allé encore plus loin en démontrant que la source de cette plus-value résidait dans la valeur d'usage de la force de travail qui a la faculté de produire une valeur supplémentaire à sa valeur d'échange. Et la valeur d'échange de la force de travail correspond toujours à un temps de travail moyen socialement nécessaire."*

LVOG - Comme quoi mon intervention se situait bien sur notre terrain de classe. Vous voilà rassurez, non ? Non, je n'y peux rien !

Il y en a qui préfèrent participer aux machinations du pouvoir ou à la propagande officielle destinée à combattre les droits des travailleurs, et il y en a qui préfèrent diffuser les idées du socialisme. Partant de là, effectivement on n'a pas grand chose à voir ensemble ou à se dire...

[Un "bide" n'est pas forcément sans conséquences. Lesquels ? A suivre !](#)

- Le grand débat est un "bide total", selon Mélenchon - AFP 25 février 2019

"En réalité, 175.000 personnes différentes ont réellement participé. Et 53.000 n'ont répondu qu'à des questionnaires rapides. Si on ne compte que les personnes qui ont fait une contribution "détaillée", c'est 122.000", a-t-il ajouté, soit "1,4% du nombre d'électeurs d'Emmanuel Macron au premier tour de l'élection présidentielle" et quatre fois moins, selon lui, que les "411.000 adhérents" de LREM.

Pour Jean-Luc Mélenchon, "c'est un bide total" parce que "les questionnaires proposés par le gouvernement sur le site internet sont caricaturalement orientés", et que "le libéralisme est la seule option envisagée" à cause de "questions très fermées rédigées par l'Élysée, (qui) ne laissent aucune place aux revendications portées par les "gilets jaunes". AFP 25 février 2019

Aveu. L'extrême centre et l'extrême droite sont des alliés.

- A trois mois des européennes 2019, le moment "gilets jaunes" est passé - Le HuffPost 26 février 2019

Les macronistes reviennent de loin, les amis de Marine Le Pen aussi. Trois mois après le début de la fronde des gilets jaunes et trois mois avant les élections européennes, la liste de La République En marche et celle du Rassemblement national ont retrouvé leur première place en tête des intentions de vote pour le scrutin du 26 mai prochain, devançant très largement leurs poursuivants au point de résumer la bataille électorale à venir à un duel entre Marine Le Pen et Emmanuel Macron.

Depuis, comme le montre notre courbe des sondages réalisés entre cette période et le week-end du 23-24 février, tout est (presque) rentré dans l'ordre. Depuis la fin 2018, les quelque 10 milliards d'euros de concessions aux travailleurs payés aux alentours du Smic, suivis du grand débat annoncé en fin d'année dernière, ont offert une très large fenêtre d'exposition médiatique au président de la République pour asphyxier le climat de contestation politique. Le HuffPost 26 février 2019

LVOG - Là ils se réjouissent un peu tôt...

Quand la parodie de démocratie tourne au grand guignol.

- Y a-t-il eu un million de contributions au grand débat, comme vanté par le gouvernement ? - lemonde.fr 21 février 2019

175 000 y ont réellement contribué.

Contacté par Le Monde, le collège des garants – un collectif d'experts censés « garantir l'indépendance du grand débat » – assure que 243 000 personnes s'étaient inscrites sur le site du grand débat. Parmi elles, 175 000 y ont réellement contribué ; 68 000 personnes se sont inscrites sans avoir, pour l'heure, apporté de contribution.

Au moment de ce pointage (le 17 février - ndlr), la plate-forme avait enregistré 122 309 contributeurs différents. Chacun d'entre eux correspond à un compte unique créé sur le site granddebat.fr. Cela représente l'équivalent de 0,2 % de la population française et de 0,3 % des inscrits sur les listes électorales (47,4 millions en 2017).

Comment le gouvernement parvient-il à comptabiliser un million de contributions ?

Sur la base des données rendues publiques sur data.gouv.fr, nous avons recensé quelque 250 000 contributions, c'est-à-dire des formulaires qui ont donné lieu à des réponses écrites. Pour parvenir au chiffre d'un million de contributions, il faut ajouter les 780 000 réponses aux questions rapides, selon les chiffres affichés sur le site du grand débat. Concrètement, le « million » de contributions mis en avant par le collège des garants du grand débat et le gouvernement correspond donc bien à une réalité.

Cependant, le fait que plus de trois contributions sur quatre soient des réponses aux « questions rapides » relativise l'ampleur du succès dont se vante le gouvernement, ces formulaires demandant assez peu d'implication.

L'examen des 243 000 contributions qui permettent des réponses plus détaillées laisse par ailleurs entrevoir des copies au niveau très variable. Selon nos relevés, plus d'un répondant sur deux (57,6 %) n'a rempli le formulaire correspondant qu'à une seule thématique, sur les quatre proposées. Seuls 12,8 % ont répondu aux quatre.

Par ailleurs, rien n'empêche une même personne de répondre plusieurs fois aux questionnaires détaillés – ce n'est cependant pas le cas pour les questions rapides. Selon notre décompte, on compte autour de 50 000 contributeurs uniques sur chacun des quatre grands thèmes du débat, soit autour de trois à quatre fois moins que pour les questions rapides sur les mêmes thèmes.

En résumé, on peut tout à fait dire qu'il y a eu plus d'un million de contributions au grand débat, mais il faut cependant noter que la plupart d'entre elles restent très succinctes. Sur les quelque 4 millions de réponses aux 72 questions « ouvertes » des différents questionnaires, 1,8 million sont totalement vides et 800 000 comportent moins de 10 mots. 15 % des contributeurs ont

écrit moins de cent mots dans la totalité de leurs contributions. lemonde.fr 21 février 2019

LVOG - 12%, 15%, bref l'électorat de Macron. 0,2 % de la population française et de 0,3 % des inscrits sur les listes électorales, l'équivalent de l'oligarchie.

Si vous le dites.

- Ingrid Levavasseur : chez les Gilets jaunes, «les figures médiatiques sont illégitimes» - Le Parisien 22.02

LVOG - Alors fermez-là ! Ils ne sont pas "illégitimes", ils n'ont pas de légitimité, ce qui n'est pas tout à fait pareil, car ils ont la légitimité de parler en leur nom comme tout un chacun, mais pas en notre nom.

[Le concept des "égalités sociales" est le point d'achèvement du réformisme : antisocial et plus encore antisocialiste.](#)

Un internaute - *"En effet, c'est ainsi que le combat des inégalités sociales a été remplacé par celui des égalités sociales en prétextant que ce serait un enjeu de la démocratie alors que c'est un des piliers du néo-libéralisme qui s'exprime: mettre en compétition les peuples et ses diversités pour créer des fractures sociales (les fameuses minorités) qui devaient provoquer l'implosion au sein des groupes constitués comme un rempart à la violence ultra-libérale comme le socialisme (et non la gauche) ou le syndicalisme. Le tout au motif de "progressisme".*

Nous avons le choix, voir même le devoir, de ne pas nous adapter aux injonctions néo-libérales en refusant d'obéir aux ordres contre notre nature."

LVOG - En fait, vous nous dites que la gauche était compatible avec le néo-libéralisme, l'ultime version idéologique du capitalisme parvenu au stade de l'impérialisme pourrissant, d'extrême droite. On parle bien de la même gauche immonde qui fut encensée par l'extrême gauche pendant plus 70 ans, n'est-ce pas ? Et après il y en a encore parmi ceux qui se situent à l'extrême gauche qui s'étonnent qu'on en soit arrivé à la situation inextricable actuelle.

Elle est inextricable pour ceux qui refusent de la regarder en face, donc de faire l'inventaire de la lutte de classe des 70 dernières années ou du XXe siècle à nos jours. Elle est inextricable quand on reproduit indéfiniment les mêmes erreurs.

La gauche ne peut que vous donner envie de vomir.

- L'ex-patron de la CGT Thierry Lepaon récompensé par Macron : mediapart.fr 20.02 Mediapart révèle que l'ex-secrétaire général de la CGT Thierry Lepaon est pressenti pour être coopté à l'Inspection générale de la jeunesse et des sports. Mediapart précise qu'il n'a aucune des qualités pour occuper un tel poste. C'est donc clairement une faveur accordée à un "partenaire" qui a oeuvré à empêcher toute lutte d'ensemble qui menace le pouvoir. mediapart.fr 20.02

- Brexit: le Labour soutient un nouveau référendum - Le HuffPost 26 février 2019

LVOG - L'oligarchie se déchire sur cette question, donc son pendant, la gauche aussi. C'est elle qui est à l'initiative du Brexit, c'est marrant tous gens qui se sont empressés de l'oublier...

[Parole d'internaute.](#)

- *"...beaucoup des grands théoriciens du courant néo-libéral (Hayek en particulier) sont issus d'une société qui a aussi vu grandir des gens comme Hitler ou Eichmann. Ce n'est pas qu'un pur hasard. Je suis pour ma part convaincue qu'il y a une profonde affinité conceptuelle entre ces deux courants qui en apparence ce sont construits l'un contre l'autre.*

Cela est en partie lié au contexte culturel et intellectuel de cette société à ce moment-là. Ce serait trop long à détailler dans un commentaire mais beaucoup de recherches ont été publiées qui éclairent ce qui paraît à priori comme un paradoxe puisque les néo-libéraux, comme Hayek notamment, prétendaient lutter contre le totalitarisme qu'ils assimilaient au socialisme. (cf: « la route de la servitude »)"

LVOG - En quoi y aurait-il un paradoxe dans le fait que le néolibéralisme et le fascisme soient compatibles ? N'y aurait-il pas une étonnante similitude entre le projet d'Hitler et celui des sionistes ? Y aurait-il un lien entre le nazisme et le néolibéralisme ou le néoconservatisme ? C'est ce que nous allons vérifier maintenant.

Qui a dit ?

- « *Un État construit sur le principe de la pureté de la nation et de la race peut être honoré et respecté par un juif qui affirme son appartenance à ses semblables.* »

Réponse : Le rabbin Joachim Prinz, qui célébrait à Berlin en 1934 les lois raciales allemandes dans son livre *Nous, les juifs*, et deviendra président de l'American Jewish Congress de 1958 à 1966. (*Wir Juden*, par Joachim Prinz (1934).)

Quelques données pour comprendre.

- Le néoconservatisme, qui est généralement perçu comme une droite républicaine extrême, est en réalité un mouvement intellectuel né à la fin des années 1960 au sein de la rédaction de la revue mensuelle *Commentary*, l'organe de presse de l'American Jewish Committee qui a remplacé le *Contemporary Jewish Record* en 1945. *The Forward*, le plus ancien quotidien juif américain, écrit dans un article de 2006 : « *S'il y a un mouvement intellectuel en Amérique dont les juifs peuvent revendiquer l'invention, c'est bien le néoconservatisme. Cette pensée horrifiera sans doute la plupart des juifs américains, majoritairement libéraux. Et pourtant c'est un fait qu'en tant que philosophie politique, le néoconservatisme est né parmi les enfants des immigrants juifs et qu'il est actuellement le domaine particulier des petits-enfants de ces immigrants* » [1]. L'apologiste du néoconservatisme Murray Friedman explique cela par la bénéficience inhérente au judaïsme, « *l'idée que les juifs ont été placés sur terre pour un faire un monde meilleur, peut-être même plus sacré* » [2].

[1] « *If there is an intellectual movement in America to whose invention Jews can lay sole claim, neoconservatism is it. It's a thought one imagines most American Jews, overwhelmingly liberal, will find horrifying. And yet it is a fact that as a political philosophy, neoconservatism was born among the children of Jewish immigrants and is now largely the intellectual domain of those immigrants' grandchildren.* » in « *The Neoconservatism Persuasion* », par Gal Beckerman, *The Forward*, 6 janvier 2006.

[2] « *The idea that Jews have been put on earth to make it a better, perhaps even a holy, place* » in *The Neoconservative Revolution : Jewish Intellectuals and the Shaping of Public Policy*, par Murray Friedman, Cambridge University Press (2005).

(Source : « *Le triple jeu des néoconservateurs* », par Laurent Guyénot, Réseau Voltaire, 1er mars 2013, www.voltairenet.org/article177373.html ou

● [Le triple jeu des néoconservateurs.](#)

Un extrait de cet article vaut vraiment la peine pour situer précisément le sionisme.

- En 1947-48, le racisme sioniste s'abattit sur les Palestiniens sous la forme d'un nettoyage ethnique qui fit fuir 750 000 d'entre eux, soit plus de la moitié de la population native qui rappelle celui ordonné par Yahvé à l'encontre des Cananéens : « *faire table rase des nations dont Yahvé ton Dieu te donne le pays, les déposséder et habiter leurs villes et leurs maisons* » (Deut 19:1) et, dans les villes qui résistent, « *ne rien laisser subsister de vivant* » (20:16). Pour une communauté comme pour un individu, le problème ne vient pas de se croire l'Élu, mais de se croire élu par un dieu chauvin, raciste et génocidaire.

Le rêve biblique insufflé par Yahvé à son peuple élu, aussi bien dans l'Exode que chez les prophètes, n'est pas seulement un rêve racial et national ; c'est très clairement un rêve impérial. Jérusalem doit devenir le centre rayonnant du monde. On évoque souvent ces vers du deuxième chapitre d'Isaïe comme preuve que le message prophétique est pacifique : « *Ils briseront leurs épées pour en faire des socs, et leurs lances pour en faire des serpes. On ne lèvera plus l'épée nation contre nation, on n'apprendra plus à faire la guerre.* » Mais on omet toujours les vers précédents, qui indiquent que ce temps de paix ne viendra que lorsque « *toutes les nations* » rendront hommage « *à la montagne de Yahvé, à la Maison du Dieu de Jacob* », lorsque Yahvé, depuis son Temple, « *jugera entre les nations.* » Dans certains cercles intellectuels, le sionisme moderne se conçoit encore comme un projet de Nouvel ordre mondial. Jacques Attali se prend ainsi à « *imaginer, rêver d'un Jérusalem devenant capitale de la planète qui sera un jour unifiée autour d'un gouvernement mondial.* » (« *Le triple jeu des néoconservateurs* », par Laurent Guyénot)

LVOG - Tout est dit ici, n'est-ce pas ? Qui complotent, qui agitent l'argument du complotisme ? Qui se font les chantres du combat contre les théories du complot, etc ? Les mêmes !

[Le temple "gironдин". Le premier parti de France, un puissant relais du groupe Bilderberg. La franc-maçonnerie, c'est le sionisme laïc.](#)

- Quel est vraiment le poids des francs-maçons sous l'ère Macron? - Challenge 23.02.2019

180.000 membres sont réunis dans une vingtaine d'obédiences, où élus locaux, médecins, petits patrons, avocats, enseignants, policiers et militaires sont surreprésentés.

Quelle est la vraie nature des liens entre Alexandre Benalla, membre de la loge des Chevaliers de l'Espérance à la Grande Loge Nationale Française (GLNF), et le conseiller d'Emmanuel Macron, bientôt exfiltré, Ismaël Emelien, formé à l'école très maçonnique de Stéphane Fouks (tendance Grand Orient), chez Havas? Comment comprendre les pluies de contrats que signe l'ancien garde du corps, son amitié avec l'affairiste Alexandre Djouhri, réfugié à Londres, comme avec Philippe Solomon, qui l'a introduit auprès de plusieurs chefs d'Etats africains francs-maçons? Dans un tout autre registre, pourquoi une telle férocité dans la lutte de pouvoir entre Denis Kessler (Scor) et Thierry Derez (Covéa), qui fait écho à la bataille qu'avait conduite François Pérol pour fusionner les Banques Populaires et les Caisses d'Epargne et prendre la présidence? Au même titre qu'EDF, les entreprises du BTP, de distribution d'eau et toutes celles qui maillent le territoire, les mutuelles sont des repaires de " frères trois points ". Au siège de BPCE, les bornes directionnelles sont des triangles maçons, selon la volonté de Charles Milhaud, ex-président des Caisses d'Epargne évincé par Pérol, qui est tout sauf franc-maçon ! Et pourquoi les jeux de pouvoir à EDF et à la Caisse des dépôts entretiennent-ils le soupçon ? " Parce que les francs-maçons y ont eu de l'importance ", témoigne un homme de réseaux passé par les deux entreprises, l'ex-journaliste Etienne Bertier, lui-même soupçonné, à tort promet-il, d'être " initié ". Il est aujourd'hui au service du Tchèque Daniel Kretinsky, l'homme qui rachète des pans entiers de la presse française.

Bras de fer dans le business

" Sans verser dans la parano, chaque fois qu'une décision illogique est prise dans le monde des affaires, on peut suspecter qu'il y a solidarité maçonnique ", affirme le conseiller du tout-Paris du business, Alain Minc. Contrairement à une idée reçue, les réseaux maçons ne sont pas une survivance des IIIe et IVe Républiques. Ils se développent au même rythme que le nombre de francs-maçons en France, multiplié par cinq en cinquante ans, pour atteindre aujourd'hui 180 000 membres, réunis dans une vingtaine d'obédiences, où élus locaux, médecins, petits patrons, avocats, enseignants, policiers et militaires sont surreprésentés. La grande majorité est mue par le " besoin de perfectionnement de soi-même, symbolisé par le processus initiatique " si l'on en croit Roger Dachez, président de l'Institut maçonnique de France, membre de la GLNF, obédience déiste. Seuls les esprits mal intentionnés pensent que certains entrent dans ce " système assumé d'entraide " pour obtenir des contrats, favoriser sa carrière, voire faire sauter des PV ou décrocher un rendez-vous chez un spécialiste... Autant de petits arrangements locaux qui, toutefois, portent moins à conséquence que celui des maçons dans le big business.

C'est en 2014, lors de l'éviction d'Henri Proglio de la présidence d'EDF, que Macron a mesuré le poids des frères dans la sphère économique. François Hollande avait exigé de Manuel Valls qu'il avertisse l'intéressé moins d'une demi-heure avant la tenue du conseil des ministres. Pour empêcher son chef de gouvernement, avec Proglio et d'autres, de monter au front. Pris de vitesse, le réseau maçon réclame aussitôt... compensation. Directeur de cabinet de Jean-Yves Le Drian à la Défense, Cédric Lewandowski pousse Proglio pour la présidence de Thales. Hollande cède, contre l'avis de Macron, son ministre de l'Economie, qui en fait un casus belli et oblige Proglio à renoncer. Elu président, Macron prend le mors aux dents lorsqu'il apprend que Lewandowski, adoubé par François Roussely comme futur parrain des réseaux maçons dans le monde des affaires, cherche à être nommé patron de la DGSE. Muté au Quai d'Orsay, Le Drian est prié de se séparer de son directeur de cabinet, renvoyé à EDF. Celui-ci est toujours dans le collimateur : la ministre des Armées, Florence Parly, l'empêche de participer à des colloques organisés à l'Ecole militaire !

Emmanuel Macron n'entend pas céder aux frères trois points, alors que ceux-ci ont beaucoup contribué à son arrivée au pouvoir, avec notamment le soutien de François Patriat, Gérard Collomb et Richard Ferrand. Sa campagne, ni droite ni gauche, cherchait à " réunir ce qui est éparé ", un dogme de la loi maçonnique. Sa tenue blanche fermée [séance ouverte à un seul invité non initié] au grand temple de la rue Cadet (Grand Orient) avait été appréciée. Les maçons avaient été séduits par sa jeunesse et la promesse d'un " pacte girondin ", d'une décentralisation heureuse, d'une décrispation générale. Et ils avaient appelé à voter en masse contre Marine Le Pen. La victoire acquise, de nombreux frères, assistant à l'intronisation du nouveau président devant la pyramide du Louvre, ont même cru, à tort qu'il était des leurs, tant l'allusion était évidente...

Ils ont été confortés, après l'élection, par la formation d'un gouvernement très maçon-compatible, avec des frères revendiqués, comme Gérard Collomb, Jean-Yves Le Drian ou Jacques Mézard (nommé le 14 février au Conseil constitutionnel) et des proches : le père d'Edouard Philippe est un éminent maçon, comme celui de Marlène Schiappa. Autres ministres femmes en sympathie avec la mouvance : Muriel Pénicaud et Agnès Buzyn. Quant à Jean-Michel Blanquer, il revendique sa proximité : invité au dîner annuel de la Grande Loge de France, il a souligné ses " convergences avec les valeurs maçonniques ".

Nouvelle donne avec l'Elysée

La désillusion n'en fut que plus brutale pour de nombreux maçons, choqués par les choix verticaux du chef de l'Etat au cours de la première année de son mandat et par son cléralisme supposé. La rupture s'est approfondie au printemps 2018 quand Macron a prononcé son discours devant le collège des Bernardins dans lequel il a assuré vouloir " réparer " le lien " abîmé " entre l'Eglise et l'Etat. Bronca générale des maçons laïcards. " On attend un président, on entend un sous-curé ", a commenté Jean-Luc Mélenchon, maçon depuis 1985. Le toilettage programmé de la loi de 1905 ajoute aux inquiétudes des frères de toutes obédiences, qui demeurent opposées à l'idée de toucher à ce texte symbolique. Alors que, pour Macron, si l'Etat est laïc, la société ne l'est pas.

Mais les fleurets sont désormais mouchetés. Un frère de rang élevé confie qu'en conduisant Emmanuel Macron à changer de politique, à reprendre langue avec les corps intermédiaires, les " gilets jaunes " lui ont permis de renouer avec les francs-

maçons qui s'étaient éloignés, comme Gérard Collomb et Xavier Bertrand. La " bataille des cathos contre les maçons " n'aura peut-être pas lieu. Un legs de l'héroïque lieutenant-colonel Arnaud Beltrame, à la fois fervent catholique et franc-maçon revendiqué ? Challenge 23.02.2019

Alors pourquoi ce titre ? Mais parce que ces gens-là n'ont pas d'autre morale ou conviction que leurs intérêts personnels liés à la perpétuer du régime, c'est la seule chose à laquelle ils croient et ils sont attachés, et la pyramide représente celle du pouvoir selon les principes du verticalisme qu'on retrouve dans le fascisme.

Dans ce bas monde on a tendance à confondre et à considérer un peu trop hâtivement que des gens qui s'affrontent seraient forcément des ennemis, alors que très souvent ils sont davantage concurrents et complémentaires. Il existe une multitude d'offices qui oeuvrent au côté des institutions et qui veillent à leur bon fonctionnement, moyennant des contreparties, c'est la moindre des choses. Elles défendent leur pré carré ou leurs privilèges, et quand quelqu'un empiète dessus et menace leur intégrité ou leur bout de gras, elles réagissent parfois violemment et sans prévenir pour déstabiliser leur concurrent et l'inciter à cesser cette guerre fratricide.

L'extrême droite est le frère ennemi de la franc-maçonnerie, pas son ennemi. Leur véritable et unique ennemi, c'est la classe ouvrière et le socialisme. Comment cela, prouvez-le. Immédiatement.

L'accusation d'antisémitisme portée contre les musulmans et le mouvement ouvrier par ceux qui sont au pouvoir est partagée par l'extrême droite comme vous avez pu l'observer, cela devrait vous suffire comme preuve. Leur caractérisation d'islamo-gauchiste n'est rien d'autre que le miroir du judéo-maçonnerie.

[Toute discussion politique est devenue compliquée ou presque impossible, parce qu'on ne parle pas de la même chose.](#)

Elle est faussée du fait que notre interlocuteur ignore ou fait abstraction d'un certain nombre de facteurs ou événements qui jouent ou ont joué un rôle déterminant. Elle l'est également parce qu'il n'a pas conscience de ne pas avoir de conscience de classe ou elle est mal étayée, ce qui l'amène à emprunter des arguments à l'idéologie qu'il est censé combattre. Il en ressort des contradictions ou une confusion inextricable qui révèlent de graves lacunes, donc pour bien faire il faudrait commencer par là avant de continuer la discussion. Souvent ces lacunes sont si importantes qu'on en arrive à déduire qu'il ne réfléchit pas ou peu, qu'il manque singulièrement de logique, dans ce cas-là cela pose un gros problème, puisque c'est la structure de son mode de penser qui est en cause, bref, c'est comme si nous ne parlions pas la même langue !

On vient d'en avoir un aperçu avec la dernière provocation en date du raciste assumé Finkielkraut. Tous on évoqué un "un acte antisémite", alors qu'il n'y en pas eu, c'est extraordinaire ! Mais aucun ne dira que ceux qui se prétendent juifs ne sont pas des sémites, contrairement à une grande partie des Arabes dont les Palestiniens. L'antisémitisme qu'ils agitent comme un hochet est en réalité une mystification destinée à fonctionner de la même manière que celle qui sert à justifier l'hégémonie de classe des capitalistes, d'une minorité d'exploiteurs face aux Gilets Jaunes, ou face aux Palestiniens qu'ils oppriment et répriment également avec férocité ou cruauté. Pourquoi personne n'a fait le lien et n'en a profité pour renouveler l'appel à lever le blocus de Gaza ?

Macron et les médias-oligarques dictent de quelle manière il fallait aborder ce sujet, et tous à de rares exceptions près s'y plient. Une telle misérable manifestation de servilité de la part du mouvement ouvrier donne une idée assez précise du degré de décomposition ou de corruption de ses dirigeants.

A plusieurs reprises dans le passé j'avais indiqué que les pire antisémites étaient ceux qui le dénoncent, je ne m'étais pas trompé. On aura une pensée pour le peuple palestinien que tous ont abandonné pour l'occasion.

- Quand on interprète la situation, il faut distinguer ce qui appartient au présent, des éléments qui indiquent dans quelle direction elle va évoluer. Or, il est vrai qu'on a tendance à les mêler de telle sorte que le lecteur peut être amené à les confondre. Et du même coup on nous accuse à tort de gauchisme à défaut de faire la part des choses. Dans toute situation apparaissent des signes qui nous permettent de percevoir dans quelle orientation elle s'inscrit. Ceux qui ne les saisissent pas, ne peuvent pas comprendre notre discours et suivre l'évolution de la situation. Les deux étant intimement liés, une analyse qui en fait abstraction sera incomplète, inefficace, inutile, voire incohérente. J'ai sans doute commis l'erreur ou c'est mon principal défaut, de ne pas avoir été suffisamment rigoureux sur ce point très important. Ce n'est pas toujours facile de s'exprimer clairement pour éviter toute méprise et être à la fois concis et précis.

Par exemple quand je traite le régime de Macron de totalitaire, si cela concerne sa manière de traiter certaines questions, cela ne signifie pas pour autant que le totalitarisme se manifesterait dans tous les domaines, sinon je serais privé de ma liberté d'expression ou je serais peut-être déjà privé de liberté tout court, les partis politiques et les syndicats auraient été déclarés hors la loi ou interdits, ce qui n'est pas le cas non plus... En revanche, tout comme avant lui Sarkozy et Hollande, il a manifesté à de nombreuses reprises un penchant soutenu pour les méthodes totalitaires de gouvernance, on peut même ajouter qu'il les revendique, Attali aussi pour les avoir souhaitées et justifiées à haute voix.

Sa dernière sortie sur les syndicats vient de l'illustrer une nouvelle fois. A suivre.

De la mise en oeuvre de mécanismes « **totalitaires** » au totalitarisme.

Comme l'explique bien le philosophe américain James Conant :

Tel qu'[Orwell] l'emploie, le terme "totalitarisme" désigne des stratégies (à la fois pratiques et intellectuelles) qui [...] sont appelées ainsi parce qu'elles ont pour but de parvenir à un contrôle total de la pensée, de l'action et de sentiments humains.

Cet usage du terme « totalitaire » est conforme à celui de son inventeur probable, le libéral antifasciste italien Giovanni Amendola qui écrivait en avril 1923 : Le fascisme ne vise pas tant à gouverner l'Italie qu'à monopoliser le contrôle des consciences italiennes. Il ne lui suffit pas de posséder le pouvoir : il veut posséder la conscience privée de tous les citoyens, il veut la « conversion » des Italiens. (L'objet du "grand débat national" et de la prestation hystérique de Macron. C'est sa tête qu'il essaie aussi de sauver ! - LVOG)

L'usage orwellien du terme totalitaire, poursuit Conant, « ne recouvre pas seulement des formes de régimes politiques, mais aussi des types de pratiques et d'institutions plus envahissantes et plus spécifiques (diverses pratiques journalistiques comptent parmi ses exemples favoris). Mais par-dessus tout, Orwell applique ce terme aux idées des intellectuels — et pas seulement à celles qui ont cours dans [...] les "pays totalitaires", mais à des idées qui circulent dans tout le monde industriel moderne ». Par conséquent, les mécanismes « totalitaires », en ce sens du mot, sont à l'oeuvre aussi bien dans les régimes typiquement totalitaires que dans les pays qui se réclament du libéralisme.

Chroniques orwelliennes - Sur le contrôle des esprits - Jean-Jacques Rosat - Collège de France

[On n'avait jamais assisté à pareille bassesse.](#)

Jacques a dit, condamnez l'antisémitisme, et tous se sont exécutés en chœur ! Quelle abomination ! Ah la fabrication du consentement fonctionne à merveille, même au niveau de nos dirigeants, à moins que ce ne soit un prétexte pour y participer, c'est pire encore !

Au garde-à-vous, le petit doigt sur la couture du pantalon ! Puisque dorénavant l'antisémitisme et l'antisionisme sont synonymes, dénoncer l'antisémitisme revient à soutenir le sionisme, on est bien d'accord, donc les voilà qui jurent tous allégeance aux sionistes par crainte d'être accusés d'antisémitisme, ce n'est pas cela qui permettra de relever le mouvement ouvrier des bas-fonds de l'opportunisme le plus misérable où il est tombé, honte à nos dirigeants !

Il aura suffit d'une provocation médiatisée qui tint toutes ses promesses, et de chiffres tout droit sortis du chapeau de ceux qui passent leur temps à trafiquer la réalité pour que tous déclarent en chœur leur flamme à l'antisémitisme. Comme si en combattant quotidiennement au côté de tous les peuples exploités et opprimés de la planète pour exiger que leurs droits et leurs besoins soient satisfaits sans distinction de race, de religion, de philosophie, cela ne suffisait pas, et en plus il faudrait justifier notre engagement politique devant le tribunal de l'inquisition de l'extrême droite sioniste ou le Crif devant lesquels Macron se prosterner, et puis quoi encore. Sans parler que ces tyrans ont annoncé

Qui a oublié que le mouvement ouvrier, le PC et la SFIO ont été procolonialistes et que le sionisme est une entreprise coloniale ?

La Tribune des travailleurs (POID) - Le mouvement ouvrier a toujours condamné et combattu l'antisémitisme.

Extrait - Le mouvement ouvrier a toujours condamné et combattu l'antisémitisme, comme toutes les manifestations et tous les actes visant à discriminer, ostraciser, réprimer ou persécuter des individus ou des groupes au motif de leur religion, de leur origine, de leur nationalité, de la couleur de leur peau, de leur sexe ou de leur mode de vie.

LVOG - Il y en a ainsi qui passent leur temps à réécrire l'histoire. Quelle crédibilité devrait-on leur accorder ? Aucune sous peine d'être manipulé.

Un contre 220 : La démocratie a été respectée !

- Un adolescent abattu par l'armée israélienne dans la bande de Gaza - Reuters 23 février 2019

L'armée israélienne a abattu un adolescent et blessé une quarantaine d'autres Palestiniens qui participaient à une manifestation vendredi dans la bande de Gaza, ont annoncé les services médicaux.

L'armée dit avoir riposté à des jets de grenades et d'objets explosifs en direction du territoire israélien.

Plus de 220 Palestiniens ont été tués par des soldats israéliens depuis le début des manifestations hebdomadaires en faveur du droit au retour des réfugiés, en mars 2018, et des milliers d'autres blessés.

Côté israélien, un soldat a été abattu par un tireur palestinien. Reuters 23 février 2019

La question qui tue les opportunistes.

Il n'est venu à l'esprit de personne que ces "*actes antisémites*" pouvaient facilement être réalisés par les hommes de main de ceux qui au pouvoir les dénoncent, que les discours en boucle sur ce sujet étaient destinés à exciter les fachos pour les pousser à passer à l'acte c'est vraiment pitoyable, quelle médiocrité intellectuelle ou servilité !

- Actes antisémites: un pourcentage est-il une information ? Par Jérôme Latta - Le Blog Mediapart 14-02-2019

Ce contexte a certainement contribué à la teneur de la médiatisation du pourcentage. Les titres des sites d'information en ligne mobilisent en effet deux angles principaux : cette « augmentation de 74% » des actes antisémites (le ministre avait dit : « L'antisémitisme a augmenté de 74% ») ; sa traduction en « explosion » (France Info, Paris Match, Les Échos, RMC, Huffington Post, France Culture, La Croix, L'Express, LCI, Europe 1, Euronews, etc.).

Si le corps de nombreux articles apporte des éléments de compréhension, d'autres s'inscrivent dans un registre très dramatisant – soutenu par les citations de membres du gouvernement, d'associations et de diverses personnalités.

Cette variation tend d'abord à occulter le chiffre en valeur absolue, que l'on peine parfois à trouver dans les retombées. Soit 541. On peut d'abord estimer, même si cela mérite débat, que relativement à une population de 67 millions d'habitants, les faits concernés sont (intolérables mais) marginaux [1]. On doit surtout affirmer que la variation de ce chiffre d'une année à l'autre est d'une portée très limitée, potentiellement trompeuse.

De fait, l'examen de cette donnée depuis l'année 2000 indique que :

- ses variations annuelles sont très importantes ;
- le chiffre a été plus élevé 9 fois (sur 19) ;
- le chiffre 2018 est en dessous de la moyenne (574) ;
- il est très en deçà des niveaux de 2014 (851) et 2015 (800).

Dès lors, parler de « déferlante » (RFI) et d'« explosion », donner à l'information une portée générale et le caractère d'une irrésistible progression (éditorial du Monde) constitue une présentation problématique. Le Blog Mediapart 14-02-2019

Commentaires d'internautes.

1- "*Énorme.*

Il s'agit donc bien d'une énorme opération de propagande massive afin de mettre la liberté d'expression sous le boisseau.

On s'en doutait un peu.

On le sentait.

Mais là c'est transparent.

D'ailleurs les tags antisémites qui ont accompagnés le mouvement sont plus que louches : Disons que cela arrivait à point nommé pour soutenir l'opération.

Tais toi : complotiste ! Antisémite!"

2- "*La déclaration de Castaner s'inscrit dans la "séquence" de 10 jours précédent les déclaration de Macron au Crif :*

Acte 1 - 9/02, Griveaux hurle à l'antisémitisme des GJ's suite à un tag sur une vitrine à Paris : mensonge.

Acte 2 - 11/02, Castaner annonce que « les actes antisémites ont bondi de 74 % en France en 2018 ». Certes, les actes antisémites sont passés de 311 en 2017 à 541 en 2018, soit une hausse sur un an de 74% mais la moyenne depuis 2000 est de 574 et depuis 2010 de 526.

Acte 3 -16/02, Griveaux hurle à l'anti.sémi.tisme des GJ's suite à une insulte anti.sémi.te, "sale juif", soi-disant proférée contre Alain Finkielkraut : mensonge.

Acte 4 - 18/02, le groupe d'étude "antisémitisme" de l'Assemblée Nationale annonce déposer le 19/02 une résolution ou un projet de loi visant à assimiler des propos anti.sionistes aux propos antisémites et les faire condamner pénalement.

Acte 5 - 19/02, 80 tombes dans un cimetière juif à Strasbourg sont retrouvées profanées.

Acte 6 -19/02, une marche contre l'antisémitisme est organisée à l'initiative de 14 partis politiques.

Acte 7 - 20/02 Macron se rend au dîner du Crif – Conseil Représentatif des Institutions Juives de France – et y prononce un discours dans lequel il annonce, notamment, que l'Etat français va adopter la définition de l'IHRA de l'antisémitisme et que la France va reconnaître l'antisionisme comme une forme d'antisémitisme."

- Lutte ouvrière - Antisionisme et antisémitisme : un amalgame à combattre - 20 Février 2019

Extrait.

Il faut rappeler que le sionisme, la doctrine fondée en Europe par Theodor Herzl en 1897, réclamant la création d'un foyer national juif, fut très longtemps rejeté par l'immense majorité des Juifs eux-mêmes. Les Juifs vivant en Europe n'aspiraient pas à construire un État spécifique mais à vivre sans ostracisme ni oppression dans les pays où ils étaient nés. Parmi le prolétariat juif particulièrement opprimé d'Europe orientale ou de Russie tsariste, la perspective d'une révolution sociale au côté de l'ensemble des exploités, portée par diverses organisations socialistes, l'emportait largement sur le sionisme.

Les dirigeants du Crif, le Conseil représentatif des institutions juives de France, une organisation proche de la droite sioniste, ne ratent pas une occasion de stigmatiser l'antisionisme qu'ils qualifient d'idée rouge-brune, assimilant l'extrême droite et l'extrême gauche.

Ils trouvent régulièrement le soutien de dirigeants politiques au pouvoir. Valls, Premier ministre, avait évoqué en 2016 lors du dîner annuel du Crif : « L'antisionisme, c'est-à-dire tout simplement le synonyme de l'antisémitisme et de la haine d'Israël. » Macron, recevant Netanyahu à l'Élysée en juillet 2017, avait affirmé : « Nous ne céderons rien à l'antisionisme, car il est LA forme réinventée de l'antisémitisme .»

Après les insultes proférées le 16 février contre Finkielkraut, le député LREM Sylvain Maillard a remis le couvert. Il voudrait proposer une loi transformant l'antisionisme en délit, au même titre que l'antisémitisme. (...)

Le sionisme fut encouragé et utilisé par la Grande-Bretagne puis les États-Unis pour imposer leur domination au Moyen-Orient, en s'appuyant sur la minorité juive -contre la majorité arabe. Cependant, même après le génocide perpétré par les nazis, la majorité des Juifs survivants aspiraient à émigrer aux États-Unis plutôt qu'en Palestine, et ne s'installèrent dans le futur Israël que parce que l'ensemble des puissances occidentales les rejetaient.

Lors de la fondation d'Israël, en 1948, les partis sionistes imposèrent leur politique, par les armes, en chassant les Palestiniens des territoires où ils vivaient depuis des siècles. Le choix de bâtir un État donnant des droits à une seule communauté, au mépris des autres, était pourtant loin d'être partagé par tous les Juifs de Palestine. Les sionistes l'imposèrent, au nom d'une religion que tous étaient loin de pratiquer, creusant au fil du temps un fossé de sang entre les Palestiniens et les Israéliens, transformant ces derniers en géoliers de tout un peuple.

Malgré les pressions et la politique du fait accompli, il reste aujourd'hui en Israël de nombreux opposants à la politique sioniste des gouvernements successifs, eux-mêmes étant parfois qualifiés d'antisémites !

Qu'ils vivent en France, en Israël ou n'importe où sur la planète, qu'ils soient athées, juifs, musulmans ou autres, les travailleurs n'ont ni patrie ni communauté à défendre, mais des intérêts de classe à mettre en avant. Et être internationaliste signifie être opposé à tout nationalisme, le nationalisme sioniste y compris. Lutte ouvrière 20.02

Effectivement, Finkielkraut est antisémite (tout comme ses semblables ou ses soutiens).

- L'agresseur de Finkielkraut convoqué devant le tribunal le 22 mai - Reuters 21 février 2019

L'homme placé en garde à vue mardi pour avoir agressé verbalement le philosophe Alain Finkielkraut lors d'une manifestation des "Gilets jaunes" samedi dernier sera jugé le 22 mai prochain devant le tribunal correctionnel de Paris, a-t-on appris jeudi de source judiciaire.

Sa garde à vue a été levée et il a quitté le commissariat de Mulhouse, où il s'était rendu de lui-même, sans faire de déclaration. Il sera jugé pour injure publique en raison de l'origine, l'ethnie, la nation, la race ou la religion.

Benjamin W., un français de 36 ans converti à l'islam, la religion de son père algérien, apparaît sur une vidéo parmi un groupe de personnes qui insultent l'académicien, lui-même le traitant de "haineux", de "sioniste" et de "grosse merde".

Son avocat a indiqué qu'il n'était pas motivé par l'antisémitisme lors de cet incident qui a eu lieu à Paris

"Dans ce dossier, il n'y a rien qui permettrait de qualifier les propos de M. W. de propos antisémites", a dit à Reuters Me André Chamy, connu comme avocat de la CGT et de la CFDT à Mulhouse et pour avoir fait partie du collectif de défenseurs de l'ex-président irakien Saddam Hussein en 2005-2006.

"Ce dossier est monté de toutes pièces pour faire plaisir à M. Finkielkraut et appuyer une mouvance actuelle de lutte contre l'antisémitisme qui est un combat tout à fait respectable mais qui n'a rien à voir avec M. W.", a-t-il ajouté.

Pour l'avocat franco-libanais, les propos prêtés à son client, un père de cinq enfants qui tient une boutique de téléphonie à Mulhouse, ne sont que des "insultes".

"M. Finkielkraut se revendique comme sioniste. Qu'il ne nous embête pas à impliquer sa propre communauté dans cette histoire-là. Ce sont les propos politiques de M. Finkielkraut, connus de tous, qui ont été visés", ajoute-t-il.

L'avocat souligne que Benjamin W., également connu sous le prénom de Souleiman, n'a pas employé à l'encontre de l'universitaire l'injonction "Rentre chez toi" proférée par certains des individus autour de lui.

"Il l'a même traité d'antisémite parce que mon client considère que le combat sioniste mené par M. Finkielkraut est contre-productif pour la communauté juive", a-t-il ajouté.

Me Chamy conteste également que son client, auquel la ministre de la Justice, Nicole Belloubet, prêtait mercredi une pratique "salafiste" de l'islam, soit un fondamentaliste ou un individu radicalisé.

"Il a eu une sorte de retour à la racine parce qu'il a découvert que son père était d'origine arabe-musulmane. Il a renoué avec la religion musulmane, il a été approché par des religieux musulmans, ça a duré deux ans et depuis 2003, il n'a plus eu de contact avec un quelconque mouvement musulman", a-t-il expliqué.

Me Chamy a par ailleurs affirmé faire l'objet de menaces de morts sur les réseaux sociaux depuis qu'il avait accepté de défendre Benjamin W. Reuters 21 février 2019

- Antisémitisme: "Nous allons adopter une résolution" sur l'antisionisme (Guerini, LREM) - AFP 21 février 2019

"Nous allons adopter une résolution qui a été adoptée aussi au niveau européen, qui reconnaît l'antisionisme comme une forme déguisée d'antisémitisme", a expliqué jeudi sur Radio Classique Stanislas Guerini.

"Il y aura la reconnaissance qui sera faite, les juges pourront s'en emparer, il n'y a pas besoin de modifier le code pénal pour cela", a-t-il précisé.

"Cela ne veut pas dire que l'on ne pourra pas demain, critiquer la politique de l'Etat d'Israël", a aussi assuré le délégué général de la République en marche.

Le député RN Gilbert Collard a dénoncé ce choix de l'exécutif et de la majorité. "Le texte pénalisant l'antisionisme ne sera pas contraignant. De la parole aux actes, il y a un pas de courage que Macron ne veut pas franchir: encore et toujours le "en même temps". Et pendant ce temps l'antisémitisme continue", a-t-il critiqué sur Twitter. (Merci monsieur Collard d'avoir confirmé que RN était le meilleur allié de LREM, de Macron et du sionisme. - LVOG)

"L'antisionisme aujourd'hui constitue le visage dissimulé de l'antisémitisme", a pour sa part estimé le député Eric Ciotti (LR), qui salue cette décision mais estime "personnellement" qu'"une résolution ne suffira pas" et demande "une traduction législative".

"L'antisionisme, notamment celui qui se développe dans les milieux d'extrême gauche, celui qui est porté par les milieux islamistes également (...) est aujourd'hui profondément antisémite", a-t-il réaffirmé lors d'une conférence de presse. AFP 21 février 2019

LVOG - Ils ne visent pas "les milieux d'extrême gauche", mais davantage les opposants à l'existence d'Israël et la classe ouvrière qui subit la même politique en France ou en Israël.

Ukraine: une croix gammée géante orne un centre commercial - editoweb.eu 20.02

Un centre commercial en Ukraine, situé dans une rue portant le nom d'un collaborateur des nazis (Stepan Bandera), a décoré un escalier avec une grande croix gammée. Bienvenue dans ce pays où le communisme est interdit

Ukraine (démocratique) : Une croix gammée géante orne un escalier d'un centre commercial

Il ne s'agit pas d'un fake, ni d'un montage venue de Russie et visant à perturber les élections présidentielles à venir.

Bienvenue dans l'Ukraine démocratique issue de la grande révolution "citoyenne" nommée EuroMaïdan. Le centre commercial Horodok, situé sur l'avenue Stepan Bandera à Kiev (ex-Avenue de Moscou) a décidé de décorer son escalier central d'une croix gammée, semblable au drapeau de l'Allemagne nazie.

Dans cette Ukraine désormais démocratique et libre depuis cette belle révolution "citoyenne" que fut EuroMaïdan, on peut afficher des symboles nazis et se balader dans des avenues qui portent le nom de collaborateurs des nazis, comme Stepan Bandera, qui en plus de fournir des combattants à la SS, fera massacrer des juifs, notamment du côté de Lvov (du 30 juin au 5 juillet 1941). editoweb.eu 20.02

LVOG - La croix gammée est bien l'emblème d'EuroMaïdan...

- Gilets Jaunes et antisémitisme : l'éternel procès - ujfp.org

Alain Finkielkraut a été pris à partie par des Gilets Jaunes lors de l'acte XIV, à Paris. Sa propension notable à être insulté dans l'espace public n'ont dissuadé ni le principal intéressé, ni les médias de masse d'en conclure que notre mouvement est gangrené par l'antisémitisme.

Samedi 16 février à Paris, Alain Finkielkraut, délaissant un instant les plateaux TV, décida dans un moment d'égarement d'aller observer de près l'acte XIV des Gilets Jaunes. Comme chacun sait désormais, il fut insulté et chassé par les manifestants dont la neutralité politique n'était pas à l'épreuve d'un tel voisinage. Voici les faits. On y voit Alain Finkielkraut qualifié tour à tour de « sioniste », de « raciste », de « haineux » et de « grosse merde », le tout agrémenté de références à la Palestine et à la « France d'en bas ».

Les Gilets Jaunes, à l'image de la société

Il n'en fallait pas plus pour susciter un regain d'intérêt immédiat des médias pour notre mouvement, décidément gangrené par l'antisémitisme selon eux. Puisque nous voilà comme chaque semaine sur le banc des accusés, nous allons mettre les choses au clair.

Nous sommes un mouvement à l'image de la société avec toutes les sensibilités et contradictions qui la traversent. Malheureusement, le racisme, le sexisme et l'homophobie n'y font pas exception.

Il serait ridicule d'imaginer qu'un mouvement d'une telle ampleur puisse être miraculeusement épargné par des maux qui infusent largement la société française ; à commencer par nos contempteurs, qu'il s'agisse des médias, du gouvernement ou des élites. Alain Finkielkraut en témoigne à lui seul brillamment !

Cependant, chez les Gilets Jaunes, les comportements haineux sont courageusement et collectivement combattus. Si bien qu'après avoir été voués au poujadisme et à diverses récupérations d'extrême droite contre les migrants, les juifs ou le mariage pour tous, nous avons beaucoup déçu les commentateurs en ne portant que des revendications d'ordre social et démocratique pour tous.

Le détournement médiatique de faits et la manipulation de l'opinion publique pour nous discréditer systématiquement ne sont

pas acceptables !

Nos procureurs : des pompiers pyromanes

Cela n'empêche pas nos procureurs de saisir la première perche tendue pour en remettre une couche, qu'il s'agisse d'un tag antisémite réalisé la veille d'une manifestation (qu'importe, il nous sera tout de même attribué !), ou d'un bourgeois réactionnaire, méprisant et raciste conspué par la foule.

Si encore nous avions affaire à des procureurs zélés d'une intégrité irréprochable, sévères mais justes... Ces mêmes médias qui nous accablent sont les porte-voix permanents des Zemmour et des Finkelkraut ! Ces mêmes politiciens qui nous condamnent banalisent avec un opportunisme inépuisable les discours jadis cantonnés à l'extrême droite, celle là même à laquelle ils tentent de nous réduire avec tant d'effort !

Reprenons à notre compte le raisonnement qui nous est infligé. Devons nous à notre tour déduire de l'affaire de la « Ligue du LoL » que la sphère médiatique est un repère de harceleurs sexistes et antisémites ? Et dans ce cas, que dire de la sphère politique ?

Et puisque notre inculpation porte aujourd'hui sur Finkelkraut, faut-il rappeler le tombereau de sorties racistes et insultantes, de l'ancien « l'équipe nationale est aujourd'hui black-black-black, ce qui en fait la risée de toute l'Europe » au récent « les non-souchiens brillaient par leur absence [aux funérailles de Jonhny] » ?

Propos qui sont loin de rebuter la sphère médiatique, qui l'invite avec constance à poursuivre ses méfaits de plateaux TV en plateaux radio !

Pour revenir aux faits, la critique du sionisme et de la politique menée par l'État d'Israël ne font pas partie des revendications portées par notre mouvement, et chaque Gilet Jaune est libre d'avoir son opinion à titre individuel sur ces sujets. Mais tant qu'Alain Finkelkraut continuera à répandre son mépris de classe et ses préjugés racistes et insultants dans les médias, il ne devra pas s'attendre à être reçu courtoisement par le « petit peuple ».

Le racisme structurel : une violence d'État

Demain comme hier, nous serons vigilants pour combattre tout noyautage, toute dérive raciste et toute discrimination au sein de notre mouvement.

Le procès ridicule que nous font les amis de Finkelkraut et la fracture sociale béante qu'il exprime ne nous y aident pas ; nous préférons faire nôtres les mots de l'appel de l'Union Juive Française pour la Paix à manifester mardi 19 février contre les actes antisémites et leur instrumentalisation : « C'est bien le gouvernement qui, récemment, entreprenait de réhabiliter le Maréchal Pétain, chef du régime collaborationniste de Vichy. C'est bien cette même classe politique qui trouvait si peu à redire des hommages rendus à Maurras ou à Céline, écrivains violemment antisémites. Le sommet du cynisme est atteint lorsque, déjà, nous pouvons percevoir le glissement dangereux consistant à attribuer la montée de l'antisémitisme au « communautarisme musulman »[...]. Le racisme structurel n'est ni le fait des Gilets jaunes, ni le fait des minorités. Il est celui de l'État qui organise une société inégalitaire et violente. »

Nous encourageons donc tous les Gilets Jaunes qui en ont la possibilité à se joindre à l'UJFP mardi 19 février à 19h au métro Ménilmontant à Paris, pour combattre du même coup l'antisémitisme et ceux qui se cachent derrière. ujfp.org

- Antifascisme, antiracisme, antisionisme. Même combat! - npaherault.blogspot.com 21 février 2019
21 février 2019

Être antifasciste, c'est obligatoirement être antiraciste.

Être antiraciste, ça implique de combattre les états qui pratiquent le racisme et l'apartheid...

C'est donc être antisioniste !

Point de vue.

Eh oui ! C'est parti ! Parce que ce grand provocateur de Finkelkraut (défenseur revendiqué de l'état d'Israël et du sionisme) se fait insulter en marge d'une manifestation, voici que montent au créneau tous nos pseudo-antiracistes qui s'accommodent si bien du sort des Palestiniens en Israël et les territoires occupés. Et voici de nouveau l'antisionisme malhonnêtement assimilé à... l'antisémitisme. Comme si le fait de mettre dans le même sac toutes celles et tous ceux que l'on décide de considérer comme "Juifs" et de leur imposer comme leur un pays dans lequel ils n'ont jamais vécu ne revenait pas à les mettre à part du reste

de la population, les forcer à avoir un statut particulier, celui de défenseurs attirés de l'état d'Israël, destinés tôt ou tard à partir s'installer dans ces lointaines contrées que l'on prétend être la patrie de leurs ancêtres. Racisme donc, au départ, dans cette mise à l'écart d'une partie de la population. Rien que combattre cette idéologie, c'est déjà faire preuve d'antiracisme. Et quand on sait à quel prix pour la population locale s'est faite cette installation artificielle, et ce qu'elle coûte depuis 70 ans au peuple palestinien, il faut vraiment avoir l'esprit tordu pour voir dans le fait de la combattre un acte raciste... antisémite !

Et puis, dans le grand concert orchestré pour dénoncer l'antisionisme, on oublie volontairement de parler des... Juifs antisionistes. Pourtant, ça existe, et pas qu'un peu, en France, en Europe, aux États Unis (voir ci-dessous le communiqué de l'Union des Juifs de France pour la Paix). Qui sont-ils, qui sont-elles pour nos ardents défenseurs d'Israël ? Des imbéciles qui n'ont rien compris (quel mépris !) ? Des traîtres ? Traîtres à quoi ? Et si c'étaient tout simplement des humains, des citoyens simplement antiracistes, révoltés par les injustice qui ne veulent pas voir leur appartenance à l'histoire juive salie par les exactions du sionisme ?

Il est grand temps de clamer haut et fort que combattre le racisme, combattre l'antisémitisme, c'est être antisioniste.
npaherault.blogspot.com 21 février 2019

- Insultes envers Alain Finkielkraut: ma réponse aux calomnies - Le HuffPost: 21.02

Thomas Guénolé, coresponsable de l'école de la France insoumise, politologue et essayiste.

À présent, j'estime nécessaire de défendre mon honneur en remettant certaines pendules à l'heure. Ceci, d'autant plus vigoureusement qu'être accusé d'"ambiguïté", alors que mon engagement contre l'antisémitisme a toujours été indiscutablement radical, m'inflige une blessure très profonde.

Dans mon tweet ayant fait polémique, j'ai condamné les insultes envers Alain Finkielkraut. "L'insulter est condamnable": les mots ont un sens. Condamner, c'est condamner. Il est donc factuellement faux, comme divers porte-paroles macronistes et éditorialistes l'ont fait, de me prêter la moindre ambiguïté.

Par ailleurs, si les calomnies de ces derniers jours me sont une blessure profonde, c'est parce que mon engagement contre l'antisémitisme a toujours été radical et inexorable.

En d'autres termes, puisque mon combat contre l'antisémitisme a toujours été radical et inexorable, m'accuser de la moindre ambiguïté est un mensonge ignoble. Le HuffPost 21.02

LVOG - Mise au point.

LFI ou le PG ne sont pas issues de la classe ouvrière, sans la résonnante médiatique ils n'auraient pas existé ou seraient demeurés au stade de micro-organisations dont personne n'entendrait parler. Du coup, ils se retrouvent liés à leurs créateurs et leur doivent des comptes, qui plus est quand ils continuent généreusement de leur offrir gratuitement des tribunes pour s'exprimer, privilèges qui ne sera jamais donné à des partis comme le POI ou le POID par exemple, qui sont bannis de l'espace médiatique.

Nous, nous n'avons aucun compte à rendre aux médias ou à monsieur Finkielkraut, donc en aucun cas nous nous adresserons à eux, nous nous adressons uniquement aux travailleurs et aux militants du mouvement ouvrier, à notre camp.

Le sort des médias et de monsieur Finkielkraut et ses semblables nous laisse totalement indifférent. Tout ce qui peut leur arriver est le produit de l'idéologie qu'ils partagent et que nous combattons, qu'ils en assument ou non les conséquences ne nous concernent pas.

Nous nous situons exclusivement sur le terrain de la lutte de classe, à ce titre notre combat contre toute forme de discrimination, de communautarisme à caractère identitaire est subordonné à celui que l'on mène pour en finir avec le capitalisme, et tous les masques idéologiques qu'il peut revêtir pour détourner les travailleurs et militants de ce combat politique indispensable.

Cela étant précisé, chacun admettra qu'il serait totalement inutile, désuet, ridicule d'adresser ce discours à monsieur Finkielkraut ou aux médias-oligarques. En cherchant à entraîner ces gens-là sur leur terrain, ils révèlent qu'en réalité c'est sur leur propre terrain qu'ils se situent ou qu'ils partagent bien la même idéologie, car sachant que monsieur Finkielkraut ou les médias-oligarques n'adopteront jamais celle de la classe ouvrière, c'est bien l'idéologie du capitalisme qu'ils ont en commun.

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que Mélenchon et consorts, ne peuvent pas s'adresser à Macron, aux médias, en appeler aux représentants de différentes institutions, sans leur reconnaître des qualités ou des vertus, des valeurs ou des principes qu'en réalité ils ne possèdent pas ou pire, qu'ils s'emploient à piétiner quotidiennement, ce qui revient finalement à admettre qu'ils partagent la même idéologie et qu'ils recourent à une escroquerie quand ils affirment le contraire, ce que ni les un ni les

autres ne peuvent dénoncer sous peine de se démasquer.

Privilégier ce qu'ils auraient en commun n'est pas anodin, car c'est minimiser ou faire passer au second plan ce qui est censé les opposer, et c'est seulement parce qu'ils partagent la même idéologie (du capitalisme), que cet exercice est rendu possible, c'est logique et rien de plus. Ce qu'ils font passer à la trappe, c'est la lutte de classes au profit de la collaboration de classes, car c'est ce qui caractérise cet exercice en dernière analyse. Et la collaboration de classes est la négation de la conscience de classe, d'où la nécessité de combattre toutes ses manifestations.

Moi, je suis un ouvrier, mon père était menuisier en bâtiment, donc je pense comme un ouvrier, certes, qui a un peu appris à réfléchir, mais cela ne change rien. Pour moi la question du sionisme est très simple. Le sionisme correspond à une entreprise coloniale et à l'instauration d'un Etat, l'Etat d'Israël ou l'Etat Juif, sur les cendres de l'Etat palestinien, une fois la population indigène chassée de ses terres et de ses habitations, de son pays. Et je me moque de savoir s'il existerait des sionismes de droite ou de gauche ou que les juifs ont été persécutés dans le passé, puisqu'à l'origine le sionisme est illégitime et le demeurera aussi longtemps que l'Etat d'Israël existera, donc il doit disparaître. Aucun argument ne peut justifier le sionisme. A moins qu'on puisse justifier le fait de s'emparer du bien d'autrui et de le réduire en esclavage, ce que seul peut faire le capitalisme, coïncidence qui n'en est pas une puisque le sionisme a un fondement colonial, impérialiste.

La population qui a été chassée de ses terres ou qui a été conduite à s'exiler était essentiellement composée de paysans et d'ouvriers, de travailleurs, voilà pour la nature de classe du sionisme, anti-ouvrière.

On nous rebat les oreilles avec une théorie dite du remplacement qui serait de droite ou d'extrême droite, mais force est de constater que les sionismes l'ont appliquée en Palestine, avec l'aide des monarchies du nord de l'Europe, l'Allemagne nazi et l'oligarchie anglo-saxonne, sans que cela gêne le moins du monde ceux qui dénoncent cette théorie, normal puisqu'ils partagent la même idéologie ou figurent dans le même camp des oppresseurs.

Quant à l'antisémitisme, il a donné lieu à tellement d'interprétations, qu'on ne sait plus très bien à laquelle chaque intervenant fait référence, parfois ils ne le savent même pas eux-mêmes, tellement leurs intentions inavouables sont tordues ou pourries, condamnables.

A partir du moment où l'on privilégie des critères qui permettent d'établir des distinctions entre les membres de la société autres que ceux rappelant leur appartenance à une classe sociale déterminée, on établit des discriminations entre eux ou on sombre dans le communautarisme à des fins politiques. Et on notera qu'à chaque fois que l'antisémitisme refait surface dans un pays, au même moment ses gouvernants font face à une grave crise économique ou politique qui menace leur régime ou sa stabilité, et ce sont eux qui l'instrumentalisent. Là non plus, il ne s'agit pas d'une coïncidence. Par sa nature et son contenu, cette instrumentalisation est évidemment anti-républicaine et antidémocratique.

On remarquera également, que chaque fois la minorité au pouvoir se sert d'une minorité victime d'actes commis par une minorité, actes au demeurant minoritaires par rapports à tous les actes violents commis dans un pays, pour accuser ou stigmatiser la majorité de la population qui en serait responsable, alors qu'elle n'est pas concernée, en revanche elle est directement concernée par les conséquences de la crise économique dont la minorité détenant le pouvoir est l'unique responsable.

Il s'agit donc d'une opération consistant à effectuer un transfert de responsabilité (de charge, d'accusation) de la situation entre les représentants du capitalisme, le chef d'Etat, son gouvernement, les institutions, les capitalistes, vers l'immense masse de la population composée d'exploités et d'opprimés, elle sert donc à soulager le régime de la pression politique qui pèse sur lui, voilà pour sa signification politique.

Le sionisme est au judaïsme, ce que le wahhabisme ou le salafisme est à l'islam, une idéologie politique destinée à maintenir ou assurer la suprématie de l'oligarchie financière anglo-saxonne issue des banquiers de Hanovre du XVIIe siècle. La religion lui sert d'alibi, de couverture, de caution morale, alors que ses membres les plus imminents sont athées, même lorsqu'ils revendiquent une religion, catholique, protestante ou jadaïque.

- Contre le sionisme, pour la souveraineté des peuples. - lemediapresse.fr 23 février 2019

Ramzi Kebaïli, membre des Citoyens souverains et patron du blog Nation inclusive.

Il devient aujourd'hui de plus en plus difficile de se revendiquer antisioniste, et la situation va s'empirer avec la nouvelle définition de l'antisémitisme adoptée par l'Union européenne et bientôt par la France, qui inclut mensongèrement des formes d'antisionisme. Mais qu'est-ce que l'antisionisme, et pourquoi le combat pour la Palestine est-il si important à nos yeux ? Quelques éléments pour répondre aux critiques qui nous sont habituellement adressées, que je vous invite à venir discuter le vendredi 22 février lors de la soirée organisée par Montreuil Palestine : Cessons le soutien européen à Israël !

Ce qu'est l'antisionisme

Tout d'abord, soyons clairs sur le fait que l'antisionisme ne se limite pas à la seule critique des gouvernements israéliens. Nous remettons également en cause le principe même d'un « État juif » en Palestine que nous considérons comme définissant une ethnocratie. En ce sens, l'adoption de la définition IHRA de l'antisémitisme constituerait bel et bien une criminalisation de l'antisionisme, même si certains de ses promoteurs prétendent le contraire. Afin de mieux faire comprendre notre position, décrivons la situation sans faire référence au judaïsme : un groupe A a décidé de fonder un « État des A » sur une terre où vivaient déjà de nombreux non-A, qui se sont retrouvés colonisés ou expulsés de leur terre. Peu importe donc l'identité des uns et des autres, c'est cette injustice fondamentale qui nous révolte. Il y a en fait deux possibilités : soit le groupe A veut former un État des A sur une terre vide. Soit le groupe A veut s'installer sur une terre déjà occupée, et alors il doit s'intégrer aux populations sur place. Il est d'ailleurs important de rappeler que la résolution de l'ONU de 1947, qui prévoyait la création d'un État où les juifs auraient le droit de s'installer, était conditionnée au respect des droits des populations autochtones. Idem dans la Déclaration Balfour de 1917 : il s'agissait d'une condition sine qua non à toute émigration en Palestine. Cette condition ne fut jamais réalisée, ce qui rend donc caduque toute légitimité à Israël, sans même avoir à parler de tous les crimes commis depuis 1948 – qui s'expliquent finalement par la crainte qu'en cas de paix, les 800 000 Palestiniens expulsés lors de la Nakba rentrent dans leur foyer.

Avec leurs enfants, on compte aujourd'hui officiellement plus de 5 millions de réfugiés, qui d'après les résolutions 242 et 3236 de l'ONU disposent d'un droit inaliénable à retourner chez eux. Le simple fait de leur refuser ce droit chez eux constitue un crime « d'apartheid » selon les normes de l'ONU, et donc un crime contre l'humanité. Comme le rappelle Scott Leckie du COHRE, « la majeure partie de ces terres reste sous le contrôle public de l'État d'Israël et n'a pas été transférée à des propriétaires privés. Des grandes surfaces de terres confisquées depuis 1948 restent vides et pratiquement toutes les familles palestiniennes conservent leurs titres de propriété d'origine ainsi que des registres prouvant leurs droits de propriétaire ». Or, quel est le seul argument donné contre le droit au retour ? D'après Thomas Guénolé, qui est représentatif d'une vision dominante à gauche, les Palestiniens devraient « abandonner le droit au retour » (à partir de 12:50 sur cette vidéo), au motif qu'Israël n'accepterait jamais de perdre son caractère « juif ». Mais c'est précisément là que réside le problème : en tant que projet visant à maintenir la domination d'un groupe sur une terre multi-culturelle, le sionisme n'est pas viable et est condamné à ne se maintenir que par la guerre et la barbarie. Il n'y a donc pas « d'autre Israël » possible et il ne pourra pas y avoir de paix tant qu'il n'y aura pas égalité des droits. Certes, certains antisionistes espèrent pouvoir transformer le régime israélien actuel en un État dans les frontières de 1967 qui cesserait de discriminer ses habitants. Sans se prononcer sur la viabilité de ce scénario, il est clair en tout cas que l'égalité implique d'accepter le droit au retour, et donc de renoncer à l'idéologie sioniste qui fonde le régime israélien.

En ce qu'il viole les droits fondamentaux d'un groupe humain, et notamment le droit à rentrer chez soi, le sionisme constitue un crime contre l'humanité toute entière. Mais on pourrait nous demander pourquoi se focaliser sur ce crime et pas sur d'autres ? C'est qu'en réalité, le sionisme doit être compris comme une idéologie européenne, dans la continuité du colonialisme européen qui a dévasté la planète. Et le régime israélien ne tiendrait jamais sans le soutien diplomatique, économique et militaire des puissances occidentales. Une situation d'autant plus déplorable dans le cas de la France que pendant longtemps, nos gouvernements avaient pris des positions fortes contre les exactions israéliennes et même instauré un embargo militaire. Nous avons donc une responsabilité pour faire cesser ce soutien français et européen au régime israélien.

Pour conclure, l'antisémitisme n'a pas sa place dans la lutte pour la Palestine. Malheureusement, la haine des juifs se retrouve de manière transversale dans la société, et on trouve même beaucoup d'antisémites qui sont très satisfaits qu'Israël existe car ils ne veulent pas de juifs sur le territoire français. Précisons d'ailleurs que pour un véritable antisioniste, cela n'a aucun sens de dire à une personne juive « rentre chez toi à Tel Aviv » ! Au contraire, le sens du message antisioniste est que chacun doit pouvoir vivre dignement sur la terre où il est né, et que toute personne souhaitant déménager doit respecter les droits des populations autochtones. lemediapresse.fr 23 février 2019

En famille. Et le dérapage. Les médias-oligarques seraient-ils autres choses que des instruments de propagande du régime ?

LVOG - Mais alors, si c'est qu'on veut vous faire, quelle en est la signification politique ? Quelle est la nature sociale des médias ? A qui appartiennent-ils ? Quelle idéologie ont-ils toujours véhiculée ? Une fois qu'on a répondu à ces questions, celle de les sauver ou de vouloir les réformer ne se pose même plus puisqu'ils ont été conçus pour combattre notre cause, à moins bien sûr d'en défendre une autre.

Le fonctionnement de ces médias et leur ligne éditorial s'adapte à la situation et aux besoins exprimés par les représentants des capitalistes, de l'oligarchie élevée au rang de ploutocratie de nos jours, donc aux exigences plus pressantes, plus dictatoriales auxquelles tous les médias sont invités à se plier sans broncher sous peine d'avoir de grosses difficultés financières et disparaître, le ton étant donné directement par leur représentant au sommet de l'État, Macron.

Tout comme les institutions, les médias n'ont jamais été démocratiques, puisqu'ils ont toujours servi les intérêts de la minorité qui détient le pouvoir, donc se mobiliser pour ces médias c'est lutter en fait contre la démocratie. La déclaration suivante ayant été initiée par des staliniens ou néostaliniens, on peut se demander si elle n'aurait pas un rapport avec la faillite de L'Humanité du PCF.

Déclaration commune : Se mobiliser pour une réappropriation démocratique des médias - laquadrature.net 21 février 2019

Extrait.

Nous pensons que la défiance envers les grands médias doit être une opportunité. Opportunité, dans les rédactions, de remettre en cause les orientations délétères imposées par les directions éditoriales, et de replacer le reportage et l'enquête au cœur du travail journalistique. Opportunité, dans les médias indépendants, de faire la démonstration par l'exemple qu'un autre journalisme, plus exigeant et plus libre vis-à-vis des pouvoirs, est possible. (...)

C'est pourquoi nous affirmons qu'il est temps de se mobiliser pour une réappropriation démocratique des médias. Pour défendre le droit d'informer et le droit à être informé, tous deux gravement menacés. Et pour que l'information, trop longtemps confisquée par les pouvoirs, devienne enfin un bien commun et non une marchandise. laquadrature.net 21 février 2019

D'associations, d'organisations de journalistes et de syndicats : Acrimed, Attac, Fédération Nationale de l'Audiovisuel Participatif, Info'Com-CGT, La Quadrature du net, Les Amis du Monde diplomatique, Profession : Pigiste, Résistance à l'agression publicitaire, Ritimo, SNJ-CGT, Union syndicale Solidaires.

De médias : Cause commune, Contretemps-web, CQFD, Démosphère Ariège, Démosphère Toulouse, Frustration, Hors-Série, Jef Klak, L'Alterpresse68, Là-bas si j'y suis, La Clé des ondes, La Gazette de Gouzy, Le journal minimal, L'Insatiable, Le Média, Le Ravi, MAP 36, MédiaCitoyens PACA et Rhône-Alpes, Mediacoop, Radio Parleur, radio Cause commune, Ricochets, Rosalux, Silence, Transrural initiatives, TV Bruits, Télé Mouche, Télé Regain, TVnet Citoyenne.

D'organisations politiques : Alternative libertaire (AL), Ensemble, Nouveau Parti anticapitaliste (NPA), Parti communiste français (PCF), Parti de gauche (PG).

Premiers signataires : Alain Accardo, sociologue; Gilles Balbastre, réalisateur; Patrick Champagne, sociologue; Sophie Chapelle, journaliste; Colloghan, dessinateur; Benoît Collombat, journaliste; Jean-Baptiste Comby, sociologue; Annie Ernaux, écrivaine; Nina Faure, réalisatrice; Benjamin Ferron, sociologue; Anne-Sophie Jacques, journaliste; Yannick Kergoat, réalisateur; Henri Maler, universitaire; Philippe Merlant, journaliste et conférencier gesticulant; Pierre Morel, photojournaliste; Gérard Noirielle, historien; Michel Pinçon, sociologue; Monique Pinçon-Charlot, sociologue; Denis Robert, journaliste; Karim Souaneef, sociologue; Usul, vidéaste.

[En totalitarisme, on ne discute pas, on exécute. Un avant-goût des conclusions du "grand débat national".](#)

- Assurance chômage: Macron critique les partenaires sociaux - AFP 21 février 2019

Emmanuel Macron a critiqué jeudi l'échec des partenaires sociaux qui ne sont pas parvenus à tomber d'accord mercredi sur une réforme de l'assurance chômage, leur reprochant de se défaire de leurs responsabilités sur l'Etat.

Après trois mois et demi de négociation infructueuse, l'exécutif va finalement reprendre la main au risque d'acter la fin du paritarisme.

"On vient d'avoir un exemple de vraie négociation sociale", a commenté amèrement le chef de l'Etat devant les présidents de départements réunis à l'Elysée.

"On a dit aux partenaires sociaux: "Trouvez-nous une solution pour le chômage, vous êtes autour de la table, vous êtes responsables" alors même que les syndicats ne financent plus le chômage, c'est le contribuable".

"Comme c'est difficile, ils ont rendu hier au gouvernement la copie", a-t-il regretté.

"On est dans un drôle de système ! Chaque jour dans le pays, on dit "corps intermédiaires, démocratie territoriale, démocratie sociale, laissez-nous faire". Et quand on donne la main, on dit "mon bon monsieur, c'est dur, reprenez-la". Et le gouvernement va devoir la reprendre, car on ne peut pas avoir un déficit cumulé sur le chômage comme on a depuis tant d'années", a-t-il lancé.

"Non, Monsieur le président de la République, on ne vient pas d'avoir 'une vraie négociation sociale'", écrit Yves Veyrier (FO) dans un communiqué, rappelant que principe fondamental de l'Organisation internationale du travail (OIT) prévoit que la négociation collective "revêt un caractère libre et volontaire".

Or, "la lettre de cadrage que votre gouvernement a imposée, d'une part, et certaines de vos interventions publiques durant le déroulement de la négociation, d'autre part, ne nous ont 'pas donné la main' mais allaient à l'encontre de ce principe", insiste-t-il.

Les négociations entre partenaires sociaux ont buté sur le refus patronal d'un bonus-malus pour décourager les entreprises de recourir aux contrats courts. Le patronat a par ailleurs déploré le refus des syndicats de discuter des économies demandées par le gouvernement, au minimum un milliard d'euros par an.

La critique du président aux partenaires sociaux s'inscrivait dans une réponse plus globale aux présidents de départements. Après avoir écouté leurs revendications pendant quatre heures et demi, il leur a reproché globalement leurs "appels de compétences et refus de responsabilité". AFP 21 février 2019

LVOG - Macron : " *On vient d'avoir un exemple de vraie négociation sociale*", Veyrier (FO) : " *Non, Monsieur le président de la République, on ne vient pas d'avoir 'une vraie négociation sociale'*". Bon, il faudrait vous entendre : Avez-vous eu oui ou non une "vraie négociation sociale" ?

Les bureaucrates syndicaux vendus qui participent à ce marchandage de nos droits depuis des lustres (toujours en fait) étaient habitués jusque-là à ce que leur interlocuteur leur présente un plat consistant, qu'il allégeait pas la suite pour le rendre plus digeste, histoire de sauver les apparences et que cette sordide comédie puisse continuer, n'ayant pas perçu apparemment que depuis Sarkozy cet allègement avait plutôt tendance à se réduire drastiquement pour devenir chaque fois plus pesant, avec Hollande ils en arrivèrent à digérer entre autres le pavé incommestible de la loi Travail, mais il était de gauche, il leur offrit le mariage pour tous en compensation, avec Macron, il doivent se mettre à table et tout avaler d'une traite, qui plus est en le remerçant de leur avoir offert un repas uniquement à base de CAC40, ce qui facilite la digestion, comme quoi ils sont ingrats de se plaindre, franchement !

En Marche vers le totalitarisme. Quand la justice "va au-devant des souhaits du pouvoir. C'est très grave."

- Gilets jaunes: «La justice n'a pas besoin d'obéir aux ordres, elle va au-devant» - sputniknews.com 22.02

François Boulo, avocat et porte-parole des Gilets jaunes de Rouen:

«Les condamnations qui ont été prononcées, en plus d'être extrêmement nombreuses et d'avoir touché en majorité des gens qui n'avaient pas de casier judiciaire, ont été incroyablement sévères par rapport à ce qu'il se fait traditionnellement. Tout cela est le fruit de la politique de l'exécutif qui, au-delà de la répression policière, a mis en place une vraie répression judiciaire. Tout est fait pour interpellé un maximum, déférer devant le juge le plus vite possible et condamner le plus lourdement possible.»

Le cas de Hedi M., 28 ans, condamné à 6 mois de prison ferme et 3 ans d'interdiction de manifester pour un statut Facebook appelant à bloquer un dépôt pétrolier. Ou celui d'un autre Gilet jaune, condamnés «à 28 mois tout aussi fermes, sans avoir été défendu par un avocat, au prétexte, selon la présidente du tribunal, que cela n'aurait rien changé.»

Un article publié le 3 décembre dernier par BFMTV rend compte de plusieurs jugements suite aux violences du 1er décembre à Paris: «Nombre de prévenus ont été arrêtés avant les faits. Maçon, tourneur-fraiseur, soudeur, mécanicien, chauffeur, étudiant, des inspecteurs qualité chez Safran: nombre d'entre eux sont aussi bien insérés professionnellement et socialement. Âgés de 20 à 50 ans, ces pères de jeunes enfants, pour bon nombre d'entre eux, et habitant en régions, ont été arrêtés souvent avec des masques de ski, des lunettes de piscine, des gants, du sérum physiologique... Beaucoup ont été interpellés dès leur arrivée à la manifestation et n'ont pas eu le temps de mettre leurs gilets jaunes.» Nous sommes loin du profil du casseur issu d'un mouvement radical.

«Il faut être clair, il y a des gens, dont la plupart sont connus depuis des années, qui viennent dans les manifestations pour casser, mais ils représentent une minorité et ne sont pas des Gilets jaunes. Ensuite, il y a certains Gilets jaunes, qui n'avaient jamais eu affaire à la justice et qui n'étaient pas venus pour casser, mais qui se sont retrouvés nassés et sous les tirs de grenades lacrymogènes. Évidemment, certains ont pu tenter de forcer leur sortie. Même du côté de la police, des agents n'avaient même pas conscience que tout était bloqué», affirme François Boulo.

La vitesse des comparutions immédiates tranche avec des enquêtes de l'Inspection générale de la police nationale, qui semblent prendre leur temps. Au 18 février, l'écrivain et documentariste David Dufresne recensait 243 signalements à l'IGPN pour 133 enquêtes. Début février, 59 avocats ont publié une tribune dénonçant le traitement judiciaire dont ont fait l'objet plusieurs Gilets jaunes. Ils alertent notamment sur le «danger que constituent ces procédures faites souvent dans l'urgence et visant principalement à gonfler, souvent de manière artificielle, des chiffres qui seront annoncés par le ministère de l'Intérieur». Dans le même temps, les conseils dénoncent la lenteur des procédures engagées contre les policiers soupçonnés de violence:

«L'identification de policiers mis en cause est longue et laborieuse, les poursuites rares, dans le cadre de procédures excluant les avocats (enquêtes préliminaires, enquêtes internes) de sorte qu'à ce jour, à la connaissance des avocats signataires, aucune poursuite pénale n'a abouti concernant des violences policières.»

Célérité et sévérité pour les Gilets jaunes, clémence pour les policiers? «C'est l'impression que cela donne. Factuellement, nous

ne savons pas si des consignes du pouvoir ont été données à l'IGPN. Ce que l'on sait, c'est que l'exécutif a montré un soutien sans faille aux forces de l'ordre, quoi qu'il arrive. Au contraire de ses nombreuses dissuasions à venir manifester», analyse François Boulo. Régis de Castelnau cite le cas de Didier Andrieux, commandant divisionnaire, filmé molestant des manifestants à Toulon le 5 janvier.

«Le témoignage d'un de ses anciens collègues a indiqué que cet individu était caractériel et pourtant le procureur n'a pas décidé bon d'enquêter», souligne l'avocat. Le procureur de la République de Toulon a jugé qu'il avait agi «proportionnellement à la menace». Le policier, décoré de la Légion d'honneur, fait cependant l'objet d'une enquête de l'IGPN qui a été saisie par le préfet du Var.

Au-delà de la réponse pénale, c'est l'indépendance de la justice qui pose question. À plusieurs reprises, des membres du gouvernement ont appelé à la plus grande sévérité. La Garde des Sceaux Nicole Belloubet s'est déplacée en personne le 2 décembre au tribunal de Paris, dans les locaux de la permanence du parquet. Face caméra, elle appelait à «une réponse pénale extrêmement ferme» face aux débordements de la veille.

Alors, pas indépendante la justice en France?

«Les parquets et les procureurs ne sont pas indépendants comme l'a clairement dit la Cour européenne des Droits de l'Homme (CEDH) en 2010. Ils prennent des instructions du ministère. Ce sont eux qui mettent en application la politique de répression et décident de déférer les individus interpellés. Ensuite se pose la question des juges qui vont prononcer les peines et qui sont eux statutairement indépendants. Pourquoi autant de sévérité? À mon avis, l'explication est sociologique. Vous avez affaire à des gens qui, pour la plupart, ont un réflexe de classe et sont loin d'être des sympathisants du mouvement des Gilets jaunes. Ils leur font même très peur», analyse François Boulo.

Michel Taube a une vision différente des événements. Il met en avant la spécificité française: «Nous sommes dans un pays à tradition jacobine, où l'État est souvent très puissant, où la notion d'ordre public, qui est très importante, fait que souvent l'État prend le dessus sur les intérêts individuels. C'est aussi dans ce contexte que nous avons eu autant d'interpellations. Lorsque l'ordre public est menacé, les décisions de justice sont souvent fermes. Nous n'allons pas convoquer Montesquieu et "De l'esprit des lois". Je suis extrêmement attaché à la séparation des pouvoirs, mais la réalité est que la justice est une autorité indépendante, mais pas un pouvoir indépendant.»

«Dans tout État, même démocratique, le politique, via notamment le ministre de la Justice, a une certaine emprise sur la politique judiciaire menée par les tribunaux. Les juges sont autonomes et agissent en conscience indépendamment de toute pression du pouvoir politique. Il n'en demeure pas moins que le pouvoir judiciaire n'existe pas totalement. Cela ne me dérange pas, en tant de crise, que l'exécutif exprime des volontés ou des souhaits par rapport à ce que devraient faire les tribunaux. Encore une fois, au final, ce sont eux qui décident en leur âme et conscience.»

Régis de Castelnau est, lui, sur la même longueur d'onde que François Boulo:

«Sur le plan technique, on peut penser que les juges sont indépendants, mais il y a une telle cohérence intellectuelle, politique, sociologique avec les gens qui sont au pouvoir que la justice n'a plus besoin d'obéir aux ordres, elle va au-devant des souhaits du pouvoir. C'est très grave.» sputniknews.com 22.02

En complément. Les commissaires de police toucheraient des primes à la garde à vue

""La garde à vue est devenue un indicateur de performance du travail policier. C'est un peu comme si on disait qu'un juge va être payé au nombre de personnes incarcérées", a dénoncé le dirigeant syndical. "Je ne dis pas que le policier lui-même est payé comme ça mais les commissaires touchent des primes en fonction du nombre de gardes à vue réalisées dans leur commissariat et "les crédits du commissariat dépendent de ce nombre-là", a-t-il affirmé."

Source : Le Monde

[Acte XV](#)

- L'acte XV des gilets jaunes éclipsé à la télé, pas dans la rue - Le HuffPost

Ils ont déjà prévu un acte XVIII quand viendra l'heure de la restitution du grand débat. Alors après un mois de baisse de la mobilisation, les gilets jaunes allaient-ils vraiment s'investir dans l'acte XV? Le HuffPost

Réponse.

- Les "gilets jaunes" toujours mobilisés pour leur acte 15 - AFP 24 février 2019

"On n'est pas fatigué": les "gilets jaunes" ont réinvesti les rues samedi pour leur acte 15, enrayant la baisse de mobilisation des dernières semaines, avec des manifestations entachées de heurts en fin de cortèges dans plusieurs villes et un pique-nique à Chambord.

Les manifestants étaient 46.600 dans toute la France, contre 41.000 samedi dernier, selon un décompte du ministère de l'Intérieur, contesté par les "gilets jaunes". Ils étaient 5.800 à Paris, soit 800 de plus qu'il y a une semaine, selon la même source.

"A tous ceux qui pensent que la mobilisation s'essouffle je dis "regardez, ouvrez les yeux", a dit à l'AFP Céline, une Toulousaine de 46 ans. C'est une immense colère et il n'y a pas de retour en arrière possible. Si on rentre chez nous, on meurt, la France meurt".

Ils ont généralement défilé dans le calme, mais des heurts ont souvent éclaté en fin de journée lors de la dispersion des cortèges, comme à Toulouse, où les CRS ont été la cible de "cocktails molotov" selon la préfecture.

"La violence, toujours. Les exactions commises en marge des rassemblements de Clermont-Ferrand, Rouen, Montpellier... sont intolérables", a dénoncé sur Twitter le ministre de l'Intérieur Christophe Castaner en début de soirée.

A Clermont-Ferrand, barricadée pour l'occasion dans la crainte de la présence de casseurs, des heurts ont éclaté dès l'après-midi. Trente-trois personnes ont été interpellées, dont 16 placés en garde à vue, neuf manifestants et un policier ont été blessés, selon un dernier bilan de la préfecture. A Bordeaux, manifestants et forces de l'ordre se sont affrontés pendant une petite demi-heure en fin de manifestation. Ces heurts ont fait quelques blessés, souvent soignés sur place par les pompiers.

En fin de journée, des sources policières et/ou les préfectures ont fait état d'interpellations dans de nombreuses villes: 28 à Paris, une quinzaine à Rennes dans le cadre de "contrôles et fouilles préventives", 12 à Lyon, selon la préfecture.

A Epinal, où environ 1.600 personnes ont manifesté, le défilé a été émaillé de heurts: les grilles de la préfecture ont été arrachées et des vitres cassées.

En pleines vacances scolaires et après des insultes contre l'intellectuel Alain Finkielkraut, traité de "sale sioniste" lors de l'acte 14, partout, les manifestants ont réaffirmé leur détermination et le caractère protéiforme de leur lutte contre la politique d'Emmanuel Macron, hors du champ politique traditionnel et sans chef.

"C'est aux citoyens de choisir dans quel monde ils veulent vivre. On ne peut plus attendre des solutions des politiques, ils nous ont assez montré leur malhonnêteté", a déclaré Caroline, monitrice d'équitation de 37 ans, dans le cortège de Strasbourg.

A Bordeaux, la marche s'est ébranlée derrière une grande banderole "Nous n'avons pas d'armes, vous n'avez pas d'âme". "Politcards tous des tocards, smicards au pouvoir, smic à 1850 euros net", pouvait-on lire sur une pancarte à Lille.

Dans la capitale, la "marche dans les beaux quartiers" a débuté à midi sur les Champs-Élysées, point névralgique de la mobilisation parisienne chaque week-end, pour gagner le Trocadéro. Quelques bombes lacrymogènes ont été tirées sur l'esplanade en fin de journée pour disperser le cortège.

"L'essoufflement, je crois qu'on s'en fiche. Le noyau dur il est là, on sait qu'on est là et on est là pour longtemps. Le gouvernement ne sera jamais serein: même si les manif du samedi finissent par s'arrêter, on redescendra dans la rue au moindre truc", a déclaré à l'AFP Karima, sans emploi de 48 ans, en quittant la place du Trocadéro.

Et pour elle, "ça risque de repartir après le "grand débat", parce que les gens seront déçus".

Emmanuel Macron a lancé mi-janvier un grand débat national pour tenter de sortir de cette crise inédite: doléances et propositions - parmi lesquelles le "référendum d'initiative citoyenne" reste le plus populaire - seront recueillies jusqu'au 15 mars avant des décisions du pouvoir.

Populaires aussi, les pancartes "Macron rend le pognon" ou "Macron, démission". Le chef de l'Etat est depuis le début du mouvement la cible privilégiée des slogans et des chants des manifestants.

Priscillia Ludosky, une des figures du mouvement, avait choisi Chambord pour manifester et le pique-nique géant organisé devant le Château: un pied de nez à Emmanuel Macron qui y avait fêté ses 40 ans fin décembre 2017.

Les manifestants étaient encore très mobilisés en province, ont constaté des journalistes de l'AFP: ils étaient des milliers à Bordeaux (3.500 selon la police), à Toulouse (3.000 selon la police), entre 2.500 et 5.000 à Clermont-Ferrand selon les sources,

2.000 à Rennes, 1.500 à Montpellier, plus d'un millier à Marseille et à Caen (selon la préfecture), 900 à Nantes, 350 à Saint-Etienne.

- Selon le ministère de l'intérieur, les manifestations à Paris se déroulent dans le calme. Quelques heurts ont eu lieu à Clermont-Ferrand. - lemonde.fr 23.02

La mobilisation des « gilets jaunes » ne faiblit pas. Et elle est même en légère augmentation, samedi 23 février, pour l'acte XV. Près de 47 000 manifestants ont en effet défilé samedi dans toute la France, dont 5 800 à Paris, selon les chiffres du ministère de l'intérieur.

Il y a une semaine, l'acte XIV avait mobilisé 41 000 personnes en France, dont 5 000 à Paris, selon le ministère de l'intérieur, contre 282 000 lors de la première journée d'action du samedi 17 novembre, date du lancement de ce mouvement de contestation sociale inédit.

A Paris, cinq manifestations ont été déclarées, dont trois sous la forme de rassemblements, a indiqué par communiqué la préfecture de police. Les deux défilés, baptisés sur Facebook « Tsunami jaune » et « Tous aux Champs-Élysées, on ne lâche rien », ont rassemblé 5 800 personnes selon le ministère de l'intérieur, contre 5 000 la semaine dernière.

La « marche dans les beaux quartiers » a débuté à midi sur les Champs-Élysées, point névralgique de la mobilisation parisienne chaque week-end. Quelques bombes lacrymogènes ont été tirées à l'arrivée sur l'esplanade du Trocadéro pour disperser la cortège, en fin d'après-midi.

A Clermont-Ferrand, la ville entière s'était barricadée : commerces, parcs et bâtiments publics sont fermés, tandis que les concerts et les spectacles ont été annulés. Entre 2 500, selon la préfecture, et « de 5 000 à 6 000 » personnes selon les organisateurs ont défilé dans la ville auvergnate. Dans un concert de huées, de sifflets et de pétards, aux cris de « Castaner aux fers, Macron en prison », « Fin du monde, fin du mois, même combat », la majorité des « gilets jaunes » ont convergé vers 15 h 30 place de Jaude où des poubelles ont été incendiées. Un dispositif policier exceptionnel a été mis en place, selon les autorités locales.

Des affrontements ont eu lieu dans une artère commerçante de la ville entre une trentaine de « gilets jaunes » et les CRS qui ont tiré au lanceur de balle de défense. Une personne a été blessée au pied, selon la préfecture, qui ignorait à ce stade la gravité de la blessure. Au début de l'après-midi, quinze personnes ont été interpellées dont huit placées en garde à vue.

A Bordeaux, la mobilisation, samedi après samedi, reste intacte. Plusieurs milliers de « gilets jaunes », selon la police ont défilé dans le calme. Et alors que le cortège girondin se termine régulièrement par des heurts avec les forces de l'ordre, des organisateurs ont clairement montré samedi leur volonté d'une démonstration pacifique en bloquant eux-mêmes l'accès à la place Pey-Berland, théâtre habituel de violences.

Plusieurs « gilets jaunes » ont ainsi fermé quelques instants une rue conduisant à la place de la mairie à l'aide d'une large banderole grise où s'inscrivait, en lettres jaunes, « Pas de Pey-Berland aujourd'hui », détournant ainsi le cortège. Un jeune qui s'en prenait à un abribus a été expulsé du cortège par plusieurs manifestant.

Du côté de Toulouse, plusieurs milliers de personnes, selon un journaliste de l'AFP, ont manifesté samedi. La préfecture n'a pas donné de bilan chiffré de la participation, estimant dans un communiqué que le nombre de manifestants avait connu « une baisse sensible par rapport aux semaines précédentes ».

La semaine dernière, 4 000 personnes selon la police avaient manifesté dans la Ville rose, une des places fortes de la mobilisation en France. Une semaine auparavant, elles étaient 6 000 selon la police. Samedi après-midi, après près de trois heures de défilé dans les rues de Toulouse, dans le calme et sous le soleil, les manifestants se sont rassemblés devant l'Hôtel de ville, sur la place du Capitole.

Une large banderole avait été suspendue entre deux lampadaires de l'éclairage public, sur laquelle était écrit en lettres blanches sur fond noir : « Toutes et tous mobilisons-nous contre les politiques anti-sociales de Macron ». Quelques instants plus tard, les forces de l'ordre tiraient les premières salves de grenades lacrymogènes, les manifestants s'éparpillant alors dans les rues adjacentes. La préfecture a annoncé que quatre personnes ont été interpellées.

A Rennes, près de 2 000 personnes, selon la police se sont rassemblées. Les manifestants, venus de toute la Bretagne, mais aussi des Pays de la Loire et de la Touraine répondaient à un appel à un rassemblement interrégional.

« Macron démission ! Castaner en prison ! » : drapeaux bretons, tricolores ou jaune fluo appelant à un « RIC » (référendum d'initiative citoyenne), le cortège s'est ébranlé sous le soleil depuis la place de la République à 14 heures, au son d'un « chant des partisans » à la cornemuse. La préfecture a fait état d'une « quinzaine d'interpellations, dans le cadre de contrôles et de fouilles préventives avant la manifestation ». Des armes, des couteaux, des billes de plomb ont été saisis et les personnes interpellées placées en garde à vue, a-t-elle précisé.

Sur son compte Twitter, le ministre de l'intérieur, Christophe Castaner, a déploré les heurts qui ont eu lieu dans plusieurs villes.

Pique-nique géant à Chambord

Plusieurs leaders du mouvement, dont Priscillia Ludosky, sont à Chambord, dans le Loir-et-Cher. Ils participent dans une ambiance bon enfant au pique-nique organisé avec plus d'un millier de personnes devant le château, une manière de se moquer d'Emmanuel Macron qui y avait fêté ses 40 ans en 2017.

Principalement venus de Sologne et de Touraine, les manifestants ont mis en place, pour éviter tout débordement, un vaste réseau de « gilets blancs », chargés de surveiller le bon déroulement de l'événement organisé en coordination avec la mairie et les gestionnaires du château, mais aussi avec la gendarmerie qui a dénombré environ 1 200 personnes.

Blocage de la plate-forme Amazon de Toulouse

Une centaine de personnes, dont des « gilets jaunes » et des membres d'Attac, ont bloqué samedi matin la plate-forme Amazon de Toulouse, qui a été fermée, empêchant toute livraison. Parmi les tracts distribués, celui qui disait :

« Emmanuel Macron veut faire payer la transition écologique par les plus pauvres. Pourquoi ne pas faire payer les gros pollueurs qui doivent déjà de l'argent à la société ? »

Les manifestants dénonçaient aussi « l'exploitation » par Amazon « des salariés », « la pollution de l'environnement » et fustigeaient le montant « dérisoire » des impôts payés par le géant américain de la distribution en ligne en Europe et en France, une « fraude fiscale » selon eux.

« Gilets jaunes » : le leader grenoblois Julien Terrier en garde à vue

Le leader grenoblois des « gilets jaunes », Julien Terrier, et un autre membre actif du mouvement ont été placés en garde à vue, samedi matin 23 février, a-t-on appris auprès du parquet de Grenoble. Les deux hommes sont « dans les locaux de la gendarmerie dans le cadre d'une enquête de flagrance », a précisé le procureur de la République. L'enquête a été ouverte pour « participation à un groupement formé en vue de la préparation de violences ou dégradations » et « organisation d'une manifestation sur la voie publique sans déclaration préalable ».

Julien Terrier et Jérôme Bouzendorffer avaient appelé cette semaine à une opération péage gratuit à Voreppe (Isère), sur l'autoroute A48, à l'occasion de l'acte XV du mouvement national des « gilets jaunes », alors que ce week-end de chassé-croisé des 23 et 24 février s'annonce très chargé sur les routes. Le 8 décembre, Julien Terrier avait déjà été placé en garde à vue à Grenoble. Il lui était reproché d'avoir organisé une manifestation illégale. lemonde.fr 23.02

Préméditation. **"C'était très étrange, l'hélicoptère (des forces de l'ordre) tournait toute la journée au dessus de chez nous"**.

- L'acte XV s'est déroulé sans incident à Paris, où l'affluence était supérieure à la semaine dernière. liberation.fr 23.02

Aucun black block ne s'est constitué au sein du cortège pendant les cinq heures de manifestation. «Il n'y a pas d'hélicoptère aujourd'hui», remarque un jeune face au ciel bleu parfaitement dégagé. liberation.fr 23.02

LVOG - A Paris pas besoin d'hélicoptère puisque le ministre de l'Intérieur avait signifié leur congé aux black blocks et autres antifa. A Clermont en revanche il y en avait un dans le ciel, ce qui signifiait que c'était là que devait se produire ce samedi la grande provocation ou manipulation nationale !

- "Gilets jaunes": les Clermontois stupéfaits après les violences inédites de la veille - AFP 24 février 2019

"C'est désolant, on ne comprend pas. Ce n'est pas les Clermontois qui ont pu faire ça. On a regardé les images hier à la télé, ce n'était pas la même place de Jaude, le même Clermont si vivant et calme d'habitude", regrette Thomas Fageole, qui se baladait dimanche en famille sur la place emblématique de la ville, qui avait retrouvé sa quiétude.

Samedi, "du coup on n'est pas sorti. On a expliqué aux enfants que c'était un jour férié. C'était très étrange, l'hélicoptère (des forces de l'ordre) tournait toute la journée au dessus de chez nous", ajoute son épouse, Ambre, tandis que Louis, leur fils, demande interloqué "pourquoi les magasins sont recouverts de morceaux de bois".

"Du temps de Pompidou, Mitterrand, Chirac... on manifestait mais jamais cela s'est terminé de la sorte. Pourtant, on en a vu

des manifestations de la CGT. Ils s'en sont même pris aux pompiers (qui venaient éteindre un feu de poubelles), vous vous rendez compte?"

"Même en mai 68 à Clermont, on a jamais vu ça" renchérit Noëlle 72 ans, croisée devant la devanture endommagée d'une enseigne de chaussures.

Samedi après-midi, la manifestation régionale, qui avait réuni entre 2.500 selon la préfecture et 5.000 personnes selon les "gilets jaunes", avait pourtant débuté dans le calme avant les premiers tirs de grenades de gaz lacrymogène n'éclatent aux abords du palais de justice.

Le cortège s'était ensuite rapidement disloqué et ne restait sur place en fin de journée qu'entre "50 et 100 individus" qui ont dégradé une douzaine de commerces et jeté des projectiles sur les forces, selon le parquet.

Parmi eux, des groupuscules venus de l'étranger, "d'Allemagne et d'Italie", précise à l'AFP le procureur de la République, Eric Maillaud.

Au total, 37 personnes ont été interpellées, donnant lieu à 22 gardes à vue. Dimanche soir, 18 d'entre eux étaient encore dans les locaux de la police.

"Les policiers ont le sentiment d'avoir eu à faire à de vrais professionnels. Les mesures mises en places dès lundi ont permis d'éviter de plus lourds dégâts", a estimé samedi soir la préfète du Puy-de-Dôme Anne-Gaëlle Baudouin-Clerc, qui évoque par ailleurs "une violence sans retenue et organisée". AFP 24 février 2019

- Témoignage sur la manif à Clermont- Ferrand du 23 février - aplutsoc.org 24.02

Lorsque nous sommes arrivés Place du 1er Mai à Clermont, un peu avant 13h, nous avons trouvé des GJ pacifiques et une ambiance bon enfant. Quelques centaines de personnes étaient alors rassemblées.

Nous sommes partis en manifestation « dans le calme » à peu près 1500 pour finir 2500. A ce moment là, nous n'avions croisé ni gendarmes ni policiers (sauf un contrôle à Riom, et notre voiture n'a pas été contrôlée). La manif s'est dirigée sans encombre (et sans forces de l'ordre) vers le centre-ville.

Arrivés près du Palais de justice, je me disais d'ailleurs, alors qu'un artiste chantait et jouait de la guitare, que la campagne de fake news et la propagande de la peur qui avaient conduit à vider Clermont et à barricader la ville (comme une ville américaine menacée d'un ouragan) était une manœuvre grossière.

Quelques minutes plus tard, les premiers gaz lacrymogènes étaient lancés sans aucune raison, ce qui a contribué à éparpiller le cortège, les « forces de l'ordre » étaient cachées et leur apparition était clairement provocante.

Lorsque nous sommes arrivés place de Jaude et que la majeure partie des manifestants s'est retrouvée, les casqués étaient prêts à intervenir, avec derrière eux les camions. La foule était pourtant totalement calme.

La manifestation était de fait terminée, la guérilla pouvait être organisée par les casqués.

Les gilets jaunes restaient, se prenaient de la lacrymo, reculaient, et revenaient, non pas pour être violents, mais, déterminés, pour garder la tête haute.

D'ailleurs, au moment où il y a eu un début de feu à l'écart de la manifestation, les forces de l'ordre étaient trop occupées à viser les manifestants.

Et l'on gueulait « Macron Démission », ça chantait, ça causait.

A partir du Palais de justice donc, l'air sentait partout la lacrymo. Grenades de désencerclement par dizaines, sans raison ni sommation... C'est cette provocation qui a entraîné les tensions, et quand nous sommes partis, les tensions se renforçaient à mesure que la police/gendarmerie attaquait, mais les manifestants étaient calmes.

Une camarade vichyssoise, pacifique et pacifiste, se retrouve à l'hôpital pour une grenade sur le pied.

Toutes celles et tous ceux qui étaient là, et notamment pas habitués aux manifestations difficiles, ont vu la charge brutale qui a été faite. Militant.e.s, gilets jaunes, jeunes et vieux, nous savons le comportement de l'État. Nous savons que nous n'étions pas

une menace à l'ordre public, nous savons qu'eux ont organisé le désordre.

Lorsque nous sommes repartis, nous avons trouvé un bistrot ouvert, plein de gilets jaunes, le bar passait la chanson des GJ. Et il y avait là des sourires, le bonheur d'être ensemble comme durant toute la manif. D'ailleurs, quelques petits commerces étaient restés ouverts sur le parcours, et les GJ s'y arrêtaient, il n'y avait pas de menace ni de danger pour les biens.

Le contraste entre la manière dont la ville a été barricadée, dont le dispositif policier a fait preuve de violence, et le comportement des manifestants était immense.

Alors nous sommes en colère, face à la violence de l'État. Mais notre colère face à leur provocation et leur violence ne nous feront pas perdre notre sourire et le bonheur d'être ensemble. aputsoc.org 24.02

LVOG - Maintenant vous le savez, quand au tout début d'une manifestation il y a un hélicoptère de la police dans le ciel, c'est qu'ils vont se livrer à des provocations...

ACTUALITE EN TITRES

En famille. La main tendue de Drahi..

- A gauche, tous pour rien plutôt qu'un pour tous - Liberation.fr 21 février 2019

Malgré la main tendue de Place publique et moult discussions, chacun reste dans son couloir.

Sur le papier, la gauche est belle, forte et lucide. Dans la vraie vie, le scénario est triste comme un jour de pluie en plein été.

Pourtant, en novembre, on a scruté de près l'arrivée d'un super-héros dans le grand bain politique : Place publique. Un mouvement composé de figures reconnues à gauche - Raphaël Glucksmann, Claire Nouvian ou Thomas Porcher -, qui se retroussent les manches afin de mettre un terme aux querelles entre les différentes familles.

Aujourd'hui, au regard de la photo de famille, c'est la défaite de la gauche qui s'annonce historique. Liberation.fr 21 février 2019

LVOG - Ils désespèrent, ils l'aiment tant cette gauche qui a porté l'EuroMaïdan !

Non, pas celles de l'EuroMaïdan, voyons !

- Gilets jaunes : Valls aurait interdit les manifestations - L'Express.fr 21 février 2019

L'ex-Premier ministre a jugé qu'il aurait fallu "frapper fort dès le début" au vu des actes antisémites commis en marge. L'Express.fr 21 février 2019

Toujours plus à droite ou l'extrême droite centriste assumée.

- «Le chantier du macronisme, c'est d'élargir son assise sur la droite» - Liberation.fr 21 février 2019

Comment ? La réponse.

- Christophe Castaner explique l'usage des LBD à des enfants dans l'émission "Au tableau !" - Franceinfo 22.02

"C'est une arme dangereuse", explique dans cette séquence le ministre de l'Intérieur, qui évoque les blessures aux visages de certains manifestants, mais justifie son emploi. Franceinfo 22.02

Ils osent tout.

Nous aussi !

- «Les Algériens savent qu'on vote à leur place» - Liberation.fr

Il y a des écervelés partout.

- «On était heureux, on allait participer à la libération du Venezuela» - Liberation.fr

Parole de pervers.

- Sommet sur la pédophilie : le pape et l'Eglise ont "raté le rendez-vous avec leur conscience" - Franceinfo

ACTUALITÉ DU JOUR

Tafta : l'Europe va-t-elle reprendre les négociations avec Trump ?

"Bloqué il y a trois ans suite à de fortes mobilisations citoyennes en Europe et à l'arrivée de Donald Trump au pouvoir aux États-Unis, le Tafta, ce projet d'accord de libéralisation du commerce transatlantique entre l'Union européenne (UE) et les États-Unis, va-t-il revenir sur la table ? Les ministres du Commerce des pays membres de l'UE sont sur le point de valider un mandat qui autoriserait la Commission européenne à négocier un accord transatlantique visant à réduire les droits de douane sur les biens industriels, notamment automobiles, et à « harmoniser » des normes et réglementations. La commission du commerce international (INTA) du Parlement européen a quant à elle voté une résolution en ce sens le 19 février. Aucun État membre ne semble opposé à l'idée de rouvrir des négociations commerciales avec Washington." Source : BASTAMAG

Mais pourquoi veulent-ils privatiser ADP, la FDJ et Engie ?

"Le gouvernement se dit résolu à procéder à la privatisation de trois entreprises importantes. Il est pourtant difficile de trouver des arguments qui la justifient. Après le vote positif de l'Assemblée nationale et le refus du Sénat de voter la privatisation d'Aéroports de Paris (ADP), de la Française des Jeux (FDJ) et d'Engie, la commission mixte paritaire du 20 février rassemblant députés et sénateurs a de grandes chances de ne pas déboucher sur un accord. Le dernier mot reviendra alors à l'Assemblée. Au moment où le ministre de l'Economie et des Finances, Bruno Le Maire, affirme que rien ne remettra en cause ces privatisations, on peine à trouver des arguments justifiant leur nécessité." Source : ALTERNATIVES ECONOMIQUES

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Venezuela

- Venezuela: Les États-Unis annoncent "passer aux actes" contre Nicolas Maduro - Le HuffPost24 février 2019

Les États-Unis ont affirmé ce samedi 23 février qu'ils allaient "passer aux actes" pour soutenir la démocratie au Venezuela tout en qualifiant de "brutes" les forces de sécurité du président Nicolas Maduro, qui ont ouvert le feu sur des manifestants.

"Les États-Unis vont passer aux actes contre ceux qui s'opposent à la restauration pacifique de la démocratie au Venezuela. Maintenant, le temps est venu d'agir pour soutenir les besoins du peuple vénézuélien désespéré", a écrit le secrétaire d'État américain Mike Pompeo sur Twitter. "Nous sommes solidaires avec ceux qui poursuivent leur lutte pour la liberté." Le HuffPost24 février 2019

- Venezuela: le Groupe de Lima écarte l'usage de la force contre Maduro - AFP 26 février 2019

Le Groupe de Lima, qui se réunissait pour la première fois en présence de Juan Guaido, ainsi que du vice-président américain Mike Pence, a en outre demandé à la Cour pénale internationale (CPI) d'examiner "la grave situation humanitaire" dans l'ancienne puissance pétrolière en crise.

Ses membres ont estimé que "la violence criminelle de Maduro contre la population civile" et son refus de laisser entrer l'aide, envoyée essentiellement des États-Unis, "constituent un crime contre l'Humanité", ajoute le texte.

La veille, le secrétaire d'Etat américain Mike Pompeo avait qualifié le dirigeant chaviste de "pire du pire des tyrans" et s'était dit "certain que, grâce aux Vénézuéliens, les jours de Maduro sont comptés".

Mais l'Union européenne (UE) a réitéré lundi son appel à "éviter une intervention militaire".

Venezuela: l'Europe refuse l'option militaire des États-Unis - LeFigaro.fr 26 février 2019

- Venezuela : Nicolas Maduro rompt les relations diplomatiques avec la Colombie - Franceinfo 25.02

Propagande et désinformation.

- «L'aide humanitaire au Venezuela, une question de vie ou de mort» -Le Parisien

- Le "Venezuela Aid Live", dans la lignée des grands concerts caritatifs - Le HuffPost

- Aide humanitaire au Venezuela : comment les ONG se sont mobilisées - Le Parisien 23 février 2019

[Haut de page ↗](#)